APR 30 1924

31e Année. N° 8. 15 Avril 1924.

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

		Pages.
te de Sainte-Aulaire.	*Un Épisode sous la Terreur*	721
Abel Bonnard	*Le Bonheur de peindre.* — I	762
tesse de Noailles. . .	*Poèmes.*	783
Jacques Piou.	*La Commission du Budget pendant la guerre.* .	791
Philippe Barrès . . .	*La Guerre à vingt ans.* — III	818
Yves de la Brière . .	*L'Idéal chrétien et la Cité contemporaine.* . . .	846
D. Merejkovsky . . .	*La Fin d'Alexandre Ier.* — II	861
Paul Dottin.	*La grande pitié des Églises d'Angleterre.* . . .	899
Paul Souday	La Vie littéraire : *Le Théâtre*	916
Louis Houllevigue . .	La Vie scientifique : *Le Miracle dans la science.*	924
Jules Decamps. . . .	Questions économiques : *La Crise du franc.* .	935
André Chaumeix. . .	La Politique : *Le nouveau Ministère de M. Poincaré.*	950

Copyright 1924 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE **240** PAGES : **4** FR. **50**

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1924

La Revue de Paris *publiera prochainement :*

Le Lion devenu vieux

par JEAN SCHLUMBERGER

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

M. **A.-G.-P. Martin**, ancien officier interprète de l'armée d'Afrique, a pu, grâce à sa connaissance des langues nord-africaines, entreprendre le récit de **Quatre siècles d'histoire marocaine**, en utilisant les sources indigènes. Ce gros livre n'est pas, comme son titre pourrait le faire croire, une histoire d'ensemble du Maroc, — qui serait bien nécessaire, et que l'on doit attendre de l'initiative de M. Hardy, directeur de l'enseignement du protectorat, qui nous a donné déjà de bons ouvrages sur l'Afrique soudanaise. Le livre de M. Martin ne concerne que les oasis du Touat. Il s'ouvre en 1504, à l'arrivée des *missi* des sultans saâdiens; il montre les sultans de la dynastie filalienne, agissant sur les oasis, d'abord, eux aussi, à partir de 1604, par de simples envoyés, puis, à partir de 1692, par des gouverneurs. L'appauvrissement de cette région par une aggravation du régime désertique amène le sultan Moulaï Slimane, en 1795, à concéder aux Touatiens l'autonomie avec une assemblée locale, assistée d'un représentant chérifien. Mais cette autonomie se trouve bientôt dominée, en fait, par les grandes tribus nomades, qui, du Tafilelt, interceptent en 1842 les relations du sultan avec les Sahariens. Cette situation s'aggrave encore, surtout à partir de 1882, par la « menace chrétienne », qui détermine le sultan Moulaï-Hassane à rétablir, en 1892, les gouvernements chérifiens. Ceux-ci se trouvent chassés, de 1900 à 1902, par la « Conquête française », que consacrent les accords franco-marocains de 1901 et de 1902. On voit comment ceux-ci, permis par l'Angleterre, d'après l'accord de 1890, sont consentis par Moulaï-Abdul-Aziz. Les innovations malheureuses du « sultan Mahboul » amènent un désordre tel que l'Angleterre passe la tutelle officieuse qu'elle exerçait sur le pays depuis deux cents ans à la France, directement intéressée par le voisinage algérien. Mais l'intervention allemande met le Maroc sous la « tutelle internationale » de l'acte d'Algésiras (1905), qui bientôt provoque la guerre sainte. Malgré ses efforts, Moulaï-Hafid ne peut réaliser le redressement national, et, à partir de 1911, il penche vers le protectorat français, qui est réalisé en 1912. L'ouvrage se termine par des aperçus d'ensemble sur les divers pays musulmans, leur attitude devant les puissances européennes, et la politique que peuvent suivre rationnellement celles-ci vis-à-vis de leurs sujets ou protégés musulmans.

Poursuivant la série de ses pittoresques et savantes études sur le XVIIe siècle, M. **Emile Magne** évoque **Scarron et son milieu** et montre la permanence dans le XVIIe siècle dont on n'a vu trop longtemps que l'ordonnance classique et la pompe de Versailles, — d'inspirations littéraires et d'habitudes sociales, continuant directement jusqu'à la Fronde les désordres, la verve et l'outrance du siècle précédent. L'auteur, dont on connaît les travaux sur l'Hôtel de Rambouillet et Tallemant des Réaux, a multiplié, avec peut-être trop d'artifices littéraires, les reconstitutions colorées, — et les documents inédits, dont plusieurs, — entr'autres une lettre de Scarron à Ninon de Lenclos, — jettent un jour nouveau sur l'intimité du poète.

Charles Richet, l'éminent physiologiste, l'auteur de ce retentissant *traité de Métapsychique* qui modifie les bases de la psychologie classique, vient de recueillir en volume les leçons qu'il a professées à la Faculté de Médecine de Paris sur **l'Œuvre de Pasteur**. A la biographie du maître écrite par M. Vallery-Radot, œuvre remarquable, mais non définitive M. Richet ajoute un commentaire scientifique; il expose tout ce que Pasteur a apporté de nouveau à la physiologie, à la biologie, à la pathologie, et comment il a révolutionné la chirurgie et la médecine, et en particulier l'étiologie, la pathogénie et la thérapeutique. On goûtera l'exposé clair de la théorie des fermentations, de la réfutation de la génération spontanée, et de la grande découverte médicale : « Les maladies peuvent être atténuées dans leur virulence au point de conférer l'immunité ». Ce récit vif, pressant, ardent de foi scientifique, est éminemment tonique, et générateur de vocations scientifiques.

La **23e Année psychologique**, qui vient de paraître, apporte, comme les volumes précédents, des études d'un caractère expérimental, ainsi qu'une documentation très complète sur les travaux intéressant la psychologie publiée en 1922. — Dans les analyses et les revues critiques, il est rendu compte de près de 750 travaux de psychologie générale et comparée, de psychologie pédagogique et industrielle, de psychophysiologie et de psychotechnique, d'anatomo-physiologie nerveuse et de psycho-pathologie, de psycho-sociologie et de métapsychie. Une bibliographie des principaux périodiques allemands pendant les années de guerre comble une regrettable lacune en fournissant l'indication des travaux publiés en Allemagne dans cette période d'interruption complète des échanges intellectuels. — Dans les mémoires originaux, on trouve la relation des recherches de M. PIÉRON sur les couleurs subjectives révélées par le toton de BENHAM, et dont il a réussi à élucider complètement le curieux mécanisme psychophysiologique. Une étude de M. FOUCAULT sur les influences inhibitrices qui s'exercent au cours de la fixation des images; un exposé par M. DWELSHAUVERS de ses travaux sur la mémoire des formes; une étude psycho-technique de quelques tests d'aptitude par Madame PIÉRON, qui expose aussi les résultats de ses recherches sur ces phénomènes de transfert sensoriel, permettant à une perception kinesthésique de se traduire en représentation visuelle et inversement. — Une étude critique sur la différenciation des tests de développement et des tests d'aptitude, très importante en psychotechnique, et une revue générale de la question de l'orientation auditive, sur laquelle s'est fondé le repérage par le son, l'une et l'autre dues à M. PIÉRON, précèdent l'exposé du problème de la mentalité primitive, d'après les travaux de M. L. Lévy-Bruhl, par J. MEYERSON.

J. P.

UN ÉPISODE SOUS LA TERREUR

La Revue de Paris *doit à la bonne grâce de M. le vicomte Emmanuel d'Harcourt la communication des* Mémoires *du Comte de Sainte-Aulaire, son grand-père. Ces mémoires, très considérables, offrent un intérêt historique de premier ordre, en raison des hautes missions diplomatiques remplies par l'auteur, sous la monarchie de juillet, et de l'esprit politique, de la parfaite connaissance des hommes et des choses, qui s'y manifestent à chaque page. L'heureux accord des plus belles disciplines d'autrefois, de brillantes traditions de famille, et de dons personnels éminents rendent fort précieux ces documents.*

Le Comte de Sainte-Aulaire, admis sous la Révolution à l'École Polytechnique et muni d'un modeste emploi dans les Ponts et Chaussées, s'était intéressé très jeune aux affaires publiques. Malgré le précédent d'un parent de son nom qui avait été sous Louis XV ambassadeur de France en Suède, c'est moins la carrière diplomatique que les questions administratives et intérieures qui avaient d'abord retenu son attention. En 1814, *au retour des Bourbons, il accepta la préfecture de Toulouse, mais il donna sa démission en* 1815 *au retour de Napoléon. Durant toute la Restauration, il ne reçut aucun emploi du gouvernement, et se contenta de siéger dans l'opposition libérale à la Chambre des Pairs, où il avait pris la succession paternelle. Après* 1830, *il joua un rôle important. Il a été avec M. de Broglie, M. Thiers, M. Molé et M. Guizot un des hommes qui ont le mieux connu leur époque.*

La confiance du roi Louis-Philippe, et l'estime particulière où il le tenait firent du comte de Sainte-Aulaire l'ambassadeur de France successivement à Rome, à Vienne et à Londres, entre

1831 et 1847. *Ayant résolu de se retirer en 1847, le Comte de Sainte-Aulaire qui avait servi son pays avec éclat, eut l'idée d'écrire pour les siens le récit de ce qu'il avait vu et de ce qu'il avait fait. Avant de publier les plus importantes parties de ces souvenirs consacrés à l'histoire diplomatique, il nous a paru intéressant de reproduire une notice que le Comte de Sainte-Aulaire a écrite sur son grand-père et qui constitue un émouvant épisode de l'histoire révolutionnaire. Ce mémoire a été jadis lu par son auteur même à l'Académie française, et M. G. Lenôtre qui en a eu connaissance l'a jugé si curieux qu'il en a cité plusieurs passages dans son étude sur la conjuration bretonne.*

A. C.

NOTICE SUR M. DE NOYAN

Louis-René de Ranconnet de Noyan, né en Bretagne en 1730, mort à Étiole en 1810, était fils d'Antoine-René de Ranconnet, comte de Noyan, et de Gillone de Rahier, sa seconde femme.

Le portrait de mon grand-père est un de ceux que j'ai vus dans mon enfance au château de la Mancelière; très médiocrement peint, il était d'une ressemblance dont j'ai pu juger par moi-même, car M. de Noyan conserva jusqu'à son dernier jour ce regard d'aigle, cette physionomie prononcée, marques d'un grand courage et d'une force de caractère dont il n'a malheureusement pas toujours mesuré l'action pour son bonheur et celui de sa famille. Son portrait le représente à l'âge de vingt-cinq ans, et a été peint conséquemment vers 1755. On portait alors les cheveux poudrés, mais M. de Noyan n'adopta cette mode que dans un âge plus avancé. Quand je l'ai connu, ses cheveux toujours biens fournis étaient complètement blancs. Le portrait en miniature, peint dans sa prison en 1795, le représente parfaitement à cette époque.

M. de Noyan fut élevé page du roi Louis XV. Il le suivit dans la campagne de 1757, et fut blessé d'une balle à la bataille de Laufeld. La mort de son père et celle de son frère aîné le laissèrent indépendant et possesseur d'une fortune

considérable, il quitta le service et vint en Périgord habiter sa terre d'Escoyre.

La maison d'Aydie, riche et nombreuse, tenait le premier rang dans la province. Dans ses châteaux de Ribérac, des Bernardiers, Vaugoubert, Montchenil, la Borie-Saulnier, Mayac, on menait joyeuse vie. A la Borie la comtesse d'Aydie élevait deux filles d'une grande beauté. L'aînée épousa le marquis de Chapt de Rastignac. Mon grand-père devint bientôt après amoureux de la cadette, mademoiselle de Ribérac. Rien ne semblait mieux assorti que cette union entre deux proches parents jeunes, bien faits et ayant de l'inclination l'un pour l'autre; elle ne se conclut cependant pas sans difficultés. La comtesse douairière de Noyan, mère de mon grand-père, habitait son château de la Mancelière en Bretagne, elle n'en était jamais sortie, et d'une vertu austère, elle nourrissait contre les mœurs du Périgord des préjugés qui n'étaient pas sans quelque fondement. Les scandales de la duchesse de Berry et du comte de Rions avaient retenti dans toute la France. Voir son fils épouser la nièce du comte de Rions, et resserrer encore les nœuds de son alliance avec tous les d'Aydie, c'était dans la pensée de la comtesse de Noyan un manque de respect pour la mémoire de son mari qui, dans sa jeunesse, avait risqué contre le Régent sa fortune et sa vie et qui jamais depuis n'avait voulu se rapprocher de la Cour. N'osant refuser tout à fait son consentement, madame de Noyan demanda un délai. Mon grand-père était amoureux et violent : il passa outre, et épousa sa cousine sous d'assez tristes auspices. Il était alors âgé de moins de vingt ans.

Je n'ai pas connu ma grand'mère de Noyan, mais j'ai connu mon arrière-grand'mère d'Aydie. J'ai vécu près d'elle dans mon enfance dans le château de la Borie-Saulnier, et je touche ainsi à des époques qui semblent à la génération actuelle se perdre dans la nuit des temps. La comtesse d'Aydie, née à la fin de l'avant-dernier siècle, mariée au commencement du siècle suivant, et demeurée veuve fort jeune, n'était guère depuis lors sortie de son château. Étrangère à ce qui se passait autour d'elle en 1790, elle ne recevait plus que sa famille et les religieux de l'Abbaye de Brantôme; elle con-

servait cependant toute sa présence d'esprit et se plaisait à raconter des scènes de sa jeunesse, qui contrastaient avec la monotonie de sa vie actuelle.

Un jour qu'elle était assise à son balcon donnant sur la campagne, je remarquai autour de la fenêtre des éclats de pierre et des trous qui semblaient avoir été faits par des balles, je lui demandai si son château avait soutenu un siège. Elle me répondit que ces dégradations, produites en effet par des coups de feu, n'étaient pas un fait de guerre. « Un jour, ajouta-t-elle avec gaîté, j'avais au château nombreuse compagnie; les messieurs partis le matin pour la chasse rentraient le soir pris de vin, comme c'était alors la coutume, je les attendais à cette fenêtre avec mes cousines. Du plus loin qu'ils nous aperçurent, ils nous saluèrent avec de grands cris, lancèrent leurs chevaux au galop, et pour nous faire plus d'honneur, ils déchargèrent sur nous leurs pistolets. — Par grande fortune aucune de nous ne fut blessée. » Telle était il y a cent vingt ans en Périgord, la galanterie de nos pères. Il se pourrait qu'elle fît courir d'autres dangers aux Dames châtelaines, et la douairière de Noyan était fort préoccupée de cette crainte.

Je ne suis pas retournée depuis cinquante ans au château de la Borie. Je me promets d'aller vérifier un jour si ces traces de balles subsistent encore.

Je reviens au mariage de mon grand-père et de sa cousine. Madame la douairière de Noyan leur garda rancune et fut plusieurs années sans les voir. La réconciliation s'opéra enfin lors de la naissance de ma mère, leur troisième enfant : madame de Noyan consentit à être sa marraine, et l'éleva à la Mancelière avec les plus tendres soins.

Monsieur et madame de Noyan faisaient de temps à autre des voyages en Bretagne, mais ils habitaient d'ordinaire à Escoyre et à Montroy en Aunis lorsqu'un événement, dont le retentissement a été fort grand en France et même en Europe, vint frapper leur famille. Le 10 novembre 1765, MM. de la Chalotais et de Caradeuc, procureurs généraux au Parlement de Bretagne furent arrêtés par ordre du Roi, et conduits pendant la nuit au château du Taureau près de Morlaix; quelques semaines après ils furent transférés dans

la citadelle de Saint-Malo où une commission nommée *ad hoc* et présidée par M. de Calonne instruisit leur procès et celui de quatre autres magistrats du Parlement de Rennes.

Monsieur et madame de Noyan aimaient leur oncle comme un père, ils se dévouèrent à lui, et n'eurent plus, tant que durèrent ses malheurs, d'autre intérêt que celui de le servir. A la première nouvelle de son emprisonnement, mon grand-père fit un emprunt de 40 000 francs, somme considérable pour ce temps-là, et vint s'établir à Paris. Toute la famille de M. de la Chalotais s'y était réunie pour opposer des efforts communs à l'influence de ses ennemis. Ceux-ci, importunés de ce concours, et craignant que la vérité ne se fît jour auprès du Roi, voulurent à tout prix éloigner les solliciteurs de la Cour et de Paris; dix-sept lettres de cachet, lancées autour du comte de Noyan, atteignirent ses parents et ses amis. Il fut épargné lui-même, grâce au souvenir que le comte de Saint-Florentin conservait de son père dont il avait été l'ami.

La mort de la douairière de Noyan vint interrompre les soins que mon grand-père donnait à Paris aux intérêts de son oncle. Il revint à la Mancelière pour régler les affaires de la succession et pour chercher sa fille qu'il amena auprès de sa femme à Paris. Son séjour dans la capitale se continua pendant deux ans encore. Après lesquels le feu de la persécution contre MM. de la Chalotais s'étant amorti, et leur exil à Saintes devant, suivant les apparences, se prolonger indéfiniment, M. de Noyan rentra dans les habitudes héréditaires de sa famille, passant alternativement son temps au château de la Mancelière en Bretagne, de Montroy en Aunis, et d'Escoyre en Périgord. Madame de Noyan préférait de beaucoup le séjour de cette dernière province où elle avait été élevée et où elle retrouvait sa mère et une sœur chérie; M. de Noyan au contraire habitait plus volontiers la Bretagne : les terres qu'il y possédait étaient plus considérables. Et dans cette province comme dans les autres pays d'État, les formes administratives en vigueur nourrissaient le patriotisme et donnaient à l'esprit d'indépendance une activité dont mon grand-père sentait le besoin. Il ne voulait cependant pas contrarier les goûts de sa femme, et

souvent celle-ci passait sans lui plusieurs mois de suite dans sa jolie maison d'Escoyre.

Une circonstance, qui altéra un peu l'union du ménage, disposa encore moins favorablement madame de Noyan pour le séjour de la Bretagne. Elle avait désiré marier sa fille aînée à son neveu le comte de Chapt, pour qui elle avait une grande tendresse. Ce mariage arrangé dès longtemps entre les deux mères rencontra un obstacle insurmontable dans la volonté de M. de Noyan. Il voulut donner sa fille au comte de Kersalaun, fils du conseiller au Parlement de Bretagne, qui avait partagé la disgrâce et la captivité de M. de la Chalotais. Le jeune Kersalaun avait montré beaucoup de zèle pour la cause commune, et l'avait même servie utilement; quand il demanda la main de mademoiselle de la Mancelière, M. de la Chalotais favorisa ses prétentions. M. de Noyan les accueillit, il était absolu dans sa famille et ne tint pas compte de la répugnance de sa femme qui partit du château de la Mancelière le jour même où son futur gendre y arrivait, annonçant le dessein de n'y plus revenir et de se retirer à Escoyre. — Sans doute elle n'eût pas persisté longtemps dans la résolution de vivre loin de sa famille, mais elle fut bientôt après atteinte d'une maladie de poitrine, pour laquelle les médecins l'envoyèrent à Pau, où son mari et ses filles s'empressèrent de venir la rejoindre. Elle expira dans leurs bras en l'année 1775. Les souvenirs qu'elle a laissés et qui sont vivants encore dans le cœur de ma mère me la représente comme une douce et bonne personne fort attachée à ses enfants et à son mari, mais d'une sensibilité peut-être un peu maladive que froissait parfois l'âpreté d'un caractère breton. — J'ai dans ma bibliothèque un volume in-12, imprimé à Dijon en 1756, dédié à la comtesse de Noyan. Il a pour titre *Caminologie* ou traité de l'art des cheminées. L'auteur, qui ne se nomme pas, donne de grands éloges aux vertus, aux agréments et au savoir de ma grand'mère. On ne comprend guère l'à-propos de cette dédicace à une femme de vingt ans, élevée dans un pays où, parmi ses pareilles, les études sérieuses n'étaient guère en honneur, et qui n'a très certainement jamais lu une page de ce traité tout mathématique.

Devenu veuf avant quarante ans, M. de Noyan parut pressé de marier la fille qui lui restait : c'était mon excellente mère. Elle épousa en 1777 le comte de Sainte-Aulaire.

Après l'établissement de ses filles, en 1777, M. de Noyan vint à Paris, et s'y fixa pour plusieurs années. Le projet de se remarier qu'on lui avait prêté n'eut aucune suite, peut-être à cause de l'altération survenue dans sa santé. Il fut atteint d'un asthme obstiné qui pendant quarante années ne lui a pas permis de coucher dans un lit. — Au début les crises de la maladie étaient accompagnées de symptômes bizarres et alarmants. Les médecins ordinaires ne lui apportant aucun soulagement, il se mit entre les mains de d'Eslon, associé du fameux Mesmer, dont le système faisait alors grand bruit à Paris. — Guéri par ses soins avec une rapidité et des circonstances que je lui ai souvent entendu raconter, et qui semblent véritablement extraordinaires, M. de Noyan devint un apôtre zélé du magnétisme. A son retour en Bretagne, il tint *baquet* à la Mancelière. — On nommait ainsi l'appareil magnétique employé pour le traitement des malades. Ils affluaient de tous les environs, et comme il ne leur en coûtait rien, leur empressement ne prouve pas beaucoup en faveur de l'efficacité du remède. — Au fait, le baquet de la Mancelière fut promptement abandonné, mais M. de Noyan ne renonça pas pour son compte au traitement magnétique. Il recherchait avec soin, pour les attacher au service de sa personne, les hommes doués des qualités requises et se faisait magnétiser par eux tous les matins après sa toilette. J'assistais à cette opération avec une curiosité d'enfant, et d'après le souvenir que j'en conserve, les procédés en usage, il y a soixante ans, étaient exactement les mêmes que ceux d'aujourd'hui.

Bien que l'imagination ardente de M. de Noyan, et le tour d'esprit systématique qui le disposaient à embrasser toute découverte nouvelle sans une critique trop rigoureuse, infirment un peu son témoignage, il est cependant difficile de croire qu'un homme de beaucoup d'esprit, d'instruction et d'une sincérité parfaite, ait pu s'abuser ou vouloir abuser les autres en s'assujettissant pendant près de quarante années à un traitement incommode qui ne lui aurait apporté aucun

soulagement. La science n'a pas encore dit son dernier mot sur le magnétisme; mais après des périodes d'oubli, nous l'avons vu plusieurs fois revenir à la mode et il n'est plus permis de n'y voir, comme à sa première apparition en 1772, qu'une jonglerie exploitée aux dépens du public par quelque charlatan.

Après un séjour de plusieurs années à Paris, M. de Noyan revint s'établir en Bretagne où il mena dans son château une vie douce et honorée, occupé de l'administration de ses terres et des intérêts généraux de sa province, pour lesquels il montra toujours beaucoup de zèle.

Après le mariage de ses filles, il lui restait 40 000 francs de rente qu'il dépensait noblement, secourant les pauvres de ses terres, assistant au besoin ses vassaux et entretenant à grands frais des serres et des jardins qui étaient renommés en France et à l'étranger. Les voyageurs se détournaient de fort loin pour les venir visiter.

Les études philosophiques prenaient une part considérable des loisirs de mon grand-père. Il me disait un jour en riant : « J'ai pendant cinquante ans pâturé en métaphysique. » — Je me souviens en effet d'avoir vu chez lui dans mon enfance un jeune savant pour lequel il avait fait construire un pavillon au bout de son jardin, et qu'il employait à traduire les écrits de Plotin, Porphyre et autres Néo-Platoniciens. Il s'était garanti cependant du levain du XVIIIe siècle, et était sincèrement chrétien. — J'ai toujours vu une Bible sur sa table de travail et je sais qu'il en lisait un chapitre chaque matin sans y manquer jamais.

La Révolution vint rompre ces douces et paisibles habitudes, auxquelles mon grand-père croyait avoir confié le bonheur du reste de sa vie. — Les souvenirs de son père, les persécutions dont il avait vu souffrir sa famille, lui avaient laissé un grand éloignement pour la Cour, une grande haine du despotisme, et il semblait ainsi devoir embrasser avec ardeur la cause et les espérances des novateurs; il n'en fut rien cependant, M. de Noyan était profondément monarchique. Aux derniers États de Bretagne, il se rangea sans hésitation parmi les défenseurs de l'ancien ordre de choses. Il ne songea cependant pas à quitter la France, l'émigration

répugnait à ses sentiments et à ses principes; mais la noblesse bretonne ayant refusé d'envoyer des représentants aux États généraux, les membres de cet ordre se trouvaient naturellement disposés à former dans la province une association politique et à observer en commun la marche d'un gouvernement en dehors duquel ils s'étaient placés. — Dès 1790, le château de la Mancelière devint un rendez-vous des hommes énergiques qui devancèrent Charette et Stofflet, et qui formèrent le noyau de cette guerre civile, cause de tant de malheurs et de gloire pour la Bretagne et la Vendée.

A peu de distance de la Mancelière habitait un ancien ami de la famille, le marquis de la Rouerie. Avant de partir pour l'Amérique, où il fit avec distinction ses premières armes dans la guerre de l'indépendance, il avait demandé en mariage une des demoiselles de Noyan. Bien qu'elle ne lui eût pas été accordée, il était resté en bons termes avec mon grand-père. Rapprochés plus intimement par leurs principes politiques, ils formèrent le plan d'une association royaliste, en arrêtèrent les bases, combinèrent les moyens d'exécution, recueillirent des signatures, firent des fonds, achetèrent des armes, et quand ils se crurent assez nombreux et assez forts pour agir efficacement, ils envoyèrent à Coblentz un messager chargé de soumettre aux Princes français leur plan d'organisation, et de leur demander des ordres. — Monsieur et le comte d'Artois confièrent l'examen de cette affaire à M. de Calonne, puis, d'après son avis, ils approuvèrent tous les plans proposés, nommèrent le marquis de la Rouerie leur lieutenant général en Bretagne, et renvoyèrent le messager avec beaucoup d'encouragement, d'éloges, et quelques faux assignats.

Ce fut au mois de juin 1791 que commencèrent les rapports des Princes français et des royalistes bretons. Depuis lors, le marquis de la Rouerie se dévoua au succès de l'entreprise avec autant d'habileté que de courage. Les préparatifs eurent tout d'abord tant de publicité qu'on pourrait s'étonner de l'inertie des autorités locales; mais la Révolution était impopulaire en Bretagne; la population aussi religieuse que brave avait accueilli avec horreur les décrets de l'Assemblée Constituante sur le clergé, et les patriotes intimidés hési-

taient à commencer une lutte dans laquelle ils craignaient de ne pas rester les plus forts. — Profitant de ce répit, les gentilshommes fortifiaient leurs châteaux, y amassaient des munitions et exerçaient au maniement des armes les paysans de leurs terres.

Au mois de mai 1792, le gouvernement sembla cependant se réveiller. Un fort détachement de troupes de ligne, appuyé de gardes nationales de Saint-Malo, fut dirigé sur le château de la Rouerie. Le marquis, averti à temps, ne crut pas devoir les attendre. Il évacua la place où les patriotes entrèrent sans résistance. — Ce n'était pas par des engagements partiels que l'association voulait commencer la guerre civile. Des coups de fusil avaient été échangés sur plusieurs points avec les troupes du Gouvernement, mais ces actes isolés n'entraient point dans le plan de conduite arrêté entre les chefs. Ceux-ci, bien informés de la conduite générale, avaient prévu à l'avance la guerre qui éclata à la fin de 1790. Ils ne doutaient pas que l'Angleterre ne se joignît bientôt aux Puissances Continentales, et le moment fixé par eux pour une prise d'armes générale en Bretagne était celui où les armées coalisées, après des succès supposés faciles sur les troupes républicaines, s'approcheraient de la Capitale.

Ce résultat plus ou moins prochain ne semblait douteux à personne. En attendant, la Rouerie courait de maison en maison, de comités en comités. Sans domicile fixe depuis la prise de son château, il passait souvent les nuits dans des lieux inaccessibles à tout autre qu'à lui, et ne s'arrêtait jamais deux jours de suite dans le même endroit. Toujours armé de toutes pièces et d'une activité extraordinaire, il fatiguait plusieurs brigades de gendarmerie occupées à le poursuivre. — Jouissant dans son parti de la confiance de tous, il relevait le courage des faibles, modérait les impatients, et pouvait compter qu'au signal donné par lui, chacun se trouverait à son poste.

La bataille de Valmy et la retraite des Prussiens en Champagne vinrent renverser tous les projets, la consternation fut extrême parmi ses amis, et tous les hommes sensés reconnurent qu'une tentative en ce moment n'aurait d'autre résultat que l'entière destruction du parti. Les chefs prin-

cipaux conseillaient donc au marquis de la Rouerie d'aller attendre à Jersey des circonstances plus favorables, se proposant pour leur compte de rester chacun chez eux, de nier toute participation aux projets avortés, et de laisser aux autorités républicaines l'embarras de prouver des faits mal établis contre les hommes les plus considérables de la province, que la population entière entourait de son respect et de son affection.

Ma mère arriva à la Mancelière à la fin du mois de septembre 1792, au plus fort de cette crise. Elle m'amenait avec elle. J'étais alors dans ma quinzième année, et je remarquai bien qu'il se passait dans le château quelque chose d'extraordinaire : on y arrivait à toutes les heures du jour et de la nuit, on parlait bas en ma présence, les hommes se réunissaient dans des chambres écartées et y restaient enfermés longtemps. Mon grand-père me regardait comme un enfant et se méfiait de mon imprudence, mais ma mère, sûre de ma discrétion, n'avait rien de caché pour moi. — Ma curiosité fut un jour vivement excitée par l'arrivée d'une grande et belle personne dont la présence me sembla causer une émotion extraordinaire. Sa visite fut courte et solennelle. Après avoir conféré en grand secret avec M. de Noyan et quelques amis alors réunis à la Mancelière, elle remonta à cheval et partit à l'entrée de la nuit. Ma mère me confia que ce mystérieux personnage était mademoiselle de Mœllien, cousine germaine et amie intime du marquis de la Rouerie. Elle venait prévenir mon grand-père que la Rouerie caché en ce moment dans les environs arriverait le lendemain au château, et se proposait d'y passer quelques semaines. Mon grand-père répondit « que M. de la Rouerie serait chez lui le bienvenu, mais il ajouta que sa maison était suspecte et fort observée, un grand nombre de gens dont il ne pouvait répondre y affluaient, la présence du chef de l'association serait immanquablement signalée aux autorités de Dol et de Saint-Malo, qui enverraient de forts détachements de troupes pour le saisir. — M. de Noyan ne voulait pas laisser exécuter chez lui une arrestation dont il prévoyait toutes les conséquences! Il était donc décidé à résister et à périr dans les murs de son château plutôt que de se rendre. M. de la Rouerie

ne devait y venir que s'il voulait partager cette chance. »

Au fait M. de Noyan était d'avis que la retraite de M. de la Rouerie à Jersey pouvait seule sauver sa vie et celle de ses amis, et, malgré l'inopportunité d'une prise d'armes, il aimait mieux encore être tué en combattant dans sa maison que de mourir sur l'échafaud.

Mademoiselle de Mœllien partit avec cette réponse. Son cousin ne vint pas à la Mancelière. Il s'arrêta à la Guyomarais près Lamballe, dans une famille toute dévouée, dont la maison moins observée et voisine de la mer lui offrait un plus sûr asile.

Plusieurs mois se passèrent ensuite dans une grande confusion. Comme il arrive toujours quand les partis se décomposent, chacun se plaignait des chefs, accusait leur inaction, proposait des mesures folles et condamnait comme des trahisons les seules qui fussent conseillées par la prudence. Le procès de Louis XVI qui s'instruisait, le jugement et l'éxécution qui suivirent, portèrent au plus haut degré le fanatisme des exaltés. Plusieurs voulurent alors combattre sans autre espoir que de vendre chèrement leur vie. Un vieux gentilhomme nommé La Villoré que ma mère et moi reconduisions dans la cour du château, nous dit un soir en montant à cheval : « Il faut en finir, mercredi je prendrai Fougères. » Avant que le jour ne fût arrivé, nous apprîmes la mort de la Rouerie, la saisie de ses papiers et l'arrestation de vingt-neuf de ses amis.

Depuis le mois de septembre 1792, les Comités de salut public et de sûreté générale étaient informés jour par jour des projets et des actes de l'association bretonne. Un nommé Cheftel, celui-là même que les chefs royalistes avaient envoyé auprès des Princes, les avait trahis. Ce misérable, présenté au Conseil exécutif par Danton, avait livré tous les documents en sa possession et pour s'en procurer de plus positifs encore il était retourné en Bretagne, en Angleterre, en Allemagne. Sous le masque du royalisme, il avait surpris tous les secrets du parti et il était revenu à Paris au mois de janvier 1793, pour les vendre à ses patrons. Renvoyé aussitôt en Bretagne, Cheftel devait servir sous Lalligant-Morillon, que le Gouvernement venait d'investir, dans les provinces de l'ouest, de grands pouvoirs civils et militaires. Sept mille hommes étaient placés

sous ses ordres. Mais Morillon, sans attendre leur arrivée, se rendit seul au centre des associations royalistes, leur imposa par son audace et releva le patriotisme très abattu des autorités locales. Malgré son habileté et son courage, il eût été cependant très en peine pour diriger ses coups, si Cheftel ne lui était venu en aide. Celui-ci, à peine arrivé à Saint-Malo, put l'informer que M. de la Rouerie était mort à la Guyomarais, et que ses papiers avaient été envoyés à la Fosse-Hingant, maison de la famille Desilles.

Ces renseignements étaient exacts. M. de la Rouerie, arrivé à la Guyomarais vers le milieu de décembre, y était tombé malade et avait succombé après six semaines d'une douloureuse agonie. Luttant par la force de son âme contre l'épuisement de son corps, quelques jours avant d'expirer, il était sorti de son lit, et chargé de ses armes, il s'était fait porter à cheval; mais après deux heures de marche il était tombé sur le chemin, et avait été rapporté à la Guyomarais par des paysans. Il conservait cependant toute sa présence d'esprit, quand la mort de Louis XVI lui fut imprudemment annoncée; le fidèle gentilhomme tomba à l'instant dans le délire, et expira quatre jours après sans avoir repris ses sens. Informé de tous ces détails, Morillon requit, le 25 février, les autorités civiles et militaires de Lamballe, de faire une descente à la Guyomarais et d'arrêter tous les habitants du château. Par suite des interrogatoires qu'ils subirent et des perquisitions qui furent faites, on découvrit dans un bois voisin le cadavre de la Rouerie presque consumé par l'effet de la chaux-vive dont on l'avait recouvert dans sa fosse. Suivant le fil des informations fournies par Cheftel, Morillon se transporta ensuite de sa personne à la Fosse-Hingant chez M. Desilles, assisté du juge de paix de Cancale; il interrogea lui-même les membres de cette famille et leurs serviteurs, sans pouvoir leur arracher l'aveu du lieu où avaient été enfouis les papiers de la Rouerie. Mais en traversant le jardin avec les dames Desilles, il surprit un regard d'inquiétude dirigé vers un carreau du jardin. Il fit aussitôt fouiller à cette place et découvrit un bocal en verre qui lui livrait tous les secrets de l'association. Les habitants de la Fosse-Hingant furent constitués prisonniers comme l'avaient été ceux de la Guyomarais.

Quand ces nouvelles nous parvinrent à la Mancelière, il nous fut aisé de prévoir que notre tour viendrait; cependant M. de Noyan fit bonne contenance, il était certain de n'avoir donné aucune signature qui pût le compromettre. Ses paysans l'adoraient, et sa considération s'étendait fort loin dans le pays. Les autorités même du district de Dol lui étaient dévouées, ou, dans l'incertitude des événements à venir, se souciaient peu d'encourir l'inimitié de la famille la plus puissante du canton. Une première visite domiciliaire faite à la Mancelière n'avait rien fait découvrir de suspect; les autorités avaient procédé avec politesse et s'étaient retirées en nous faisant des excuses. Un peu de temps s'était écoulé, et nous nous reprenions à l'espérance, quand le 18 avril nous vîmes arriver les gendarmes de Dol escortés d'un nombreux détachement de garde nationale, et porteurs d'un mandat d'arrêt en bonne forme délivré contre Ranconnet-Noyan et Le Roy, son secrétaire. Ma mère et moi suivîmes tristement les prisonniers qui furent déposés dans la prison de Dol. N'ayant pu obtenir qu'on nous y reçût, ma mère loua deux chambres dans une auberge voisine.

Il n'était guère possible que M. de Noyan échappât au sort des Desilles et des la Guyomarais, mais son arrestation n'aurait probablement eu lieu qu'en suite d'ordres venus de Paris, si une découverte qui venait d'être faite à Dol n'eût mis les autorités dans l'impossibilité de la différer davantage.

Le président du directoire du district de Dol était un certain Mardrignac, méchant homme, jacobin par principe et enragé contre la noblesse. N'osant encore s'attaquer à M. de Noyan, il s'en vengeait sur nos amis de Dol placés plus à son niveau. Le 18 avril il avait fait arrêter un bon bourgeois nommé La Potinière, et procédait à la visite de ses papiers avec un soin minutieux. Après en avoir saisi plusieurs assez insignifiants, il en aperçut un qu'on avait maladroitement caché sous une glace posée à plat dans le tiroir d'une commode. En s'en saisissant, Mardrignac s'écria : « Ceci est important, je reconnais l'écriture de Le Roy, scribe de Noyan. » Puis sans plus songer à La Potinière qui profita de l'occasion pour se sauver, il courut au district faire part de sa découverte à ses collègues qui ne purent refuser d'expédier les mandats d'arrêt.

La pièce était importante en effet : c'était la copie du plan de l'association bretonne dressé en 1791 par M. de Noyan et la Rouerie et porté à cette époque par le traître Cheftel au comte d'Artois qui l'avait approuvé. Plusieurs copies en avaient été faites par M. Le Roy pour les comités de l'association, qui aux termes de ce plan devaient être établis dans chaque ville d'évêché. Celle que l'imprudence du sieur de la Potinière venait de livrer aux agents du Gouvernement était une pièce de conviction plus que suffisante pour faire tomber la tête de M. de Noyan et de son secrétaire. Ce M. Le Roy dont le nom se rencontre ici pour la première fois, a joué un grand rôle dans ma famille. Sans être, je crois, un méchant homme, il a exercé une triste influence sur la fortune et sur le bonheur de ma mère. Il était entré dans la maison de son père en épousant, en 1787, la demoiselle Maillet, ancienne femme de chambre de madame de Noyan; depuis lors, bien que sans instruction et sans esprit, il gouvernait avec un pouvoir absolu les affaires de mon grand-père. Ses manières étaient ridicules et vulgaires, mais il était doué d'une grande force de corps et d'un véritable courage. Entré dans la conspiration par dévouement pour son maître, il s'y conduisit loyalement jusqu'à la fin.

La prison de Dol, où furent déposés les deux prisonniers, était un misérable bouge, disposé pour les criminels du plus bas étage; on n'y pouvait entrer sans que tous les sens ne fussent révoltés. Dans la chambre du concierge, petite, obscure, donnant sur un préau infect, on déposa mon grand-père dont la noble figure ne trahissait pas la moindre émotion, et qui continuait à rire de bon cœur des grossières plaisanteries de M. Le Roy. Alors commença pour ma mère une vie de travail et d'angoisses, cent fois plus pénible que celle des prisonniers. Pour ceux-ci il ne fallait que le plus facile de tous les courages, celui de la résignation; la responsabilité de leur sort ne pesait plus sur eux, et quoi qu'il pût leur arriver, ils s'y préparaient de fort bonne grâce, mais ma mère n'était pas de si facile composition. Elle était parfaitement résolue à sauver la vie de son père. La force de volonté qu'elle sentait en elle l'avertissait d'une mission de Dieu, et dès les premiers jours elle se dévoua à cette tâche avec une intrépidité dont peu d'hommes

sont capables, et avec une adresse dont les femmes seules le sont. A peine M. de Noyan était-il en prison depuis quelques jours, que ma mère avec un art admirable lui avait conquis l'intérêt de tous les hommes qui, depuis le geôlier jusqu'au maire de la ville, avaient pouvoir d'adoucir sa captivité. Mais là s'arrêtait l'influence des autorités locales; pour obtenir d'autres résultats, il fallait s'adresser à de plus hautes puissances. L'occasion s'en présenta bientôt pour ma mère : Lalligant-Morillon traversa la ville de Dol.

Ce terrible proconsul, après avoir surpris les secrets, déconcerté les plans de l'association royaliste en Bretagne, et avoir fait arrêter sans trop de discernement vingt-neuf individus déjà sur la route de Paris, parcourait les villes — principaux foyers de la conspiration — pour y compléter les renseignements dont il avait besoin; il devait, après son retour à Paris, diriger avec Fouquier-Tinville le procès des victimes.

On conçoit que le nom de cet homme ne fût prononcé qu'avec terreur, et qu'on ne crût pas pouvoir l'approcher sans danger. En demandant à le voir, ma mère commettait au dire de ses amis une grande imprudence qu'elle payerait infailliblement par la perte de sa liberté; elle demanda cependant une audience, et l'ayant obtenue sans difficulté, on l'introduisit dans une chambre remplie d'armes de toutes espèces; Morillon, lui-même armé jusqu'aux dents, n'avait cependant pas l'air féroce, il était jeune, d'un extérieur agréable, de manières distinguées. Il reçut ma mère avec politesse et parut attacher du prix à se séparer à ses yeux de la tourbe révolutionnaire. Après l'avoir écoutée longtemps avec bonté, il lui dit de prendre courage, « qu'à la vérité l'affaire de son père était fort grave : un papier, qu'on venait de lui remettre le jour même au district de Dol, ne laissait aucun doute sur sa complicité; mais peut-être pourrait-on faire disparaître cette pièce de conviction, et il n'en existait pas d'autres à sa connaissance. »

Ma mère, aussi heureuse que surprise de rencontrer tant de sympathie, crut un moment que Morillon allait lui remettre le fatal papier qu'il tenait dans sa main. Il comprit sa pensée et ne lui laissa pas cette illusion : « Il y irait de ma tête, lui dit-il, si je ne rapportais pas au Comité de sûreté générale les actes dont j'ai délivré des reçus en bonne forme; mais une

fois le dépôt fait et ma décharge expédiée, je pourrai remettre la main sur les dossiers, et en disposer sans me compromettre. »

Ma mère toujours plus reconnaissante demanda comment elle pourrait payer un si grand bienfait. Morillon, s'expliquant alors sans détour et sans embarras, déclara que cette pièce valait cent mille francs, que les membres du Comité de sûreté générale ne se contenteraient pas d'un moindre prix : « Je sais, ajouta-t-il, que votre père est riche, mais ce qui fera l'embarras, c'est que si ses biens sont saisis, il ne pourra peut-être disposer d'aucune somme, et vous sentez que de tels services doivent être payés comptant. » Ma mère se hâta de répondre qu'elle était riche elle-même et sacrifierait tout ce qu'elle possédait pour sauver la vie de son père. « En ce cas, reprit Morillon, ayez bon courage, vous aurez de mes nouvelles. »

Dans la suite de l'entretien qui se prolongea longtemps, il fit parade de bons sentiments, montra une vive sympathie pour les malheureux qu'il venait d'envoyer au Tribunal révolutionnaire. Il s'inquiétait surtout du sort des dames Desilles, et craignait de ne pouvoir sauver qu'une des deux.

« A la Fosse-Hingant, elles l'avaient conjuré de faire échapper leur père, protestant qu'elles ne demandaient rien pour elles-mêmes et périraient sans regret; lui, Morillon, avait eu la faiblesse de consentir à cette espèce de marché. Le vieux Desilles était en sûreté à Jersey, et il fallait pourtant bien que quelqu'un de cette famille payât pour les autres. » Celle des dames Desilles qui échappa seule au Tribunal révolutionnaire a confirmé depuis à ma mère toutes les circonstances de cet étrange récit.

Telles étaient les bonnes gens de ce temps-là. Ma mère quitta Morillon en le bénissant. M. de Noyan, qu'il vint interroger dans sa prison, porta également de lui un jugement favorable, et en consultant aujourd'hui mes souvenirs, je n'hésite pas à le classer parmi les *meilleurs* de ceux qui à cette époque gouvernaient la République. Ce jugement pourra sembler paradoxal, cependant je déclare que, parmi les hommes influents à cette époque sur la marche du gouvernement auxquels j'ai eu affaire (je ne parle pas de ceux qui par bêtise ou lâcheté suivaient l'impulsion donnée), je n'ai rencontré que des hommes

cruels ou fripons, beaucoup étaient à la fois l'un et l'autre. Morillon, qui n'était pas cruel, mérite assurément d'être classé dans la meilleure catégorie.

Les vingt-neuf prisonniers arrêtés à la Guyomarais et à la Fosse-Hingant étaient en route pour Paris où leur procès devait commencer immédiatement après leur arrivée. Il était contre toutes les règles que les deux prisonniers de la Mancelière restassent dans la prison de Dol, pendant qu'on instruisait à Paris le procès de leurs coaccusés. Peut-être cependant ma mère eût obtenu cette exception en faveur de son père, dont l'âge et les infirmités pouvaient être représentés comme rendant impossible un long voyage; mais rien de pareil ne pouvait être allégué à l'égard de M. Le Roy, et M. de Noyan ne voulait point consentir à se séparer de son secrétaire. Ma mère lui représentait en vain que cette séparation était dans l'intérêt de tous les deux, et en effet M. de Noyan transféré dans une maison de santé pouvait facilement faire oublier son existence, tandis que, une fois seul, M. Le Roy, robuste et agile, escaladerait facilement les murs d'une prison mal gardée, et gagnerait en quelques heures les bords de la mer, ou le pays où des bandes de chouans commençaient à se former.

Mon grand-père fut inflexible, et, les ordres itératifs de la Convention ayant prescrit sa translation à Paris, les autorités de Dol le firent partir le 10 juin avec M. Le Roy et un convoi de huit autres prisonniers. Morillon nous avait rendu un service immense, en n'ordonnant pas le mois précédent que ce départ eût lieu sans délai. L'acte d'accusation dressé par le terrible Fouquier-Tinville venait d'être porté au Tribunal révolutionnaire. Mon grand-père et M. Le Roy y étaient compris « comme complices des projets de la Rouerie, et comme ayant coopéré à leur exécution »; la peine de mort était requise contre tous les deux. Et si, arrivés à Paris en même temps que leurs coaccusés, ils eussent comparu avec eux devant les juges, leur perte eût été certaine. Le danger n'était pas moindre s'ils arrivaient avant la clôture des débats qui commençaient le 12 juin. Il restait fort grand s'ils arrivaient peu après le prononcé de l'arrêt et alors que l'attention publique serait encore fixée sur cette affaire. Mais plus les délais se prolongeraient, plus ils nous apporteraient de chances de salut, et quand nous

arrivâmes à Rennes, c'était une question de vie ou de mort, d'y obtenir un répit de quelques semaines.

Les prisonniers furent déposés à la *Tour-le-Bat*, maison d'arrêt de cette ville. Sous prétexte que son père, épuisé de fatigue, était hors d'état de se remettre en route, ma mère obtint qu'il ne partirait pas le lendemain. Le lendemain, elle obtint encore un jour, puis un autre; il ne fallait pas demander davantage à la fois, les certificats de médecin renouvelés chaque matin attestaient que le malade n'arriverait pas vivant à la première couchée, et mettaient ainsi à couvert la responsabilité des autorités locales. Au fond elles n'étaient pas mal disposées pour nous. Le 31 mai n'avait point été populaire dans le département d'Ille-et-Vilaine et les Girondins y conservaient des adhérents voulant encore lutter contre le régime de la Terreur.

Quand arrivèrent les nouvelles du terrible arrêt rendu le 17 juin par le Tribunal révolutionnaire dans l'affaire la Rouerie, la consternation fut générale. Treize accusés honorablement connus et comptant à Rennes de nombreux amis avaient péri sur l'échafaud. Les formes de la procédure avaient été monstrueuses, et devaient surtout paraître telle dans une ville nourrie des sentiments et des traditions parlementaires. Plus tard le Tribunal révolutionnaire procéda plus odieusement encore, et opéra sur des masses de victimes bien plus considérables, mais le procès de l'Association bretonne marquait le début d'une carrière sanglante et frappait des esprits encore mal préparés. On comprit généralement qu'envoyer un accusé à Paris, c'était l'envoyer à la boucherie, et sans que personne voulût se compromettre en donnant à ma mère des témoignages d'intérêt, chacun sympathisait en secret à sa peine et répugnait à l'aggraver.

Le retour à Rennes des défenseurs et de ceux des complices de la Rouerie qui avaient échappé à la hache révolutionnaire, entretinrent et développèrent ces sentiments pendant les mois de juillet et d'août. Les bandes des chouans devinrent plus nombreuses dans les campagnes; les villes, quoique toujours fort hostiles à la contre-révolution, inclinaient vers le fédéralisme, et se fussent volontiers déclarées contre la Convention, si la résistance eût présenté quelque chance de succès.

Notre situation, quoique toujours précaire, était donc momentanément tolérable. Ma mère et moi allions tous les jours visiter M. de Noyan dont le courage ne fléchissait pas, et dont la santé, quoique nous eussions dit, restait bonne à son asthme près. Il occupait avec M. Le Roy une petite chambre tout au haut de la *Tour-le-Bat*. Cette prison, plus propre et de tous points plus supportable que celle de Dol, était beaucoup mieux gardée. Une évasion, qui eût été très facile pour nos prisonniers pendant leur détention à Dol et pendant leur trajet de Dol à Rennes, était désormais très périlleuse. Cependant si, dans la lutte des partis qui se disputaient l'autorité en France, la victoire demeurait aux plus féroces, il fallait s'échapper à tous risques. M. de Noyan n'y pouvait songer pour lui-même, il eût trouvé une mort certaine en essayant de descendre dans les profonds fossés de la prison; mais une telle tentative n'était qu'un jeu pour M. Le Roy; il avait dès longtemps mesuré la hauteur des murailles, s'était muni de cordes et de crampons et avait de bons amis prêts à l'attendre de l'autre côté des fossés.

Quand le parti des fédéralistes eut été détruit à Caen, et que la Montagne triomphante eut désigné Carrier, un de ses plus féroces adhérents, pour régénérer les départements de la Normandie et de la Bretagne, M. Le Roy prit le parti fort sage de ne pas attendre son arrivée à Rennes. Avec une force et une adresse prodigieuse, dans le cours d'une seule nuit il perça dans la muraille de sa prison un trou de la mesure de son corps. Au bout de ses draps il attacha des cordes, descendit au fond du fossé, et remonta de l'autre côté où des amis l'attendaient. Le soir même il échangeait des coups de fusil avec les avant-postes de l'armée républicaine.

M. de Noyan, resté dans sa prison et couché sur le fauteuil qui lui servait de lit, attendit l'heure à laquelle les porte-clefs venaient chaque matin ouvrir sa porte. L'alarme fut grande à la nouvelle que M. Le Roy s'était évadé, les autorités de la ville et du département averties se transportèrent aussitôt sur les lieux. Aux interrogatoires qu'on lui fit subir, mon grand-père répondit avec un imperturbable sang-froid qu'il n'avait contribué en rien à l'évasion de son compagnon de chambre, qu'il en avait même ignoré le projet, qu'à la vérité il l'avait

vu travailler la nuit à percer la muraille et attacher des cordes à ses draps de lit, mais qu'il n'avait eu ni la volonté ni les moyens de s'opposer à ces opérations, et qu'il n'avait même pas pu bouger de son fauteuil où une cruelle attaque d'asthme l'avait retenu.

Personne sans doute ne fut la dupe de ces déclarations, mais les autorités du département d'Ille-et-Vilaine avaient alors bien d'autres préoccupations. Ce jour-là même Carrier faisait son entrée dans Rennes. Tout projet de résistance avait été abandonné; tous les hommes suspects de modérantisme avaient pris la fuite ou cherchaient à se réhabiliter en se montrant impitoyables pour les vaincus.

Après avoir reçu les corps constitués à l'auberge où il était descendu, Carrier se rendit de sa personne dans les prisons. En apprenant à la Tour-le-Bat que mon grand-père y était encore, il demanda pourquoi on ne l'avait pas depuis longtemps fait partir pour Paris. Les excuses qu'on lui donna le mécontentèrent fort, et la récente évasion de M. Le Roy, qui lui fut contée, l'irrita plus encore. Il entra comme un furieux dans la chambre du bon vieillard : « Vieux chouan, vieux scélérat, s'écria-t-il dès la porte, tu mériterais que je te fisse guillotiner aujourd'hui même. » En parlant ainsi, il s'approchait du fauteuil où mon grand-père restait couché, et il levait sur lui un gros bâton qu'il avait apporté. La figure de mon grand-père ne trahit pas la moindre émotion; il regarda Carrier fixement et lui dit ces seules paroles : « Vous pouvez le faire, Monsieur, vous êtes le plus fort. » Carrier ne frappa pas. Il sortit de la chambre en jurant, et rentré au greffe il donna l'ordre qu'on fît partir dès le lendemain le vieux conspirateur pour Paris où le tribunal en ferait bonne justice. Il ne fallait pas lutter contre l'impossible. D'ailleurs, quelque horreur et quelque effroi qu'inspirassent à bon droit Fouquier-Tinville et le Tribunal révolutionnaire, en ce moment Carrier nous paraissait plus redoutable encore. Pour le fuir nous nous serions jetés à travers les flammes. Ma mère ne pensa donc plus qu'aux apprêts du voyage et aux moyens d'en diminuer les angoisses. Si M. de Noyan devait, comme on l'en menaçait, traverser la France dans une charrette avec des malfaiteurs de toute sorte, être exposé pendant le jour aux insultes d'une populace

ivre de sang, et déposé chaque soir dans un cachot pour y passer la nuit, nul doute qu'il ne se fît massacrer avant d'arriver à Paris; à grand'peine souffrait-il les concessions de langage et de manières auxquelles la piété filiale de ma mère se résignait en sa présence. Il en concevait une humeur violente et répétait souvent avec amertume que la vie ne valait pas la peine d'être achetée à ce prix. Ma mère sentait donc le besoin de ne pas le quitter un instant, et de se placer sans cesse entre lui et les humiliations et les dangers qu'elle prévoyait pendant le voyage pour en attirer sur elle la plus forte part. Pendant les courts instants qui lui restaient avant le départ du convoi des prisonniers, elle fit les derniers efforts pour obtenir cette permission, qui dépendait d'un certain Le Moyne, alors accusateur public à Rennes. Cet homme, qui n'était pas cruel, finit par se laisser attendrir, et quelques heures avant le départ il signa l'ordre au commandant de l'escorte de laisser la citoyenne Sainte-Aulaire voyager dans une voiture avec son père. Ma mère emportait le papier toute joyeuse, quand un scrupule prit à Le Moyne. Il la rappela sur son escalier et lui cria du haut en bas : « Citoyenne, est-il bien sûr au moins que tu sois pour l'unité et l'indivisibilité de la république? — Et sans doute, répondit ma mère toujours courant. — Jure-le donc, ajouta Le Moyne. — Je le jure », dit ma mère en levant la main, et elle se hâta de tirer après soi la porte de la rue. Le fédéralisme obtenait alors la préférence des haines de la Montagne et, dans le jargon révolutionnaire, *l'unité et l'indivisibilité de la république* était le Shiboleth du moment.

Sûre de partager le sort de son père, ma mère ne voulait pas me faire courir la même chance. Elle me confia à une dame de ses amies, madame de Malherbes, qui partait pour Paris le même jour que les prisonniers. Ceux-ci sortirent de la Tour-le-Bat le 12 septembre 1793. Deux charrettes chargées d'une trentaine d'hommes fortement attachés avec des cordes et des chaînes précédaient la voiture où étaient placés mon grand-père, ma mère et le fidèle Clavet qui continuait à magnétiser son maître aussi régulièrement qu'à la Mancelière. Le lieutenant de gendarmerie de Rennes, avec deux brigades, escortait le convoi, et jusqu'à la limite du département d'Ille-

et-Vilaine il devait se faire accompagner par de forts détachements de gardes nationales. Des bandes de chouans parcouraient ces campagnes qu'on nommait la *petite Vendée* et, en cas d'attaque, Carrier avait donné l'ordre de tuer les prisonniers. Le danger pouvait ainsi venir des amis non moins que des ennemis; si la population des campagnes était toute royaliste, celle des villes était toute républicaine, les passions étaient également déchaînés dans les deux partis et les atrocités de la défense ne le cédaient en rien à celles de l'attaque. Ma mère comprit qu'il fallait d'abord s'assurer de la bienveillance de son escorte. Parmi les gardes nationales qui entouraient la voiture, elle remarqua un jeune homme d'une physionomie douce et honnête, elle lia conversation avec lui, et avant la fin de la première journée, la confiance était établie. Elle apprit par lui que le lieutenant de gendarmerie, commandant l'escorte, — maître de danse de sa profession, — n'était rien moins que terroriste, et qu'il lui accorderait tout ce qu'il pourrait sans trop se compromettre. Le point capital était d'obtenir que M. de Noyan ne fût point enfermé dans un cachot pendant la nuit avec les autres prisonniers, et qu'on lui permît de coucher dans une auberge. Le commandant, après beaucoup de difficultés, céda aux prières de ma mère et aux exhortations du bon jeune homme, qui s'était fait notre protecteur.

En arrivant le soir à Vitré, le convoi s'arrêta donc devant la porte de la prison où l'on déposa les hommes chargés sur les charrettes, la voiture de mon grand-père s'avança ensuite jusqu'à l'auberge qui se trouvait à quelque distance. Mais pendant ce temps la population de Vitré s'était attroupée, et chargeait de malédictions nos compagnons. Des injures on menaçait de passer aux voies de fait, et l'exaspération fut portée au comble quand on vit la voiture de mon grand-père s'avancer jusqu'à l'auberge. On s'écriait de toutes parts : « Pourquoi cette distinction? ah! c'est un ci-devant, le chef des brigands... vieux scélérat, tu vas te faire raccourcir à Paris... faisons-lui ici son affaire.,. » Cette scène dura plus d'une heure, et les cinquante années qui se sont écoulées depuis n'en ont effacé aucune circonstance de la mémoire de ma mère. Hier encore elle me racontait qu'au moment où la

populace était le plus furieuse, le commandant, pâle et tremblant, avait ordonné à ses gendarmes de tirer leurs sabres, ceux-ci avaient obéi lentement et avec la résolution évidente de ne point s'en servir. Ma mère, s'élançant alors hors de sa voiture, perça la foule et atteignit l'hôtel de ville où les autorités venaient de s'assembler. En présence des municipaux, elle s'écria : « que le bon peuple de Vitré se laissait tromper, peut-être par ses ennemis. Le citoyen Ranconnet n'était pas un chouan, mais un franc républicain, grand ami du citoyen Fouquier-Tinville qui le mandait à Paris pour conférer avec lui des intérêts de la République. Malheureusement le citoyen Ranconnet était très malade, aussi le citoyen Carrier avait recommandé qu'on eût pour lui de grands ménagements, et ceux qui s'exposaient à le faire mourir en route encouraient une terrible responsabilité. » Convaincus par de si bonnes raisons, ces officiers municipaux prirent le parti de ma mère et le commissaire de police porta l'ordre à l'aubergiste de la recevoir ainsi que son père. On les installa dans la meilleure chambre.

M. de Noyan n'avait heureusement pas entendu la harangue de ma mère à l'hôtel de ville, mais il avait vu assez de ses procédés pendant la journée pour en souffrir beaucoup, et il se coucha avec plus d'humeur contre elle que contre les républicains. J'arrivai moi-même à Vitré au milieu de la nuit; je ne résistai pas au désir d'aller embrasser ma mère pendant qu'on relayait notre voiture. Sa première impression, en me voyant entrer dans sa chambre, fut celle de l'effroi, elle prit à peine le temps de m'embrasser, et me renvoya avec l'ordre exprès de ne plus m'arrêter jusqu'à Paris, et de ne dire à personne que j'eusse avec elle le moindre rapport.

Le lendemain matin, le convoi se remit tranquillement en route; le peuple de Vitré était calmé, et hors des limites de la petite Vendée, il n'y avait plus aucune bande de chouans à rencontrer dans les campagnes, ni de républicains furieux à redouter dans les villes. L'escorte de gardes nationales était retournée à Rennes. Le convoi cheminait sous la garde du lieutenant et de ses gendarmes. Ceux-ci étaient bonnes gens et fort déférents pour mon grand-père quand il n'y avait pas à le défendre. Chaque soir ils le conduisaient dans la meilleure

auberge de la ville, et prenaient ses ordres pour l'heure du départ le lendemain.

Les dangers de la route étaient passés, mais il fallait pourvoir à ceux qui attendaient à Paris mon grand-père. En y arrivant il se trouvait sous le coup d'un acte d'accusation porté depuis plus de quatre mois. Les fastes du Tribunal révolutionnaire ne présentent peut-être pas un autre exemple d'une telle situation. Suivant toutes les règles judiciares, le jugement devait suivre immédiatement l'acte d'accusation; là était le péril. D'un autre côté, tous les coaccusés de M. de Noyan avait péri ou n'étaient plus sous la main de la justice. Nous savions que les seules pièces de conviction qui pussent lui être opposées étaient entre les mains de Morillon qui attendait à Paris ma mère pour les lui vendre. Une fois ces pièces détruites, les éléments pour une nouvelle instruction manqueraient absolument, il y avait donc beaucoup de chances de salut pour mon grand-père si aucune circonstance nouvelle ne rappelait son existence. Le point capital était qu'à Paris il fût déposé dans une prison qui ne fût pas soumise à l'inspection journalière des agents subalternes du Tribunal révolutionnaire. La Conciergerie devait surtout être évitée parce qu'on y transportait chaque jour les victimes du lendemain, et que les pourvoyeurs de la guillotine chargés de maintenir la régularité du service avaient grand soin d'y éviter l'encombrement. Ces considérations décidèrent M. de Noyan à se séparer de sa fille et il la fit partir d'Alençon afin qu'elle le devançât à Paris de quatre ou cinq jours.

Un Breton, le sieur Gohier, dirigeait à cette époque le ministère de la Justice. Avocat à Rennes du temps de M. de la Chalotais, il avait conservé une vénération profonde pour tous les membres de la famille de ce magistrat, et particulièrement pour mon grand-père. A son arrivée à Paris, ma mère fut d'abord chez lui, et en fut bien reçue; quand elle lui annonça qu'elle précédait son père de peu de jours, Gohier poussa un gémissement profond, couvrit sa tête de ses deux mains, et quand il la releva, ses yeux étaient mouillés de larmes. Il écouta ma mère longtemps, entra dans l'intérêt de la situation, et reconnut qu'il fallait avant tout éviter la Conciergerie. Sa sensibilité n'allait pas cependant jusqu'à vouloir se com-

promettre. Il renvoya ma mère à Fouquier-Tinville, et promit de rendre un bon témoignage de Ranconnet, « qui de même que lui avait été sous l'ancien régime un franc républicain ». Cela était assurément aussi vrai de l'un que de l'autre.

Ma mère dut se présenter devant ce misérable dont le nom sera prononcé avec horreur tant qu'on conservera mémoire de la Terreur. Il était fort laid et son regard particulièrement atroce. Il ne reçut point mal ma mère. « Gohier m'a parlé de toi, lui dit-il, je sais que tu es malheureuse; où est ton père? » Ma mère répondit que son père allait arriver épuisé par la fatigue de la route, et demanda qu'il ne fût pas conduit à la Conciergerie. « Mais où veux-tu donc que je le mette? reprit Fouquier-Tinville, va voir s'il y a de la place à l'Abbaye; il y serait en effet mieux qu'à la Conciergerie. »

Ma mère courut à l'Abbaye, mais elle n'apportait point d'ordres pour le geôlier qui l'éconduisit sous le prétexte qu'il n'avait pas de place à la prison. M. de Noyan fut donc écroué le 24 septembre à la Conciergerie. Il y demeura jusqu'au 29 de ce mois. Et la rapidité avec laquelle il vit pendant ces cinq journées les accusés arriver et sortir de la prison pour monter sur l'échafaud, le laissa bien convaincu qu'il n'échapperait pas longtemps au même sort. Mais ma mère veillait sur lui : elle avait apporté de Rennes une lettre de madame Desilles pour un sieur Vilain, défenseur au Tribunal révolutionnaire et qui lui avait sauvé la vie. Sans s'expliquer sur les moyens employés, madame Desilles avait dit à ma mère que Vilain avait des rapports avec Fouquier-Tinville, qu'elle devait prendre en lui toute confiance, et faire exactement tout ce qu'il lui dirait.

Quand ma mère remit à Vilain la lettre de madame Desilles, il lui dit sans détour que M. de Noyan était perdu si son séjour se prolongeait à la Conciergerie, et que Fouquier-Tinville ne l'en ferait pas sortir pour des compliments, mais que si elle voulait confier à lui, Vilain, six mille francs, il les porterait à Fouquier-Tinville et qu'à sa première audience elle en verrait l'effet.

Ma mère suivit exactement cette direction. Elle remit l'argent, obtint sur-le-champ l'audience, et demanda que son père fût transféré rue de Charonne dans la maison de santé de

Belhomme. Fouquier-Tinville, sans aucune explication, expédia l'ordre, le remit aux mains de ma mère, et la translation eut lieu le jour même.

La maison du sieur Belhomme, au haut de la rue de Charonne, dans le faubourg Saint-Antoine, était consacrée au traitement des aliénés. Dans un corps de logis au fond de la cour on renfermait ceux dont l'état exigeait une surveillance sévère. Les plus tranquilles occupaient des chambres sur le devant de la maison. Une assez vaste cour séparée en deux par une grille servait de promenoir aux uns et aux autres. Le propriétaire de l'établissement, assez bon homme au fond, ne s'occupait pas plus de médecine que de politique. Il avait reçu chez lui des fous comme il y reçut ensuite des prisonniers, et il préféra cette dernière industrie, parce qu'il la trouva plus profitable. Lié avec quelques hommes puissants à cette époque, il employa son crédit auprès d'eux pour obtenir une sauvegarde tacite en faveur de sa maison, et il les intéressa dans sa spéculation qui devint très bonne pour tout le monde : Fouquier-Tinville et les comités de la Convention vendaient chèrement leur tolérance, Belhomme percevait d'énormes pensions que les prisonniers payaient volontiers, et en définitive, le régime de la Terreur n'y perdait rien, car ces prisonniers pouvaient toujours être ressaisis, quand leur bourse était à sec, ou quand un caprice sanguinaire demandait leur tête. Il fallait seulement, pour le bon renom de l'établissement, qu'en en sortant ils ne montassent pas directement à l'échafaud, et qu'on les déposât pour quelques jours dans une prison ordinaire. Belhomme eut soin que cette formalité fût toujours observée. Sa sollicitude pour ses hôtes alla même encore plus loin : il s'appliquait à leur rendre la vie douce chez lui, et il les protégeait utilement au dehors, tant qu'ils avaient le pouvoir et la volonté de lui donner beaucoup d'argent.

A ces conditions la maison Belhomme devint une oasis fortunée, où l'ambition de tous les prisonniers de Paris était de se faire admettre. Le local fut successivement agrandi, et les notabilités les plus diverses s'y trouvèrent réunies. Mais, au mois d'octobre 1793, il conservait encore sa destination première, et M. de Noyan lors de son entrée n'y trouva que des aliénés. Sur le devant de la maison on lui donna une petite chambre

assez propre, il mangeait avec la famille de Belhomme ou avec ma mère, et nous venions le voir à toute heure, sans que nos communications avec lui fussent gênées par aucune entrave.

Après six mois de séjour dans les prisons de Dol et de Rennes, un tel régime nous reposait doucement, mais il ne fallait pas oublier que le glaive restait suspendu sur nos têtes. M. de Noyan était sous le coup d'un acte d'accusation, et les pièces qui constataient sa culpabilité avaient été envoyées au comité de Salut public. Si, de là, elles passaient au greffe du Tribunal révolutionnaire, sa condamnation était certaine. On ne devait compter pour le sauver ni sur la bienveillance inerte de Gohier, ni sur l'indifférence vénale de Fouquier-Tinville. Morillon commençait d'ailleurs à s'impatienter de nos lenteurs. Plusieurs fois pendant notre séjour à Rennes, il avait fait presser ma mère de venir le joindre à Paris. Le jour même où elle y était arrivée, il l'avait prévenu que le dossier de M. de Noyan était entre ses mains, qu'il était autorisé par les membres du comité de sûreté générale à le vendre au prix de cent mille francs, payés comptant. Il avait approuvé la translation de M. de Noyan chez Belhomme, mais il laissait entendre assez clairement que cet asile n'offrait qu'une sécurité précaire. Ce n'était jamais en son nom qu'il présentait des éventualités menaçantes, « il se tenait pour trop payé par le plaisir de nous avoir servis, et au même prix il voudrait nous servir encore, mais ses amis étaient plus exigeants que lui, et malheureusement ils étaient aussi puissants ».

Ma mère ne pouvait se tromper sur le sens et la portée de ce langage, elle le rapportait à son père qui, déjà fort dérangé dans ses affaires, eût bien voulu ménager ses dernières ressources. Cent mille francs n'étaient pas alors faciles à trouver. Ma mère ne pouvait fournir que quarante mille francs, provenant d'un remboursement d'une partie de sa dot, qu'elle avait reçue du compte de Chapt, son cousin germain. Pour le reste de la somme, que M. de Noyan se résigna enfin à payer, il offrit trente mille francs en numéraire et une malle d'argenterie d'égale valeur. Ces conditions ayant été acceptées, le jour était pris pour conclure, quand une condition nouvelle imposée par mon grand-père pensa rompre le marché : il voulut que

M. de Montrocher, ancien ami de la famille, qui nous assistait avec un admirable dévouement, fût présent à la remise des pièces, et qu'il ne livrât l'argent qu'après les avoir bien examinées.

Au fond la précaution n'était pas déraisonnable; ma pauvre mère, seule dans cette caverne, offrait aux brigands une proie trop facile : ils pouvaient prendre son argent et lui donner en échange quelques papiers insignifiants, réservant la pièce importante pour les lui vendre une seconde fois. La présence d'un tiers apportait un certain obstacle à cette friponnerie. Montrocher était homme de sang-froid et de courage, il ne lâcherait les fonds qu'à bonne enseigne. Morillon le connaissait bien, aussi fut-il très blessé de cette précaution dont il comprit le motif. Il s'en plaignit amèrement à ma mère qui ne put répondre que par des larmes, et en alléguant la volonté de son père qu'on savait être inflexible. Morillon se laissa fléchir et promit que les membres du Comité de sûreté générale ne seraient point informés de l'intervention de Montrocher. Comme ma mère le quittait toute rassurée, il la rappela pour lui demander si elle n'avait point quelques bijoux à joindre en manière de pot-de-vin à la somme principale. « Je crois vous avoir vu porter, ajouta-t-il, une assez jolie montre garnie de brillants : le cadeau de cette bagatelle pourrait être d'un bon effet. »

Ma mère promit, sans marchander, d'ajouter sa montre aux valeurs qui devaient être livrées.

Le lendemain à la nuit close, je vis partir ma mère et Montrocher dans un fiacre. Ils emportaient la malle d'argenterie, des sacs d'argent, des assignats qui conservaient encore alors de la valeur, et d'autres objets jugés nécessaires pour compléter la somme convenue. Ma mère était fort émue, elle se croyait non sans apparence exposée à un fort grand danger. Morillon pouvait ne pas être seul chez lui; une fois nantis de la somme, ses complices et lui-même jugeraient peut-être utile de faire parade d'austérité en dénonçant des séducteurs pris en flagrant délit. La tête pleine de ces tristes pensées, j'attendis toute la nuit avec anxiété. Ma mère rentra au point du jour fort joyeuse, et me conta comment tout s'était passé. Les pièces accusatrices contre M. de Noyan avaient été remises

entre les mains de Montrocher, qui les avait lues et examinées avec un soin minutieux avant de les jeter au feu. On avait ensuite compté l'argent, livré les valeurs que Morillon avait reçues sans nouvelles exigences, et en promettant pour l'avenir sa protection et celles des chefs du Comité de sûreté générale. On s'était séparé en bons amis. Montrocher cependant revenait très irrité de ce brigandage, à grand'peine il s'était contenu pendant l'opération. La montre garnie de brillants, escroquée par-dessus le marché, lui paraissait surtout un cas pendable, et il se moquait de ma mère qui ne pouvait se défendre d'une sorte de reconnaissance pour le misérable qui sauvait son père en le dépouillant.

Cette affaire, que nous croyions finie, ne l'était cependant pas encore. Le lendemain, nouvelle alerte, un message de Morillon, conçu dans des termes sévères, manda ma mère et Montrocher; ils se rendirent aussitôt chez lui, et le trouvèrent dans une grande colère. Il se plaignait d'un manque de probité, d'une sorte de trahison : « Il ne fallait pas se jouer ainsi du Comité de sûreté générale. Chabot, Bazyre, etc., étaient fort irrités, et se vengeraient assurément; quant à lui, Morillon, il n'avait plus la volonté ni le pouvoir de se mêler des affaires de M. de Noyan, et il avait voulu en faire à sa famille la déclaration précise. »

Ma mère fut consternée à cette scène, et Montrocher lui-même perdit de son assurance. Ils furent longtemps sans comprendre de quoi il s'agissait. Morillon finit par leur expliquer qu'ayant à procéder au partage de la rançon de M. de Noyan, l'une des parties prenantes avait accepté pour trente mille francs la malle d'argenterie, et avait reconnu après inspection que deux grands seaux qu'elle contenait étaient en plaqué et non pas en argent. Ces deux seaux étaient en ce moment renversés sur le parquet de sa chambre. Il en calculait le volume et le poids et évaluait à quinze mille francs le dommage que notre mauvaise foi avait causé à un de nos protecteurs. « C'était une odieuse ingratitude, mais c'était aussi une insigne imprudence, et si les quinze mille francs n'étaient pas dans la journée restitués à qui de droit, M. de Noyan coucherait le soir à la Conciergerie. »

De toutes les épreuves que nous eûmes à subir à cette

terrible époque, aucune ne nous a laissé de plus poignants souvenirs. La justification de ma mère était cependant facile : elle avait donné l'argenterie telle qu'elle se comportait. La malle qui la contenait n'avait point été faite pour la circonstance, et elle n'en avait assurément soustrait aucune pièce. Quant à la demande de fournir un supplément de quinze mille francs, elle n'avait aucun moyen d'y satisfaire. Elle avait vidé sa bourse, épuisé son crédit, il ne restait pas chez elle une cuiller d'argent et tout le mobilier de son petit appartement consistait en deux ou trois lits de sangle et quelques mauvais fauteuils.

Quand Morillon eut acquis la certitude que notre dénuement était absolu, et que ses menaces n'obtiendraient d'autre effet que de faire pleurer ma mère, il se calma, et chercha même à la rassurer. « Il voulait lui prouver que son bon vouloir pour elle avait été aussi désintéressé que sincère. Il se chargerait donc de satisfaire à la dette qu'elle n'avait pas le moyen d'acquitter. Il paierait de sa poche les quinze mille francs réclamés et il comptait trop sur l'honneur de toute la famille pour craindre qu'on les laissât longtemps à sa charge. »

En parlant ainsi, il fit asseoir ma mère à une table, lui mit une plume entre les mains, et lui dicta une obligation de quinze mille francs à son profit. Ma mère écrivit tout ce qu'il voulut, et jura cent fois que la somme serait payée, et se confondit en expressions de reconnaissance. Je dirai plus tard ce qu'il advint de ce billet. Montrocher, témoin de cette scène, rentra encore cette fois plus indigné que la veille, et reprocha à ma mère sa douce résignation mise à de telles épreuves par d'audacieux fripons.

Au fait, il ne restait plus désormais aucune pièce accusatrice contre M. de Noyan. Le secret de la conspiration de la Rouerie était enseveli dans des tombes fermées depuis six mois, et en évitant avec soin d'appeler sur soi l'attention des terroristes, on pouvait espérer d'arriver à la fin d'un régime trop violemment atroce pour pouvoir durer longtemps. Mais ce n'était pas ainsi que l'entendait mon grand-père. Il voulait réclamer un jugement immédiat, ne doutant pas que, faute de preuves, il ne fût acquitté et mis en liberté. A quoi bon avoir donné son argent, s'il devait rester dans la même situation qu'aupara-

vant? Il s'abusait étrangement, on le voit, sur l'allure de la justice révolutionnaire. Mais il fallait le servir à sa guise. Ma mère retourna donc chez Fouquier-Tinville qui fut un peu surpris de s'entendre reprocher des lenteurs au nom d'un prisonnier. Cette démarche n'ayant amené aucun résultat, quelques jours après ma mère dut retourner au greffe du Tribunal révolutionnaire et cette fois elle en revint glacée d'effroi; Fouquier-Tinville, impatienté de la revoir, lui avait dit avec un regard et un sourire satanique : « Ranconnet s'ennuie donc beaucoup dans sa prison? » Ne conservant aucun doute sur l'effet qu'auraient ses instances, ma mère balbutia quelques mots insignifiants, et se sauva en toute hâte, bien résolue à ne plus s'exposer à réveiller le tigre endormi.

Ce ne fut pas sans résistance que mon grand-père prit son parti d'attendre patiemment des temps meilleurs. Il eut à cette occasion avec ma mère plusieurs scènes très vives, dans lesquelles ma mère trouva la force de lui résister. Peu accoutumé à renconter dans sa famille des obstacles à sa volonté, il maltraitait sa pauvre fille dont le dévouement méritait une autre récompense. Une fois il la renvoya désespérée, après lui avoir fait les reproches les plus durs et les plus injustes. Ma mère s'en alla pleurer au bas de l'escalier, et se hasarda après quelques instants à rentrer dans la chambre de son père qui ne l'attendait plus. Elle le trouva à genoux priant Dieu avec ferveur. En la voyant devant lui, M. de Noyan se leva, lui tendit la main et l'embrassa avec tendresse. Il ne méconnaissait pas au fond tout ce qu'il y avait d'héroïsme et d'amour filial dans le cœur de ma mère; mais les conditions auxquelles sa vie pouvait être sauvée, lui étaient plus insupportables que la mort même, et il s'indignait qu'on ne le laissât pas choisir entre le mal et le remède.

A part ces chagrins domestiques, nous passâmes tolérablement les derniers mois de 1793, et les premiers de l'année suivante. La petite maison de Belhomme ne suffisant plus à recevoir ses hôtes, il avait loué un grand hôtel voisin (l'hôtel Chabanois) avec lequel on communiquait par de spacieux jardins. Les prisonniers étaient à peine gardés, et rien ne leur était plus facile que de s'évader. Mais aucun n'en avait l'idée. Le propre du régime de la Terreur était précisément de trans-

former la France en une vaste geôle, et de faire accepter à chaque détenu l'échafaud comme une mort naturelle qu'il était raisonnable de retarder le plus possible, mais à laquelle il eût été absurde de prétendre se soustraire définitivement. A ces conditions la maison Belhomme était assurément la meilleure résidence qu'on pût choisir en France en 1793. Nous y vîmes successivement madame la duchesse d'Orléans, le comte et la comtesse du Roure, dont je ne me doutais guère alors que quinze ans plus tard j'épouserais la petite-fille, et une vingtaine d'autres personnes de l'ancienne cour. Cette bonne et grande compagnie était égayée par les plus jolies actrices du Théâtre-Français (les demoiselles Lange et Mézerai) qui ne pouvaient pas prendre au sérieux les périls auxquels elles se trouvaient si bizarrement associées, et qui conservaient encore des adorateurs opulents. Tous les soirs des voitures nombreuses stationnaient devant la porte de la prison; dans l'intérieur on riait, on jouait, on faisait de la musique.

Les choses allèrent ainsi tant que les moyens pécuniaires ne manquèrent pas aux prisonniers. Mais leurs dernières ressources s'épuisèrent bientôt, et il leur devint impossible de satisfaire à l'avidité croissante de Belhomme et des patrons de son établissement. A la fin de chaque mois il fallait régler ses comptes et fixer le taux de la pension du mois suivant. Chaque détenu venait alors demander sa vie dans le cabinet de Belhomme et il s'y passait des scènes à la fois tragiques et ridicules. C'était chose curieuse d'entendre notre grossier geôlier traiter d'affaires avec des grandes dames : « En vérité, lui disait un jour la duchesse du Châtelet, avec les formes un peu apprêtées de l'ancienne Cour, en vérité, monsieur Belhomme, vous n'êtes pas raisonnable, et il m'est, à mon vif regret, impossible de vous satisfaire. — Allons, ma grosse, répondait Belhomme, sois bonne fille, je te ferai remise d'un quart. » Même à ce taux, la duchesse du Châtelet ne put payer la pension. Elle et son amie, la duchesse de Gramont, durent quitter l'établissement, et peu de jours après, elles périrent sur l'échafaud.

Cette catastrophe répandit la consternation chez Belhomme : lui-même s'y montra sensible, tout en faisant remarquer, pour l'exemple, qu'elles périssaient victimes d'une économie mal entendue.

Sous le rapport pécuniaire M. de Noyan fut, grâce au savoir-faire de ma mère, traité avec une grande faveur. Il était entré le premier dans l'établissement, et sa pension, fixée alors à un prix modéré, ne fut que médiocrement augmentée ensuite. Il lui devenait cependant chaque jour plus difficile de l'acquitter, et les angoisses de la misère vinrent ainsi se joindre aux autres tourments de ma mère. En s'imposant des privations de tout genre, elle avait soin de les cacher à son père et particulièrement à moi, qui n'avais point été élevé dans l'opulence, mais qui me révoltais cependant, comme un enfant gâté, contre les nécessités de notre situation.

Un jour que je montais la rue de Charonne pour aller voir mon grand-père, je rencontrai ma mère chargée d'un énorme paquet de linge sale qu'elle emportait de la prison. Je ne pus me défendre de fondre en larmes en la voyant ployer sous le fardeau.

Ce fut pendant les trois mois qui précédèrent le 9 thermidor que ma famille atteignit le dernier degré de la misère et du malheur. Un décret de la Convention nationale ayant expulsé les nobles de Paris, ma mère loua deux chambres dans une maison de Vaugirard, peu distante de la barrière, et me laissa sous la garde de son ancien domestique Doisy. J'étais parvenu à me faire admettre comme élève à l'école des Ponts et Chaussées, et en cette qualité j'échappais aux dispositions du décret de floréal. Je devins aussi l'intermédiaire des rapports de ma mère avec M. de Noyan. Je devais chaque jour porter des nouvelles de l'un à l'autre. De la rue de Charonne à Vaugirard, il y a fort loin; je logeais dans la rue Saint-Jacques, et l'école des Ponts et Chaussées, où il fallait être assidu, se tenait alors rue Saint-Lazare. Je m'épuisais à parcourir ces distances et les angoisses de l'esprit s'ajoutaient encore aux fatigues du corps. La perte de mes parents me semblait certaine. Chabot et Bazyre que, — sans les avoir jamais vus, — nous regardions comme des protecteurs, avaient péri; Morillon privé de tout crédit les suivit bientôt après sur l'échafaud. Il ne nous restait que quelques timides protecteurs dans les rangs inférieurs de l'administration, et, ma mère n'étant plus là pour exciter leur zèle et entretenir leur intérêt, au premier incident fâcheux, son père, moi, ou elle-même devions subir le sort

commun. Chaque matin, en me levant, je regardais cette catastrophe comme infaillible, et le seul bon moment de ma journée était celui où, venant sur le soir passer quelques instants à Vaugirard avec ma mère, je l'apercevais à sa fenêtre, et acquérais ainsi la certitude qu'elle était encore libre.

La chute de Robespierre mit un terme à notre agonie. M. de Noyan fut des premiers rendus à la liberté. Un honnête horloger, nommé Dubois, administrateur du département de la Seine, et qui jouissait d'un certain crédit, avait promis à ma mère de veiller sur M. de Noyan. Il n'oublia pas sa promesse. Aussitôt que les portes des prisons s'entr'ouvrirent, il représenta qu'un homme resté pendant seize mois sous le coup d'un acte d'accusation, sans que Fouquier-Tinville l'eût traduit en jugement, devait être tenu pour innocent. Aucune pièce à charge ne se trouvant d'ailleurs dans son dossier, la mise en liberté de mon grand-père fut ordonnée sans discussion. Il vint à Vaugirard en porter la nouvelle à ma mère qui obtint peu après pour elle-même l'autorisation de rentrer dans Paris. Ainsi se termina la longue épreuve que le père et la fille avaient traversée, l'un avec un courage et une dignité admirables, l'autre avec un dévouement et une habileté plus admirables encore.

En sortant de prison, M. de Noyan loua un appartement rue Saint-Louis-au-Marais. Il l'habitait depuis quelques mois et causait tranquillement un matin dans son cabinet quand on vint l'avertir qu'un homme âgé et de bonne mine demandait à le voir, sans vouloir donner son nom. M. de Noyan ordonna qu'on le fit entrer. L'inconnu se présenta sans embarras. Il dit qu'il se nommait Lalligant-Morillon, et venait réclamer le paiement d'une obligation de quinze mille francs, souscrite par ma mère au profit de son fils, et qu'il avait recueillie dans la succession de celui-ci. M. de Noyan ne s'attendait pas à une pareille réclamation. Il eut peine à l'entendre sans colère et ne se montra nullement disposé à y faire droit. Il rappela même en termes assez amers les circonstances qui avaient motivé la signature de cette obligation et la part qu'y avait eu celui dont on se portait l'héritier. Le vieux Morillon, de même que son fils, était homme de belles manières, et savait conserver une apparence de dignité dans les situations les plus équivoques. Il écouta M. de Noyan avec déférence et lui

répondit froidement « qu'il n'avait point à justifier la conduite de son fils, que les fautes de ce malheureux jeune homme avaient été expiées par sa mort, et qu'après tout, ce n'était pas aux gens dont il avait sauvé la vie et la fortune, à se montrer sévère pour sa mémoire. Vieux, infirme, ruiné, privé de son unique enfant, lui, Lalligant-Morillon, s'était attendu à trouver plus de sympathie dans une famille dont son fils lui avait souvent vanté les vertus et la reconnaissance. » Le vieillard se retira ensuite avec une profonde révérence et en annonçant qu'il reviendrait sous peu de jours chercher la réponse.

Demeuré seul avec sa fille, M. de Noyan ne se contint plus. Le fond et la forme modérée de cette réclamation l'irritaient également. Un appel à sa générosité, à sa justice, lui semblait une amère ironie. Plutôt que de prélever sur les débris de sa fortune une somme de quinze mille francs pour les donner à l'héritier des infâmes brigands qui lui avaient mis le couteau sous la gorge, il voulut soutenir un procès, et se complaisait dans la pensée de révéler avec éclat les turpitudes d'un gouvernement abhorré. Ma mère ne se souciait pas du tout d'être l'instrument de cette justice, et indépendamment de tout calcul de prudence, elle était touchée du souvenir des circonstances dans lesquelles sa signature avait été donnée, des serments qu'elle avait faits de ne la jamais contester. Elle déclara donc à son père que cette dette lui semblait sacrée, qu'elle la paierait sur les premiers fonds dont elle aurait la disposition, et qu'elle aimerait mieux travailler de ses mains pour vivre que de plaider sur un tel sujet.

M. de Noyan dut céder, il paya les quinze mille francs; mais il ne l'a jamais pardonné à sa fille. Et rien ne contribua davantage à faire naître et à envenimer les tristes démêlés qui peu après éloignèrent l'une de l'autre deux personnes que leurs souvenirs comme leurs affections devaient unir à jamais.

Dans le courant de l'année 1795, M. de Noyan fut arrêté de nouveau, et détenu pendant plusieurs jours à la Conciergerie. Des lettres que M. Le Roy lui écrivait imprudemment de la Vendée avaient éveillé les soupçons de la police; mais de tels incidents n'avaient plus rien de grave, et nous en fûmes médiocrement effrayés. Il s'agissait moins alors d'éviter la mort ou la prison que de trouver les moyens de vivre et c'était une diffi-

culté fort grande pour tout le monde. Ma mère dut se retirer en Périgord où elle avait à réclamer quelques domaines mis en séquestre par la Nation. M. de Noyan à qui il restait plus de ressources, s'établit provisoirement à Paris et y rappela M. Le Roy qui reprit comme par le passé la gestion de ses affaires. Sa fortune était considérablement réduite. Mais l'eût-il conservée tout entière, ses embarras eussent été encore fort grands comme ceux de tous les propriétaires d'immeubles à cette époque. Les fermages, payés en assignats, n'avaient plus aucune valeur, et bien que les fruits de la terre se vendissent à des prix nominalement très élevés, le vendeur n'en était pas plus riche, car la somme qu'il recevait, se fondait dans ses mains comme la neige au soleil; avant qu'il pût l'employer à payer ses dépenses journalières, la dépréciation progressive des assignats la réduisait à rien.

Pour obvier à cette ruine, M. Le Roy s'avisa, à mesure qu'il recevait des fonds, de les employer en achats de marchandises quelconques. L'idée n'était pas mauvaise, mais il l'exécuta sans discernement. Un jour il remplissait l'appartement de mon grand-père de sacs d'avoine qu'il échangeait ensuite contre des paquets de chandelles, calculant le bénéfice de ses opérations sur la différence entre le prix nominal de ses achats et celui de ses ventes, sans tenir compte de la dépréciation du moyen d'échange.

M. de Noyan s'amusait de ces spéculations, et je le laissai fort en train, quand je partis pour le Périgord avec ma mère. A mon retour, deux mois après, je lui demandai avec empressement comment allait le commerce : « Oh! très bien, me répondit-il en riant, Le Roy m'a fait des affaires admirables; il m'a acheté pour cent mille francs de toiles qu'il a échangées quinze jours après pour deux cent mille francs de dentelles, et ces mêmes dentelles nous ont valu ensuite pour quatre cent mille francs de bronze, nous étions ainsi en train de faire fortune, malheureusement nous n'avons pu continuer parce que, en définitive, il ne nous restait ni argent ni marchandises. Je ne sais trop comment cela s'est fait; demande-le à M. Le Roy », ajouta-t-il, en regardant malignement son secrétaire dont il se moquait volontiers, tout en lui conservant une grande confiance.

M. Le Roy était du reste un brave soldat, et s'était bien battu dans la Vendée où, après son retour à Paris, il entretint des relations que mon grand-père n'approuvait pas. Lui-même, après la pacification de la Vendée sous le Directoire, rompit nettement avec le parti. Deux chefs royalistes, MM. d'Andigné et de Donteville, étant alors venus à Paris, ils s'ouvrirent à lui sans réserve et lui confièrent leurs espérances et leurs projets, sans tenir compte de la paix qu'ils avaient signée. Ils se promettaient bien de reprendre les armes à la première occasion, et tenaient des propos aussi féroces que ceux des Jacobins, leurs ennemis. Mon grand-père s'en indigna, et avertit ma mère de faire bonne garde de peur qu'on ne m'enrôlât pour la Vendée; quant à lui il voulait vivre et mourir en paix. Le gouvernement du Directoire n'était, certes, pas de son goût, mais il regardait comme un devoir de le respecter, puisque les propriétés et les personnes étaient à peu près en sécurité sous cette égide.

Ces principes éloignèrent désormais mon grand-père de toute intrigue politique. Au commencement de 1799, voyant affluer à Paris des chouans du plus mauvais caractère, il pressentit quelque complot, et en partit précipitamment pour les eaux de Forges, emmenant M. Le Roy avec lui. Nous avions toujours ignoré, ma mère et moi, le motif de ce voyage à Forges. Quelques années plus tard, nous trouvant réunis à Étiole et mon grand-père revenant sur les détails de sa vie politique, il se félicitait d'avoir préservé M. Le Roy de toute complicité dans le crime de la machine infernale. — « Si je ne l'eusse enlevé à temps, nous disait-il, ses amis l'auraient entraîné. » Le Roy ne se défendait pas d'avoir connu les fabricateurs de la machine, il s'étonnait seulement qu'un homme aussi intelligent que Bourgeois eût si mal calculé la longueur de sa mèche. Selon lui, ce Bourgeois, qui portait aussi d'autres noms, avait été arrêté après l'explosion et conduit à la Force. S'y croyant oublié par ses complices, il les fit avertir qu'il allait les dénoncer tous; cette menace produisit son effet, Marie Jugon se mit en campagne et fit évader Bourgeois.

Cette Marie Jugon, aujourd'hui marquise de la R..., est fille d'honnêtes paysans bretons, et a été toute sa vie engagée

dans des intrigues royalistes ou ecclésiastiques. Les Jésuites n'ont point eu d'agent plus actif, plus intelligent, plus dévoué. Belle quoique trop robuste pour son sexe, sous son air calme et un peu béat, elle cache un grand courage et une profonde dissimulation. Elle n'avait pas vingt ans quand, au commencement des troubles de Bretagne, elle quitta la maison paternelle pour suivre des bandes de chouans, faisant bravement avec eux le coup de fusil, et restant honnête et pure, malgré les dangers auxquels ce genre de vie exposait sa vertu. Elle était à Rennes, lorsque M. Le Roy se sauva de la Tour-le-Bat, et elle le guida dans sa fuite. Quand, deux ans après Le Roy revint à Paris, elle le suivit encore, et elle passa avec lui assez longtemps dans la maison de mon grand-père. Cette intimité nous parut suspecte, mais à tort : ainsi que je l'ai dit, Marie Jugon était sage et ne voulait de M. Le Roy ni pour mari ni pour amant. Elle s'établit plus tard à Soisy-sous-Étiole et y vivait comme une sœur grise, quand un vieux gentilhomme riche et dévot devint amoureux d'elle et l'épousa. Ce qui est plus extraordinaire encore, il n'eut pas à s'en repentir; elle le soigna fidèlement, vécut bien avec sa famille et fit le bonheur de ses derniers jours. — Devenue veuve, la marquise de la R... s'est retirée à Versailles où elle vit fort considérée d'une société qui ignore probablement ses antécédents, mais qui respecte à bon droit ses vertus.

M. de Noyan, voulant renoncer à toute action politique, ne pouvait retourner en Bretagne : il y eût été suspect aux républicains et sans cesse compromis par les royalistes dont il jugeait les projets funestes et dont il n'eut pu repousser les confidences. Ses affaires étaient d'ailleurs dans un grand désordre, sa longue détention l'avait obéré de dettes, et, avant de former un établissement définitif, il voulait les avoir payées. En Basse-Bretagne, ses terres de la Roche-Guohenec de Mur, — toutes en domaines congeables, — étaient réduites à rien. Il ne lui restait que quelques landes autour des masures du manoir féodal. La terre de Montroy, en Aunis, affectée à la dot de madame de Kersalaun, avait été confisquée et vendue nationalement par suite de l'émigration du marquis de Kersalaun et de ses enfants. La Mancelière

avait perdu plus de la moitié de sa valeur par la suppression des droits féodaux. Escoyre seul restait intact avec son joli château; mais M. de Noyan n'avait jamais aimé l'habitation du Périgord, et sans tenir compte des convenances de la partie de sa famille établie dans cette province, il se décida à vendre Escoyre. Avec le produit de cette vente et au moyen de quelques rentrées qu'il effectua en Bretagne, il paya ses dettes, et eut de reste une centaine de mille francs avec lesquels il résolut d'acheter près de Paris une maison de campagne. Après en avoir longtemps cherché une à sa convenance, il se décida pour Étiole, et en fit l'acquisition à un bon prix.

Ce fut un beau jour pour M. de Noyan, celui où il put s'établir à Étiole. Il y a doucement passé sans jamais en sortir les douze dernières années de sa vie. Étiole était une superbe habitation. Malheureusement M. de Noyan, comme la plupart de ses contemporains, n'avait ni le goût ni l'intelligence du confort et de l'élégance. Il laissa Le Roy arranger l'intérieur et l'extérieur de la maison et celui-ci eut bientôt mis toutes choses dans un tel état qu'on ne pouvait guère reconnaître l'ancienne demeure de madame de Pompadour. Il abattit tous les bois du parc et en défricha la moyenne partie. Il ensemença les parterres et conduisit la charrue presque aux murs du château. De magnifiques pièces d'eau étaient alimentées par des sources de la forêt de Sénart, conduites par des tuyaux de fonte et de plomb. M. Le Roy mit à sec les pièces d'eau et fit fouiller la terre pour en extraire le métal.

C'était vraiment une fascination que M. Le Roy exerçait sur mon grand-père et, quand on les a connus tous deux, il est tout à fait impossible de s'en rendre compte. J'ai rarement rencontré un homme plus bizarrement absurde que Le Roy dans sa conversation et dans ses manières. Il ne comprenait pas la moitié des mots qu'il employait et il brouillait de la façon la plus étrange les notions historiques et littéraires dont il aimait à faire parade.

Madame Le Roy était aussi douce que son mari était vulgaire d'esprit, de manière et de figure. Elle avait des vertus de mère de famille et élevait bien ses enfants.

Renfermé dans cet intérieur et sans paraître se fatiguer jamais de la nullité de la femme et des excentricités du mari, M. de Noyan s'isola chaque jour davantage de toute autre société.

J'allais de loin en loin à Étiole où je ne me plaisais guère. M. de Noyan avait cependant une conversation instructive et intéressante dont je me reproche de n'avoir pas mieux profité. Il parlait très volontiers du temps passé, suivait avec intérêt les événements du jour et les jugeait avec un grand sens; très dégagé de toute passion politique, il applaudit au commencement de l'Empire et jouit en bon Français des gloires de la France, mais prévit de bonne heure qu'une machine dont tous les ressorts étaient si fortement tendus s'écroulerait inévitablement avec fracas. Quand, en 1809, l'Empereur forma sa cour et me nomma un de ses chambellans, mon grand-père s'en sentit cependant flatté et me félicita.

M. de Noyan mourut à Étiole au mois de juin 1810, à l'âge de quatre-vingts ans.

COMTE DE SAINTE-AULAIRE

LE BONHEUR DE PEINDRE

EN DALMATIE

I

Une fois de plus, j'ai revu Venise. Comme je n'y venais que pour un nouveau départ, j'y arrivai sans penser à elle. Mais, dès que je m'y suis retrouvé, son nom s'est rempli et toutes mes anciennes sensations me sont revenues. Voici cette gare qui était autrefois, pour moi, un lieu distinctif entre deux mondes; d'un côté les trains haletants, le dernier fracas de la vie vulgaire; de l'autre, un vaste, un délicat silence, tous les embarras élégamment résolus sur la surface plane de l'eau. Ce soir, dans la gondole qui m'emmène, je reconnais les deux bruits différents que fait l'aviron, l'un mat, étouffé, en entrant dans l'eau, l'autre rieur et perlé, quand il en ressort. Les façades ont cet aspect nivelé que laisse aux choses la chaleur d'un jour de juillet. Un cyprès monte dans l'air affaissé. Un son de cloche s'étend, et c'est assez pour revivre d'autres arrivées, où j'admirais l'ampleur inouïe de l'Angélus, qui s'élevait sur les eaux comme un immense trophée de verre. Je suis des canaux pleins d'ombre, je longe de petites places pareilles à d'étroites scènes, où remue un peuple furtif. L'électricité, implantée dans ces recoins, a ôté sa pudeur à cette vie familière. L'étalage d'un cordonnier crève le bas d'une maison. On dirait qu'une bombe éclate chez le coiffeur. Mais, à minuit, quand j'ai repassé à travers Venise, rien n'en

gâtait plus la douceur. Les palais baignaient dans un luxe de silence. Une façade oisive rêvait, et, comme le flot chuchotait sur son escalier de marbre, il me semblait voir une reine recevant d'un air impassible le message secret, qui, peut-être, fait battre son cœur.

***

Cette nuit, je n'erre plus dans les coulisses du vieux décor, j'en regarde la face banale et fameuse. Le yacht où j'ai embarqué est mouillé près de la Douane, dont le portique, dressé sur les flots, semble attendre des personnages d'opéra. Au fond, j'aperçois l'embouchure du Grand Canal, et le quai des Esclavons. Au-dessus des maisons surgit le grand clocher de Saint-Marc, frappé d'une lueur rose à laquelle répond celle du palais des Doges. Sous un ciel noir et étoilé, tout cela est piqué de lumières éparses, sans aucun éclairage général, et la mer un peu agitée brasse et confond les reflets. Vieille Venise couchée! Il faut être bien insensible au génie des lieux pour s'y évertuer à penser. C'est la capitale de la sensation, entre la paresse qui convient au pays de l'eau, et l'illusion qui convient au pays du verre.

Des espaliers de grosses lanternes, attachées à des barques qu'on ne voit pas, luisent près du bord, dans le noir, le vent saccadé disperse les bribes de quelques chansons. Mais un cortège plus important débouche du Grand Canal et avance d'un seul mouvement, comme ces escadres qu'on pousse dans une rainure, au fond d'un théâtre. Cette masse, en approchant, se disloque à peine, et bientôt la grosse barque où sont les musiciens est rangée bord à bord avec nous. Pesante et ventrue, avec ses guirlandes de feuillage, ses citrouilles de papier, le piano dont elle est chargée, elle ressemble en tout à la scène d'un petit théâtre, sinon que les flammes des bougies, au lieu d'être étouffées par un air chargé de fumées, sont fripées par le vent pur de la nuit. Les gondoles, tout autour, sont l'une contre l'autre, mais, par moments, une d'elle recule un peu, frotte sa tête chevaline à celle de ses compagnes, roule légèrement sur ses hanches, comme pour se prouver qu'elle reste libre et qu'elle pourra se retirer de

cette presse dès qu'il lui plaira. A l'avant, des gondoliers étendus boivent avidement la musique; ceux de l'arrière, debout, appuyés sur leur aviron, sont à la limite de la lumière et de l'ombre. Au milieu, les auditeurs sont assis, aussi serrés que dans un théâtre, et les éléments à peine unis de ce lâche ensemble nouent cependant des rapports et des amitiés passagères. Les plastrons glacés des hommes luisent comme ces plats posés sur des dressoirs, qui, dans les tableaux de Véronèse, cantonnent, de chaque côté, la table du festin, tandis que la tête dorée d'une blonde brille au-dessus d'eux comme une buire. Une bouffée de vent relève le pan léger d'une jupe, et ce frisson se transmet de robe en robe, sans que rien d'autre ait remué. Les bras nus des jeunes femmes, comme oublieux des corps auxquels ils s'attachent, ébauchent à eux tous un vague et mystérieux entrelacs. Soudain, sur la grosse barque, une chanteuse pousse un beau cri qui, lui échappant, fuit, comme un oiseau, sur l'eau ténébreuse.

Ce que ces chants jettent au vent, ce sont ces mots d'amour, à la fois excessifs et vains, qui, dans le temps grossier qui nous emprisonne, nous paraissent surannés, et auxquels nous n'osons plus croire. Pour moi, je regarde ce qui m'entoure avec une sorte de détachement, presque de dédain. Car je pense que, dans un moment, ces gondoles se disperseront, le navire poussera son cri et que, tout à l'heure, je retrouverai une fois de plus la liberté de la mer.

II

Zara est une miette d'Italie, au bord d'une terre étrangère. Par un chaud après-midi, je suis la longue rue droite qui partage la ville. Dans un étalage, une serviette, brodée de rouge et de bleu par quelque paysanne de l'intérieur, mord de ses couleurs vives les choses banales jetées autour d'elle. L'art de ce pays n'est fait que d'échos. Devant la cathédrale, on se souvient de Pise; dans l'église ronde de Saint-Donat, on se rappelle Ravenne. J'ai vu la porte de terre ferme et les cinq puits, et j'en suis maintenant à chercher une petite cour à arcades. En face, sur la côte riche, on ne se dérangerait pas pour si peu; ici, sur la côte pauvre, on ne fait fi de rien.

C'est à Zara que résidait le provéditeur de Venise. Le bizarre et charmant Carlo Gozzi a raconté, dans ses Mémoires, comment, tout jeune, il y fut amené par l'un d'eux, qui le protégeait, et son récit est plein de détails caractéristiques. Tant que ce magistrat ne fut pas encore en charge, tous ceux qui devaient le suivre en Dalmatie, lorsqu'ils allaient le voir dans son palais de Venise, ne trouvaient qu'un honnête homme plein d'égards pour quiconque lui rendait visite. Mais le jour où, au bruit du canon, vêtu de damas cramoisi, il embarqua sur la galère générale, il étonna sa petite cour par son air de majesté impassible. Tandis que ces officiers qui s'étaient si souvent recommandés à lui s'abîmaient en de profonds saluts, il n'en daigna pas reconnaître un seul, et fit mettre aux fers, pour un léger manquement dans les honneurs qui lui étaient dus, le capitaine des gardes. Ainsi, par la violence même qu'il se faisait, cet affable patricien enseignait à tous de quel respect devait être entouré le pouvoir dont il était investi. En Dalmatie même, c'était une chose curieuse que la rencontre des Vénitiens avec les habitants du pays et la différence des mœurs et des caractères donnait lieu à bien des contrastes. Les femmes illyriennes n'étaient pas moins portées à l'amour que celles de Venise, mais elles y mettaient beaucoup moins de galanterie et bien plus de fougue; du reste, tout ce qui avait rang de dame était très sévèrement gardé. Avec l'empressement qu'ont toujours eu les peuples à se méconnaître, les Vénitiens appelaient sauvagerie cette rudesse, tandis que les Dalmates taxaient de corruption la facilité italienne. Une fois que Gozzi se trouvait avec un jeune officier de ses amis dans une de ces rudes petites villes, il arriva que ce dernier avait noué avec une jeune beauté du pays, appartenant à une famille noble, une intrigue qui ne consistait qu'en œillades passionnées, échangées d'une fenêtre à une autre. Ce manège vint à la connaissance du fiancé. Sur la place où tout le monde se réunissait, il essaya de faire naître une dispute avec son rival, mais, moins adroit que le Vénition dans l'escrime des mots, il rompit l'entretien et se retira, non sans gronder des menaces. L'autre, défié, crut qu'il y allait de son honneur de ne pas rester sur cet affront, et résolut de donner, le soir même, une sérénade à sa belle, quoique cette

galanterie, tout à fait insolite dans le pays, fût très propre à y faire scandale. Comme Gozzi touchait de la guitare, il se mit de la partie, par étourderie encore plus que par bravoure. Mais il fallait un chanteur. Ils engagèrent un Florentin de leurs camarades, et comme il n'était pas très hardi, ils lui cachèrent les risques de l'entreprise et lui montrèrent seulement une occasion de faire valoir sa belle voix. Les voilà donc tous les trois, dans la longue rue déserte, au pied des façades où pendaient, comme des draps, les pâleurs du clair de lune. La guitare fredonne, le Florentin pousse ses roulades. Soudain une fenêtre s'ouvre avec violence, une tête grise apparaît, c'était celle d'un chanoine, oncle de la jeune fille : « Quelle insolence, crie-t-il en mauvais italien, quelle insolence! » Le chanteur, troublé, propose de quitter les lieux. Ses compagnons le rassurent, il recommence, mais sa voix a moins d'assurance. Alors paraissent au bout de la rue six hommes encapuchonnés, tenant des tromblons baissés vers la terre, qui s'avancent, l'un derrière l'autre. Le Florentin s'enfuit comme un trait. Mais Gozzi râcle plus fort sa guitare, et, quant à la chanson, l'amoureux lui-même y pourvoit, en criant d'une voix fausse les seuls couplets qu'il sache, de ces vers rustiques où celle qu'on aime est comparée, sans le moindre agrément, au soleil et aux étoiles. Cependant les inconnus se rapprochent, on entend le bruit des mousquets qu'ils arment. Les jeunes gens, sans rompre d'un pas, leur font face en les visant de leurs pistolets. Les autres défilent, comme des spadassins de théâtre, et s'en vont jusqu'à l'autre bout de la rue, pensant que cette menace suffirait à faire décamper les deux insolents. Comme ceux-ci font plus de bruit que jamais, les six hommes reviennent, dévisagent de nouveau les jeunes gens qui les tiennent en joue et s'éloignent, à la file, sans avoir rien fait. Quand les deux fous se virent maîtres du champ de bataille, ils menèrent leur vacarme jusqu'à l'aurore. Toute l'ancienne comédie revit dans ces aventures et l'innocence du dénouement achève la ressemblance. On revoit la petite ville au flanc des montagnes, le clair de lune, les maisons muettes; on entend la voix du chanteur : on pense au cœur battant de la jeune fille, qui se croyait peut-être aimée.

Au-dessus de ces intrigues dont il ne daignait rien savoir,

mais laissant parfois tomber un châtiment rigoureux sur les fauteurs de scandale, planait le Provéditeur général. Une fois, Zara voulut lui rendre hommage. Devant la forteresse, on dressa sur l'herbe une grande baraque de bois, dont on tendit de damas tout l'intérieur. Au jour fixé, le Provéditeur vint y siéger sur une estrade, entouré de tous les académiciens de la ville et là, durant trois heures, on l'assomma de sonnets. Mais c'était à la comédie que Son Excellence s'humanisait; on l'y voyait rire de bon cœur; pour ces gens tout sociables, le théâtre était le centre de la vie. Parfois la République avait besoin de soldats, il fallait faire des recrues dans l'intérieur, parmi ces farouches Morlaques, aussi braves que voleurs et sanguinaires dans leurs vengeances. Pour les décider à s'enrôler, on leur payait leur solde d'avance, et la chose se faisait sur le port, en présence de Provéditeur, près des bateaux où on les embarquait sans désemparer. Ils s'enrôlaient deux par deux, puis, quand ils avaient reçu leur argent, ils entonnaient un chant barbare et, en se tenant par la main, dansaient un étrange pas, qui étonnait fort Son Excellence, et tous ces Vénitiens amateurs de ballets. Mais ces Morlaques causaient souvent tant de trouble dans les garnisons où on les avait mis, qu'on aimait mieux les renvoyer. Le bateau qui les ramenait avait ordre de toucher d'abord à Zara, pour les formalités du congé. Mais, dès qu'ils apercevaient les côtes de leur pays, une fureur les prenait, ils forçaient le capitaine à les débarquer aussitôt, et ils se jetaient dans leurs montagnes.

III

C'est souvent un regret, pour celui qui voyage en bateau, d'effleurer seulement le bord des pays, sans jamais s'enfoncer dans les perspectives qu'ils lui ouvrent. Mais ici ce regret n'a pas de lieu. Les quelques villes qu'on rencontre sont isolées, incrustées au bas d'une côte abrupte. Bien loin de préparer ceux qui l'habitent à lier connaissance avec la mer, cette côte semble vouloir les garder paysans, les séparer de cette mer au-dessus de laquelle elle les suspend. Des îles sont semées à ses pieds, comme des cailloux au bas d'un rempart. C'est

entre ces îles que s'échappaient autrefois les pirates, ces féroces Uscoques, qui, tout catholiques qu'ils étaient, entreprenaient également sur le chrétien et sur le Turc, insultaient la puissance de Venise, bravaient celle de l'Empereur. Après leurs courses, ils se retiraient dans leur résidence de Segna, où toutes les maisons, et jusqu'aux églises, étaient bourrées de butin, où rien n'était estimé que d'être voleur et où les familles prouvaient leur noblesse par le nombre de gens pendus qu'elles comptaient parmi leurs ancêtres.

C'est un plaisir d'arriver à Sebenico, le matin, et de voir la petite ville se présenter avec une modestie agréable, sur la pente où elle est assise. Les quelques monuments de la grande place sont encore parés à l'italienne, mais les maisons qui les environnent ont un air plus simple et plus nu, et dans ce décor emprunté, c'est une autre race qui arrive timidement à la mer. Cette race est silencieuse. On rencontre des femmes blondes au long regard, des paysans taciturnes coiffés d'une petite calotte orange, avec deux rangs de gros boutons d'argent sur leurs gilets bleus. On sent qu'on est passé des peuples qui parlent aux peuples qui rêvent.

Cette côte âpre et aride n'est belle à voir que dans la légèreté de l'aurore, quand elle est toute tendue de rose. Ensuite le soleil l'assomme et il faut attendre jusqu'au soir, pour voir renaître les rares détails dont elle est semée, un cyprès, un clocher au bord de l'eau. J'ai visité Traù dans l'accablement de midi. Aussi étroitement que dans ses murailles, la petite ville semblait prise et empâtée dans la chaleur. Un château et un bastion, qu'un mur ruiné relie comme une corde lâche, et un clocher derrière eux, l'annoncent de loin. Tandis que je la parcourais, elle était crûment partagée entre le blanc du soleil et le bleu de l'ombre. Dans les ruelles pierreuses, un cordonnier faisait sa besogne, un tonnelier frappait sur des futailles, et chaque métier ne semblait représenté que par un seul artisan. Hors de l'ombre dont un mur le couvrait, un figuier avançait dans la lumière la main d'une de ses feuilles, comme quelqu'un qui tâte son bain. Cette rudesse, pourtant, n'est pas sans histoire. Beaucoup d'entre les maisons portent le bijou d'un petit blason. La ville étroite ne se desserre que sur une place, où la cathédrale s'allonge, au

bas de son haut clocher. Le portail, qui date du XIIIe siècle, est orné avec une lourde abondance. C'est cette végétation de sculpture qu'on retrouve dans les autres villes du pays, mais cette église, au dedans, est la plus belle. Une pierre grasse et savonneuse en revêt les parois et donne à l'ombre amassée entre elles quelque chose d'onctueux qui rappelle, avec moins d'opulence, l'épaisse douceur de Saint-Marc. Une chapelle est ornée de bas-reliefs, où des amours jouent d'une façon gauche et brusque avec des flambeaux. On voit, sur la même place, la modeste façade du palais municipal et une jolie petite loge, ornée du lion vénitien, et de plusieurs figures, avec un banc de marbre où s'asseyaient les magistrats de la République. Nous étions guidés dans notre visite par deux jeunes gens de la ville obstinés à tout nous montrer, jusqu'aux églises sans richesses, jusqu'aux cloîtres où quelques plantes étaient figées dans le soleil. Un mélange de réserve et d'empressement les caractérisait d'une façon très agréable. Les Français sont bien reçus dans ces provinces, où l'occupation de nos armées a laissé de grands souvenirs. Après le Gouvernement vénitien, qui ne s'était fait connaître que par son avarice et ses exigences, l'administration impériale fit valoir ici ses qualités ordinaires. La Dalmatie jouit encore des routes qu'y a tracées le duc de Raguse, et aujourd'hui même, ce rivage pauvre et fier est un endroit de l'Europe où la France est connue pour ce qu'elle est et d'où l'on aperçoit bien sa figure.

IV

Une ville dans un palais, c'est ainsi que je me figurais Spalato, où j'avais toujours rêvé de venir. Nous y arrivons par un bel après-midi. C'est le seul endroit de la côte où la muraille s'interrompt; le rivage se creuse en un large golfe, au fond duquel la ville attend les navires. Mes yeux cherchent ce qui reste du palais que fit bâtir ici Dioclétien, et où il se retira après avoir abdiqué. J'aperçois une longue façade qui, toute gâtée qu'elle soit, garde encore, pour s'exposer au couchant, un peu de cette majesté qu'ont les colonnades de Claude Lorrain. A peine débarqué, un étroit passage entre

d'épaisses murailles me conduit au centre de l'ancienne demeure impériale. C'est maintenant une place rectangulaire, bordée, dans sa longueur, d'un portique dont les colonnes, au lieu de soutenir une architrave, supportent directement des arcades. Un des côtés de ce portique est encore ouvert; il laisse voir le mausolée de Dioclétien et la base du clocher roman, indiscrètement restauré, qui surplombe la place. L'autre côté est bouché par des maisons qui ouvrent leurs petites fenêtres sous la protection des majestueuses arcades. Au fond, du côté du port, sur un palier surélevé par cinq marches, se dresse une superbe façade, avec quatre grandes colonnes de granit rouge, et une arcade remplaçant l'architrave, au-dessus de la porte principale. Cette nouveauté, qui répond au dessin des portiques, a été blâmée par les doctes. Elle ne fait que traduire l'influence de la Syrie dans l'architecture romaine. Un sphinx allongé, que le peuple appelle la Gorgone, est placé sur le côté comme un étrange gardien du seuil. Il complète l'impression et rappelle ce que l'Empire finissant avait pris d'oriental. Le mausolée de Dioclétien, qu'un portique plus bas entoure, est un édifice octogone au dehors et circulaire au dedans. On en a fait la cathédrale. Quand j'y entrai, il s'emplissait d'ombre. Tout petit, il étonne pourtant par son ampleur souveraine. C'est la réussite des Romains, que Palladio leur a enviée, d'avoir exprimé la force et la majesté dans les monuments les plus réduits, où l'orgueil de l'ordonnance fait éclater la petitesse des dimensions. Huit grandes colonnes monolithes portent un fastueux entablement, d'où huit autres colonnes plus petites s'élancent, jusqu'à une corniche qui soutient la voûte. Une frise, dont mes yeux n'arrivaient pas à lire le détail, ceint le haut du mur de son bandeau. Tout le bas du monument est bourré de tombeaux, d'autels, on y a mis au XIIIe siècle une jolie chaire. De petits cierges remuaient leur languette de feu, je voyais luire un chef reliquaire, une vieille, à genoux, obsédait un saint de ses recommandations humbles et pressantes. Mais rien de tout cela n'entamait l'âme hautaine du mausolée impérial. Meublé de cette religion qu'il ne connaît pas, il reste le temple laïque de la puissance.

En face du mausolée, au bout d'une ruelle, on aperçoit

une autre façade antique. C'est le temple d'Esculape qui est, lui aussi, un édifice étroit et superbe. Quand j'y arrivai, deux pigeons, qui rappelaient à l'esprit les colombes sacrées, jouaient un peu bêtement sur sa corniche en ruine, tandis qu'un chat pelotonné, auquel ils ne prenaient pas garde, les assassinait du regard. A l'intérieur de ce monument, une magnifique voûte à caissons repose sur une corniche non moins luxueuse. Après l'avoir visité, je me suis promené alentour, dans la ville qu'enferme le grand rectangle des murailles romaines. J'ai suivi des rues droites, des ruelles tortueuses, où parfois se dresse une façade un peu plus parée, où un écusson sculpté, avec un cimier luxuriant, est jeté sur le tympan d'un portail comme un gros poulpe aux tentacules épanouis. Du côté de la campagne, la demeure impériale fait front par une façade d'un accent militaire. Ce palais était une forteresse et reproduisait dans son plan l'ordre rigoureux d'un camp. Je suis revenu la nuit errer dans la ville, et toujours les rues que je prenais me ramenaient à la place centrale. Les portiques et le péristyle y faisaient une figure plus grande encore. L'ombre enflait vaguement leurs lignes. Mais ce n'était jamais que la force sans âme de Rome.

C'est une chose assez singulière que la façon dont, parmi les personnages de l'histoire, certains restent dans notre esprit les héros plats et découpés qu'ils étaient pour nous au collège, tandis que d'autres reprennent les dimensions de la vie, sans que nous puissions nous-mêmes discerner les raisons de cette différence. J'ai toujours eu de la curiosité pour Dioclétien. Ce fut assurément un grand politique. Le gouvernement de l'Empire étant chargé de trop d'affaires pour qu'un seul homme pût y suffire, il divisa le pouvoir sans l'affaiblir et il garda sur ceux qu'il y avait associés une autorité qui étonne. Cette autorité ne s'imposa pas seulement aux deux Césars qu'il avait faits ses inférieurs, mais même à l'homme qu'il fît son égal, ce grossier et violent Maximien, qui s'était affublé du nom d'Hercule. Quand Dioclétien eut résolu d'abdiquer, il détermina son collègue à l'imiter, de sorte que le jour où il déposait le diadème dans les champs de Nicomédie, Maximien en faisait autant à Milan. Si l'on réfléchit à ce qu'est en général l'attachement pour le

pouvoir et à ce qu'était la nature propre de ce Maximien, je crois qu'on trouvera peu d'exemples d'un pareil ascendant, pris par un homme sur un autre. Cela montre peut-être aussi qu'au moment même où Dioclétien était rassasié de ce pouvoir, il en restait assez jaloux pour ne pas vouloir que celui qu'il y avait porté l'exerçât encore, quand lui-même n'en jouirait plus. Dans le développement de l'Empire, il répond à Auguste, et malgré la bassesse de son origine, il ne laisse pas de le rappeler, sinon par la pénétration du génie, du moins par la profondeur des calculs et la perfection du succès. Ce titre de Maître, qu'Auguste, toute sa vie, avait dû refuser avec une feinte horreur, il fut le premier qui le prit officiellement. Il ceignit le diadème à la façon des princes d'Orient, et rompit le vieil hymen des Empereurs avec Rome. Entouré d'adorations, avec ses longues robes, ses bottines brodées de perles, il fait concevoir ce qu'aurait été Byzance, sans le christianisme. Cependant, s'il n'avait pour lui que sa réussite, il ne m'intéresserait pas tant. Mais ce fut un ambitieux qui se dépassa. Cette souveraineté dont la possession lui avait coûté tant de peines, il fut capable de s'en dégoûter. Être le fils d'un homme qui avait été affranchi de l'esclavage, et s'affranchir de la pourpre, cela est assez beau. C'est recommencer en grand l'aventure paternelle. On a dit que sa mauvaise santé avait été pour beaucoup dans sa décision. Mais comme il vécut encore neuf ans, sans infirmités particulières, après l'avoir prise, force nous est bien de penser qu'il fut poussé par un sentiment plus profond. On aime à rêver à ce jour où il parut devant l'armée, dans le suprême éclat de sa puissance et publia sa résolution. Peu après, une voiture aux rideaux baissés emportait à travers les rues de Nicomédie celui qui avait voulu n'être plus rien. Auguste aussi songea deux fois à abdiquer, mais sans s'y résoudre, et il ne s'affranchit que par la phrase qu'il dit en mourant : « La farce est jouée. » Quant à Charles-Quint, il était dévot; sans doute croyait-il se gagner au ciel une couronne plus belle, pour celle qu'il déposait sur la terre. Dioclétien ne pouvait se flatter d'un pareil échange. On voudrait savoir les pensées intimes de ces politiques repus d'expérience, amers et secrets connaisseurs de l'homme. Mais l'ennui dédaigneux et froid

d'un vieux serpent au fond de son trou, une sinistre sagesse, un retour à des enfantillages sans fraîcheur, voilà, peut-être, tout ce qu'on trouverait en eux. Auguste joue aux noix avec des écoliers. Dioclétien vante à son collègue, qui le pressait de remonter sur le trône, les choux qu'il cultive lui-même dans son jardin.

IV

Quel plaisir j'éprouve à revoir en moi la noble et décente petite Raguse, pareille à une minuscule capitale, avec sa ceinture de tours, son plan régulier, et la dépendance de son île posée auprès d'elle! On débarque au port voisin de Gravosa, d'où une route conduit à la ville. Ce chemin, le jour où je le suivais, était comme éclairé par des torches de lauriers-rose. Des fleurs violettes incendiaient le perron d'une villa. Mais ces quelques jardins sont comme appliqués à la montagne, dont l'aridité reprend juste au-dessus d'eux. Au bas de cette côte ingrate, Raguse semble une ville où l'on ne peut avoir d'accès que par la mer. Je parvins d'abord à une place plantée d'arbres, où quelques paysans rassemblés, dans leur costume de drap bleu, avec leurs bottes fauves, leurs amples culottes, faisaient un groupe sobre et solide qu'éclairaient seulement de deux touches vives la couleur de leur ceinture et celle de la barrette posée sur leur tête. Le rempart une fois passé, je fus dans la ville. Elle reposait dans la paix du soir, que doublait encore l'oisiveté du dimanche. La grande rue, dallée, toute droite, n'était qu'un tranquille promenoir. Il n'y passait pas une voiture. Quelques notables y flânaient, un prêtre, un prélat. Une vieille dame s'avançait d'un air un peu fatigué, accompagnée d'un domestique, coiffée d'une calotte noire d'où un voile tombait sur sa nuque et sur ses épaules, sa robe couverte d'un long mantelet blanc, plissé, que bordait une discrète broderie. Un peu plus loin venait une vieille paysanne, d'une dignité magnifique, avec une veste bleue et jaune, une jupe et une coiffe blanches éclatantes. L'air pâle baignait, isolait chacun de ces personnages, qui m'étaient offerts comme ces figures qui, dans les livres, montrent les différents types d'un pays. Cette rue, à ses

deux extrémités, se termine par une place. Celle où je me trouvai d'abord porte en son milieu un petit monument rond qui ressemble à un tombeau, et qui est une fontaine. Dans la façade d'une petite église, une rose a l'air de la roue sculptée d'un char de parade. Un clocher, debout dans l'air calme, était coiffé d'une coupole qui annonçait déjà l'Orient, et les hirondelles qui l'environnaient semblaient tracer autour de sa croix les lettres d'une inscription coranique. L'autre place est la plus grande de la ville et en rassemble les principaux monuments. Une église à la fois pompeuse et familière y est posée comme un gros meuble sur le pavé. On voit en face d'elle le joli palais de la Douane, un peu plus loin, celui des Recteurs, avec ses robustes arcades, et, au fond, le long vaisseau de la cathédrale. L'horloge de la tour divise le temps, l'eau continue de la fontaine semble le répandre. Sur une base de pierre où est nichée une statue de Roland, se dresse le mât où flottait le pavillon de la République. Le principal café de la ville complète cette société. La pierre des maisons est d'un gris jaune, pareil au ton d'un fruit qui mûrit. Des deux côtés de la grande rue, le sol se relève, mais les autres rues qui s'allongent sur la pente, bien moins larges qu'elle, sont tout aussi droites, en dépit de la déclivité du terrain. Cependant cette correction n'a rien de forcé. Ces maisons dont aucune ne dépasse font moins penser à des soldats en rang qu'aux dames d'un couvent, alignées de bonne grâce, pour une cérémonie. J'ai marché sans but, à travers la ville, me laissant charmer. Parfois une balustrade, une rampe monumentale, ébauchaient un geste d'orgueil, me rappelaient que j'étais dans une ancienne cité souveraine. Mais je retrouvais tout de suite la modestie, la discrétion, la réserve. Comme je m'étais arrêté devant un ancien palais, aménagé en caserne, la sentinelle me fit doucement signe d'entrer. C'était un grand garçon blond qui, sous les armes, rêvait encore comme un berger. Dans une assez vaste église, dont j'avais poussé la porte, des dévotes glissaient sans bruit, l'ombre pressait, comme les pépins d'or d'un fruit obscur, les flammes groupées de quelques cierges. Près de cette église, un étroit jardin potager s'étendait horizontalement sur la pente, à la hauteur du toit de la maison inférieure. J'apercevais, par une fenêtre

ouverte, des cuillers de cuivre et d'autres ustensiles de cuisine accrochés au mur, avec cet air d'humble valeur et de propreté précieuse qui lustre les moindres choses, dans les tableaux des primitifs. Et c'était toujours cette vie amortie, réduite et close, cet enchantement de silence qui, sur les bords de la bruyante Méditerranée, couvre et protège les villes dalmates. Je redescendis enfin, par des ruelles toujours aussi droites, où parfois une église, petite comme une armoire, prise entre les maisons, me montrait au-dessus de sa porte le buste du saint famillier. J'arrivai à une place carrée, voisine de la principale. Là, sur les dalles, dans la pâleur du soir ouverte autour d'elle, une vieille dame donnait du grain à des pigeons. Tout leur vol était par terre, il ne restait en l'air que les dernières hirondelles. Cette scène confirmait l'impression de bénignité que j'avais reçue de tout le reste. Raguse n'abrite et ne nourrit pas seulement des oiseaux. Beaucoup de Russes y sont réfugiés. Le gouvernement royal en a logé dans les bastions de l'enceinte. On en voit passer : les hommes vont, la tête nue, le col ouvert; les femmes ne prennent pas plus de précautions contre le soleil, elles ont la peau rouge et comme échaudée, et leurs cheveux blonds, que rien n'accorde à ces changements, paraissent postiches. Un peu plus tard, comme je sortais de la ville par une autre porte, j'en croisai plusieurs qui revenaient de la promenade. Parfois, en s'abordant, les femmes de chaque groupe disaient quelques mots de français, et je goûtais, une fois de plus, le plaisir ambigu d'entendre ces voix, riches des inflexions les plus caressantes, prononcer, avec une tendresse qui ne savait où se mettre, les mots d'un langage fait seulement pour la précision et la politesse. Quant à moi, je ne me lassais pas d'ajouter d'autres sensations à celles dont j'étais déjà enchanté, et je regardais le petit port désœuvré où, seule, une barque, en route pour l'île voisine, entamait de son étrave noire la surface des eaux sereines.

Après dîner, je suis revenu sur la place que j'avais traversée, avant d'entrer dans la ville. Des musiciens attaquaient avec une fougue hongroise des airs d'opéra. Des familles attablées buvaient du café ou prenaient des glaces. C'était ce crédule rendez-vous des soirs de dimanche, où

des gens qui se connaissent essayent néanmoins de s'éblouir. Cependant, ici encore, je retrouvais la même vie sans tapage et sans emphase. Des officiers fort tranquilles causaient avec des bourgeois. Alentour des tables, allaient et venaient des jeunes gens, des jeunes filles presque graves. Je revoyais parmi elles les Russes en robe de toile, avec leur nuque couleur de brique et leurs cheveux couleur de chaume. Une d'elles, qui s'est faite pâtissière pour gagner sa vie, proposait de table en table ses petits gâteaux, des croquignoles poudrées de sucre, qui ne ressemblaient pas mal aux boucles, d'un blond argenté, dont elle avait la tête couverte. Plus loin encore, des paysans appuyés aux maisons ou aux murs bas des jardins, sans la moindre ostentation d'eux-mêmes, n'étaient là que pour la musique. L'air était si inerte que les parfums restaient posés sur les fleurs, que la fumée des cigarettes ne se détachait pas des fumeurs. A travers les feuilles des arbres, une multitude d'étoiles qui semblaient toutes voisines épiaient curieusement et dévoraient de leurs yeux divins le spectacle de cette vie simple et douce.

***

Raguse semble une ville qui existe seule, qui ne tient à rien, une principauté séparée. C'est bien là ce que fut cette petite République qui se fit vassale du Turc par amour de l'indépendance, pour se protéger de Venise et de l'Autriche Avec sa bande de terre étendue au pied des montagnes, elle ne débouchait que sur la mer. Ses bateaux montraient le pavillon de saint Blaise dans toute la Méditerranée et le portaient parfois jusqu'aux Indes et aux Antilles. La bourgeoisie naviguait. Les nobles, qui s'étaient réservé le gouvernement, ne quittaient pas la ville mais avaient tous des intérêts dans les entreprises maritimes. Composée d'environ quarante familles, cette noblesse était une des plus anciennes de l'Europe et se conservait avec orgueil. Sept chefs, tirés de son sein, administraient les sept comtés qui composaient le territoire de la République. Chaque paysan possédait sa maison, tenue avec propreté et meublée avec décence. Ils s'ingéniaient à faire valoir les moindres parcelles du sol,

construisaient des terrasses pour en augmenter la superficie; et la prospérité d'un pays cultivé avec tant d'industrie et gouverné avec tant de sagesse faisait l'admiration des voyageurs. Les nobles étaient très instruits, les bourgeois ne l'étaient guère moins, les dames goûtaient tous les plaisirs de l'esprit, et des érudits parfois fameux dans toute l'Europe faisaient l'ornement et la gloire de la petite ville. Les mœurs y étaient extrêmement douces. Raguse fut la première ville où l'on ait ouvert des hospices pour les enfants trouvés et le seul État qui ait toujours interdit le commerce des esclaves. Cependant, comme des hommes ne sauraient vivre sans former des partis, il y en avait à Raguse. Les nobles se divisaient en Salamanquais et Sorbonnais, ainsi appelés selon l'université où les jeunes gens de chaque groupe étaient allés autrefois faire leurs études. Les Salamanquais méprisaient les Sorbonnais de tout leur cœur. Ils étaient riches et regardés comme intègres, au lieu que les Sorbonnais, qui, pour la plupart, étaient pauvres, ne se faisaient pas faute de réparer cet inconvénient, quand ils obtenaient une charge qui le leur permît. Les nobles s'étant gardé toutes les places, il n'en était pas un qui n'eût quelque emploi et jusqu'au commencement du dernier siècle, on les voyait, le matin, aller et venir, uniformément vêtus d'une longue robe noire, avec une ceinture et un vaste rabat, coiffés d'une perruque où ils fichaient plusieurs plumes à écrire, et tenant leur barrette à la main, où ils déposaient le mouchoir et la tabatière. La bourgeoisie singeait la noblesse, comme dans tous les pays du monde. Elle aussi était partagée en deux confréries, et celle de Saint-Antoine traitait de haut celle de Saint-Lazare. Un Grand Conseil où entraient tous les nobles décidait les principales affaires, un Petit Conseil gouvernait avec le Recteur. Ce magistrat, élu pour un mois, habitait le palais, mais, de peur que la majesté dont il était revêtu ne s'abimât dans la bonhomie environnante, il lui était défendu d'en sortir de jour, sinon dans les occasions où il paraissait en pompe, précédé de vingt-quatre huissiers et d'une bande de musiciens. Cette République dura telle quelle jusqu'au règne de Napoléon. Mais l'existence du colosse impérial était terrible pour de pareils États. Lui qui avait voulu la

fin de Venise, il dut écraser sans y penser ce bijou de République. Parmi tout ce qu'a détruit le monde moderne, rien n'est plus digne de regrets que ces petits États. Ils n'avaient point le matérialisme des grands. C'étaient des refuges pour l'homme. Leur constitution agissait sans effort et sans violence, offerte à l'examen des curieux comme ces petites machines qui fonctionnent innocemment et sans rien broyer, uniquement pour démontrer la marche des grandes. De pareils asiles auraient plus de raisons d'être que jamais. On y vivrait en société, sans être loin de la nature. Ils réuniraient tous ceux qui s'adonnent encore aux nobles travaux qu'empêche et que contrarie la brutalité des grandes villes. Ce seraient des capitales, sans le poids inutile des multitudes.

***

Pas plus que le libertin sur les femmes dont il a eu les faveurs, le voyageur ne se trompe sur les villes qu'il a aimées. Pour la plupart, il le sait, ce ne fut que la rencontre de leur prestige et de son humeur, le hasard d'un soir où, sur des choses qu'il n'avait jamais vues, coulait une fois de plus la douceur de l'heure. Peu d'entre ces villes existent assez nettement, peu d'entre elles ont quelque chose d'assez rare et d'assez précis pour laisser en lui une empreinte exacte et durable. Telle est pour moi, cependant, cette Raguse où la vie semble filtrée de ce qu'elle garde ailleurs de grossier. Je la reverrai toujours, assise d'un air de dame au milieu de ses quelques fleurs, au bas de la côte aride et morose. Petite reine solitaire, prends dans mes souvenirs le rang qui t'est dû, monte à l'un des trônes de ma mémoire!

EN GRÈCE

I

OLYMPIE

Il faut maintenant se détacher des villes dalmates, pour se préparer à la Grèce. De longs intervalles de côtes désertes favorisent cette transition. Cependant, on dirait que les choses changent. Déjà le rivage se contourne et se creuse, le dessin

des montagnes semble frémir. Des îles, aux rives toutes découpées, comme des messagères dont le vent festonne la robe flottante, courent au-devant du navire, pour lui annoncer un nouveau pays. Nous avons passé devant le golfe de Patras, et nous sommes descendus plus bas, jusqu'à un petit port d'où nous avons gagné Olympie. Maintenant je refais en moi toute cette route : une côte pauvre, quelques chétives maisons, au bord d'une mer gonflée de sa gloire. Puis nous roulons en auto à travers une campagne modeste et fine, dont le caractère n'est pas évident, mais dont on goûte mieux l'élégance, à mesure qu'on la regarde davantage. Sur les coteaux pousse une végétation sans luxe, surveillée de près par le soleil, comme une chevelure courte et rognée par des ciseaux d'or. Çà et là une maison de terre, au bord de la route, feint de sommeiller mais, comme un enfant sournois qui lance une pierre, elle jette un chien sur ce qui passe. Près de chacune de ces maisons est étalé sur une aire quelque chose de grenu et de violet qui ressemble à ces étoffes qu'on fait avec de petites perles de verre : ce sont les gros raisins du pays qu'on a mis sécher. Nous traversons des torrents qui portent pauvrement leurs noms fameux, mais dont l'eau, quand elle asperge les roues, est d'une clarté admirable. Par endroits, les collines s'éloignent, le paysage s'ouvre. C'est dans un de ces élargissements qu'est située Olympie. Le site a pour centre une butte toute verte qu'on appelle le mont Kronion, plantée de pins dont la verdure propre et rebroussée brille au soleil. Je me suis promené longtemps au pied de cette colline, parmi les vestiges d'Olympie. Les cigales faisaient leur bruit d'artisans au travail, la lumière, qui descendait égale et forte du ciel bleu, semblait s'attendrir légèrement à son arrivée, avec cette indulgence qu'elle n'a que sur les ruines. Ces débris ne s'organisent qu'en deux ou trois points. Ils ont encore quelque chose d'assez parlant sur l'emplacement du temple d'Héra, le plus ancien de tous ceux qui se dressaient ici. C'est devant ce temple qu'Hérodote lut une partie de son ouvrage, et j'ai donné volontiers une pensée au vieil Ionien qui a gardé à l'histoire le charme des contes et qui eut tant de curiosité pour tout recueillir, tant de jugement pour faire le triage.

Après avoir passé devant ce qui reste du temple d'Iléra, je suis arrivé à celui de Zeus. Au VIe siècle, alors qu'on n'y célébrait plus le culte et qu'il avait été déjà ravagé et incendié, un tremblement de terre le renversa avec tous les autres, comme si les dieux avaient préféré détruire eux-mêmes leurs demeures, plutôt que de les laisser offertes aux outrages. La ruine est encore impérieuse. Les tambours entassés des grosses colonnes gardent un aspect digne du dieu. C'est bien le temple du froncement de sourcil. C'est dans ce temple, pourtant, que rêvait l'image souveraine de l'ordre paisible, ce Zeus olympien, de Phidias, qui fascina l'antiquité tout entière. Le colosse harmonieux était assis, à demi revêtu d'un manteau d'or étoilé de gemmes, son corps d'ivoire lissé et lustré d'huile comme une chair. Il tenait le sceptre dans sa main gauche et la victoire dans sa main droite. Son trône d'ébène et d'ivoire était orné de bas-reliefs d'or, mais, par un rappel de simplicité agricole vraiment exquis parmi ces splendeurs, la couronne posée sur sa chevelure d'or se bornait à reproduire la feuille et la tige de l'olivier, qui abondait à l'entour. Un voile pendait devant la statue. Antiochus IV, roi de Syrie, en offrit au dieu un particulièrement magnifique et l'esprit s'émeut quand on pense que c'est sans doute celui qu'il avait pris à Jérusalem, quand il s'était emparé de cette ville, et qui couvrait le Saint des Saints. Nous ne pouvons plus nous faire une idée de ces statues sacrées que les Anciens admirèrent par-dessus tout et qui firent la gloire de Phidias. Il faut se les figurer dans la pénombre des temples, immobiles, mais animées d'une vie furtive par mille étincellements. La richesse en était prodigieuse, mais comme tamisée par la perfection du travail et ce n'était pas à cette impression d'opulence que l'esprit devait s'arrêter. L'or, l'ivoire, les matières incorruptibles n'étaient là que pour traduire et transférer définitivement dans le divin les formes humaines de l'idole.

Enfin, je suis allé au Musée. Dans la grande salle s'opposent les figures qui peuplaient les deux frontons, grâce à quoi ceux mêmes d'entre les visiteurs que chacun de ces ouvrages eût laissés indifférents, s'excitent à les comparer et à les préférer l'un à l'autre. Depuis qu'on a renoncé à en croire Pau-

sanias, on ne sait plus à qui attribuer ces frontons et l'on doute si c'est le même artiste qui les a sculptés tous les deux. L'un représente les préparatifs de la course entre Pelops et Œnomaos. Les personnages y ont déjà ce quelque chose d'un peu abstrait, et d'artificiellement isolé qui nous ennuie dans les imitations que les modernes ont faites de l'art hellénique. Encore faut-il dire qu'il n'est pas sûr que l'ordre dans lequel on les a rangés soit le bon. D'ailleurs, on reste le maître de s'échauffer sur cette froideur, en l'appelant majesté et sérénité. L'autre fronton représente le tumulte causé par les Centaures aux noces de Pirithoüs, quand ils voulurent enlever les femmes de leurs hôtes. La violence bestiale y est admirablement opposée au calme divin. Les Centaures étreignent les femmes qui se débattent, un d'eux enlace de sa jambe chevaline celle qu'il voudrait ravir. Mais implanté au milieu du combat, aussi invisible pour les acteurs de la scène qu'évident pour les spectateurs, Apollon étend le bras droit et le geste de ce bras rectiligne est irrésistible. Le visage du dieu, un peu dur, est absolument impassible. Celui des femmes ne l'est pas moins. A peine un léger avancement de la mâchoire inférieure marque l'effort qu'elles font. C'est que le vieux sculpteur ne sait pas séparer la beauté du calme. Il n'y a que les Centaures sur le visage desquels il ait fait grimacer une expression, parce qu'il n'avait pas à les ménager.

Il reste aussi quelques métopes du temple. A mon sens, c'est là le plus beau. Elles représentent plusieurs des travaux d'Hercule. Le héros y peine avec une honnêteté admirable. Il a la grande vertu de l'ouvrier, qui est de croire à ce qu'il fait. Ses pectoraux se bombent, ses muscles se tendent, mais, bien différente de la force emphatique et vaine qu'étalent les Hercules de la décadence, celle-ci est bien attelée à un exploit réel. Les personnages de ces métopes sont, eux aussi, isolés, séparés du détail des choses. Mais bien loin d'en paraître appauvris, comme ceux qui figurent dans le fronton de Pirithoüs et d'Œnomaos, ils n'en sont que mieux dégagés et plus puissamment eux-mêmes. Il n'est rien, dans l'art hellénique, de plus dense que ces bas-reliefs, où rien n'est vide, où rien ne déborde. Les scènes qu'on y voit représentées sont d'une simplicité parfaite et elles respirent une grandeur divine.

La figure d'Athéna, dans le nettoiement des écuries d'Augias, est d'un aplomb magnifique. Dans le bas-relief transporté au Louvre, et dont le moulage est ici, où Hercule rapporte à sa protectrice les oiseaux du lac Stymphale, rien ne peut rendre l'aisance, la grâce sans afféterie avec laquelle se retourne la déesse assise. Dans la métope où Hercule porte le ciel, à la place d'Atlas, une femme qui est encore Athéna, ou peut-être une Hespéride, tend le bras pour l'aider, sans que ce mouvement d'amitié altère en rien l'impassibilité de son beau visage.

Après avoir contemplé ces bas-reliefs, c'est une chute sensible que de regarder la fameuse victoire de Paeonios. Il est vrai que ce n'est point ainsi qu'on devrait la voir, mais au haut de son piédestal pyramidal, les ailes ouvertes dans l'azur et toute céleste. Malgré tout ce n'est qu'une femme. Ce Paeonios était Ionien. Il y paraît à sa victoire.

Comme nous sortions du musée, on nous a menés à une maisonnette, où nous avons vu de tout près l'Hermès de Praxitèle qu'on allait mettre dans une caisse.. Le travail en est admirable. Il ne se peut rien de plus tiède, de plus gonflé de vie que les lignes intérieures des cuisses, et les taches brunes dont le corps est marqué augmentent encore l'impression de morbidesse et semblent faire entrer je ne sais quelle corruption d'automne dans l'orgueilleuse santé du marbre. Mais quelle pauvre statue! C'est le fruit détaché de l'arbre, l'œuvre d'art que plus rien ne nourrit. En regardant ce dieu bellâtre, je goûtais l'involontaire satisfaction d'esprit qu'on éprouve à trouver un exemplaire typique de ce qu'on ne saurait aimer. Ce qui caractérise l'expression de cet Hermès, ce n'est pas la magnifique vacance de la beauté pure, ni même cette loyale absence de pensée qui règne sur les traits des athlètes de Polyclète. Au contraire, l'enchâssement artificieux du regard, l'arrangement de la chevelure, tout est ménagé de façon à prêter au dieu un air trop intéressant. Peu s'en faut qu'il ne ressemble aux portraits que nous avons du comte d'Orsay.

ABEL BONNARD

(A suivre.)

POÈMES[1]

XLIII

Ai-je imprudemment souhaité
Guérir de toi? Quelle ignorance
M'irritait contre ma souffrance!
— Ah! Que rien ne me soit ôté

De la détresse qui me cache
Le passé, le lendemain! Sois
La seule chose que je sache
Et qui blesse! Rien ne déçoit
Dans la sombre et féconde ivresse
D'un désir encore ascendant.
— Lèvres rêveuses sur les dents,
Regard qui se meut ou se pose,
Gardez votre pouvoir ardent,
Vous qui, dans une chambre close,
Par le souvenir obsédant,
M'inondez d'une odeur de roses!

XLIV

J'aime d'un amour clandestin
Ce que de toi nul n'a aimé :
Le sourd battement enfermé
De ton cœur et de ton instinct.

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 mars et 1er avril.

Nul n'a songé avec douleur
A ces beaux secrets écorchés
Du mouvement intérieur,
Puissant, indomptable et caché.

— Mais moi je sais que c'est ton sang
Qui te fait net, pur, précieux,
Et mon rêve en ton corps descend
Comme vers de plus sombres cieux...

XLV

Quelque douleur que je ressente
Je serai juste. Tu prêtas
Ton image à mon âme ardente,
Mais c'est mon cœur qui te dota
Des richesses qui me tourmentent.

Et, sagement, tu as droit à
La solitude impertinente...

XLVI

Demeure craintif, raisonnable,
Détourne-toi de ma bonté.
Que ce soit bien toi qui m'accables.
— Et refuse la volupté
Que t'offre mon cœur, irrité
Par sa cruauté charitable...

XLVII

Tu n'as aucun tort.
Mes aïeux
Ont dû aimer ces basiliques
Où parmi l'or des mosaïques
Brillent des cailloux durs et bleus.

— Tu n'es pas, face pathétique,
Responsable d'avoir tes yeux! —

Et ce regard qui semble inique
A mon cœur, dans ses lourds moments,
Je le sens malgré mon tourment,
Tu le portes innocemment...

XLVIII

Enfin je puis ne plus épier le printemps,
Je cesse d'écouter, d'une oreille attentive,
Ce frémissant secret qui soulève et ravive,
Et dont j'ai vénéré le bruit sourd et montant!

Je puis me reposer de la tâche royale
De recueillir avec des sens religieux
L'appel de la nature aux trompeuses cymbales,
Qui veut relier l'homme à d'inutiles cieux!

L'univers n'a plus rien qu'il m'ôte ou qu'il m'apporte,
Mon être est à l'écart de ses jeux décevants,
Dans un tombeau sacré je suis comme une morte,
Et ma vie est encore en pleurs dans un vivant!

XLIX

Tu vis, — mais je porte le faix
De ton étrange et dur destin,
Puisque le mal que tu me fais
Tu ne peux pas en être atteint!

L

Il n'est pas vrai qu'on soit orgueilleux d'aimer tant,
Et que d'un œil d'aigle on regarde
Les passants affairés, indifférents, contents,
Noyés de lumière blafarde.

Il n'est pas vrai qu'un grave et poignardant amour
Isole noblement le rêve,
Nul ne dit les combats dont l'assaille sans trêve
Le désir, conflit sombre et sourd!

Il n'est pas vrai que l'âme altière et transportée
Bénisse son cruel fardeau.
Même si l'on paraît éblouie et hantée,
L'on ne vit qu'en courbant le dos.

— Comment se réjouir d'avoir livré sa chance
A l'étranger vague et secret
Qui, selon sa rieuse ou grave nonchalance,
Nous emmêle à son sort distrait.

— Ah! pouvoir n'aimer pas celui qu'on aime! N'être
Pas l'esclave d'un beau vivant!
Vivre libre, espérer, choisir, vouloir, connaître!
Fendre l'azur comme le vent!

Ne pas être liée avec de durs cordages,
Secs et fermés comme des poings,
Au charme inévitable et fortuit d'un visage,
Qu'on eût pu ne rencontrer point!

N'avoir pas transféré sa digne solitude,
Unique et nombreuse à la fois,
Dans un corps dont les yeux, la voix, la lassitude
Semblent sacrés ou bien narquois.

Ne pas être obligé de constater sans cesse
Que rien ne nous est plus soumis,
Et que, ne nous laissant qu'une atroce paresse,
Notre cœur bat dans l'ennemi...

LI

Mon enfance, dans mon cœur,
Subsistait avec aisance.
J'ai souffert de ta rigueur :

Tu as tué mon enfance!

En son midi l'ample été
Voit ses roses qui renaissent,
Ainsi brillait ma beauté.

Tu as tué ma jeunesse!

Et pendant que tu détruis
Ma vie aux luisantes ailes,
Moi je t'offre un divin fruit :
La renommée éternelle...

LII

Aucun jour je ne me suis dit
Que tu pouvais être mortel.
Tu ressembles au paradis,
A tout ce qu'on croit éternel!
— Mais, ce soir, j'ai senti dans l'air
Humide d'un parc triste et blême,
La terreuse odeur des asters
Et du languissant chrysanthème...

Quoi! tu peux mourir! — et je t'aime!

LIII

Le plus hanté des deux amants
A moins besoin de son ivresse
Que de voir faiblir son tourment.
Il lui faut que cet excès cesse!

— Je ne veux pas mourir avant
De t'avoir trouvé moins charmant....

LIV

Les vers que je t'écris ne sont pas d'Orient,
Je ne t'ai pas connu dans de beaux paysages,
Je ne t'ai vu mobile, anxieux ou riant
Qu'en des lieux sans beauté, qu'animait ton visage.

Tout le tragique humain je l'ai dit simplement,
Comme est simple ta voix, comme est simple ton geste,
Comme est simple, malgré son fastueux tourment,
Mon invincible esprit que ton œil rend modeste.

Mon front méditatif, et qui porte le poids
De sentir s'emmêler à mes pensers les astres,
Te bénit pour avoir appris auprès de toi
Le rêve resserré et les humbles désastres.

Et si ton innocent et rayonnant aspect
Ne m'avait longuement imposé son mirage,
Je n'aurais pas la vive et misérable paix
Qui préserve mes jours des douleurs sans courage...

LV

Peut-être faut-il accepter,
Dans la détresse de l'amour,
Ces grandes douleurs sans contours,
Pareilles à la sainteté.

Je ne veux pas que l'on retire
A mon cœur, sans autre habitude
Désormais que ce doux martyre,
L'affligeante béatitude!

LVI

Tu es comme tu pouvais être,
Toi qui n'as pas su ma bonté!

— O calmante Fatalité,
Dès que l'on sait te reconnaître
On contemple ces yeux, ces mains
Qui nous nuisent ou nous enchantent,
Comme on entend, la nuit, que chante
Un rossignol sur le chemin!...

LVII

Tout ce que nous aimons est déjà sous la terre,
Un éphémère effort conduit encor nos jours,
Mais, déçue à jamais par l'ingrate atmosphère,
Pour mon regard il n'est de loi ni de mystère;

— Peut-être êtes-vous là, pourtant, tenace Amour!

Tout rêve et tout espoir s'écroulent dans des tombes;
Toute animation s'affaisse dans le sol;
— Printemps passionné, caresses des colombes,
Tendre essor des parfums, appels du rossignol,

Incoercible élan d'un visage vers l'autre,
Chaude haleine créant un humain paradis,
Sainte présomption d'être ces deux apôtres
Graves, dont l'un s'abreuve à ce que l'autre dit,
Terrible instinct d'amour qui combattez le nôtre,
Quand l'immense douleur nous a tout interdit,

Malgré votre besoin de prolonger la race
Vous n'êtes qu'un instant vifs au-dessus des morts;
Vous usez chaque jour les âmes et les corps,
Rien de tout ce qui vit ne laissera de traces,

— Mais alors vous venez sourdement vous poser
Comme un ordre pressant sur la plus triste face :
Méprisable et divin miracle du baiser!

LVIII

Sans regrets, crois-moi, sans effroi,
Je vais mourir. Je meurs de froid.
Je ne sens plus bien ta chaleur.
On ne peut pas lutter sans cesse.
Mon esprit contre ta paresse
Se brise. C'est toi le vainqueur.
Je sens s'éloigner de mon cœur
Cette image immense et précise
De ta personne errante, assise,
Et qui m'enchantait de stupeur...
Excuse ma voix qui s'épuise,
Je te parle encor.
Mais je meurs.

LIX

Tout le ciel d'été me renvoie
Ton image, dont la vapeur
Monte incessamment de mon cœur.
Ah! que tu sois aussi la proie
De cette mortelle langueur!
— Se pourrait-il vraiment qu'on voie
Faiblir celui qui nous fait peur!

N'es-tu pas fatigué d'entendre,
Homme prudent, sage, cruel,
Monter de ce cœur, ivre et tendre,
Comme un râle perpétuel?

LX

Bien peu de cœurs sont désirants,
Un tiède destin les rassure,
Ils goûtent les faibles mesures,
Les jours égaux, prévus et francs,
L'avenir calme et sans ardeur.

— Il faut plaindre les donateurs!

COMTESSE DE NOAILLES

LA

COMMISSION DU BUDGET

PENDANT LA GUERRE

La Commission du Budget a pris une part active à l'organisation de la défense nationale. Pendant cinq ans, elle a siégé en permanence, faisant face à d'énormes dépenses avec des ressources insuffisantes et un faible crédit. Ses efforts pour mettre un peu d'ordre dans une immense confusion, et limiter d'inévitables profusions, lui font honneur.

Collaborateur de ses travaux et témoin de son activité, je veux, non pas raconter son histoire, mais recueillir quelques souvenirs, et rappeler quelques épisodes.

Elle fut élue aux débuts de la législature de 1914, à un moment où la majorité se croyait certaine de la paix. Elle siégeait à peine depuis quelques semaines, quand la guerre éclata comme un coup de foudre. Son président, M. Cochery, bouleversé par les événements, mourut presque aussitôt, et je me trouvai, comme plus ancien vice-président, le remplacer provisoirement. Ce provisoire dura plus de trois mois, grâce à la prorogation de la Chambre.

Cette fonction semblait devoir être purement honorifique. Mais, après la translation du Gouvernement à Bordeaux et la bataille de la Marne, la guerre prit de telles proportions, que la question se posa de savoir si la Commission du Budget n'avait pas des devoirs à remplir et des responsabilités à prendre.

La Chambre, en se séparant, avait bien voté au Gouvernement de larges crédits et des pouvoirs étendus; mais les événements dépassaient toute prévision. L'embarras était grand. Les membres de la Commission dispersés, les uns à l'armée, les autres dans leurs départements, ne pouvaient être aisément consultés. De plus, mon titre provisoire et ma situation parlementaire m'interdisaient les initiatives hasardeuses. La Chambre était regardée comme une gêneuse et le Gouvernement l'avait prorogée pour s'en défaire. Ce procédé autoritaire, devant lequel l'Empire avait reculé en 1870, avait rencontré l'adhésion de la majorité du pays et même du Parlement. C'était l'opinion courante, qu'en temps de guerre le pouvoir personnel est le gage du succès.

Quand les services de la Chambre eurent été transférés à Bordeaux, je me décidai, devant la gravité croissante des circonstances, à consulter le secrétaire général, M. Pierre, sur l'éventualité d'une convocation. Il ne m'en cacha pas les difficultés, ajoutant qu'elle serait sans objet faute d'ordre du jour. L'objection n'était pas péremptoire, une commission pouvant toujours se faire à elle-même son ordre du jour; mais il était essentiel en un pareil temps de ne rien faire contre l'avis du ministère des Finances.

Je n'eus pas à prendre d'initiatives. Dès le lendemain, M. Ribot, informé sans doute de ma démarche, m'écrivit : « J'apprends que vous êtes à Bordeaux, et je serais heureux de pouvoir causer avec vous. Nous devons songer à préparer la réunion de la Commission du Budget et de la Chambre des Députés, et je voudrais m'entendre avec vous à ce sujet. »

Le ton de cette convocation spontanée me parut de bon augure. Je savais que le défaut de munitions avait empêché le général Joffre de poursuivre son offensive à la Marne, que les arsenaux manquaient d'ouvriers et que M. Millerand, ayant fait appel à l'industrie privée, l'avait trouvée, comme l'État et pour les mêmes causes, dépourvue de main-d'œuvre. La démarche du ministre des Finances faisait supposer que le Gouvernement était décidé à demander le concours de la représentation nationale; c'était une erreur. M. Ribot, me croyant délégué par mes collègues, avait voulu prendre les devants. Quand notre conversation lui eut révélé que

j'agissais spontanément, il oublia les termes de sa lettre et s'évertua à me prouver l'inutilité de toute convocation, le Gouvernement ayant des ressources et des moyens d'action suffisants. Il s'agissait de causer mais non de « préparer la réunion de la Commission et de la Chambre, ni de nous entendre à ce sujet ».

Quelques semaines après, le Gouvernement étant réinstallé à Paris, la Commission reprit régulièrement ses séances. Son nouveau Président, M. Clémentel, lui fit l'exposé détaillé des ressources militaires en matériel et en munitions. Ces renseignements complémentaires achevèrent de l'éclairer et de l'effrayer.

Elle apprit que, le 15 septembre, le général Joffre avait télégraphié au ministre de la Guerre « J'arrête l'offensive; mes canons de 75 n'ont plus que 700 coups à tirer », et que toute fabrication intensive était impossible, la loi Dalbiez ne permettant pas de démobiliser les ouvriers appelés sous les drapeaux. Elle sut d'autre part que M. Millerand avait chargé M. Albert Thomas de vérifier la production des établissements de l'État, et que celui-ci avait acquis la preuve que la fabrication des fusils Lebel était suspendue depuis 1906, dans l'attente d'un nouveau modèle, toujours annoncé, et toujours ajourné. Le nombre des fusils ne dépassait pas 2 400 000 au début de la guerre et ce nombre déjà très insuffisant avait été fort réduit par la bataille et la retraite de Charleroi.

Une telle situation exigeait un grand et immédiat effort. Le Gouvernement le fit avec activité; mais que de choses lui manquaient, les ouvriers, les matières premières, les usines, les bâtiments, le personnel. Combien de services à mettre sur pied! combien d'autres à créer de toutes pièces!

La Commission du Budget apporta à cette œuvre de reconstitution une bonne volonté que ne déconcertèrent ni la crainte des responsabilités, ni d'excessifs scrupules de légalité. Elle jugea absurde de perdre son temps à des discussions constitutionnelles sur la séparation des pouvoirs, pendant que l'ennemi occupait notre territoire. Elle alla de l'avant, bravement, sans marchander ni épiloguer, décidée à tout risquer, à tout oser pour le salut de la France.

Le Gouvernement ne lui créa pas d'obstacles, mais ne

réussit pas toujours à lui obtenir la bonne grâce de ses services.

Les bureaux, la jugeant importune et touche à tout, le lui faisaient sentir. La fabrication de l'artillerie lourde rencontra des adversaires dans une école d'artilleurs classiques, qui gardait des préférences pour les anciens calibres et aimait mieux — c'étaient leurs termes — « les canons qui font du mal que les canons qui font du bruit ». Quant aux bâtiments à construire et aux marchés à conclure, ils étaient l'occasion de perpétuels conflits, les administrations ne se départissant pas des procédés et des lenteurs du temps de paix.

Ces chocs quotidiens, et surtout le sentiment d'une situation un peu illégale, firent penser à quelques-uns d'entre nous qu'une Commission de défense nationale, investie par la Chambre de pouvoirs étendus, donnerait aux efforts une impulsion vigoureuse, et une grande unité d'action.

La Commission du Budget, dans son ensemble, ne répugnait pas à cette idée; M. Clémentel, qui n'y était pas non plus hostile, me donna un jour la parole pour l'exposer en présence du Président du Conseil et du ministre de la Guerre. Je ne fus sans doute pas persuasif; car M. Viviani écarta le projet en quelques paroles dédaigneuses, comme un attentat aux droits de l'exécutif, et M. Millerand en parut presque offensé. Leur façon de comprendre la République démocratique fut acceptée par la Commission.

Les choses en restèrent là, provisoirement au moins; elles tournèrent mieux qu'on ne l'espérait. La nécessité eut raison des timidités parlementaires, et la fonction créa l'organe. Les pouvoirs, que le Gouvernement avait refusé de centraliser dans une seule Commission, furent pris d'office par plusieurs. Grâce à cette usurpation, les ministres furent tirés de leur isolement et soustraits à l'omnipotence de leurs bureaux.

La Commission du Budget donna l'exemple de cette indépendance, et prit à maintes reprises des initiatives hardies; d'autres firent de même. Elles nommèrent souvent des *missi dominici*, chargés de se rendre compte sur place de l'emploi des ressources, et de l'exécution des décisions prises.

Il arriva même qu'après certaines grandes opérations mili-

taires, elles voulurent s'éclairer sur l'efficacité des efforts déjà faits et la nécessité d'efforts nouveaux.

Je veux rappeler les missions que, pour mon compte, à quatre reprises et dans des circonstances graves, j'ai reçues de la Commission du Budget; ce récit présente peut-être quelque intérêt pour l'histoire de la guerre.

MISSIONS MILITAIRES

La première, dans l'automne de 1915, m'amena auprès du général Foch. Il s'agissait de se renseigner sur une récente attaque, encore mal connue et très discutée. Un de mes jeunes et plus distingués collègues, M. Georges Ancel, voulut bien venir avec moi.

Nous nous rendîmes ensemble au quartier général du grand chef, près d'Amiens. Son accueil fut aimable et confiant. Dès les premiers mots, il comprit le but de notre voyage, et, devançant nos questions, nous raconta, dans ses détails, sa dernière offensive brillamment engagée mais soudainement arrêtée. Son attitude et sa parole étaient impressionnantes. Sa simplicité calme laissait vite apparaître, avec l'élévation de son esprit et la noblesse de sa conscience, l'ensemble des dons privilégiés qui font les hommes supérieurs.

Sans souhaiter cette attaque, il l'avait préparée avec grand soin. L'élan des troupes les porta tout de suite très en avant; mais le défaut de canons lourds et de munitions empêcha de poursuivre ce premier succès; force fut de reprendre les anciennes positions. Pas une plainte, pas une critique ne sortit de sa bouche. Il parlait d'un ton si apaisé et avec tant de sérénité, qu'on eût dit qu'il racontait les exploits d'autrui. En revanche, il rendait force hommages à ses soldats, qu'il disait incomparables.

« Jusqu'à présent, ajoutait-il, les munitions d'artillerie lourde nous ont été données au compte-gouttes. Le 25 septembre, je déclanchai l'attaque sur le front nord; le lendemain 26, on me faisait savoir du Grand Quartier Général qu'il fallait stopper, parce que la consommation des gros projectiles dépassait, sur d'autres points du front, toutes prévisions;

force était donc de les économiser. Quand on a réveillé une bête aussi dangereuse que l'armée allemande, s'arrêter en pleine action n'est pas chose facile. « J'ai là un travail fait par l'un de mes officiers (le colonel Weygand, son chef d'état-major), sorte de devis pour une attaque de grande envergure, où la quantité de projectiles nécessaires est estimée à 1 500 000. Or nous n'avions pas cela à notre disposition, il s'en faut. »

Il reconnut avoir à la rigueur assez de 75; mais, « comme on n'en avait jamais trop », il fallait en augmenter le nombre. Il insista vivement sur la fabrication de gaz asphyxiants, dont les Anglais faisaient un usage constant et efficace, et termina par un magnifique éloge de ses troupes, affirmant que, si elles étaient munies de l'outillage et des moyens suffisants, le succès à une échéance plus ou moins éloignée était certain.

Pendant les heures que nous passâmes avec lui, le général ne nous entretint que de questions militaires; moi seul, en le quittant, mis la conversation sur un autre terrain, où d'ailleurs il ne me suivit pas.

Au moment de notre départ, il nous offrit d'aller à Arras et nous donna pour guide un des officiers de son état-major, député comme nous, M. Meunier-Surcouf.

Dans la ville, nous dûmes traverser des rues d'un aspect lamentable, où les maisons encore debout portaient les traces d'un bombardement acharné. Sur la grande place d'Espagne, on éprouvait une impression d'horreur : d'un côté, les murs écroulés de la cathédrale, dessinant vaguement une croix, seul signe auquel on pût reconnaître une église; de l'autre, un immense entassement de débris restes du beffroi gothique depuis des siècles l'orgueil de la vieille cité; devant nous, des façades éventrées, le long desquelles se déroulait la file, fort endommagée, des fameux arceaux, où le génie flamand avait mis tout son art.

A chaque pas, nous étions arrêtés par des trous béants, sortes de puits que les projectiles allemands avaient creusés. Tandis que nous causions à voix basse comme dans un cimetière, les obus, échangés entre les batteries françaises et ennemies établies au nord et au sud de la ville, passaient sur nos têtes, et à chaque coup, notre guide, qui les reconnaissait au son, nous en disait l'origine. Parfois sortaient des caves des

hommes qui, à la nuit tombante, semblaient des spectres. Ils étaient, nous disait-on, 800 cachés sous terre, aux prises avec les plus dures privations, mais résolus à rester dans leur ville et leurs maisons, au risque d'y être ensevelis.

Pendant que je contemplais ce spectacle de désolation, un souvenir me revint à la mémoire. Arras, quelques années avant, avait été le théâtre d'un grand Congrès catholique, où était accourue la jeunesse du Nord et du Pas-de-Calais. Je l'avais vue groupée en masse dans la nef de cette cathédrale, aujourd'hui en ruines, écoutant la chaude parole d'un de ses aumôniers, devenu depuis évêque, Mgr de Durfort.

Comme la salle du banquet était éloignée de celles des séances, quatre ou cinq mille jeunes gens conduits par mon cher Bazire, s'étaient formés en cortège, et avaient traversé la ville, défilant, drapeaux déployés, le long des beaux arceaux flamands et du beffroi debout alors dans son imposante majesté.

Avec eux, j'étais passé au bruit des fanfares dans cette ville bouleversée aujourd'hui par les obus; et je me souvenais que le président de la Jeunesse Catholique belge, qui marchait à mes côtés, m'avait dit avec émotion : « Nous n'avons jamais fait rien de plus beau en Belgique. »

La nuit étant venue, nous quittâmes ces lieux tragiques.

Au retour, je fis part à M. Clementel des renseignements que je rapportais de mon voyage. Il crut utile de les faire connaître au Président de la République, et je reçus avis que celui-ci me recevrait le lendemain.

Le lendemain, je passai, non sans quelque surprise, le seuil de l'Élysée que je n'avais jamais franchi, quoique député depuis trente ans.

M. Poincaré écouta avec une courtoise bienveillance un récit, dont les paroles du général Foch faisaient tout l'intérêt. Il fit bien quelques réserves à propos des approvisionnements, mais loua fort la conduite du général et celle de ses troupes, promit de transmettre aux ministres compétents les renseignements recueillis et porta sur la guerre, ses péripéties, ses difficultés, son dénouement, un jugement dont l'avenir a prouvé la clairvoyante justesse.

Au moment où je le quittais, il voulut bien m'inviter à reve-

nir le voir, et je l'eusse fait, si j'avais eu à lui transmettre quelques indications utiles à la défense nationale; mais l'occasion ne s'est pas présentée.

Je ne l'ai revu que dans cette mémorable matinée du 14 juillet 1919, où il vint, au milieu de l'ivresse populaire, saluer, avec les troupes venant de passer sous l'arc de triomphe, l'ère de paix glorieuse qui s'ouvrait pour la France.

II

L'offensive de Champagne, dans les derniers mois de 1915, et l'attaque de Verdun, dans les premiers mois de 1916, m'amenèrent à deux reprises auprès du général de Castelnau. Je ne le connaissais pas; à peine l'avais-je entrevu, quelques années avant, sous le porche de l'église du Gros-Caillou, devant le cercueil de son frère, le cher et courageux collègue, perdu pour notre cause à la suite d'une blessure reçue dans une bagarre électorale.

Les deux frères se ressemblaient fort. Avec la même vigueur physique, ils avaient dans la physionomie la même expression de bonté, et ce je ne sais quoi de profond et de calme, que donne aux grands croyants la possession des certitudes éternelles. En écoutant le général, je retrouvais la parole forte et sobre de son aîné, rendue par la concision de l'éloquence militaire plus prenante encore.

Une récente offensive en Champagne, qui avait au début éveillé de grands espoirs, s'était terminée par une déception. Les obus manquèrent encore une fois. La première ligne de l'ennemi ayant été emportée grâce à un bombardement formidable, il eût fallu autant de munitions pour enlever la seconde, et on ne les avait pas. Le général Foch nous avait parlé d'un devis, où les projectiles nécessaires pour une attaque de grande envergure étaient évalués à 1 500 000. Cette fois, on eût eu besoin de plus encore, le premier bombardement ayant épuisé toutes les réserves.

Le général raconta avec une parfaite mesure et sans une parole amère, les péripéties de cette lutte d'abord victorieuse, bientôt impossible à soutenir. Comment, tandis qu'il parlait, ne pas se souvenir qu'un an avant, le général Joffre n'avait

pu à la Marne changer en déroute la défaite de l'ennemi faute de projectiles pour ses 75, et que quelques mois plus tard, le général Foch avait dû stopper, après un premier bond, faute de munitions pour ses canons lourds? Ainsi, en une année, la victoire décisive nous avait échappé trois fois pour la même cause, l'insuffisance de notre préparation militaire.

Cette triple leçon ne fut pas perdue pour la Commission du Budget. Celle-ci avait jusqu'alors secondé énergiquement le gouvernement; maintenant, elle le harcela. Il avait, il faut le reconnaître, redoublé d'activité et réalisé de véritables tours de force. Il multiplia encore les efforts; la fabrication des munitions fut poussée avec autant d'ardeur que la construction de l'artillerie lourde. De mois en mois, de jour en jour, les statistiques, fournies par les établissements de l'État et l'industrie privée, accusèrent un accroissement continu et les progrès obtenus étaient des stimulants pour des progrès nouveaux. Ce qui a été fait à cette époque tient du prodige. Verdun a été la récompense de ce magnifique déploiement de vigueur et de patience.

***

C'est à l'occasion de Verdun que j'eus, quelques mois après, une seconde rencontre avec le général de Castelnau.

Dès les premiers jours de 1916 s'était répandu le bruit d'une prochaine offensive allemande, bruit confirmé par les révélations des espions. Où aurait lieu l'attaque? On se le demandait encore, quand, le lundi 21 février, un bombardement, suivi d'un mouvement en avant, révéla le plan des Allemands. La prise de Verdun devait leur ouvrir la route de Paris.

Leur avance fut rapide, presque foudroyante. Dès le mercredi, ils étaient maîtres d'une des principales défenses de la place. Les communications du Gouvernement cachèrent au public cette triste vérité. La prise du fort de Douaumont fut représentée comme le succès accidentel de troupes égarées, prisonnières maintenant dans les murailles conquises.

Pendant que l'ennemi approchait de Verdun à grands pas, se tenait à Paris ce qu'on appelait pompeusement « le Parle-

ment interallié ». Des délégations des Chambres anglaises et françaises se rencontrèrent pacifiquement, au cours de ces journées tragiques où se décidait le sort de la France, pour discuter à tête reposée des questions d'ordre général, sans lien avec les opérations en cours.

Le jeudi 24 eut lieu, au Palais d'Orsay, un banquet offert sous la présidence de M. Briand, aux membres du Parlement anglais. Les représentants du monde politique et des grands services publics y assistaient nombreux.

Les convives, vaguement informés des mauvaises nouvelles de la veille et de la nuit, furent frappés de l'attitude du chef du Gouvernement. Il se tenait à l'écart, pâle, soucieux, se dérobant aux interrogations ou y répondant par des généralités, dont l'affectation rassurante ne tranquillisait personne.

« L'affaire, disait-il, n'est qu'à ses débuts; jusqu'ici deux divisions seulement ont été engagées; quelques troupes allemandes, sans cohésion, sont rentrées dans le fort de Douaumont par surprise et cherchent à le quitter. »

Pendant le repas, le bruit courut autour des tables, qu'aucun discours ne serait prononcé. Ce silence, si contraire aux traditions officielles et aux habitudes anglaises, fut une révélation. On se taisait parce qu'on n'osait parler. Faire allusions aux événements pour s'en féliciter eût été une téméraire imprudence, soulever un coin du voile un geste qui eût jeté le trouble dans le pays.

Conformément à une convention arrêtée le matin, M. Briand se leva au dessert et en trois mots porta un toast à la grandeur et à la prospérité de l'Empire britannique.

Le président de la délégation anglaise, répondit sur le même ton et dans les mêmes termes. Cela fait, tout le monde se leva à la hâte, surpris, presque consterné. M. Briand disparut et les convives coururent aux nouvelles. Les nouvelles hélas, étaient sombres, si sombres qu'on songea à supprimer le lendemain matin une séance de la Commission du Budget, où le général Lyautey devait être entendu, le Gouvernement se souciant peu de se rencontrer avec des députés inquiets et avides de renseignements.

La séance eut lieu pourtant, mais embarrassée et froide. La pensée de la Commission était loin du Maroc. Le général Lyau-

tey eut cependant le temps de dire que l'abandon de Tanger serait un désastre. Dans la soirée, l'angoisse arriva à son paroxysme. Des bruits sinistres circulaient dans les couloirs de la Chambre : l'armée était en retraite sur la Meuse débordée où ne se trouvaient que des ponts étroits; 200 000 hommes et un matériel immense, n'y pouvant trouver passage, couraient risque de tomber aux mains de l'ennemi; les forts étaient minés. Verdun, à moitié évacué, pouvait être pris d'un instant à l'autre, s'il ne l'était déjà.

A la Chambre, on osait à peine s'avouer ses craintes. Un chef radical plus osé les résumait en deux mots : « C'est à la fois Metz et Sedan. »

La journée du lendemain vendredi, s'annonçait comme une catastrophe; elle apporta une heureuse surprise. L'armée tenait bon; la retraite semblait arrêtée; Verdun pouvait être sauvé. Le samedi, les Allemands étaient arrêtés et la confiance revenait.

Que s'était-il passé? La Commission du Budget à sa première réunion, deux jours après, s'étonna du vague des renseignements officiels et voulut savoir toute la vérité.

Sur le désir qui m'en fut manifesté, je me décidai à aller la chercher au Grand Quartier Général; mon ami de Gailhard-Bancel voulut bien venir avec moi.

A Chantilly, nous nous adressâmes au général de Castelnau qui nous raconta le plus tranquillement du monde des choses héroïques. Comme nous étions certains qu'il atténuait à dessein et la gravité de certaines défaillances et l'importance de son rôle personnel, nous complétâmes nos renseignements à des sources sûres; en voici les traits saillants.

Dès le milieu de février, les aviateurs avaient fait connaître des rassemblements de troupes allemandes et des travaux de terrassement, signes d'une attaque prochaine. Aussitôt, le général en chef, voulant renforcer la région fortifiée de Verdun, avait mis à la disposition du groupe des armées du centre, plnsieurs divisions d'infanterie, des régiments d'artillerie lourde.

Ces renforts étaient arrivés à leur destination, quand, le 21 au soir, le bois des Caures et le bois d'Haumont furent attaqués par l'ennemi qui ne pénétra d'abord que dans les

toutes premières lignes. Le lendemain, les deux bois, Haumont et Herbebois, tombèrent en son pouvoir; le 23, Brabant était évacué, Samogneux perdu.

La première position était enlevée, mais la seconde restait intacte. Le Grand Quartier donna immédiatement au commandant de la région fortifiée le général Herr, l'ordre de tenir à tout prix.

Dans la soirée se produisirent coup sur coup des événements foudroyants. La côte 344 était tombée; les Allemands, après avoir enlevé les bois de Fosses et de Chaumes, pénétraient dans celui de la Cauche. Douaumont était occupé. Les réfugiés quittaient Verdun; la défaite s'accentuait. A 10 heures du soir, le commandant du groupe du centre, redoutant ne pouvoir tenir le lendemain sur la rive droite de la Meuse, ordonnait d'évacuer la Woëvre dans la nuit, et en avisait le Grand Quartier. Déjà le général Joffre avait enjoint de transporter aussitôt, dans la région de la Meuse, la deuxième armée, commandée par le général Pétain, avec mission d'endiguer l'offensive de l'ennemi, et, si les circonstances l'exigeaient, de recueillir les troupes de la région fortifiée rejetées sur la rive gauche de la Meuse, mais surtout d'interdire à l'ennemi le passage de la rivière. Le jeudi 24, les nouvelles se succédèrent alarmantes; l'avance de l'ennemi amenait un fléchissement presque général; tout était à craindre. Dans cette situation extrême, le général de Castelnau fit le soir auprès du général Joffre une démarche et offrit de se rendre à Verdun. Sa proposition fut accueillie.

Parti aussitôt avec une lettre de service l'investissant de pleins pouvoirs, il arriva, au milieu de la nuit, à la gare de triage d'Avize, où il rencontra le général Pétain en route pour Bar-le-Duc. Là, il reçut par téléphone les plus tristes nouvelles. Pourtant nos troupes n'étaient pas encore submergées; des formations restaient intactes; tout n'était pas perdu, mais tout dépendait de ce que les Allemands feraient le lendemain. Fonçaient-ils sur nous, seul l'espoir restait. Si, selon leur habituelle stratégie, ils employaient la journée à faire rejoindre leur artillerie lourde encore en arrière, une chance s'offrait. Sur cette chance, le général prit des résolutions décisives.

De la gare même d'Avize, il avait téléphoné au commandant de la région fortifiée de tenir bon coûte que coûte. « La défense de Verdun, disait-il, se fait sur la rive droite. Il ne peut donc être question que d'arrêter l'ennemi sur cette rive. » C'était l'injonction formelle de suspendre la retraite, si elle était commencée.

A son arrivée au point du jour, la situation était lamentable. Des convois, des groupes d'hommes du dépôt, refluaient à l'arrière, encombrant les routes. Le désordre était partout. Impossible d'avoir les documents et les renseignements indispensables. Les forts étaient près de sauter; les mines installées sous les ponts.

Les officiers, convoqués en toute hâte, furent réunis et interrogés. Pleins de courage, mais écrasés par les événements, ils considéraient la situation comme presque intenable. « Il n'y a plus rien à faire », disaient-ils presque tous avec des larmes dans la voix. Le général de Castelnau leur adressa des paroles d'encouragement, où il mit tout son cœur, et leur ouvrit des perspectives qu'ils n'avaient pas entrevues. « En tout cas, dit-il en finissant, il restera à mourir. »

Dans un magnifique élan, tous les braves gens qui l'écoutaient, entraînés par cette éloquence guerrière, se déclarèrent prêts à tout, à la seule condition de pouvoir présenter à leurs troupes un ordre du jour signé Castelnau. Cet ordre du jour, le général le rédigea et le signa séance tenante. Les officiers, sans perdre un instant, coururent reprendre leurs places de combat, décidés à faire face à l'ennemi et à mourir, plutôt que de reculer; lui-même après avoir confirmé l'ordre de tenir à tout prix, alla de sa personne, prescrire au général Balfourier, qui commandait le 20e corps, de mettre garnison dans les points d'appui, c'est-à-dire dans les forts de la place.

Le sort de cette défensive *in extremis* dépendait beaucoup des mouvements de l'armée allemande. Qu'au lieu d'attendre son artillerie, elle reprît l'offensive pour se jeter sur nos troupes ébranlées, et nul ne pouvait dire ce qu'il adviendrait de Verdun et de l'armée.

La résistance supposait des parcs d'artillerie, des munitions, des ravitaillements, des convois de vivres. Comment compter

que l'État-Major de récente formation, qui déjà n'avait pas été assez fort pour soutenir le choc, se reconnaîtrait au milieu de l'enchevêtrement des voitures, des caissons, des automobiles apportant les renforts à toute allure, et assurerait l'entretien des routes et la liberté de la circulation?

Dans cette extrémité, toute hésitation était notre perte. Le général de Castelnau en eut la claire vision, et, sur-le-champ, prenant une résolution douloureuse, substitua en pleine bataille un commandant nouveau à celui que les événements avaient accablé. Le général Pétain, à peine arrivé à Bar-le-Duc, reçut l'ordre d'accourir avec l'État-Major de la 11e armée, et de prendre immédiatement le commandement pour enrayer l'effort de l'ennemi, où qu'il se produisît.

Dans ces heures d'extrême péril, la réorganisation de l'armée se poursuivit sur tout le front par un effort gigantesque. Les officiers, qui le matin s'étaient déclarés impuissants mais prêts à mourir, retrouvèrent avec l'espérance une vigueur entraînante et les soldats, à leur voix, la volonté de vaincre. Tandis que les Allemands perdaient leur temps à attendre leurs gros canons, l'armée française se ressaisit soulevée par un grand élan d'héroïsme. La joie du général de Castelnau eût été sans mélange, si une division n'eût battu en retraite, sans même en rendre compte.

Que fût-il arrivé, si nos ennemis eussent eu à leur tête le grand Frédéric?

Le lendemain 26, la ligne de bataille était partout reformée et le général de Castelnau alla lui-même porter au général Balfourier l'ordre de reprendre sans retard le fort de Douaumont, ce qui fut exécuté aussitôt. C'est en route qu'il rencontra l'évêque de Verdun, son ancien curé de Saint-Affrique, et eut avec lui la conversation, dont celui-ci a fait l'émouvant récit. « Avez-vous confiance, mon général? dit l'évêque. — Oh! oui! je vais mettre ordre à tout cela, ce sera bientôt fait, et se tournant vers ses officiers : Allons vite, en route. — Allez au combat, mon général! moi je vais prier pour vous — Oui, c'est cela, nous en avons besoin. Adieu. » Le soir il put écrire avec une joyeuse fierté au général Joffre : « Je crois que si nous pouvons gagner les deux jours qui permettront au com-

mandant de la 2e armée de remettre les choses en ordre et de faire sentir son action, tout danger de perdre Verdun sera définitivement écarté. »

Vendredi 25 février 1916! Quelle date mémorable dans les fastes de la grande guerre! L'histoire offre peu d'exemples d'une armée refoulée et désorganisée, se redressant avec cette indomptable vaillance, en face d'un ennemi victorieux et enivré.

Dans la matinée, les plus braves croyaient tout perdu; dans la soirée, tandis que Berlin illuminait pour la prise de Verdun, le général de Castelnau en remettant le commandement au général Pétain lui disait : « J'ai pris les responsabilités, à vous la gloire! »

Tels furent les renseignements que nous rapportâmes en hâte à Paris. La Commission du Budget jugea inutile de les communiquer au Gouvernement, celui-ci ayant dû en avoir la primeur.

Quatre mois après, la bataille de Verdun durait toujours. L'ennemi, grâce à de continuels renforts, avait regagné du terrain, et, au prix de pertes effroyables, venait de s'emparer du fort de Vaux, un des derniers boulevards de la forteresse.

L'inquiétude reprit la Commission du Budget, et je revins retrouver le général de Castelnau à Chantilly. « La forteresse, me dit-il, ne peut indéfiniment tenir devant un ennemi dont les forces grandissent tous les jours. A l'heure qu'il est, Verdun ne peut être sauvé que par une diversion immédiate sur la Somme. »

Sur son insistance, la diversion immédiate fut ordonnée et Verdun sauvé. Les mémoires du général Ludendorff révèlent que cette magnifique résistance et son glorieux dénouement désemparèrent l'État-Major allemand, et décidèrent l'Empereur à cette atroce guerre sous-marine, qui a amené les États-Unis à notre aide et porté ainsi à l'Allemagne le coup mortel.

***

En décembre 1916 éclata la crise de commandement à l'état latent depuis quelques mois. Des intrigues politiques

amenèrent le transfert à Paris du Grand Quartier de Chantilly, la nomination du général Joffre comme Maréchal, sa retraite comme commandant en chef. Le général de Castelnau, nommé un instant chef d'État-Major général, fut envoyé en Russie auprès du Tsar, alors aux prises avec une cour qui voulait la paix, et un peuple qui voulait la révolution.

Le général Nivelle, nouveau commandant en chef, prépara aussitôt une offensive entre Laon et Reims. Le secret en fut mal gardé; on sut ses projets au front, où ils surexcitèrent les espérances de soldats impatients du dénouement. L'ennemi crut d'abord ces indiscrétions imaginées pour lui donner le change.

A cette époque, venaient d'entrer en service les fameux tanks, utilisés déjà par les Anglais. La Commission du Budget, que présidait alors M. Klotz, en avait suivi avec attention la fabrication et les essais. Préoccupée des prochaines hostilités, elle désira se rendre compte de leur valeur et avoir l'avis des chefs militaires. Dans ce but, j'allai sur son désir chercher des éclaircissements à Dormans, auprès du général Micheler, commandant de trois armées. On était à la fin de février 1917.

Le général eut bientôt fait d'éclaircir la question des tanks; puis tout de suite engagea la conversation sur les opérations en projet. Les précieuses informations qu'il me donna furent confirmées par les officiers, nombreux à Dormans ce jour-là. Tous étaient pleins d'ardeur, d'impatience même. Comme leur chef, ils disaient « que jamais les troupes n'avaient eu plus d'entrain, que jamais l'occasion n'avait été plus favorable ».

Il était facile de démêler, à travers toutes les précautions de langage, de graves divergences entre les grands chefs. L'urgence de l'offensive était diversement jugée. Le général Nivelle, très partisan de l'action immédiate, mais en fonctions seulement depuis deux mois, n'avait pas encore l'autorité indiscutée qui eût fait cesser ces flottements. On ressentait les effets de la crise plus politique que militaire, qui avait amené la suppression du Quartier Général de Chantilly et brisé son autorité morale.

Le général Micheler était acquis à l'idée d'une offensive immédiate et ne s'en cachait pas. « L'ennemi, disait-il, se

croit en sûreté; il s'attend à des attaques à l'Ouest ou à l'Est. Il n'a devant nous ici que des divisions peu nombreuses et mal liées; un effort suffit pour ouvrir les routes de Laon et d'Hirson. Mais il n'y a pas un instant à perdre; d'un jour à l'autre, ce qui est aisé en ce moment sera difficile, peut-être impossible. »

Pour mieux me convaincre, il me montra un plan en relief, où était figurée toute la région s'étendant devant ses armées, avec les emplacements des divisions ennemies, et il ne fallait pas être grand stratégiste pour comprendre les avantages qu'offrait leur petit nombre. « Voilà la situation, concluait le général : elle est excellente et le succès certain, mais à une condition : aller vite, agir même tout de suite. » A son insistance, je comprenais son désir de me voir devenir à l'Élysée l'interprète de sa pensée. Je n'en fis rien pourtant, considérant qu'une telle initiative n'appartenait pas à un simple député, sans compétence militaire.

On était alors à la fin de février.

Les chefs des diverses armées signalèrent bientôt l'importance des renforts accumulés devant eux et les difficultés croissantes d'une percée.

Un incident grave se produisit; l'ennemi prit le parti de replier son aile droite, sur une longueur et une profondeur de plusieurs kilomètres, jusqu'à sa fameuse ligne Hindenbourg, « son infranchissable muraille ».

Cette opération audacieuse dura plusieurs jours, sans être inquiétée malgré les dévastations commises.

Comment cette retraite n'avait-elle pas été troublée? comment avions-nous laissé paisiblement anéantir sous nos yeux tant de richesses? Cette quiétude souleva dans la Chambre et dans le pays une surprise telle, que les deux Commissions du Budget et de l'Armée décidèrent d'envoyer chacune un délégué au général Nivelle, pour lui demander le mot de l'énigme. M. Noulens fut choisi par la Commission de l'Armée; je le fus par la Commission du Budget.

Le général en chef fut très sobre d'explications sur la passivité de l'État-Major. Il était visible qu'il ne voulait se faire l'accusateur de personne; en revanche, il insista sur l'influence du repli allemand, aveu de son impuissance. « L'ennemi, dit-il,

s'était retiré devant l'impossibilité de tenir plus longtemps; sa retraite lui rendait à peine la disposition de deux ou trois divisions, tandis qu'elle en laissait à la nôtre sept ou huit au moins. Nos chances de victoire avaient grandi : le succès était plus assuré que jamais. »

Cet optimisme, communiqué aux commissions respectives, causa quelque étonnement, et trouva peu d'écho.

Quelques semaines après, eut lieu sous la présidence de M. Poincaré le fameux conseil de guerre de Compiègne, où se trouvèrent en conflit le Généralissime et ses commandants d'armée.

Le Généralissime fut laissé libre de prendre, dans la plénitude de son autorité, la résolution qu'il jugerait la meilleure. Il décida l'offensive.

On sait ce qui a suivi. L'attaque, déclanchée par un temps affreux, débuta brillamment, mais fut arrêtée par des forces supérieures et, après quelques jours de tâtonnements, définitivement abandonnée.

Ce qui ajouta à l'amertume de cet échec, ce fut son effet sur les troupes et sa répercussion à la Chambre. Plus les espérances avaient été vives, plus profonde fut la déception. Elle se traduisit sur le front par des actes d'indiscipline, que l'énergie du général Pétain eut peine à maîtriser, et, à la Chambre, par des débats orageux, féconds en suites fâcheuses. Des généraux haut placés dans l'estime de l'armée furent disgrâciés; le ministère sortit chancelant des séances d'un comité secret; et il resta dans les esprits des germes d'incertitude et de trouble.

C'est alors qu'on décida dans les conseils du Gouvernement d'ajourner toute offensive nouvelle à des temps meilleurs. Elle ne fut reprise qu'en mars 1918 et par l'ennemi.

***

Cette période d'accalmie fut une des plus tristes de la guerre. Au front les opérations militaires réduites au minimum; sauf quelques éclaircies du côté de Reims, tout y était sombre. Le désenchantement survécut au rétablissement de la discipline et l'on entendit répéter un peu partout cette découra-

geante formule : « L'ennemi ne passera pas, mais nous ne passerons pas non plus. »

A l'intérieur, la perspective d'une longue lutte sans issue alarmait les intérêts et refroidissait les énergies. A défaut d'une paix séparée avec l'Autriche, la paix blanche avec l'Allemagne apparaissait à beaucoup la solution presque inévitable. Cet état d'esprit, plus encore que l'or de l'étranger, développait le pacifisme, contre lequel dut réagir le ministère de Salut public présidé par M. Clemenceau.

Dix mois s'étaient écoulés dans cette sourde angoisse, quand les Allemands, acculés déjà aux résolutions suprêmes, attaquèrent et enfoncèrent le front anglais. Il fallut de notre part un grand effort pour leur défendre l'accès d'Amiens et barrer la route de Dunkerque.

Cet événement eut deux résultats heureux : l'unité du commandement avec Foch pour général en chef; l'arrivée hâtive des Américains.

L'opinion, en dépit des Gothas et des Berthas, était à peu près remise de cette première alerte, quand les Allemands tentèrent et réussirent, cette fois contre nous, une attaque au Chemin des Dames. Soissons, Château-Thierry, tombèrent en leurs mains; deux de leur divisions franchirent la Marne.

En ce mois de juin 1918, le Gouvernement eut de cruelles alarmes. Que l'ennemi arrivât à Meaux, dont il n'était séparé que par une étape et son artillerie pouvait détruire Paris, quartier par quartier et l'acculer à une capitulation ou à un désastre. On en revenait aux sombres jours de septembre 1914, sans avoir cette fois une armée en réserve avec un Gallieni pour l'organiser et un Maunoury pour la commander.

Aussitôt des attaques discrètes furent chuchotées contre le nouveau Généralissime, et se dessina contre les grands chefs un mouvement de suspicion semblable à celui, qui un an avant avait eu de si funestes effets. La défiance restait la vertu jacobine.

M. Clemenceau y coupa court; venu à la Commission des affaires extérieures pour y donner des renseignements, il fit du général Foch un tel éloge, et de sa confiance en lui une

telle profession que les détracteurs sournois s'arrêtèrent du coup. Son attitude, à cette heure critique, a rendu à la défense nationale, un service peut-être décisif. C'est ce jour-là peut-être qu'il a le mieux « fait la guerre ».

Son entourage eut moins de calme, et crut devoir envisager le pire. Ses ordres furent sans doute mal compris ou exagérés.

Toujours est-il que le branle-bas commença dans les administrations. Les livres de la comptabilité publique furent mis en sûreté, les archives des ministères de la Guerre et de la Marine expédiées en province. On prépara l'évacuation de Paris, et le transfert du Gouvernement en province. On désigna les villes où devaient être envoyés le corps diplomatique, la Cour de Cassation, le Parlement, le Chef de l'État, les Ministres. Des négociations furent même engagées avec les Compagnies de chemins de fer pour assurer à l'occasion le départ de cent mille habitants par jour.

La Commission du Budget, qui n'avait reçu ni communication ni demande de crédits, quoique des millions eussent été dépensés, demanda des explications au Gouvernement; un sous-secrétaire d'État vint la mettre au courant des mesures déjà prises, de celles à l'étude. Celui-ci s'expliqua avec une absolue sincérité : il eût même voulu qu'on avertît par avance la population de Paris du plan d'évacuation, afin que, le jour venu, elle n'éprouvât ni surprise ni panique. Il reconnut que de fortes dépenses étaient engagées si bien que la Commission resta stupéfaite du sans-gêne avec lequel on disposait du Trésor et aussi d'elle-même en décidant son départ. « Si Paris doit être bombardé, dit un de ses membres, interprète de ses collègues, le Parlement restera à Paris, et, s'il le faut, siégera dans les caves du Palais-Bourbon. »

M. Raoul Péret, Président de la Commission, après avoir résumé, en quelques courtes et fortes paroles, l'impression générale, signifia au Gouvernement qu'à la première irrégularité financière, il en serait référé à la Chambre.

Après le départ du Sous-Secrétaire d'État, tout le monde sentit la nécessité d'être renseigné au plus vite et le Président me demanda de me rendre sans retard auprès du général Degoutte, dont le quartier général était le plus rapproché de Paris.

Dès le lendemain, je partis avec mon collègue, le colonel de Puineuf, qui consentit, avec la plus parfaite bonne grâce, à faire avec moi le voyage et à m'aider de son autorité.

Jusqu'à Meaux, tout se passa sans encombre; mais après, la route fut tellement obstruée par les voitures et les troupes américaines, qu'en dépit du fanion arboré sur notre auto, nous n'avançâmes plus qu'avec une extrême lenteur et au prix d'incessantes difficultés.

Le général Degoutte était absent. En l'attendant, nous fûmes très surpris de voir amener des groupes de prisonniers allemands, l'air abattu. Les officiers qui nous reçurent étaient rayonnants; notre armée, disaient-ils, refoule l'ennemi sur toute la ligne. Leur langage offrait un tel contraste avec celui que le représentant du Gouvernement nous avait tenu la veille, que nous restions ébahis.

Quelle ne fut pas notre satisfaction quand, à son retour, le général Degoutte nous fit de la situation un tableau d'autant plus saisissant qu'il était pour nous plus inattendu.

Son calme dissimulait mal sa joie; sous la modération des paroles, apparaissait une immense fierté. Il résuma, en quelques mots émouvants dans leur laconisme, les dernières opérations militaires. « L'ennemi, dit-il, recule maintenant sur tout le front et sa retraite se précipite d'heure en heure; il a repassé la Marne, évacué Château-Thierry et ses environs. C'est à peine, si l'on entend d'ici le bruit de ses canons. »

Malgré ces bonnes nouvelles, je me hasardai à dire qu'un retour offensif étant toujours possible, les Chambres auraient peut-être raison de se prémunir contre une offensive heureuse ramenant l'ennemi à Meaux. La réponse fut péremptoire et un peu ironique. « Que les Chambres se rassurent, les Allemands ne menaceront de sitôt ni Meaux, ni Paris. Je crois même que de longtemps ils n'essaieront de reprendre l'offensive; en tout cas, ce ne pourrait jamais être avant trois mois. »

A mesure que le général parlait d'un ton dont la fermeté calme imposait la conviction, je me rappelais la conférence de la veille. On eût dit que le général avait entendu le ministre et prenait à tâche de répondre à toutes ses appréhensions. Le colonel de Puineuf et moi nous reprîmes le chemin de Paris

un peu décontenancés de notre rôle et des alarmes du Gouvernement.

A mon retour, je communiquai à M. Raoul Péret ces nouvelles qu'il ne croyait pas si bonnes. Il se réjouit d'avoir gardé son sang-froid, en écoutant un ministre si mal renseigné et si pessimiste.

Depuis ce jour, il n'a plus été question de bombardement ni d'évacuation. Tout aussitôt commença l'étonnante campagne qui sera l'éternelle gloire de l'armée et de son chef, le général Foch. L'ennemi, poussé l'épée dans les reins sans un instant de relâche, allait être reconduit à la frontière, et l'empereur Guillaume acculé à l'abdication et à la fuite pour échapper au sort de Napoléon III à Sedan.

On était à la fin de juin et les Allemands payaient encore d'audace. Au commencement de novembre, ils avaient franchi une à une les tranchées échelonnées derrière eux par Hindenburg, mis bas les armes et crié merci.

Quand la Commission du Budget apprit l'armistice, plusieurs de ses membres s'attristèrent de la modération du vainqueur. Ils se rappelaient les trois invasions subies par la France depuis un siècle, les affronts du palais de Versailles en 1871, les longues souffrances de l'Alsace-Lorraine, celles de la France démembrée. Si le désir de venger les humiliations subies manquait peut-être d'esprit chevaleresque, la mansuétude, qui laissait à l'ennemi ses drapeaux, ses canons, ses armées, dépassait assurément les bornes de la générosité.

Le réalisme anglais et le sentimentalisme américain nous coûtaient vraiment trop cher et nous exposaient à trop de dangers.

LA PAIX

Les joies de l'armistice ne furent pas sans mélange. L'Allemagne n'était pas terrassée; son territoire n'était pas occupé, et ses troupes passèrent, drapeaux déployés, sous des arcs de triomphe, devant un peuple dont l'incurable orgueil refusait de croire à la défaite.

A cette première déception, s'en ajoutèrent vite d'autres : le choix des négociateurs, la procédure de la négociation.

Par une sorte d'ironie le Président des États-Unis vint siéger en personne au Congrès, tandis que celui de la République française, réduit au rôle de Président-Symbole, restait confiné à l'Élysée. Dans le Conseil suprême des principales puissances, figurait le Japon, mais pas la Belgique; l'ordre des travaux, par un incompréhensible calcul, assignait le dernier rang à l'examen des intérêts français.

M. Clemenceau prit à la lettre et mit en pratique cette doctrine, exposée par M. Poincaré, le 1er mai 1912, lors d'une interpellation sur les traités secrets : « Le Gouvernement revendique pour le Gouvernement le droit pour le Président de la République de négocier au nom de la France, et de ne donner connaissance du traité à la Chambre qu'aussitôt que l'intérêt et la sécurité de l'État le permettront. »

Des longues séances qui se succédèrent à huis clos, la presse, le télégraphe, le téléphone soumis à une censure inexorable, ne révélèrent que ce que le gouvernement jugea bon de laisser passer.

Pourquoi ce luxe de défiance? L'Allemagne ne siégeait pas au Congrès; les fameux quatorze points de M. Wilson étant les bases connues de la paix, La France n'avait rien à cacher; contre qui et pourquoi, cette conspiration du silence?

Sans doute les Chambres seraient-elles appelées à ratifier le traité, mais ce ne serait qu'après la clôture de longues et mystérieuses négociations qui ne pourraient plus être rouvertes qu'au risque des plus grands dangers. Sans doute le Président de la République serait-il appelé à le signer, mais sa signature serait moins libre encore que le vote de la Chambre.

Tandis que les séances du Congrès se poursuivaient silencieusement, l'inquiétude gagnait le pays. Les officieux disaient bien que les droits de la France étaient sauvegardés, que nous aurions la Sarre, les limites de 1814, la surveillance de la ligne du Rhin; mais la Chambre, mal rassurée, se demandait si elle n'avait pas autre chose à faire qu'à se croiser les bras et attendre. Par scrupule, par faiblesse, elle n'avait pas osé nommer pendant la guerre une Commission de Défense Nationale; allait-elle regarder faire la paix, comme elle avait regardé faire la guerre?

Des députés, dont j'étais, jugèrent cette réserve une imprudence, presque une désertion; ils se rappelaient que l'Assemblée Nationale en 71 avait placé une Commission de trente membres à côté de M. Thiers, partant pour négocier à Versailles avec M. de Bismarck. Les républicains de 1918 seraient-ils plus imprévoyants ou moins indépendants que les conservateurs d'autrefois?

Comme je faisais partie de la Commission des Affaires extérieures, je lui proposai de demander à la Chambre la nomination immédiate d'une Commission de la Paix à l'image de celle de 1871. Les objections vinrent de divers côtés, des ministériels effarouchés à la pensée de déplaire au Gouvernement, des conservateurs craignant la confusion des pouvoirs, d'adversaires de M. Clemenceau jaloux de faire de la Commission, dont ils faisaient partie, la véritable Commission de la Paix. La proposition fut repoussée. Pour ne pas se séparer sans rien faire tout le monde fut d'accord pour voter un ordre du jour, affirmant nos droits sur le Rhin, et envoyer des délégués le porter au Président du Conseil, qui, sans leur rien promettre, les reçut un peu mieux que ne le fut plus tard le général Foch, défenseur de la même thèse.

Battu de ce côté, je me retournai du côté de la Commission du Budget, habituée aux actes d'indépendance. La motion y fut votée; restait à la présenter à la Chambre. Par scrupule, M. Raoul Péret la soumit au Président de la Chambre, M. Deschanel. Celui-ci crut devoir prendre l'avis du Gouvernement, et sur son refus sa menace même de poser la question de confiance, déconseilla vivement le dépôt du projet. Les choses en restèrent là.

Restait la ressource d'une interpellation; mais la majorité regardait si bien la docilité comme une vertu patriotique, que c'eût été un coup d'épée dans l'eau. L'abandon de la motion fut doublement fâcheux; il priva nos négociateurs de l'autorité morale que leur eût donné le concours actif de la représentation nationale; il fortifia le Gouvernement dans la résolution de ne pas se gêner avec la Chambre et malgré ses instances de ne pas lui présenter de budget avant le vote définitif de la paix.

Les négociations se terminèrent dans un mutisme à peine

interrompu de loin en loin par quelques communications énigmatiques. Quand la Conférence eut achevé le traité et que les puissances l'eurent signé, la Chambre enfin saisie nomma une Commission d'enregistrement, dite Commission de la Paix. Celle-ci avait théoriquement le droit de contrôle; en fait, ce droit n'était qu'une fiction. Rejeter le traité ou même l'amender, c'était tout remettre en question et courir de périlleux hasards. Les débats y furent animés, mais académiques. On discutait avec la certitude que toute discussion était une perte de temps. Les obscurités des négociations ne furent pas dissipées; quelques échappées de lumière laissèrent seulement entrevoir le secret de ces longs pourparlers. Un coin du voile fut à peine soulevé.

Un jour, M. Clemenceau, impatienté des attaques d'un député lorrain, frappa la table du poing, et murmura d'une voix courroucée : « C'était bien la peine de tant suer pour entendre tout cela! » Puis, dans un mouvement d'emportement, il parla des résistances auxquelles il s'était brisé, de ses luttes opiniâtres avec MM. Llyod George et Wilson, de ses efforts pour leur arracher l'occupation même provisoire de quelques villes du Rhin, de leur offre spontanée d'un pacte de garantie. Il avait à peine fini que M. Cambon raconta qu'à maintes reprises il avait saisi le suprême Conseil des Cinq qu'il présidait, de la question du Rhin et des sûretés à donner à la France, mais, qu'après d'âpres discussions, le vote unanime de ses quatre collègues, avait clos l'incident et rejeté ses revendications. Il ajouta même qu'ayant annoncé l'intention de porter la question devant l'assemblée plénière, « en votre nom, lui avait-on dit aussitôt, mais pas au nom de la Commission ». A mesure que se succédaient ces révélations attristantes, un silence pénible se faisait autour des tables et l'angoisse se lisait sur les visages. Personne n'avait soupçonné une lutte si vive et une opposition si intraitable.

On comprit alors le sens de faits restés jusque-là des énigmes : l'armistice hâtif, l'arrêt des troupes victorieuses en deçà de la frontière, le mystère des négociations, l'unité allemande érigée en dogme, le refus des frontières de 1814, le bizarre régime de la Sarre, la limitation à quinze ans de l'occupation des villes du Rhin, l'imbroglio financier des réparations. Une

volonté inflexible avait dicté ces conditions, celle de Lloyd George, le meneur inlassable de la résistance,

Des quatre grandes puissances siégeant avec nous au Conseil suprême, ni le Japon, ni l'Italie, ni les États-Unis ne nous avaient tenu en échec de parti pris; l'Angleterre seule nous avait systématiquement combattus, tant au nom de sa politique historique que de ses intérêts financiers. Depuis deux siècles, n'avait-elle pas pour principe que la France ne devait pas trop grandir et surtout n'approcher ni d'Anvers, ni du Rhin? N'était-ce pas en vertu de ce principe, qu'elle avait fait si longtemps la guerre aux derniers Bourbons et, pendant quinze ans, refusé la paix à Napoléon?

Lloyd George s'était conduit en parfait Anglais, en nous emprisonnant dans les étroites frontières de 1815, et en nous interdisant la suzeraineté du Rhin. Il eût manqué aux traditions de la diplomatie britannique, s'il nous eût laissé monter la garde sur les bords du fleuve inviolable. Pour nous consoler, il nous avait offert d'accord avec le Président Wilson un pacte de solidaire garantie, habilement subordonné au vote d'un Congrès américain notoirement inféodé à la doctrine de Monroë.

Nos négociateurs n'ignoraient rien des doctrines et des précédents de la politique anglaise; mais ils avaient compté, pour en avoir raison, sur le prestige de la victoire, et les ressources de leur habileté. C'est pourquoi, jaloux de se mesurer seuls avec Lloyd George, ils avaient écarté d'un geste irrité les importuns qui voulaient troubler leur tête-à-tête. L'autorité du Parlement, seule force qui leur eût permis de soutenir à armes égales ce duel redoutable, ils l'avaient répudiée avec dédain, presque avec colère.

La Commission aurait eu le droit de leur renvoyer leur œuvre à correction; mais ni son origine, ni son tempérament ne la prédisposaient à la vision des grands devoirs et à l'énergie des viriles résolutions. Habituée au train-train de la politique subalterne, elle recula devant la hardiesse d'un vote énergique et traita une grande question nationale comme une simple affaire courante. Le Congrès américain ne fit pas tant de façons. Quant à elle, elle crut en s'effaçant faire acte de sagesse. En fait, sa carence a amené la demi-faillite de la Paix.

Quand la Commission de la Paix eut achevé sa stérile besogne, commencèrent les stériles débats des séances publiques : personne ne doutait de l'issue. Le dilemme était posé : ratifier, ou recommencer les négociations, peut-être la guerre. Quelques protestations oratoires donnèrent satisfaction à de respectables scupules, et le traité fut voté dans un silence résigné. Au dernier moment, je crus libérer ma conscience en dénonçant le danger des formidables pouvoirs conférés à une Commission des réparations, maîtresse de résoudre à la simple majorité les problèmes les plus graves, et où nous n'avions que notre voix. L'attitude de l'Angleterre et de l'Amérique, telle que M. Clemenceau et M. Cambon l'avaient révélée, me paraissait une leçon de choses, plus importante que toutes les convenances diplomatiques. Bien entendu, ma voix se perdit dans le désert.

On se sépara, sans se douter du tort que la passivité parlementaire avait fait au pays. Combien était étrange la destinée de cette Chambre, en majorité socialiste et radicale! Quand elle se réunit en 1914, tout le monde eut peur de ses usurpations brouillonnes; pourtant, en des temps tragiques, elle se résigna à un systématique effacement. La peur des responsabilités agit sur elle, comme jadis la peur des disgrâces sur les courtisans d'ancien régime. Ce furent le même amoindrissement des caractères, la même paralysie des volontés.

Après avoir joué le premier rôle dans la guerre, la France en était venue à accepter un armistice d'inspiration américaine et une paix d'inspiration anglaise. Quelle n'eût pas été sa situation dans le monde, si elle eût su user de la victoire comme elle avait su vaincre?

JACQUES PIOU

LA GUERRE A VINGT ANS[1]

Le corps franc.

Enfin, l'un des rêves d'Alain s'accomplit : la division va lancer un coup de main, et il en fait partie.

C'est au cantonnement de Ludes que la petite troupe prépare son exploit. Chaque soir, quand sur Verzenay, au flanc de la montagne, la saucisse redescend, que dans le vallon caché, sur le tacot qui chauffe, des fourmis du génie chargent des matériaux, et que les femmes courbées sous la hotte rentrent des vignes, les volontaires répètent leur assaut. Dans ce décor de travail agreste, ils ont un air d'oisifs, de sportsmen adonnés à un jeu de luxe. Minorité de casse-cou, gais de leur jeunesse, et graves de leurs sombres secrets; aristocratie de l'avant!

... La douceur, après tant de jours et si lents, de cette vie active, où la fierté est nourrie, où chacun, peu à peu, se hausse au niveau de son intention! Chaque soir, Alain et ses compagnons quittent Ludes pour les lignes, entassés dans une automobile. A travers les rues où la troupe lente grouille, ils sont les seuls animés par un objet précis. Ils filent avec allégresse le long de cette route où, durant les relèves, ils ont tant peiné. Les côtes noires de Nogent l'ennemie s'élèvent devant eux, et ils rient, à mesure que se multiplient les trous d'obus, du plaisir de dire au chauffeur qui se retourne : « Mais non, un peu plus loin! » Parvenus au canal, ils quittent la voiture, et c'est plutôt une sarabande d'enfants qu'une troupe guer-

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 mars et 1er avril.

rière qui se hâte le long des boyaus désolés. A la ferme d'Alger, dans le silence de la nuit, ils trouvent des guetteurs pensifs qu'ils secoueraient volontiers, oubliant combien de jours ils furent ainsi eux-mêmes. Ils passent le parapet et s'en vont dans le bled avec une idée nette de la mort, mais avec trop d'élan pour éprouver l'appréhension de la douleur. Ils font une patrouille très poussée, un peu désordonnée, qui leur donne les renseignements nécessaires pour le coup de main, mais qui les eût aussi bien instruits sans cette exubérance, et ils « rentrent » si bruyamment que les guetteurs élèvent des murmures de reproches bien justifiés.

Mais déjà ils roulent dans la nuit, vers Ludes. L'air tiède baigne leurs visages. Ils chantent. Et c'est tout l'esprit sombre et joyeux, forcené et fataliste de l'aviation qui frémit en eux.

... Les voici de retour au village pour la nuit et tout le jour suivant. Chère petite maison de madame Rameau, où ils passent des heures, penchés sur des photographies d'avions, à étudier leur terrain d'attaque!

« Que penser de ce redan au bord du parapet, est-ce un simple puisard, ou bien un abri? Et ce point noir, est-ce un vieux bidon, ou bien un créneau de mitrailleuse? »

Longs efforts pour interpréter chaque détail des clichés et leur arracher les secrets des défenses ennemies,... énigmes d'où dépendent la victoire et la vie... Vers le soir, enfin, quand la brave hôtesse revient de la vigne, sa hotte sur le dos, on se met à table, et les propos deviennent gais et puérils.

La belle vie pleine, où les femmes cultivent la terre que les hommes défendent, et où tous les visages reflètent cette joie pensive des êtres dont le but dépasse tant la personne, et qui, dans un grand péril, peinent avec allégresse!

— Dites, belle-maman Rameau, y a pas un piano dans le patelin?

Chocotte, aujourd'hui, se sent artiste : il ne veut pas organiser un match de rugby, un poker, ou une excursion en bécane à Épernay; il ne s'indigne pas contre l'injuste distribution des récompenses de ce monde, ni contre « les curés »; il a soif de musique.

L'hôtesse admire, de ses grands yeux de gitane vieillie,

cet enfant de Pontoise. Il est « instruit », serviable, et polisson; que d'éléments pour plaire!

— Je vous dirais bien d'aller chez la tante.

— Où ça, belle-maman?

— Le petit chalet dans la rue du Jars.

Elle dit « jaar ». Il ricane.

— Où est-elle, votre rue du jaar?

— Mais vous savez, près de l'église.

Il condescend à savoir vaguement et poursuit :

— Votre piano, il a encore des touches, oui?

— Oh! peut-on dire!... Mais il est tout neuf! Elle l'a acheté à Reims pour sa fille, l'institutrice, qui joue à la perfection.

— Alors, ça va!

Et voilà Chocotte, Civa, Richard, Torix et Alain lancés dans la ruelle abrupte. Chocotte exulte :

— Il va ronfler l'engin de la tante... Ça doit encore être une toupie pas banale, cette tante, une vieille retirée des affaires...

— Et la fille?

Ils courent, enchantés comme d'une détente, de cette muflerie, de ce ton excessif dont ils ne sont pas coutumiers. Et les habitants les regardent passer en se demandant sur quel malheureux cerisier ce vol va s'abattre.

... C'est un petit appartement prétentieux et bourgeois, meublé de pacotille, où ils n'osent pas faire un geste par crainte de briser un objet. Civa, Richard, Torix, se sont doucement assis. La grosse tante s'est retirée en laissant sur un guéridon, comme un décent appel à la générosité, une bouteille de champagne. Et Chocotte exulte toujours : « Vieille m... va. » Il regarde les photos, les souvenirs des bains de mer, et avise un médaillon de plâtre : un profil d'homme au crâne plat, aux cheveux en brosse, accroché sous un diplôme de capitaine des pompiers de Reims. « Ça c'est lui... l'patron... et sa photo est encore là, sur la cheminée... en militaire... Qu'est-ce qu'il est? Ah, tringlot! » Et ils pouffent de joie.

Chocotte, au piano, joue une rengaine trop connue; Torix se balance dans le rocking-chair; Civa et Richard ont l'air heureux; et Alain, épanoui lui aussi, se demande quels sont les éléments de leur plaisir. Y a-t-il, ici, pour Civa, une ré-

plique de la suspension verte autour de laquelle sa famille se réunit chaque soir à Vincennes? pour Richard, un écho des réceptions du dimanche, dans le salon cossu de sa maison Beauceronne. Est-ce souvenirs? prestige du « luxe »? ou plaisir direct?

Qu'importe! La fenêtre s'ouvre sur l'horizon des côtes allemandes; et les notes mille fois entendues se succèdent, évoquant pour Alain tant de cantonnements, tant de soirs à Paris, et jusqu'à ce pittoresque café qui fascina son enfance provençale.

A une lieue, les lignes! Et ici, de petits abat-jour roses parent les bougies, il faudra faire un compliment à l'artiste quand le bruit cessera. Surprenant voisinage de ceci et de cela!

— Que jouer maintenant? — interroge Chocotte, tout congestionné; — Mariette?

— Va pour Mariette!...

Le brave garçon attaque d'enthousiasme, en se balançant. Et les camarades fredonnent l'air d'orgue de Barbarie, touchant comme une mélopée et triste comme les faubourgs, qui éveille chez eux une obscure passion d'aller, contre vent et marées : un désir fiévreux de risque et de gloire.

Le jour est venu. Le corps franc est monté en ligne : le coup de main se fera ce soir. Cependant Alain est invité à déjeuner depuis longtemps par les officiers de la 8e compagnie, et suivant le fossé du fort, tout encombré de ruines, il se glisse, sous les restes du pont-levis vers le trou de ses hôtes.

Le charmant repas! Il y a, là, Brolly et le capitaine du P., un charmant cavalier doublé d'un colonial, comme il s'en trouve dans l'armée française, et qui joint aux manières d'un homme de cercle, le hâle et la poésie mystérieuse du Soudan. Une bonne lampe éclaire la gamelle de fer où brille la salade, et le serveur Ram est souriant. Brolly tourne vers Alain sa tête simple et courageuse comme on imagine celle de Ney adolescent; ils échangent les propos habituels : quand pars-tu en perm? quand la relève? Mais bientôt le capitaine entame des récits du Congo et du Tchad. Les jeunes gens écoutent avec émotion cet officier de cinquante ans, dans cette grise

tranchée, évoquer avec nostalgie les guérillas éclatantes de sa jeunesse. Voici le souvenir le plus romanesque, le récit légendaire au régiment, et qui débute invariablement ainsi :

— Quand j'étais à Bamako, j'avais une jeune captive...

Alain écoute, enchanté de goûter des récits pittoresques, alors qu'il « sort » ce soir.

Pourquoi est-il des jours si chargés d'émotion heureuse? En servant le café, Ram s'est penché vers Alain : « Dites, mon lieutenant, vous ne voulez pas m'emmener? » Alain, hésitant, interrogea du regard le capitaine qui ne comprenait pas tout d'abord, et puis s'écria : « Ah! mais c'est vrai, c'est ce soir,... tous mes vœux! » Et le plaisir d'Alain fut à son comble lorsqu'il put répondre doucement : « Mais vous disiez, mon capitaine, à Bamako?... »

Minuit. Couchés devant la tranchée, Bacon et Alain ouvrent la brèche par où ils sortiront tout à l'heure avec le corps franc. Calme plat. Pas un souffle. Alain presse lentement les pinces qui mâchent le fil, et cèdent tout à coup avec un déclic caractéristique auquel les Allemands, s'ils l'entendent, ne se tromperont pas.

Ce traître bruit que Bacon essaie d'étouffer avec un sac à terre; les brins du fil qu'il faut rattacher un à un, à droite et à gauche, pour dégager la brèche; la rencontre d'un autre fil, la pression lente, et l'inévitable bruit qui vous laisse en suspens...

Les Allemands ont-ils entendu? Leur fusée, jaillie et retombée, brûle à terre, et une mitrailleuse fauche le bled. Les deux jeunes soldats sont étalés dans le fouillis des ronces, douloureusement empêchés par les fils, de se coller à la terre. Tandis que les balles claquent autour d'eux, fracassant les piquets, cent images traversent l'esprit d'Alain : que sent-on quand la balle brûlante traverse la jambe? le ventre? la tête?... Enfin la fusée meurt, la bande du « moulin » s'arrête. Profond silence.

— Bacon? — murmure Alain avec angoisse en tendant le bras vers son compagnon immobile.

— Ça va, mon lieutenant.

Alors, c'est la recherche d'un autre fil, la pression lente...

Comme ils ont sommeil! Alain eut tort de manger ce saucisson à dix heures, il a une crampe d'estomac. Enfin, le dernier fil coupé, ils restent couchés une seconde sans mouvement au seuil du bled noir qui les attend.

Comme Alain s'est remis au travail, et qu'il pose dans la brèche les sacs à terre pour étouffer le bruit des pas, le capitaine, survenu, murmure :

— S'il vous arrive malheur, que dirai-je chez vous?

Et Alain répond droit devant lui, sans réfléchir :

— Mais rien de spécial, mes parents trouvent, comme nous, qu'il y a des choses qui valent plus que la vie.

Seul, sous la lune, avec la France à dos et la mitrailleuse devant soi, l'ivresse de parler vrai!

Tout est prêt. Alain s'en va chercher le détachement dans le fort, où tous les hommes sont endormis par terre, côte à côte, dans une galerie.

— C'est l'heure, — dit-il.

Chocotte cligne des yeux à la lumière, et comprenant, secoue son voisin de gauche qui grogne et puis comprend. Peu à peu, sur les visages détendus par le somme, la lueur de la réalité revient.

Cinq minutes plus tard, la colonne est équipée. Sous une bougie tenue haut, les têtes sont découvertes, et l'aumônier qui donne l'absolution parle vite, à mi-voix.

Diaphane et tendu, chaque homme attend. Le petit Dumoulin, un peu faraud, avec sa mèche sur l'œil, se croit obligé de mimer l'indifférence. Et Alain écoute, surpris que ces paroles éternelles qui passent n'éveillent rien en lui qu'un très doux besoin d'entretenir le calme où il est parvenu, un besoin d'humanité, de franchise, d'union, un désir d'être noble.

Les têtes se sont relevées. On règle les derniers détails : « Vous avez bien ficelé les goupilles des grenades? vous avez bien ficelé vos couteaux? personne n'a rien à demander? Minuit quarante. En avant. »

La colonne est partie par les galeries; quelques camarades, éveillés, serraient des mains; à la sortie de la caponnière, le capitaine est apparu. Les premiers lui ont dit en passant,

avec une confiance douce, avec sommeil : « Au revoir, mon capitaine. — Au revoir, Borne. Au revoir, Papion. Je viens avec vous jusqu'à la première ligne... »

Mais personne ne voulait l'entendre, ce « je viens avec vous »; chacun voulait prononcer ce mot direct : « au revoir, mon capitaine », recevoir cette poignée de main, ce sourire. Et tous ont répété « au revoir, mon capitaine », de même; Lanneur l'a dit comme un enfant, et le capitaine lui a répondu comme il a répondu aux meilleurs soldats, avec tant d'amitié, tant de vœux... C'était une atmosphère simple de pardon, de départ.

Maintenant, le serpent noir des casques glisse entre les parapets, et les pas discrets s'éloignent sous un ciel plein d'étoiles.

Trois jours après le coup de main, sur la pelouse du château de Ludes, devant le bataillon en armes, il y a remise de croix.

... Pierry! Durand! Barthélemy! Bacon!

Bacon est au fixe, au deuxième rang, derrière Robic.

— Bacon!

Il sursaute. L'homme au milieu du carré l'appelle. Citation? Cet événement improbable arrive? Il lui faut aller dans l'espace libre, au milieu du carré? Il s'avance, un peu trébuchant, et s'arrête à côté de Darreau figé dans un isolement de gloire ou d'exécution. Il entend sa sentence. Le général lui épingle sa croix. Un tonnerre de musique. L'officier qui voulut le faire passer en conseil de guerre sourit et le félicite, le colonel fait « bien! bien! ». Il semble à Bacon qu'au-dessus de ses gardes effrayés, Pétain et la France se penchent vers lui.

Et trois jours encore. Le bataillon est retourné en première ligne, à la ferme d'Alger. Alain se hâte le long du boyau B. 8. On vient de le prévenir que Bacon et Robic sont tués.

Boyau B. 8, attention au fil... boyau de Reims... et puis au bout, à droite... boyau d'Alger... La craie est blanche, le ciel est bleu. Comme tout cela est vide sans Bacon et sans Robic!

Suspendue à une perche comme la grappe de Chanaan,

ballonnée comme une outre pleine, la toile de tente enveloppe la lourde chair sanglante, et les porteurs s'en vont.

Seul maintenant, dans la tranchée, Alain s'accote au parapet. Sur les sacs, contre son menton, un peu de cervelle. Cela n'est pas repoussant. Blanc et rouge, cela est. Cela fait agrandir les yeux, cela attire, et puis, même de tout près, cela ne donne rien. Du pied, machinalement, Alain efface au fond de la tranchée une tache de sang. De la même manière, las, très las de ses émotions intérieures, il les efface, il les couvre d'un faux oubli et regarde au dehors, par-dessus le parapet.

Au cours d'un steeple, il y a un tel instant où, sur un gros obstacle, le cheval lancé fléchit en se recevant, bute à fond, — et s'écroule. — Non pas, mais ébranlé seulement, il se ressaisit et reprend le train.

Ainsi, l'âme d'Alain touche le fond de ce qu'elle peut connaître, et se heurte, étourdie, à l'image concrète du définitif. Puis, peu à peu, elle se ressaisit et reprend son niveau. — Changée? — Qui sait? En face d'Alain, le paysage vide n'a pas changé.

Au-dessus de la tranchée, le ciel immense bleuit. Calme plat. Pas un être. Une seule onde, une seule voix passe, ténue : un chant d'avion perdu au loin.

Alors, comme un ami, dans sa tristesse au milieu de cette nature, un poème qu'Alain aimait depuis l'enfance visita son esprit. Un poème? — sept vers que Robert Browning imagina un soir en glissant au large des côtes d'Espagne... Le couchant remplit de sa gloire la baie de Cadix, Trafalgar repose, bleuâtre sur l'eau flamboyante, à l'horizon du Nord-Ouest Gibraltar dresse sa silhouette grise, et le poète lance vers sa patrie anglaise un cri de dévouement et de louange qui rebondit encore plus haut, vers Dieu,

> While Jove's planet rises yonder, silent over Africa [1].

Alain aime toute la pièce pour ce seul dernier vers qui élargit l'horizon jusqu'au monde cosmique, et qui répand comme une musique ce même obscur enthousiasme qu'il

1. « Tandis que la planète de Jupiter s'élève là-bas, silencieusement, sur l'Afrique. »

éprouve ce soir, au pied des ouvrages allemands où tous les siens devront porter la mort ou bien laisser leur vie, d'un état de choses mystérieux, superbe et tragique, sur quoi l'on peut indéfiniment rêver.

C'est ainsi! C'est ainsi! Voilà les deux paroles qui résonnent pour Alain dans ce paysage des lignes, comme lui-même, torturé et recueilli. « Pour défendre tout ce que tu aimes, la France, tes amis, tes rêves, ta vie, n'espère qu'en ton énergie. Là où elle échoue, il n'est pas de recours... Pour empêcher les hordes qui tiennent ces monts de déferler sur Reims et sur toi-même, nulle voix ne s'élèvera que celle de ton fusil; et si celle-là est recouverte les hordes auront gagné leur droit, et le ciel champenois sourira comme pour toi, au-dessus d'elles. »

Tragique émoi d'un petit Français, sous l'impression qu'après tout, la force est bien la loi suprême du monde!

Pourtant, à l'horizon du Chemin des Dames, des éclairs de combats déchirent le ciel comme de magnifiques appels à la lutte implacable. Alain imagine ses amis : Georges, Gui, Pratz, peut-être engagés ce soir dans le brasier d'où montent ces flammes. Et il lui vient à l'esprit de souhaiter ici, dans son secteur de la Pompelle, un semblable incendie où il puisse se jeter, lui aussi, pour prendre une part plus grande du péril.

Mais la triste vallée de patience et de mort ne se soulève pas à ce vœu téméraire, et le vent du soir qui glisse presque insensiblement sur la terre déchirée semble dire à l'oreille d'Alain : Tu veux la gloire, enfant que ma petite plainte, durant tant de soirs, n'a guère assagi? Le mérite journalier, l'acceptation de toute destinée ne te suffisent pas? Tu n'as pas de goût pour une petite mort solitaire et presque silencieuse au détour d'un merlon? Tu veux le grand orchestre et les mouvements en foules de l'assaut? Mais pourquoi t'irriter? Sais-tu ce que l'avenir te réserve? En attendant, voici treize heures de nuit à dérouler sur tes pensées.

Bien des nuits passèrent sans calmer l'impatient.

De ces lueurs jaillies tour à tour de cent secteurs divers échelonnés entre Soissons et Reims, il se formait l'idée d'un seul champ héroïque et perpétuellement illuminé par la gloire, où il voulait parvenir à tout prix. Il ne retrouva le repos

moral que lorsqu'il eut adressé, par la voie hiérarchique, une demande de mutation pour un bataillon de chasseurs, sans savoir pourtant, sur quel point du front cette démarche allait le conduire. Au vrai, très éprouvé par la perte de ses meilleurs soldats, et plus seul, désormais, sur la route qu'il fallait suivre, Alain se forgeait un paradis.

Sa demande partie, rasséréné par le seul sentiment d'être en marche vers de belles destinées, il trouva le loisir d'aimer encore bien des instants de cette faction mélancolique qui durait depuis sept mois.

A chaque relève, pour éviter de longs détours, Alain et ses hommes se laissent glisser dans le fossé du fort qui aboutit derrière leur tranchée. Ce couloir profond comme une cathédrale est tout jalonné de tombes; sous l'enchevêtrement des fils de fer, des pins arrachés, des dalles écrasantes c'est un long alignement de croix. Chacune est doublée d'une ombre qui la caricature et chacune porte le même mot, souvent tronqué là où l'obus brisa le bois : *inconnu, inconnu, inc...*

Quand Alain est sorti de ce passage, dans la tranchée retrouvée, ce mot, comme une chanson funèbre, hante encore son esprit. Survient Darreau : « Mon lieutenant, on a touché du fromage pourri, à la 3. »

Telle est la vague incessante : du surnaturel à la platitude, sans transition, on descend et on remonte.

Les haricots sont mal cuits. On les jette. La gamelle balancée tinte contre le tibia d'un mort.

« Vite! Il y a des blessés! » Le long d'un boyau zigzaguant, sous la lune. Alain et Civa courent, têtes baissées, casques de travers, masques ballottants. Courir ne gagne guère de temps, mais ça aide à aller là où on ne souhaite guère aller : là où les 150 arrivent, dans un souffle de locomotive.

... Le poste est méconnaissable. Des sacs éventrés, de la terre mêlée d'éclats phosphorescents, monte l'odeur âcre de l'explosif; et personne que la lune dans le squelette d'un arbre! Pourtant les camarades de la deuxième section veillaient ici?

Alain et Civa appellent, ils creusent, ils doivent se coucher soudain sous quatre nouvelles locomotives — à quatre pattes d'abord, et peu à peu leurs bras plient; l'obus passe si près! leurs visages touchent la terre — enfin l'éclatement tout proche, en accablant leurs sens, soulage leurs esprits : nous ne sommes pas encore aveuglés, étouffés, pas encore mêlés à la terre! De la terre seulement, sous les dents et dans les yeux. A nouveau, ils creusent, ils tirent des corps lourds, et ils doivent de nouveau se terrer, calmes et accablés, la tête dans le pli du coude.

Un des ensevelis respire. Civa, qui est le plus fort, l'emporte sur son dos, les bras ramenés en arrière, la poitrine aux étoiles, méconnaissable et douloureux comme Mazeppa sur le cheval.

Des obus arrivent encore, assourdissants, et voilà que Civa s'arrête : l'équipement du blessé s'est accroché au bois d'une claie. Il souffle, on pousse, on tire, on repart, mais le porteur bute et tombe, Alain prend le blessé à pleins bras, et il sent ses mains se couvrir de sang, qui sèche et caille si vite.

Le premier abri, — une tôle en travers d'un boyau — un coup de lampe électrique : « Qui est-ce? — Ah! oui, le grand de la troisième, qui joue si bien au football? » Vite un garrot à la cuisse coupée! Alain se hâte avant que la tête ne lui tourne.

Comme le blessé est calme, pâle! Il ne geint plus.

Les brancardiers. Une plainte encore. Le voilà sur le brancard, la tête abandonnée, brûlant de la chaleur de la vie, pâle de la pâleur de la mort.

Il est parti. Revenus dans leur tranchée, Alain et Civa reprennent la veille interrompue. Peu à peu, comme l'eau troublée s'étale et glisse sur l'objet englouti, la pensée reprend ses voyages, dans le silence de la nuit.

> Dieu le sait, il serait plus doux de reposer
> Parmi la soie et les parfums
> Où l'amour respire dans le bienheureux sommeil...

C'est ici même, se dit Alain, dans cette tranchée, durant une nuit pareille, qu'Alan Seeger pensa ces vers. Seeger, le jeune poète de génie qui troqua librement son œuvre et son

amour contre une capote de la Légion; le charmant enfant brave, qui abandonna de plein gré la vie, sans cesser de l'adorer!

« Sur les coteaux sanglants de la Pompelle », il a passé, courbé, dans la file d'une section, parmi ses rudes camarades étranges, et pareil à eux tous, sauf le regard. Le boyau de Reims, la tranchée d'Alger, le « grand entonnoir » lui furent familiers. C'est ici, sur la terre des vignes, qu'il souhaita répandre son sang pour renaître un jour dans le vin de Champagne, et pour retrouver peut-être les lèvres qu'il aima.

Cher Alan Seeger, oserai-je vous appeler notre frère? vous qui nous avez précédé dans cette tranchée, vous qui mourûtes dans la Somme à quelques pas de nous, en laissant des poèmes où vous dressez, comme nous le faisons dans nos rêves, en face de la mort acceptée, familière, la silhouette de la beauté?

Poète de notre génération romanesque et courageuse, vous êtes maintenant une de ces grandes figures émouvantes pour être mortes au rythme du chant qu'elles chantaient. Un squelette s'enfonce dans le bled, à Belloy, et voilà de jeunes strophes d'amour et de bravoure, toutes transfigurées, qui s'élèvent jusqu'aux étoiles. Byron en pâlit à Missolonghi.

Ces sombres tâches, ces rêveries, et puis, quand paraît l'aube qu'on douta de revoir, le sommeil accablé dans les caves... étrange vie d'elfes, travailleurs nocturnes cachés parmi les ruines d'un monde! Et malgré tout, on s'intéresse encore aux choses. Dans ce pays dépeuplé par la guerre, et si mystérieux, quel lieu attirant que cette ville de Reims qu'on aperçoit à l'ouest, dressée derrière les lignes françaises comme l'éperon d'un vaisseau. Depuis des mois, elle occupe l'imagination d'Alain. Cet après-midi, il a enfin obtenu du capitaine une permission de quelques heures, et il se hâte vers la ville du sacre, par la route de Châlons.

Des faubourgs vides; les quais d'un canal où des machines se délabrent; la grande rue de Vesle, muette où l'herbe pousse entre les pavés, tandis qu'aux ventres onduleux des bonnes grosses maisons les enseignes « Botte Rouge », « Homme d'Osier », « Au Poisson d'argent » s'étalent toujours; parfois

un « civil » suspect qui ressemble plutôt à un pillard qu'à un bourgeois; et voici la petite place où la cathédrale jaillit, horrible et sublime comme le cri du pays. Un avion qui rentre glisse dans le ciel avec douceur; un vieux prêtre traverse la place pour gagner l'évêché, à pas mesurés de cloître; et la petite Jeanne d'Arc, entre deux trous d'obus, lève son épée, d'un geste pur... Alain s'efforce de saisir tous ces traits, divers et pourtant concordants, de la noblesse française, avec la perspective d'une nuit de guerre, et avec la sensation enfantine de la tarte qu'il vient d'acheter dans la dernière pâtisserie rémoise, qui tourne au bout de sa ficelle, et lui coupe le doigt.

Il remonte vers la Pompelle et ses incertitudes, satisfait comme un petit Regulus... Heureux jours, où les simples pas dont il fait résonner la passerelle de la Vesle en regagnant son poste ont leur grandeur!

Le voici à l'entrée du boyau d'Alger, devant le cimetière. Un crapaud pique une tête. Les deux croix, les plus neuves portent ces noms : Bacon, Robic. Auprès d'elles, un brancardier creuse lentement une nouvelle fosse.

Ah! comment faire sentir l'importance que prennent les choses de l'imagination dans cette vie rudimentaire? Comme les somptueuses lumières du ciel s'accordent avec ce bled misérable et le parent sans jamais l'humilier, quelques beaux poèmes composent aux sévères pensées d'Alain un horizon d'or qui, mystérieusement, les complète.

Dramatic Romances and Lyrics, Menand Wemen, Dramatispersonae; quel est donc le pouvoir de ces chants de Robert Browning sur le cœur d'un soldat?

C'est toujours la magie du rayon dans le brouillard. Ils jettent au milieu de ce monde tragique de la guerre, qui enferme, qui envoûte le jeune homme, un parfum du monde heureux qui eût enchanté sa jeunesse.

Cette nuit, l'ombre baigne les marais, l'arbre dépouillé tend vers le ciel sa dentelle, la campagne est ensevelie sous la neige du troisième hiver de guerre, et, dans son abri, Alain veille. Derrière la cloison, ses amis sommeillent. Le village de Ludes, où ils étaient hier, repose au clair de lune; les pre-

mières lignes où ils seront demain veillent au clair de lune; et il est seul, en face de la petite flamme qui, peu à peu, mange la cire, au milieu d'un monde endormi.

Alors il ouvre son livre, et la cagna se transforme, à l'Islande succède une Italie, et c'est toute une autre vie, raffinée, intense, romanesque, qui déploie ses prestiges autour du soldat de vingt ans.

« Mais, Browning, songe-t-il, vous faites plus qu'un simple mirage. Ce serait peu de m'apporter dans cette vie guerrière qui m'a conquis, tout ce que je désire, pourtant, de la douce vie lointaine. Ces rêves, je craignais d'avoir à en rougir, et vous les justifiez dans mon cœur. Ce lambeau de brocart arraché aux pays de la paix que nous nous sommes interdits, j'en avais un peu honte ici : il tranchait trop brutalement sur nos sacs à terre. Et voici que vous déchirez devant moi des pièces entières de ce drap d'or, et que vous m'en faites voir la trame : le drap d'or est tissu comme le sac.

» C'est là votre bienfait.

» Ici, je vis parmi mes simples frères, à l'extrême limite du monde humain. Nous sentons que le plus mince de nos instants reçoit une valeur du voisinage de la mort. Et j'aime cette atmosphère, je la respire avec joie pour sa richesse en objets d'émotion et de fierté. Cependant, entre Darreau et Henri, je rêve souvent en secret à une autre atmosphère, à une vie raffinée que je connais à peine et que j'aime d'instinct depuis l'enfance, une vie où l'émotion et la fierté se parent d'une beauté matérielle ici inconnue, où des visages féminins répandent leur lumière. Mais j'y rêvais en secret avec la crainte d'être frivole, de manquer d'âme. Or, vous m'offrez des scènes de cette vie lointaine, et j'y retrouve les heures du jour, la nature, les ciels que j'aime ici. D'exquis visages passent, qui me sont inconnus, mais ils glissent sur des fonds sombres que je connais bien, et l'obsédant définitif plane là-bas comme ici sur les petits gestes des hommes.

» Riches et obscurs poèmes, nés autrefois, sous d'autres cieux, mais dont les racines plongent jusqu'à la même nappe profonde où nos esprits atteignent ici, aujourd'hui! Chez vous, les eaux dormantes du Grand Canal portent l'image des palais, la voix des violons, les feux du carnaval; la poupe

d'une gondole y traîne des soieries; et cependant ces deux jeunes amants qui glissent, étendus, sont aussi seuls, leur union est aussi précaire que l'amitié des deux camarades de combat dont j'entends le pas, à ce même instant, sur la passerelle de la Vesle. Mon bled au clair de lune est désolé, la ligne blanche du parapet, infranchissable, mais pas plus que ce rivage où l'une de vos ombres appelle vainement ce James Lee. Chez vous, tel visage d'ange reflète autant de drame qu'autour de Bacon j'en ai jamais vu.

» Ainsi vous évoquez ce monde lointain des soieries, que j'étais un peu inquiet de tant aimer, et vous l'élevez par l'intensité, par la puissance de l'émotion, au niveau de ce monde de la guerre dont je m'enorgueillis. Vous me montrez là-bas, comme je le vois ici, chaque geste des êtres soumis à l'éternel.

» Et c'est une plénitude que vous m'apportez, aidé par la guerre, une vue plus large de l'univers. »

Dans ce même livre, source de ses rêveries, Alain trouva, une nuit, comme il rentrait de patrouille, son ordre de mutation pour le 37e bataillon de chasseurs, que le fourrier venait d'apporter. C'est le départ, se dit-il. Et cette cave, cette tranchée, chaque visage du régiment qu'il allait quitter à jamais prirent soudain une valeur inconnue.

DEUX RÊVES D'ALAIN SE RÉALISENT ET LUI COMPOSENT LA VIE QU'IL SOUHAITA TOUJOURS

La reine Mab.

Dans le train, étourdi comme un coquillage détaché de sa roche, Alain qui s'acheminait pourtant vers la réalisation de son rêve guerrier, et qui avait par surcroît dans sa poche une permission de vingt-quatre heures pour Paris, passa une nuit de voyage lugubre. Les images des Robic le suivaient, et il se reprochait d'avoir sacrifié à un penchant personnel, de telles amitiés. Ce n'est qu'après Château-Thierry, quand l'aube lui montra l'Ile-de-France, que ses scrupules s'évanouirent dans une irrésistible allégresse.

... Entamant avec émotion son unique journée de paradis,

il traverse la place de la Concorde. La pierre est belle, les arbres sont frais, et les jeunes femmes claires; il se sent au cœur de son pays, satisfait d'avoir affronté la houle du large pour lui, et bouleversé, comme à chaque retour, par la douceur de la vie.

Chez Maxim, où il vient déjeuner, la salle du restaurant retentit des échos de la vie du front. Des aviateurs fêtent « l'as » Boyau qui vient de descendre deux boches en flammes. On boit à ces macchabées. Des voix de jeunes femmes se croisent, vives et hardies. Fantassins, coloniaux, chasseurs, cavaliers, cinquante jeunes hommes promènent des regards tous semblables pour avoir longtemps envisagé la mort, et cherché dans le ciel les sillages invisibles de l'acier. Le porto, la fumée, le bruit entraînent toute pensée comme ferait un orchestre éclatant de cymbales. Les uns parlent et rient, d'autres sifflent tout bas, tous ont ces mêmes traits tendus, ces yeux lointains, et, sur la poitrine, des palmes, des palmes!

— Alain!

C'est une jeune femme aux grands yeux ronds, qui lui sourit. Auprès d'elle, Wanda, une admirable petite canaille bordelaise, dont les cils dépassent le museau.

— Comment Anne, Wanda, toutes seules chez Maxim, c'est affreux!

— Mais non, pas seules, Jacques est avec nous.

— Ah! Jacques, quel plaisir!

Elles ajoutent ensemble, dans un rire :

— Il a été au vestiaire, faire déjeuner Péki.

Alain se glisse entre elles, heureux de l'amitié, des parfums, des sourires, du contraste des jeunes profils.

— Bonjour ondine... bonjour beauté du sud...

— Eh bien, Alain, on a fait la guerre ?

— Oui, Wanda... Mais comment va Jacques ?

Le voilà, portant un petit monstre de chien chinois. Jacques est le même enfant qu'Alain rencontra en 1915, avec Gui, dans un verger champenois. Mais que les mois écoulés lui ont donné d'intensité! Aujourd'hui, il est sous-lieutenant de chasseurs à pied, amputé du bras droit, et décoré de la médaille militaire. Ces magnifiques marques rehaussent violemment son élégance toute de finesse. Il a une saisissante

expression de détente, et de tristesse : détente d'avoir enfin réalisé quelques-uns de ses rêves, et tristesse d'avoir vu trop de scènes sombres.

Voici seulement vingt jours que Jacques fut opéré. Alain qui le revoit pour la première fois, l'accueille avec un sourire voisin des larmes; mais pas un des traits de Jacques ne bouge. Un vague sourire autour des lèvres minces, pas de geste, pas plus de surprise apparente que s'ils venaient de se quitter.

— Tu arrives Alain ?

— Oui Jacques, comment vas-tu ?

Alain dit cela très doucement, tâchant d'exprimer son affection, et son admiration, avec un imperceptible regard à la manche vide. Mais si rapide qu'ait été ce regard, il a aussitôt le sentiment d'avoir fait une maladresse.

— Très bien, — répond Jacques qui rougit et, posant le chien Péki sur la table, s'empresse de poursuivre : — Anne, vous savez, il n'aime pas le lait.

— C'est que vous lui avez offert une tasse qui sent le thé. Les soldats ne comprennent pas ces raffinements. N'est-ce pas, Péki, pauvre nain chinois?

Alain suit ce clair bavardage auquel Jacques répond en souriant, et il devine chez son ami, à côté de ce souci de beauté morale qui l'entraîne au sacrifice, un sens esthétique tout matériel qui lui arrache des sanglots sur le prix dont il paye sa gloire. Cette merveilleuse tenue sur ce corps déchiré, ce sourire, quand même, sur cette âme douloureuse, comme ils parlent à Alain! De toute sa personne, il lui semble que son ami dise :

« J'ai appliqué ma volonté à la guerre, et aujourd'hui, rejeté un instant du combat, physiquement diminué, je rassemble ma volonté pour me refaire, quand même, une élégance physique à quoi je tiens comme à ma bravoure même, car la bravoure me plaît comme la suprême élégance. Tel je suis. Ne me demandez pas d'autre explication de ma conduite et d'actes qui engagent ma vie. Je sais trop de choses pour me contenter des explications communes, et j'ai conscience de savoir trop peu de choses pour concevoir les explications les plus hautes : les origines de ces grandes marées humaines où nous nous débattons. »

Wanda babille, Jacques sourit, et Alain regarde avec admiration et tendresse, sorti d'entre les cadavres, et puis des cauchemars du bistouri, ce visage audacieux, délicat et triste, comme les dessine Aubrey Beardsley.

Mais qu'est ceci? Au dehors, une voix crie : « La 104! » C'est l'escadrille de Paul. Alain sort dans la rue, juste à temps pour voir une voiture chargée d'une pyramide de jeunes officiers s'arrêter devant lui, comme un bateau aborde, avec un art parfait. Paul est assis à l'arrière, sur la capote, comme le cadet de la bande ou comme son jeune dieu, simple, souriant, couvert de palmes. Et cette fois encore, devant son ami ainsi honoré par la France, et qui vit peut-être son dernier été dans le dernier été français, Alain est soulevé d'admiration et d'envie. Ah, donner trente ans d'existence pour entrer ainsi dans la rue Royale, au soleil d'août; pour revenir ainsi, un seul jour, de la bataille avec toute la sincérité de son âme française inscrite sur la poitrine en traits de bronze!

— Housse! — fait le jeune dieu en poussant ses camarades.

Alain serre leurs mains qui toutes, une heure auparavant, tenaient la gachette de la mitrailleuse.

— Ah, vieille noix, — poursuit Paul, — je ne pensais pas te trouver ici.

— Tu es magnifique... Paul.

— Hélas, non! C'est une gabegie, là-bas! Nous avons atterri à quatre heures, complètement abrutis, — la deuxième patrouille de la journée — et Maillard, ce 'pitaine, qui disposait d'une voiture pour aller à Paris, m'offre une place. Je bondis m'habiller, et, comme je mettais mes jambières, la ficelle casse. C'est idiot, ces trucs de Kidich. Alors j'ai dû garder ces bandes ignobles.

— Mais elles sont très jolies! — dit Alain en riant à l'idée que la permission de son ami est un peu gâtée par ce défaut de sa tenue.

Ces passages à Paris sont si rares, si brefs et si menacés d'être sans retour que les jeunes soldats veulent y grouper toutes les perfections.

— Où es-tu, Paul?

— Dans un trou, vers Romilly : le bled, et la discipline très moche d'un groupe de combat.

— Ça va, là-bas?

— Ça a l'air de se tasser; on mitraille des types au sol; c'est assez drôle, mais pas très efficace.

— Beaucoup de boches, en l'air ?

— Oui,... fortes patrouilles de pilotes pleins de sang... Grosse explication, hier, vers Fère-en-Tardenois, avec un biplace qui m'a cassé mon hélice. Je suis descendu vivement, sonné par des monoplaces en pagaille. Vrille jusqu'au sol... La vilaine fantasia, quoi!

Ainsi, Paul raconte des instants tragiques, en termes d'argot technique, et cela par un raffinement de simplicité qu'approuve d'un sourire son capitaine aux cheveux blancs, un sosie du capitaine d'Amboise. « Chers amis, songe Alain, sobriété souriante de leurs mots, splendeur des scènes qu'ils ébauchent, exaltante atmosphère de notre fier métier! Comme toutes ces forces, jetées dans ce vulgaire cabaret d'avant la guerre, l'ont transfiguré! »

Et c'est vrai; dans la ville, où ces enfants-soldats sont un peu dépaysés comme des marins à terre, il est leur refuge, leur cercle des gens de mer.

On peut s'étonner que, sortis de la guerre, tous ces jeunes hommes s'élancent dans les bars, les music-halls, et qu'ils ne semblent guère se plaire que là. Ces pauvres endroits de plaisir ne les eussent jamais retenus en temps de paix. Mais aujourd'hui, ils cherchent chez Maxim des émotions bien différentes des pauvres joies que Maxim dispensait aux viveurs pacifiques.

De ce qu'ils ont éprouvé dans les plaines de la bataille, toute tentative d'expression directe leur déplaît par son insuffisance ou par son inexactitude. Un compliment sage de leurs aînés, un poème officiel de Hugo sur les morts, et même la Marseillaise glissent sur leurs âmes contractées par la contemplation de tant de réalités silencieuses. Mais dans un cabaret où rien ne leur parle directement de la guerre, au son d'une musique endiablée, barbare, parmi des jeunes femmes ignorantes, excessives et destructrices, ils retrouvent, coude à coude, cette mystérieuse exaltation qui les anime là-bas, devant l'incohérence tragique de la vie.

Et les émotions se renouvellent à l'infini. Paris les fait éclore sous leurs pas, comme si toutes les richesses de huit mois de guerre avaient attendu ces huit jours de paradis pour fleurir. Qu'ils sortent de leur taverne, et les objets les plus usés de la ville les frappent violemment, comme des poèmes. Les colonnes de la Madeleine ont, à leurs yeux neufs, une vertu symbolique de la grandeur française, un air de Parthénon, et quelques pas plus loin, les fruits exotiques d'un petit magasin sont les trésors des paradis terrestres auxquels ils ont renoncé pour accepter la mort dans les brumes... « Tahiti, Rarahu, murmure Jacques, en prenant une pâte de goyave, pourquoi sommes-nous nés, avec tant d'orgueil, sur le coin de terre le plus forcené du monde? »

... Et quel charme profond dégagent, pour les jeunes soldats, ces librairies qui peuvent paraître frivoles : Smith, Brentano's, Galignani. Leur imagination s'y nourrit, tandis que dans les autres librairies elle languit. C'est qu'ailleurs il faut entrer avec un désir de collectionneur, ou avec une curiosité d'érudit. Alain, Jacques n'ont pas eu le loisir d'apprendre ces raffinements. L'art, dont ils ignorent les moyens, les touche seulement par son effet, comme une musique du monde.

Soustraits, pour une seconde, aux horizons sombres, loin du sang et de l'effort obscur, ils s'amusent de trouver, sous des reliures ornées dans le goût un peu naïf des préraphaélites, les pensées et les poèmes les plus divers, de la saga d'Olaf au livre de Brama, de Marc-Aurèle au petit domaine taré d'Oscar Wilde. Et par-dessus tout, ils aiment que la fraîcheur de rose et de lapin d'un « Nursery Book » rempli d'histoires de féeries, voisine avec Othello. Pourquoi donc écarter les formes les plus humbles du folklore? Celles qui, faute d'avoir été relevées par le génie, sont restées puériles? Croyez-vous que *Caliban*, que *Roméo* s'offensent de voisiner avec *Cendrillon*, avec *la Belle au Bois Dormant*? Gravité du génie, zézaiement des contes et des chansons, Alain s'enchante de tout. Manfred l'exalte, mais il trouve des accents d'une comparable nostalgie dans telle ritournelle qui sourit en pleurant.

Blasphèmes? Non, pas! — mais simple hommage au visage

profond de la fantaisie tel qu'on le découvre, en remontant d'entre les morts.

... Ce soir, dans ce music-hall, Paul est assis au bord d'une loge, et l'amitié muette de la foule monte vers lui, attendrie par le contraste entre le poids des croix à sa poitrine, et la fragilité de ses traits. Éternelle complaisance de la race pour le chevalier Aymerillot, pour le héros enfant, tout de force morale et de délicatesse! La fumée des cigarettes monte, zébrée de lumière, autour de la fin du spectacle, et soudain, rythmé, heurté, le refrain éclate : le refrain qu'Alain entendit sur la route pendant tant de nuits, que Paul entendit au phonographe durant tant de soirs, à la popote de l'escadrille, quand la place de l'ami est vide depuis deux heures, quand le parfum du tabac d'orient se mêle à l'odeur huileuse des vêtements de vol qu'on reprendra dès l'aube. Et Alain se dit que la peine et le risque sont légers, malgré tout, s'ils préparent les minutes que Paul vit, dans cette loge, tout encensé de gratitude.

Bien avant dans la soirée, le refrain berce les pensées des deux amis. Tout à l'heure, dans le vent glacé de la gare, ils auront un frisson de solitude, un recul devant l'inconnu; mais de retour là-bas, au nasillement du phonographe, ou bien à la voix chaude des soldats, chacun d'eux retrouvera le refrain et avec lui ce flot d'imaginations qu'à cette heure il y associe.

Prestige d'une chanson qui relève, ici, des plaisirs assez communs, en y jetant le souffle de la guerre, et qui, là-bas, adoucit, du souvenir de ces plaisirs, les rigueurs prodigieuses de la guerre!

A six heures du matin, sous le hall de la gare de l'Est, parmi une foule d'hommes qui retournent au front, ou qui en reviennent, Alain a rencontré Vermain en train d'acheter la *Vie Parisienne.* Le petit Vermain des dragons de Versailles, lieutenant pilote à l'escadrille de Nungesser!

En voyant Alain, son visage s'est éclairé. « Mon vieux, a-t-il dit, je dois en avoir une g... Nous sommes en bombe depuis deux jours! » Cela, dès le premier abord, avec l'élan d'un

potache qui brûle d'étonner. Mais ses camarades lui ont fait signe. « Au revoir, bonne chance! » crie-t-il en les suivant. Et Alain songe avec émotion que cet enfant si vain et si grêle incarnera demain, lancé à quatre mille mètres, aux yeux d'un allemand, la vengeance française.

Un oiseau sillonne le ciel en faisant crépiter une gerbe de balles. A terre, un pygmée se rue sous le feu. L'un ou l'autre triomphe ou tombe. Quelle richesse de connaître ces scènes, ces schémas sublimes des lointains du champ de bataille, et puis les médiocrités touchantes d'acteurs humains!

« Épernay, en voiture! »

Chacun se jette dans le wagon, comme on se livre à son destin, le corps un peu frissonnant, mais l'âme collectivement si fière!

Que chacun dorme, s'il peut. Alain veille avec ses pensées. Et de ses pensées, la plus intime il ne l'a dite à personne, pas même à Jacques, pas même à Paul. Pourtant, sorti de l'atmosphère houleuse de la ville, il éprouve le besoin d'un confident; et sur ses genoux, voici qu'il écrit à Georges, au 36e Bataillon de chasseurs.

Georges, je viens de passer un jour dans ce Paris presque vide, mais qu'un seul visage romanesque peuplerait mieux, pour nous, que les foules enfuies. Plus que jamais, j'ai rêvé à l'« idéal étrange », à la sylphide inconnue que nous avons tant imaginée ensemble, et je songe à vous, mes complices de rêverie. Nous retrouverons-nous?

Mais soyons sérieux! Et sache que, cette fois, je rapporte du passage dans « la vie », un souvenir rare.

Te souvient-il d'un soir que nous passâmes chez Maxim, le printemps dernier, avant l'offensive d'avril? Toi, Paul et moi, nous avions eu, tous trois, vingt-quatre heures; elles étaient brûlées, finies, notre dîner se terminait, et il régnait un petit silence, tu sais, quand le garçon se penche, déférent et familier ; « liqueurs »? quand on joue avec les miettes sur la table : « Voilà. Et maintenant, à quand? »

Tu rejoignais ton bataillon à 304, Paul, son escadrille dans l'Oise, et moi, mon régiment vers Reims. Avant une nouvelle

séparation pleine d'inconnu, nous souhaitions employer les instants qui nous restaient, à nous lier, à nous sentir complices de toutes façons : en volonté d'être « bien » à la guerre, et en amour de tous les romanesques de la vie. Alors, Paul, qui regardait autour de nous, a désigné, d'un sourire, Nade, ou Janine, je ne sais, mais tu connais cette petite dame fine qui a, quand elle se tait, un faux charme, un peu cavalier, de princesse blonde. Elle fumait, tout en édifiant gravement, sur sa table, une étonnante pyramide d'oranges. Son jeu, comme celui d'un jeune chat, était coupé de longues pauses attentives, et nous attendions l'écroulement des fruits, et la cascade de son rire, obscurément émus qu'on pût se passionner pour un risque si mince, avec tant de fraîcheur.

Écoutez, murmurait Paul... et faites crédit à mon rêve : Elle est américaine et de nature aventureuse; elle n'est pas plus chez elle, ici, qu'à Tahiti, partout fêtée et partout isolée, avec son sourire, ses perles et son ennui. Elle part demain pour San Remo, dans une Rolls Royce blanche... Vous l'aimez? O combien! disions-nous en riant un peu de nous-mêmes, mais avec un profond élan vers cette petite perfection qu'il évoquait aux antipodes de notre vie sombre. Tu te souviens? Nous étions unis dans le regret des merveilles qu'une vingtième année pacifique nous eût sans doute révélées, et qui nous échappaient. C'était là notre grand sacrifice à la guerre!

Eh bien, elle existe, la sylphide si plaisamment évoquée par notre ami. Dans un salon élégant et cosmopolite, société de « palace », et meubles de « ballet persan », où j'étais égaré comme un primitif honnête, elle m'est apparue, égarée, elle aussi, comme une fleur étrangère. Tu connais ces milieux luxueux et veules, où, pour être jolie, il faut être étrange, où, pour être un artiste, il faut être névrosé, où, pour être intelligent, il faut être cynique, où, pour être « informé », il faut hocher la tête en répétant sur tous les tons ; « non, nous ne sommes pas faits pour vaincre ». Tu sais les tapis, les divans, les soieries, les lumières colorées, tout ce faux Orient qui étouffe l'esprit. L'eau bout sur la flamme bleue, il flotte une odeur d'ambre et de tabac d'Égypte, et des femmes très « arrangées », des hommes d'affaires brutaux et des intellectuels prétentieux tiennent des propos sans âme. J'étais là, comme tu y aurais été, hostile, et pourtant sou-

cieux de ne pas renverser ma tasse. Je songeais à ma maison claire, à vous, à Robic, à nos morts sous le grand ciel champenois.

Et la sylphide, me dis-tu? Elle n'était pas là, mais on parlait d'elle. « Mrs Grace... la jeune femme du grand métallurgiste des États-Unis... venue pour visiter l'hôpital que son mari entretient en France... » Il me plut que cette fée lointaine eut quelque idée de notre aventure guerrière, sans toutefois y être plongée jusqu'à perdre son velours. Les hôtes, qui la vantaient fort, par snobisme, semblaient la peu connaître; les femmes, naturellement, la jalousaient; et ces traits éveillaient en moi la plus vive curiosité romanesque. — J'en étais là, quand elle entra, rieuse, éblouissante et lointaine. Dans ses légers saluts flottait une nuance de puéril ennui, et aussitôt elle passa des personnes aux choses : « Quel goûter chère Madame! A Washington le Restriction Departement vous frapperait! »

Washington, l'Amérique! En 1915, dans la craie des Marquises, nous rêvions, toi et moi, d'une jeune inconnue qui voguait vers ces terres fortunées. Elle n'était pourtant qu'une humble sœur de celle-ci. Imagine une nixe toute pâle et dorée, que les plus discrètes splendeurs de la rue de la Paix enveloppèrent à sa sortie des étangs. Elle riait, et je la regardais vivre, innocemment enchanté, comme un enfant Touareg brûlé par le désert peut sourire au plus frais bouquet de palmes. La maîtresse de maison troubla mon extase en disant avec cette rudesse des femmes sans esprit : « Chère amie, montrez-nous votre admirable chevelure! »

La petite nixe, qui tripotait des gâteaux sur la table, par-dessus la tête des goûteuses, se retourna, une tarte au bout des doigts, la voilette relevée sur un menton fluet chargé des deux plus belles lèvres riches et pures.

« Eh, ma chérie, dit-elle en son français très sage, on s'en soucie bien! »

Elle arracha pourtant son grand chapeau, sans lâcher sa tarte, et le lança sur un divan.

Je levais les yeux gaiement, une enfant, une petite fée du nord, fantasque. Mais j'ai perdu mon sourire : une jeune chimère respirait devant moi! — Les cheveux vénitiens les plus somptueux entourent un visage menu, presque exsangue, où

les lèvres, les yeux, l'expression, brûlent la chair. Les traits mobiles se sont fixés, avec une nuance d'ennui, comme chez le photographe, et à la faveur de cette immobilité, sous l'éclat du petit animal parfumé, une étrange tristesse se fait jour... Je ne la quittais pas des yeux, cherchant confusément la source profonde de mon émotion. Eh bien, c'est que cette beauté est véritablement la plus éloignée de notre univers sombre. Visage couleur d'aube, baigné d'écume et rosi par le vent! Et quand, tout ébloui, je croyais avoir épuisé les surprises, je trouvai dans le regard, et peut-être inconsciente, la gravité que nous aimons.

... Un instant, elle considéra un beau chien danois étendu avec l'air nostalgique d'un grand carnivore étouffé de parfums. Et je pensai tout haut, en caressant la tête massive : « Toi aussi, brave chien, tu préfères la prairie. » Elle ouvrit de grands yeux, et fronça le front avec une indignation drôlement feinte : « Qu'osez-vous insinuer? Vous n'aimez pas les salons, les petits gâteaux, les beaux esprits? » Mon geste semblait dire : « Et vous non plus, madame. » Elle affirma : « Moi, j'adore! » et rit aux éclats.

On se groupait autour d'elle, avec des « peut-on savoir ce qui est si drôle? — Est-ce un secret? » Elle secouait la tête sans parler, et à mesure que les visages s'assemblaient, elle riait de plus belle. J'étais prodigieusement heureux : le danois, elle et moi, nous étions trois parmi les autres.

Qu'elle me plaise ainsi, Georges, c'est notre faute, la faute de Paul, celle de Shakespeare, celle de Robert Browning et de tous ceux qui nous ont nourri de ce qu'il y a, en elle, de précieux et d'éternel. Browning nous l'a tant montrée, séraphique et voluptueuse! Elle s'appelle Edith, comme la reine au cou de cygne; le golf l'ennuie; elle tire des assiettes pour ne pas tuer de pigeons, et le camarade qu'elle préfère est un petit Psyllium Terrier blanc qui la regarde obliquement, quand elle lui parle, avec un air de mystificateur. Elle part pour Biarritz, Saint-Sébastien, Grenade, pour tout ce qu'il te plaira d'imaginer; — Georges, quels fous nous sommes, n'est-ce pas, de poursuivre, à la fois, le plus rare objet d'amour et la plus coûteuse des gloires!

Au revoir. Serre pour moi les mains de Pratz et de Gui. A bientôt peut-être. Ne mourez pas.

***

Les Chasseurs. Alain heureux entre la bravoure et la grâce.

Ainsi, Alain rassemble en bouquet tout ce qu'il a pu saisir d'images raffinées et jolies, pour se composer ce dont il a tant besoin : un peu de merveilleux. Et sa vie de soldat, à laquelle il retourne, lui plaît plus encore maintenant que la vie protégée et Paris lui ont offert le plus beau don qu'il en attendît : de connaître une jeune reine.

Meaux, Fère-Champenoise, Châlons, il traverse avec amour, dans la nuit, ces campagnes héroïquement contractées sous la lueur du canon allemand. Par sa tâche de soldat, il ne se sent pas indigne d'elles, et il ajoute à cette satisfaction l'ivresse secrète de porter dans cette violence un trésor délicat qui enchante son esprit.

Cette double richesse, ce hâle du danger, et ce brillant d'un secret romanesque, toujours il y rêva. Enfant, comme son père lui montrait sur les champs de bataille de Woerth, un endroit où l'on trouva, étendu parmi tant de morts, un jeune officier d'Algérie : « Un spahi, un cheval, un grand manteau flottant! Vingt-quatre ans! Le beau papillon... » Alain se demandait si, pour parfaire cette image touchante, une jolie dame de Winterhalter avait pleuré.

Le beau papillon! Sans doute, c'est le jeune spahi qui s'est fait tuer; mais c'est son amitié, à elle, qui pare des couleurs charmantes du romanesque le jeune brave étendu.

Et Alain songe joyeusement que, grâce à Édith, la réalité d'aujourd'hui est bien selon ses rêves, et que demain, dans son bataillon bleu sombre, il sera le frère du spahi qui éblouissait ses douze ans.

***

La dernière attaque de Champagne.

Le cantonnement de la Chaussée-sur-Marne est un mince village isolé, au bord de la route qui va de l'inconnu à l'inconnu. Les chasseurs s'y abritent, sortis pour quelques heures du flot de l'action.

Ce soir, les officiers ont appelé la fanfare à leur popote. Un

musicien est au piano, un autre frappe la caisse claire, d'autres soufflent, animés par une coupe de champagne; et juchés sur les commodes, les tables et le billard, leurs galons, leurs fourragères, leurs croix brillant dans l'ombre, les jeunes officiers chantent à mi-voix.

« *I want to go back—I want to go back—I want to go back to my farm—Somewhere in Mi-chi-gan!—Where the girls and the boys are fine...* »

En déformant un peu les mots, ils murmurent le long chant de l'armée américaine, et les souvenirs envahissent la mémoire d'Alain.

Il revoit une autre maison d'un autre vieux village. C'est un soir d'hiver, en 1916, dans le Soissonnais. Gui et Georges se tiennent près de l'âtre, fatigués, rêveurs, après une longue relève. L'hôtesse sommeille, le vent du soir pleure, le chat qui s'endort dodeline un peu, et quelqu'un approche dans la nuit en chantant, d'une voix triste et harmonieuse, ce même air, presque inconnu alors en France. Pratz paraît. Alain revoit, sous la capote anonyme, cet étrange héros au clair visage, au long corps courbé, pour qui la mort ne semble pas plus froide que la vie, et qui conserve, à travers tout, le grand air d'un joueur qui désespère de la partie, mais qui tiendra les cartes jusqu'au coup final.

« Aujourd'hui, deux ans passés, Alain écoute encore cet air pimpant et nostalgique; et chaque fois que le ton du chœur s'élève sur la fin du mot « Michigan », son imagination s'émeut d'un indéfinissable romanesque.

Comment dire le plaisir qu'éprouvent ces jeunes survivants, dans la brève inaction de trois jours de repos, quand ils ont conscience d'avoir pleinement agi durant des années, et d'être à la veille d'agir encore, quand ils peuvent se livrer sans scrupule à leurs imaginations les plus héroïques qui seront demain la réalité ?

Et vous, Jacques, ce soir, dans cette salle de ferme à la Chaussée-sur-Marne, avec votre grave visage d'enfant, votre manche vide, et votre croix, vos palmes, quand on joue *Chu-Chin-Chow*, pourquoi pâlissez-vous? Avez-vous pressenti que la jeune beauté qui chante ce refrain tout nourri de fraîcheur anglo-saxonne et du parfum du Pacifique,

déroulera les magies de ces deux exotismes, longtemps encore, quand la craie champenoise enfermera vos jeunes os ?

Le lendemain, comme Alain entre à la popote, le capitaine Jouquette, ouvrier maçon avant la guerre, décoré, cinq fois cité, incline sur un livre son rude visage : il apprend la grammaire. A la vue d'Alain il ferme le livre, très pâle à l'idée qu'un camarade a surpris son effort et sa faiblesse. Mais Alain salue et va d'un air détaché à la fenêtre. Quand il se retourne le livre a disparu, le travailleur sourit, et au fond de ses yeux l'ombre de l'inquiétude fait place à l'amitié.

— Vous savez, Alain, que l'on part ce soir ?

— Non, mon capitaine...

— Eh! bien, je vous l'apprends, et je crois qu'on peut mettre ordre à ses petites affaires. On va probablement attaquer.

Les belles minutes successives! Cette soirée de commune exaltation, et ce matin, l'annonce de la grande aventure!

Tout plein de sa nouvelle, Alain s'en va prévenir la section.

— Desindiennes, on part ce soir.

L'enfant cesse de couper son bœuf sur le couvercle de sa gamelle. Derrière lui, tout oreilles, un groupe s'intéresse; mais déjà le charmant souci d'élégance étouffe les questions, et c'est à peine si quelqu'un murmure d'un ton détaché : « Dommage... On n'était pas mal ici. »

Le soir tombe. Par les rues, chacun rassemble son équipement et ses pensées, avant de reprendre la route vers l'inconnu.

PHILIPPE BARRÈS

(A suivre.)

L'IDÉAL CHRÉTIEN

ET

LA CITÉ CONTEMPORAINE[1]

Dans leur Pastorale collective du 6 février 1924, les cardinaux, archevêques et évêques de France proclamaient le bienfait social et historique du catholicisme et attiraient sur cette vérité les méditations de toutes les intelligences droites, quelle que fût leur attitude présente à l'égard des croyances chrétiennes. Ils reproduisaient les mémorables paroles par où débute l'Encyclique de Léon XIII, *Immortale Dei*, du 1er novembre 1885. Le message des évêques de France, appuyé sur l'enseignement d'un Pape, marquera la pensée constante dont nous nous inspirerons en étudiant le rôle de l'idéal chrétien dans la cité contemporaine :

Ceux qui ne croient pas à sa mission surhumaine n'hésiteront pas, s'ils sont instruits et de bonne foi, à reconnaître dans l'Église la bienfaitrice par excellence du genre humain au point de vue temporel. A l'exemple des observateurs perspicaces, des historiens érudits, des politiques sages, ils adhéreront à cette pensée de Léon XIII : « Œuvre mmortelle du Dieu de miséricorde, l'Église, bien que, par elle-même et de sa nature propre, elle ait pour but le salut des âmes et leur béatitude éternelle, est néanmoins, dans la sphère même des choses humaines, la source de tant et de tels avantages qu'elle n'en pourrait procurer de plus nombreux ni de plus grands lors même qu'elle eût été fondée surtout et directement pour assurer notre bonheur en cette vie.

1. Le présent article appartient à la série des « Vues politiques actuelles » commencée le 15 février 1924 par une étude de M. Lévy-Bruhl sur l'Idéal Républicain (N. D. L. R.).

I

L'idéal chrétien comprend des éléments surnaturels et révélés, mais aussi des éléments naturels, empruntés à la raison humaine et à l'expérience des siècles.

Les éléments surnaturels et révélés sont contenus dans le message de vie et de vérité que Jésus-Christ enseigna au monde et dont l'Église enseignante et hiérarchique, fondée par le Christ, demeure ici-bas l'interprète légitime auprès de tous les peuples et à travers tous les siècles. Les croyants adhèrent à l'Église parce que des motifs solides et certains de crédibilité leur démontrent la mission authentique et divine de l'Église catholique, apostolique et romaine. Nous ne considérons pas comme séparables une doctrine religieuse qui soit spécifiquement *chrétienne* et une organisation hiérarchique qui soit spécifiquement *catholique*. Mais nous professons que les deux éléments se compénètrent et se conditionnent dans la même réalité vivante. La doctrine religieuse nous est transmise et proposée par les pasteurs légitimes; et la hiérarchie tire ses pouvoirs de l'investiture même du Christ. L'Église catholique est à la fois *religion d'autorité* et *religion de l'Esprit*.

Cette conception transcendante de l'Église n'exclut nullement l'adoption d'éléments naturels et humains. C'est l'intelligence humaine qui discerne les raisons certaines de croire à la révélation. C'est l'intelligence humaine qui possède le magnifique pouvoir d'acquérir une légitime certitude sur les vérités philosophiques qui sont elles-mêmes la base de la connaissance religieuse : l'existence du Dieu tout-puissant, créateur du monde et maître de son œuvre, l'existence de l'âme spirituelle et immortelle, la notion du bien et du mal, du droit et du devoir, de la liberté et de la responsabilité morale. Autant de doctrines rationnelles que la révélation chrétienne vient consacrer, corroborer, en leur apportant un couronnement surnaturel par la lumière et la vertu de l'Évangile.

Les apologistes chrétiens du second siècle ont donné un exemple que leurs continuateurs n'oublieront jamais. Toutes les maximes, toutes les vérités naturelles, concordantes avec la religion du Christ, qu'ils rencontraient chez les sages de l'antiquité, chez les poètes et les philosophes de la Grèce, ils les

accueillaient avec amour, ils les incorporaient dans leur synthèse doctrinale, comme étant déjà une manifestation du Verbe de Dieu au genre humain, comme étant des rayons de cette vraie Lumière qui illumine tout homme venant en ce monde.

A leur tour, les Pères du IVe et du Ve siècle ont illustré leur exposition éloquente du mystère de Dieu par d'admirables emprunts à la philosophie platonicienne. Beaucoup plus tard, au XIIIe siècle, la grande tâche et la grande gloire de saint Thomas d'Aquin sera de discerner dans la tradition péripatéticienne, même défigurée par le panthéisme des commentateurs juifs et arabes d'Aristote, des éléments solides et résistants, une excellente méthode rationnelle d'investigation, de critique et de contrôle dans l'art d'arriver au vrai. A la synthèse magnifique qui allait fournir désormais un cadre à l'enseignement des hautes écoles catholiques, à la spéculation intellectuelle de leurs philosophes et de leurs théologiens, se trouvera donc incorporé le meilleur héritage de la pensée antique, de la philosophie hellénique. D'autres richesses du même héritage viendront encore illustrer l'expression de la sagesse chrétienne lorsque les éducateurs catholiques du XVIe et du XVIIe siècle, obéissant au noble exemple des Papes humanistes, adopteront dans leur pédagogie tous les éléments de véritable beauté littéraire et de véritable beauté artistique de cette culture gréco-romaine qu'avaient ressaisie avec enthousiasme, mais sans assez de discernement, les premières générations de la Renaissance.

L'héritage social et juridique de l'Empire romain a survécu dans la catholicité romaine de la même manière que l'héritage philosophique de la Grèce a survécu dans la pensée chrétienne. L'incommensurable distance qui sépare, moralement, spirituellement, la Rome païenne et la Rome chrétienne ne saurait faire oublier que tout n'était pas spécifiquement païen dans la Rome des Césars. A côté des erreurs et des tares du polythéisme, il y avait des merveilles de génie humain, de sagesse politique, d'organisation juridique, de labeur fécond et patient au service d'une grande œuvre qui demanda de longs siècles. Ces choses-là étaient bonnes, utiles et belles. L'Écriture sainte les a déclarées dignes de louange dans la vieille cité romaine, encore esclave du paganisme. Et ces

choses bonnes, utiles et belles, l'Église romaine les recueillit, les fit siennes, les transmit aux générations de l'avenir. La puissante unité politique du monde romain avait été la condition providentielle de la première expansion du christianisme. L'Église naissante avait pu stabiliser sa vaste organisation hiérarchique dans les cadres de l'Empire des Césars, grâce aux heureuses conditions de civilisation générale créées par la Paix romaine. Tout ce qui était conforme aux exigences de l'ordre et du bien social dans la structure et la tradition de l'Empire, la Rome pontificale en assimila excellement la substance, pour que ces éléments de force et de grandeur, imprégnés d'esprit chrétien, fussent remis au service d'une vérité plus haute. C'est par là que quelque chose de l'ancienne Rome aura survécu aux transformations du monde et aux vicissitudes des siècles. C'est depuis le jour où, selon la parole de Dante répétée par Pie XI, *le Christ s'est fait Romain*, que Rome est devenue immortelle.

Société spirituelle et société hiérarchique, à la fois *chrétienne* et *catholique*, l'Église du Christ a fourni une longue course, chargée d'expériences fécondes, à travers les peuples et les civilisations. Partout, elle s'est judicieusement incorporé, selon la loi des organismes sains et vigoureux, chacun des éléments intellectuels, chacun des éléments sociaux qui avaient une valeur de vie et qui ne répugnaient pas à sa constitution essentielle. Le sage conseil de saint Paul aux Thessaloniciens demeure son programme en tout lieu et en tout temps : *Expérimentez toutes choses, et retenez ce qui est bon.*

La splendeur de l'idéal chrétien, son actualité perpétuelle, sa merveilleuse souplesse d'adaptation trouvent leur explication profonde dans cette alliance d'un message divin et des plus hautes expériences de la sagesse humaine. Semblable au père de famille dont parle l'Évangile, l'Église pourra toujours tirer de son trésor et des richesses nouvelles et des richesses anciennes, *nova et vetera.*

II

Un phénomène indéniable qui se produit et se manifeste aujourd'hui dans beaucoup de pays de l'ancien et du nouveau

monde est la force d'attraction que le catholicisme exerce, nonobstant toutes les puissances et sollicitations contraires, sur les élites intellectuelles, morales et sociales. Nulle part le mouvement ne paraît aussi prononcé qu'en France, dans les milieux de la jeunesse littéraire, mais surtout dans la jeunesse des grandes Écoles. Du protestantisme, du judaïsme, mais surtout du laïcisme et de la libre pensée, arrivent au catholicisme des conversions marquantes, des adhésions nombreuses et enviables.

Quels caractères de l'Église déterminent cette attraction grandissante? — Ce sont à la fois les deux caractères de *christianisme* et de *catholicisme*. Certains de nos contemporains sont conquis à l'Église surtout parce qu'elle est *chrétienne* : parce que la doctrine qu'elle professe répond à leur besoin de certitude et d'espérance, et parce que les sacrements qu'elle distribue, les institutions qu'elle favorise, leur offrent un incomparable secours moral dans la conduite spirituelle de la vie et dans l'aspiration à un idéal meilleur. D'autres, parmi nos contemporains, sont conquis à l'Église surtout parce qu'elle est *catholique* : parce que l'organisation sociale qu'elle constitue, le principe d'unité et d'autorité doctrinale qu'elle incarne ici-bas, leur paraissent porter l'empreinte providentielle du Dieu de miséricorde, remédiant à l'anarchie des intelligences et des sociétés par une institution hiérarchique qui franchit les siècles et transmet à tous les peuples un trésor immortel. Le caractère de société *chrétienne* est réductible à ce que les théologiens nomment la *note* de sainteté de l'Église. Le caractère de société *catholique* est réductible aux trois *notes* d'unité, d'apostolicité, de catholicité. Autant de signes divins, autant de voies ouvertes pour conduire légitimement les âmes à reconnaître la mission transcendante et divine d'une même Église, messagère de vie et de vérité, féconde en toutes sortes de bienfaits.

Dans chacun des domaines où apparaît cette fécondité spirituelle de l'Église, il faut signaler une singulière aptitude du chiristianisme catholique à satisfaire excellemment et simultanément des aspirations diverses qui, partout ailleurs, sembleraient incompatibles, voire antagonistes. Au lieu d'exclure l'une par l'autre, le catholicisme les accueille, les

consacre toutes deux, les unissant dans une synthèse harmonieuse.

Il y a des doctrines qui prétendent donner satisfaction au désir du mystère et du merveilleux, mais qui imposent du même coup un sacrifice absolu à tout désir de vérification critique et rationnelle. Il existe d'autres doctrines qui se meuvent exclusivement dans le domaine des choses que l'on peut expérimenter, mesurer, contrôler rationnellement, mais qui doivent refuser toute réponse aux interrogations anxieuses concernant le monde invisible, le mystère de la mort, le problème capital des origines et de la destinée. Le christianisme apporte une réponse substantielle à l'une et l'autre aspiration de l'âme humaine, au double appel de l'intelligence et de la conscience des peuples. Sa doctrine religieuse éclaire le problème de nos origines et de notre destinée, elle nous propose de sublimes perspectives sur le mystère divin, elle fait sourdre dans les âmes méditatives une puissante vie spirituelle et mystique. Mais l'adhésion même à la foi est conditionnée par la certitude rationnelle des motifs de crédibilité. Les dogmes demeurent l'objet d'un travail de systématisation intellectuelle qui est l'œuvre propre de la théologie. L'autorité hiérarchique garde le contrôle de la piété de ses fidèles et des extases de ses voyants. Jusque sous son aspect le plus mystique, le catholicisme demeure véritablement « l'Église de l'ordre ».

Diverses religions s'adressent aux foules populaires, et, aux yeux des élites pensantes, ne sont que des superstitions vulgaires, recouvrant peut-être quelque symbole incompris des croyants. D'autres religions s'adressent uniquement à des cénacles privilégiés, à des élites de penseurs raffinés, et professent que la multitude est radicalement incapable de parvenir à la contemplation du vrai. L'idéal chrétien est d'une tout autre magnificence. Il offre les satisfactions intellectuelles les plus hautes aux philosophes les plus profonds et aux génies les plus sublimes : à saint Augustin, à saint Thomas d'Aquin, à Bossuet. Il parle cependant à la multitude des âmes simples, à toute cette foule populaire dont le Christ avait pitié. Mieux encore : c'est une seule et même

doctrine que le peuple croyant discerne d'une manière plus sommaire et plus confuse, et que l'élite pensante pénètre avec plus de plénitude et plus de profondeur. Savants et peuple se nourrissent de la même vérité, de la même espérance, vibrent au souffle du même amour. L'idéal *chrétien* est d'une valeur universelle; ce qui veut dire *catholique*.

Dans le domaine des institutions qui intéressent l'activité extérieure de la cité contemporaine, plusieurs forces, plusieurs tendances viennent se heurter les unes les autres. Chacune a pour soi des concours et des appuis considérables. L'antagonisme des doctrines et des énergies adverses peut sembler irréductible. Aucune formule humaine ne paraît apte à procurer pacifiquement le juste et loyal équilibre de l'ensemble. Autorité et liberté, capital et travail, tradition nationale et organisation internationale, autant de redoutables antinomies que rend de jour en jour plus insoluble l'histoire tragique de nos guerres et de nos révolutions.

Néanmoins, ceux qui croient à l'idéal chrétien, transmis au monde par le message de l'Église, ont la conviction profonde et motivée que le catholicisme apporte un principe de solution équitable et compréhensive au problème politique, au problème social, au problème international. Ils estiment même que la solution chrétienne et catholique incorpore tout ce qui est vrai, tout ce qui est justifié, tout ce qui est digne de vivre dans chacune des tendances opposées, dans chacune des formules complexes, autour desquelles se livrent les grands conflits du monde contemporain.

Nous indiquerons sommairement quels principes dominent, selon l'idéal chrétien, le problème politique et le problème social. A un professeur de Droit des Gens, l'on pardonnera de s'étendre un peu plus sur le problème international.

Beaucoup de bons esprits considèrent la restauration du principe d'autorité comme la plus indispensable des réformes politiques. L'urgence des tâches de salut public qu'il s'agit d'accomplir en tous domaines fait plus cruellement sentir la carence d'un pouvoir suprême qui soit armé de larges prérogatives et dont le titre s'impose au respect universel. Or, aucune conception philosophique ne procure ce bienfait

d'une manière aussi heureuse et aussi efficace que la théorie chrétienne du pouvoir politique. Théorie qui, sans trancher les litiges possibles de droit national, assigne une origine et une investiture divines au pouvoir chargé de régir le corps social. Les conditions qui détermineront légitimement la forme des institutions et désigneront le titulaire du pouvoir, seront des circonstances toujours humaines. Néanmoins, le pouvoir lui-même sera conçu comme une délégation de l'autorité de Dieu sur la cité temporelle, pour la gouverner en vue du bien commun. L'exercice régulier du pouvoir politique prendra donc le caractère d'un droit légitime et engendrera, dans la conscience des croyants, l'obligation sacrée d'un devoir moral. C'est la garantie la plus haute que puisse recevoir le principe d'autorité. C'est la sauvegarde la plus précieuse contre l'esprit d'insubordination et d'universelle révolte qui menace si gravement l'avenir de la société contemporaine.

Par contre, le principe d'autorité, tel que le propose l'idéal chrétien, ne sera pas exposé à dégénérer en tyrannie, en consacrant tous les caprices éventuels des représentants de la puissance publique. La même conception qui reconnaît au pouvoir social un caractère sacré, d'origine divine, circonscrit dans des limites précises le domaine de sa légitime compétence, et protège ainsi toutes les libertés nécessaires contre une intrusion abusive. Les exigences raisonnables du bien commun temporel fondent le droit authentique de l'autorité publique. Mais elles mesurent pareillement son étendue. La religion, la famille, la personne et la conscience humaine ont aussi leurs droits primordiaux, fondés sur la volonté certaine du Créateur, et que le pouvoir politique a pour raison d'être essentielle, non pas d'absorber ou de confisquer, mais de garantir et de protéger efficacement. La théorie chrétienne du pouvoir est absolument opposée aux monstrueuses usurpations de l'étatisme. Elle *autorise* la résistance à des lois évidemment injustes. Elle *prescrit* la résistance à des lois qui voudraient imposer des actes positivement contraires à la conscience et au droit. Elle offre donc la charte sacrée de toutes les justes et saines libertés, de toutes les libérations, de toutes les émancipations légitimes. Elle mérite excellemment l'adhésion et la sympathie

de quiconque est soucieux de sauvegarder le droit et la liberté de chaque institution digne de respect contre toutes les formes de despotisme, et, en particulier, dans la cité contemporaine, contre les caprices de la loi du nombre, contre l'omnipotence tyrannique des majorités. L'une des réussites les plus bienfaisantes de l'idéal chrétien aura été d'accorder harmonieusement *res olim dissociabiles* : les prérogatives légitimes de l'autorité et celles de la liberté.

Dans le domaine social, on considère un autre aspect des choses. C'est l'ensemble de problèmes créés par les rapports mutuels du capital et du travail en présence de la formidable et universelle concentration économique du monde contemporain. Le christianisme catholique offre, ici encore, la synthèse harmonieuse de conceptions qui, ailleurs, se présentent souvent comme antagonistes. Sans aucunement ratifier les immorales défigurations que le jeu de la finance cosmopolite fait subir au droit de propriété, l'Église consacre nettement le droit naturel de propriété privée, transmissible par héritage. L'Église encourage toutes les institutions qui garantissent la stabilité de la famille et du patrimoine de la famille. C'est une puissante et persévérante opposition dressée contre les systèmes révolutionnaires qui, voulant anéantir le droit de propriété, attribuent à la collectivité entière toutes les sources de production de la richesse, et, à chaque décès, prétendent transférer du domaine de la famille au domaine de la nation le patrimoine de chaque individu.

En même temps, l'Église protège avec énergie les droits et les intérêts du travailleur. Fondée sur les principes de l'Évangile et la tradition des théologiens, elle a puissamment contribué à faire prévaloir dans la cité contemporaine cette doctrine, maintenant sanctionnée par les grands traités internationaux, que le travail humain possède une valeur morale et spirituelle, distincte de sa valeur marchande. En conséquence, le salaire du travail quotidien doit répondre aux besoins légitimes de l'ouvrier sobre et honnête; les institutions qui régissent le monde industriel et agricole doivent mesurer équitablement la durée du travail, garantir la salubrité de ses conditions d'exercice, pourvoir aux éventualités

de la maladie et des accidents, du chômage et de la vieillesse, ainsi qu'aux garanties générales de subsistance de la famille ouvrière. Toutes les réformes sages qui ont été ou pourront être accomplies dans ce domaine répondent à l'idéal chrétien. Elles ont été favorisées par de mémorables interventions de la Papauté contemporaine et des élites catholiques en tous pays.

L'organisation du monde patronal et ouvrier dans le cadre de la profession constitue l'un des progrès les plus enviables qui puissent être accomplis pour le règlement pacifique des conflits du travail et pour le règne de la paix sociale. Les catholiques qui propagent cette conception et travaillent à la réaliser dans les faits savent qu'elle appartient à leur patrimoine de famille, car elle domina, depuis le Moyen Age, l'organisation du travail dans l'ancienne Europe, sous l'influence morale de l'Église, jusqu'au jour où prévalut cette idéologie individualiste du XVIIIe siècle, contre laquelle s'exerce aujourd'hui, à droite et à gauche, la réaction salutaire du mouvement social contemporain.

Pour contribuer aux réformes et améliorations sociales de toute espèce, l'Église ne se réclame pas exclusivement du concept philosophique et juridique de la justice commutative, distributive et légale. Mais elle s'inspire plus encore d'une vertu surnaturelle dont la source jaillissante est dans l'Évangile et dans les sacrements du Christ : la charité. Par elle, on obtient, pour remédier aux infortunes physiques et morales, pour promouvoir toutes les formes du bien, des dévouements et des sacrifices que, jamais, une loi ou une consigne humaine ne saurait imposer ni requérir. C'est la fleur du ciel qui procure l'incomparable et radieuse beauté de l'idéal chrétien.

III

Sur le terrain de la vie et de l'action internationale, nous assisterons encore à une mémorable rencontre de l'idéal chrétien et catholique avec les préoccupations les plus émouvantes de la cité contemporaine. Nul ne contestera que, dans

la plupart des esprits, l'idée nationale et l'idée internationaliste se heurtent comme deux termes antinomiques. Il n'est pas moins certain que le christianisme catholique consacre à la fois l'idée nationale et tout ce qu'il y a de juste et de fécond dans le concept d'unité internationale. Lui seul est en mesure d'accomplir certaines synthèses manifestement irréalisables partout ailleurs entre des tendances qui soulèvent, les unes et les autres, des sentiments profonds, des enthousiasmes passionnés.

L'Église approuve et consacre l'idée nationale, le devoir national, par le fait même qu'elle reconnaît à l'amour de la patrie, aux obligations morales envers la patrie, leur juste place dans l'ordre essentiel de la charité. Le chrétien est tenu d'aimer et de servir sa patrie parce que tel est le précepte gravé par le Créateur dans la nature de l'homme et la nature des choses. Le disciple du Christ sait qu'il doit chérir sa mère patrie comme le Sauveur lui-même aima la nation dont il était le fils par sa naissance temporelle. C'est avec fierté que Jésus évoqua les traditions historiques du peuple d'Israël, ses gloires religieuses et nationales ; il pleura sur ses malheurs.

La tradition théologique du catholicisme, avec saint Augustin, saint Thomas d'Aquin, François de Victoria, François Suarez, a sanctionné les droits de la patrie en élaborant, au nom du principe de la justice vindicatrice, une théorie parfaitement rationnelle et cohérente, de la juste guerre et de la juste victoire. Théorie qui autorise le recours à la force des armes pour la défense et la restitution du droit, lorsque le droit de la patrie aura été l'objet d'une violation grave, certaine, obstinée, et lorsque les procédures pacifiques auront été impuissantes à procurer les satisfactions nécessaires.

Mais, si le christianisme reconnaît la légitimité des patries indépendantes, il proclame également la communauté de droits et de devoirs entre toutes les nations de l'univers. L'Évangile contient le message du salut pour tous les hommes et tous les peuples, sans distinction de Juif et de Gentil, de Grec et de Barbare, d'homme libre et d'esclave. Les Épîtres de saint Paul exposent avec ampleur le même mystère de l'amour universel du Christ, qui déborde toutes les barrières

et frontières anciennes. Jésus-Christ est mort sur la croix pour tous les hommes. Plus d'exclusivisme, judaïque ou autre, plus de cloisons étanches. La société des fidèles du Christ devra être essentiellement universelle, catholique, c'est-à-dire étendue comme le monde et large comme la charité du Christ.

Cependant, il existe toujours des peuples distincts, des patries indépendantes. L'unité spirituelle des âmes dans le catholicisme ne supprimera pas cette diversité légitime, nécessaire, d'ordre politique et social, non plus que les devoirs spéciaux qui en découlent, pour chacun de nous, envers nos patries particulières. Mais l'universalité du précepte chrétien de la charité fraternelle et surnaturelle aura pour conséquence irrécusable de donner, aux yeux des croyants, une consécration auguste aux obligations mutuelles des peuples envers les peuples.

L'influence morale du christianisme, dans la mesure où elle pénétrera la collectivité des nations indépendantes, tendra donc à favoriser les coutumes, conventions, institutions internationales qui auront pour objet de sauvegarder les droits et les légitimes intérêts de chaque État et l'intérêt commun de l'humanité entière.

L'universelle paternité de Dieu, l'universelle fraternité des hommes en Jésus-Christ sera une doctrine apte à faire régner ici-bas un peu plus d'harmonie et de justice dans les rapports des nations, dans la coopération des États.

L'organisation internationale et supranationale du catholicisme constituera un symbole permanent de communauté spirituelle et hiérarchique entre des hommes, entre des peuples que peuvent séparer toutes les diversités humaines.

Au lendemain de la prise de Rome par Alaric, saint Augustin notait, dans la *Cité de Dieu*, que les Barbares avaient respecté de vastes basiliques où des milliers de malheureux trouvèrent, contre la mort, contre toute violence, contre la captivité même, un inviolable asile. Le saint docteur ajoutait : « Tout ce qui a été commis de dévastations, de massacres, de pillages, d'incendies, on doit l'attribuer aux habitudes cruelles de la guerre. » Mais qu'un rayon de charité, de pitié pour la faiblesse désarmée, de respect et d'égard pour les choses saintes, ait pu luire parmi tant d'atrocités odieuses,

voilà qui est inédit, voilà qui doit être attribué à l'influence du Christ et aux mœurs d'une époque où se propage le christianisme. *Quiconque ne voit pas cette vérité est aveugle*, conclut saint Augustin. *Quiconque, la voyant, n'y répond pas par la louange est un ingrat. Quiconque récrimine contre la louange est un insensé.*

Durant la guerre atroce qui vient, en notre XXe siècle, de ravager le monde entier, tous les peuples belligérants se savaient tenus de respecter une loi internationale leur enjoignant de recueillir les blessés ennemis qui tomberaient en leur pouvoir et de les soigner comme leurs propres soldats blessés. D'où vient cette règle, qui subit parfois des violations criminelles, mais dont personne ne contestera l'existence et l'obligation certaines ?

Si, comme avant le Christ, le paganisme régnait encore, sa morale nous dirait : *Cet homme est du parti ennemi, achève-le! Cela en fera toujours un de moins contre nous!* Pourquoi donc avons-nous contracté l'engagement sacré de nous comporter, envers notre ennemi blessé, comme nous voudrions qu'on se comportât envers nous-mêmes ?

Parce que l'Évangile a brisé la table des valeurs anciennes; parce que le message du Christ, transmis par l'Église, a traversé les siècles. Son rayonnement pénètre ceux-là mêmes qui ne croient pas au Christ ou affectent d'ignorer son nom. Tous ont quelque idée confuse de la parabole du Bon Samaritain.

Voilà pourquoi, dans notre monde laïcisé, il est juste que l'emblème international par lequel est symbolisé, sur les champs de bataille, ce ministère de miséricorde, ne soit autre que le signe de la Rédemption par le Christ : la Croix héraldique, empruntée au blason de la Confédération helvétique, mais de la couleur même du sang de la Victime immolée au Calvaire.

Saisissante image de ce dont le Droit des Gens est redevable à l'action morale du christianisme, la devise encadrant la Croix-Rouge traduit une pensée qui, de fait, n'existe dans nos intelligences que par la vertu surnaturelle de l'Évangile : au milieu même du fracas des armes, la charité, *Inter arma caritas.*

Dans sa première Encyclique, Pie XI rappelait que la Papauté avait fait régner, au milieu de l'Europe chrétienne du Moyen Age, une « véritable Société des Nations ». Il parlait de cette Chrétienté, dont la structure demeura toujours inachevée, mais où Auguste Comte a pu saluer néanmoins *le chef-d'œuvre politique de la sagesse humaine.*

Nous souhaitons ardemment que la Société des Nations, aujourd'hui constituée sur les bords enchantés du lac de Genève, trouve une garantie du prestige moral dont elle aurait tant besoin dans la collaboration officielle et avouée de la Papauté souveraine. Collaboration qui est, d'ailleurs, parfaitement concevable sans que le Pape devienne membre lui-même de la Société des Nations et soit rendu solidaire de combinaisons politiques où il n'aurait garde de s'aventurer. Mais, pour une participation amiable à certaines démarches communes, d'intérêt moral, religieux, charitable, juridique, l'accord diplomatique du Saint-Siège et de la Société des Nations présenterait, à tous égards, un avantage et un intérêt considérables. Obéissant aux mêmes préoccupations constructives qui inspiraient l'éloge de la Chrétienté médiévale par Auguste Comte, Charles Maurras proposa, en pleine guerre, « qu'un Docteur habillé de blanc et vénéré par trois cents millions de fidèles apportât à la cause du droit universel le prestige, le charme, l'influence, la majesté de son autorité ». Les réalités du présent, concordant avec les leçons de l'histoire, suggèrent à la Société des Nations, pour aboutir dans sa tâche de pacification internationale, de ne pas se priver d'un pareil concours. Là où il s'agit d'une œuvre qui se heurte à des obstacles si multiples et si redoutables, pourquoi la plus haute Majesté spirituelle de l'univers serait-elle la seule que l'on ne convierait pas?

La Société des Nations, telle qu'elle fonctionne à Genève, ne s'inspire que fort peu de l'idéologie présomptueuse qui accompagna sa naissance. Elle n'a pas la prétention de garantir à une humanité, désormais transformée, une paix universelle et perpétuelle. De même, elle ne constitue nullement un Sur-État international, tendant à régenter les États nationaux; mais elle est une association à base contractuelle, créée entre Puissances souveraines, pour réaliser en commun

certaines tâches nettement circonscrites. Elle organise son action dans les cadres traditionnels du Droit international : et cette modestie d'allures, ainsi que l'utilité de diverses œuvres accomplies sans tapage, comme la reconstruction financière de l'Autriche, mériterait de lui attirer davantage l'estime et la confiance publiques. Deux considérations devraient lui garantir, tout au moins, la collaboration des croyants : car il s'agit de la réalisation concrète de deux postulats de l'idéal chrétien.

La Société des Nations consacre par un organe juridique et permanent la communauté de droits et de devoirs entre tous les peuples de l'univers.

La Société des Nations consacre et sanctionne par une procédure organisée l'obligation juridique de ne pas recourir à la guerre sans avoir, d'abord, recouru à une tentative loyale de solution pacifique.

Si de telles conceptions pénètrent dans les mœurs et les institutions du monde international contemporain, c'est un résultat moral, social et politique où il faut reconnaître une part d'influence au lent et mystérieux travail de la pensée chrétienne et de l'enseignement catholique.

Augustin Cochin, l'auteur des *Espérances chrétiennes*, écrivait un jour :

« Vous dites : Rien de neuf. Il y a du raisin aux vignes en juin, et il y en a en octobre.

— Rien de neuf, si ce n'est qu'en octobre, il est mûr. Le soleil a passé par là. Le Christ a passé sur la raison de cette façon. »

Oui, la lumière du Christ a passé sur la raison, sur les intelligences, sur les consciences, sur les peuples.

Voilà pourquoi, malgré tous les orages de la cité contemporaine, il y aura des grappes dorées sur nos vignes, il y a des épis mûrs dans nos champs.

YVES DE LA BRIÈRE,
Professeur à l'Institut catholique de Paris.

LA FIN D'ALEXANDRE IER

III

Arrivant de nuit dans la petite ville de Vassilkov, située à trente verstes de Kiev, le prince Valérien Mikhaïlovitch Golitsine descendit dans une vilaine gargote juive, puis, dès le matin, loua la maisonnette du cosaque Omelka Barabache.

Lorsque Golitsine eut jeté un coup d'œil sur la petite maisonnette blanche couverte de son toit de chaume, avec un nid de cigogne au sommet et des touffes de fleurs des champs apportées par le vent; lorsqu'il l'eut vue confortablement située à l'ombre d'un jardinet de cerisiers; lorsqu'il eut aperçu des rangées de ruches blanches, il partagea le sentiment du maître d'avoir été comblé par la grâce divine.

A l'intérieur, c'était meilleur encore. Les murs blanchis à la craie, le plancher d'argile, le fourneau peinturé; au-dessous de celui-ci, les pigeons roucoulent; au-dessus, le matou ronronne; l'armoire à icônes renferme l'image de la Sainte-Vierge de Mejigorsk, parée de fleurs desséchées : asphodèles pourpres, amarantes jaunes, pervenches vertes.

Lorsque la brune Katroussia lui apporta de l'eau froide du puits; lorsque la très vieille bonne maman Dourdoutchilkha, la mère d'Omelka, essuya le banc du bas de son jupon, invitant l'hôte à s'asseoir et, portant à ses yeux qui ne voyaient plus l'abri fauve de sa main rugueuse, lui dit :

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er avril.

— Et toi, est-ce que tu ne serais pas du pays? — l'hôte se sentit tout à fait à son aise.

Dans la soirée du même jour, la nouvelle de l'arrivée de Golitsine s'étant répandue par toute la petite ville de Vassilkov, Michel Pavlovitch Bestoujev-Rioumine, jeune homme de vingt-deux ans, sous-lieutenant au régiment d'infanterie de Poltava, vint le trouver et l'inviter à passer chez le colonel Serge Ivanovitch Mouraviov-Apostol, directeur du Tribunal de la Société Secrète du Midi. D'après Bestoujev, Mouraviov recevait à ce moment la visite de deux membres d'une nouvelle Société Secrète, celle des Slaves, complètement inconnue des conjurés du Midi, et ils proposaient à ceux-ci de se joindre à eux; de sorte que la présence de Golitsine à cette conférence, en sa qualité de représentant des conjurés du Nord, serait fort utile.

Mouraviov demeurait sur la place Synodale, dans une vieille maisonnette de bois, à petites colonnes blanches écaillées. Le maître et ses deux hôtes, Ivan Ivanovitch Gorbatchevsky et Pierre Ivanovitch Borissov, sous-lieutenants d'artillerie, prenaient le thé sur le petit perron qui donnait dans le jardin.

— Voici notre plan, — disait Bestoujev. — L'an prochain, 1826, pendant la grande revue du 3e Corps que passera l'empereur, nos membres, déguisés en soldats, profiteront de la relève de nuit de la garde pour pénétrer dans la chambre à coucher du souverain et le mettre à mort. En même temps, les conjurés du Nord fomenteront l'insurrection à Pétersbourg, enlèveront la famille impériale et l'exileront à l'étranger. Ils proclameront ensuite l'établissement d'un gouvernement provisoire, en adressant un manifeste aux armées et un autre au peuple. Pestel, directeur du Tribunal de Toultchine, en soulevant la 2e armée, s'emparera de Kiev et établira le premier camp insurrectionnel. Commandant le 3e corps, j'entraîne les troupes que je rencontre sur mon passage, et marche sur Moscou, où est posté le second camp : Serge Ivanovitch [1] va à Pétersbourg, la Société lui remet le commandement de la garde, et là se forme le troisième camp : Pétersbourg, Moscou, Kiev, trois camps retranchés, et toute la Russie est en notre pouvoir...

1. Mouraviov.

D'un blond ardent, couvert de taches de rousseur, petit et maigriot, Bestoujev semblait grandir quand il parlait : son visage devenait fin, beau, ses yeux jetaient des éclairs, le toupet roux de ses cheveux éclatait comme une flamme. Il croyait en son rêve, comme en une réalité, et communiquait sa foi aux autres.

— L'artillerie montée est prête au grand complet, toute la division de hussards l'est également, ainsi que les régiments de Pèneza et de Tchernigov, tous pourraient se mettre en campagne dès maintenant. Les commandants des régiments sont prêts à tout... Le chef espagnol Riego a parcouru toute l'Espagne et a rétabli la liberté dans son pays avec trois cents hommes; serait-il possible que nous ne réussissions pas avec des régiments entiers?... Si nous voulions commencer dès demain même, nous aurions déjà soixante mille hommes sous les armes.

— Allons, Micha, où sont-ils ces soixante mille? Il serait heureux de pouvoir en rassembler ne fut-ce qu'un millier, — interrompit Mouraviov. — Ivan Ivanovitch, votre thé est tout froid, en voulez-vous du chaud?

Ces simples paroles ramenèrent tout le monde à la réalité.

— Alors, messieurs, si tout est prêt chez vous, rien ne l'est chez nous, — dit Gorbatchevsky, avec un sourire méfiant sur son large visage aux pommettes saillantes, têtu et intelligent. — Nous marchons à pas lents et mesurés : faire comprendre aux soldats l'avantage du coup d'État n'est pas si facile.

— Le leur faites-vous comprendre?

— Mais certainement. Nous estimons qu'il ne faut leur rien cacher.

— Nous avons adopté un autre procédé, — reprit Bestoujev. — Les soldats servent bien d'instruments au coup d'État, mais ils ne doivent se douter de rien. Peut-on causer avec eux des affaires politiques? Vous connaissez la mentalité des soldats russes...

— Nous savons que tous les hommes sont des hommes, tous viennent de la côte d'Adam. (Gorbatchevsky ne souriait plus.) Car nous non plus, nous n'avons pas du sang bleu dans nos veines, nous ne jouons pas aux grands seigneurs. Chez nous, la démocratie n'est pas en paroles, mais en fait. Puisque éga-

lité il y a, c'est l'égalité. Avec le peuple on peut tout, sans le peuple on ne peut rien, voilà notre maxime, — termina-t-il avec un regard de défi.

Fils d'un pauvre prêtre de campagne, petit-fils d'un Cosaque Zaporogue, il se croyait en droit de parler ainsi.

Lorsqu'il se tut, un silence s'établit et tous ressentirent la limite qui séparait les deux Sociétés Secrètes : l'une composée de nobles, de hauts gradés, de titrés, de riches, la plupart officiers de la garde, généraux et commandants de régiments; l'autre se recrutant parmi des hommes sans feu ni lieu, des officiers subalternes; l'une, sang bleu, l'autre, sang noir.

Durant cette scène, Pierre Ivanovitch Borissov, assis dans un coin, la tête baissée, fumant sa pipe, gardait le silence. Il fallait examiner attentivement sa figure terne, comme déteinte, pour remarquer son visage maigrelet, tout plissé de petites rides malgré son jeune âge, ses grands yeux bleus un peu saillants, nullement tristes, mais doux, ses rares cheveux blonds, ses épaules étroites, sa poitrine affaissée; il toussotait souvent, d'une toux sèche de phtisique, se couvrant timidement la bouche de sa main.

Quand le silence se fit, il leva soudain les yeux, sourit, voulut dire quelque chose, mais rougit, fut pris d'un accès de toux et ne dit rien.

— Il me semble, messieurs, que vous ne vous comprenez pas bien, — intervint Mouraviov.

Ainsi qu'il arrive souvent quand on met beaucoup d'espérance dans un homme, le visage de Mouraviov parut à Golitsine moins expressif qu'il ne l'avait pensé. C'était un homme d'une trentaine d'années, mais d'apparence plus jeune : traits délicats comme ceux d'une femme, quoique irréguliers, les yeux trop largement écartés, nez long, pointu, comme étiré par en bas; bouche ridiculement petite, joues trop potelées, bouffies, comme celles d'un enfant, les cheveux blond foncé, touffus, onduleux, peignés à la militaire, de la nuque vers les tempes, ébouriffés comme après le bain; l'ensemble du visage suant la santé, glabre, blanc, rond, sans pli ni marque de souffrance. Mais, en l'examinant plus attentivement, Golitsine remarqua une expression douloureuse, faite du contraste

entre le sourire des lèvres et le regard désolé des yeux qui ne souriaient jamais; et dans la lèvre supérieure, qui dépassait un peu l'inférieure, il y avait quelque chose de lamentable, comme chez les tout petits lorsqu'ils s'apprêtent à pleurer.

La pensée lui vint d'une bizarre image symbolique : si on pouvait voir sur la neige et pendant la forte gelée une branche portant des feuilles printanières, cette branche évoquerait ce visage de victime, sans défense et vouée à son destin.

Je passerai sur cette terre
Toujours rêveur et solitaire,
Sans que personne m'ait connu;
Ce n'est qu'au bout de ma carrière
Que, par un grand coup de lumière,
On verra ce qu'on a perdu! [1]

— Je crois, messieurs, que vous ne vous comprenez pas bien, — répéta Mouraviov en français, mais il se reprit pour continuer en russe.

Gorbatchevsky ayant déclaré au commencement de la conférence qu'il parlait mal le français, il avait prié chacun de s'expliquer en russe.

— Qu'on ne puisse rien faire sans le peuple, nous le savons aussi, — continua Mouraviov. — Mais vous estimez qu'il faut commencer par l'examen politique, tandis que nous pensons que les soldats ne comprendraient pas les raisonnements politiques. Nous croyons à un autre moyen d'action.

— Lequel?

— La foi.

— La foi en Dieu ?

— Oui, en Dieu.

Gorbatchevsky hocha la tête d'un air de doute.

— J'ignore, messieurs, vos idées à ce sujet, — dit-il, — quant à nous, les Slaves, nous croyons que la foi est contraire à la liberté.

— C'est ça, c'est bien ça, — répliqua Mouraviov tout heureux. — Vous l'avez si bien dit : la foi est contraire à la liberté. C'est précisément ainsi qu'il faut poser la question, franchement et sans détour : la foi est-elle contraire à la liberté?

— Je ne le demande pas, je l'affirme. Et je crois que tous...

1. En français dans le texte.

— Tous, tous, — interrompit de nouveau Mouraviov, — tous le disent, tous le pensent. Et c'est précisément le mensonge qui a tout bouleversé dans le christianisme. Mais le mensonge n'en est pas moins le mensonge et non pas la vérité...

— Écoutez, Mouraviov, bien que je ne croie pas en Dieu, je suppose que les gens pénétrés du sentiment religieux ne voudront pas s'en servir pour des fins politiques.

— Non, vous ne m'avez pas compris, du tout, du tout! — Mouraviov frappa ses mains l'une contre l'autre d'un geste désolé. Dans ce geste il y avait quelque chose de si naïf, de si charmant, que tous sourirent involontairement et la barrière tout d'abord dressée parut s'effacer.

— Qui donc emploie la religion comme instrument politique? N'est-ce pas moi qui viens de vous dire que nous devons penser avant toutes choses à la religion et laisser la politique se faire en dehors d'elle. Précisément, plus que dans n'importe quel autre pays, l'attachement de la Russie à la religion, à l'époque trouble du bouleversement, doit être notre espoir et notre appui le plus ferme, voilà toute ma pensée. La liberté et la foi ont été détruites par la même cause, elles ne sauraient être restaurées qu'ensemble...

— Non, messieurs, — déclara d'un ton résolu Gorbatchevsky, — aucun de nos Slaves ne consentira à agir par ces moyens et je suis le premier à le refuser. Les Allemands pourraient peut-être l'employer, mais pas nous. Tous ceux qui connaissent le peuple russe estimeront que cette méthode est contraire à son esprit. Bien que je sois moi-même fils de pope, je n'aime pas les popes. Et le peuple ne les aime pas non plus. Tenez, nos soldats, par exemple. Parmi eux, je présume, il y a plus de libres penseurs que de fanatiques. Qui voudrait engager avec eux des discussions théologiques? Qui oserait jouer le rôle d'un nouveau Mahomet, dans notre siècle, quand toutes les religions sont déchues?

— Ma foi, c'est ce qu'il faudrait d'abord démontrer, — observa Golitsine.

— Démontrer quoi?

— Mais le fait que les religions sont déchues.

— Allons, messieurs, est-il besoin de démontrer une chose que tous les hommes civilisés admettent comme une évidence,

que la chaîne pernicieuse des égarements qui accablent le genre humain vient de l'autel, appui du trône impérial, que la raison est l'unique flambeau qui doit nous servir de guide dans cette vie, et que, par conséquent, notre premier devoir est d'inculquer aux hommes le respect de la raison, afin que l'homme soit raisonnable et vertueux en cette vallée de misère et qu'il abandonne à tout jamais les puériles fictions de la religion?...

Il parlait, comme s'il lisait dans un livre, ou empruntait paroles et pensées à Voltaire, à Holbach, à Helvétius, à d'autres philosophes libres-penseurs.

— Cependant, une chose me trouble, — fit Golitsine en le dévisageant par-dessus ses lunettes avec son fin sourire. — Vous allez leur enlever la foi; mais par quoi la remplacerez-vous?

Gorbatchevsky s'étant mis à démontrer que l'instruction suppléerait à la foi, et la philosophie à Dieu, Mouraviov et Golitsine échangèrent un sourire. L'autre le remarqua, se sentit blessé et se tut.

Afin de dissimuler ce sourire, Mouraviov se détourna pour verser un verre de thé et le passa à Gorbatchevsky; leurs mains se rencontrèrent : l'une, large, rouge, rude, couverte de poils roux et de taches de rousseur, aux doigts courts et aux ongles plats; l'autre, blanche, fine, longue, pleine d'un charme féminin.

« Non, jamais ils ne parviendront à s'entendre! » pensa Golitsine.

Il y eut un nouveau silence, et tous sentirent reparaître la ligne de démarcation qui les séparait; de nouveau Borissov voulut dire quelque chose et ne dit rien.

Ce fut Bestoujev qui prit la parole. Golitsine avait déjà remarqué qu'il imitait involontairement Mouraviov, dans les mots, les gestes, les expressions du visage et le son même de la voix, comme cela arrive aux personnes qui demeurent longtemps ensemble. Il semblait qu'on pouvait voir et entendre l'un à travers l'autre. L'un était le son, l'autre l'écho, et l'écho déformait le son.

— Le philosophe Platon affirme, — dit Bestoujev, — qu'il est plus facile de bâtir une ville dans l'air que d'établir

une cité sans religion. Dieu accorda à l'homme la liberté. Le Christ nous transmit le principe des conceptions légitimement libérales. Qui a désarmé la main des despotes? Qui nous a protégés par les constitutions? Ceci d'abord, ensuite...

Gorbatchevsky se leva d'un air décidé, attacha son sabre au ceinturon et mit le surtout. (Il faisait si chaud qu'on avait ôté les uniformes.)

— Ce sera assez difficile de nous entendre, messieurs, — fit-il; la tête légèrement penchée de côté, il ressemblait à un jeune taureau rétif qui s'apprête à frapper des cornes. — Nous sommes des gens simples, les subtilités d'esprit sont hors de notre compétence. Vous parlez toujours de Dieu; or, nous présumons que toutes les révolutions populaires sont dues non pas à Dieu, mais au ventre...

— Vraiment, affaire de ventre seulement? — s'écria Mouraviov.

— Je sais, je sais, ce n'est pas uniquement de pain... Mais vous-même, mon colonel, avez-vous souffert de la faim?

— Des fois, en campagne.

— Eh, il ne s'agit pas de cela! Non, quand les dernières hardes sont mises en gage et qu'on n'a rien à se mettre sous la dent... Mais quoi!... Le rassasié ne saurait comprendre l'affamé!... Allons, Pierre Ivanovitch, filons...

— Un moment, messieurs! Nous n'avons encore discuté aucune question à fond... — intervint Bestoujev alarmé.

— Nous en reparlerons au camp où se réuniront tous les nôtres; car sans eux, il nous est impossible de rien décider, — fit Gorbatchevsky d'un ton sec.

Mouraviov s'approcha de lui et lui tendit la main.

— Ivan Ivanovitch, vous ne m'en voulez pas? Si j'ai dit quelque chose qui vous déplaît, pardonnez-moi, de grâce...

Il y eut dans son sourire un tel charme qu'il désarma Gorbatchevsky; celui-ci sourit à son tour et serra fortement la main de Mouraviov.

— Voyons, Mouraviov, n'ayez pas de pareilles pensées! Peut-il y avoir des questions personnelles entre nous? Pierre Ivanovitch, Pierre Ivanovitch, crénom, que vous êtes lent à vous arranger!

Borissov vidait posément les cendres de sa pipe, met-

tait le tabac dans la blague et nouait les cordonnets. Tout à coup, il se retourna, et à l'ébahissement de tous — personne n avait encore entendu le son de sa voix — il se mit à parler tout bas, bégayant, bafouillant, s'embrouillant, et accompagnant presque chaque mot d'une expression saugrenue : « Dixième affaire, s'il vous plaît. »

— Voilà ce que je pense, moi, dixième affaire, s'il vous plaît; il ne faut pas épiloguer sur Dieu. C'est bon quand il y a Dieu; mais on peut être vertueux sans Dieu. Je ne suis pas un athée, du reste. Seulement, il vaut mieux n'en avoir pas besoin. Comme font les Juifs. Ils sont intelligents : on ne peut pas nommer Dieu; parle de ce que tu sais, dixième affaire, s'il vous plaît, mais silence sur Dieu... Et que chacun connaisse sa place...

— Un fier luron, mon Ivanitch! Le voilà rimant son discours, — dit en riant Gorbatchevsky et il frappa Borissov sur l'épaule. — Allons, grouille-toi, rimeur, tu ne sauras pas dire mieux!

Les hôtes partirent. Bestoujev alla les accompagner.

IV

Ce furent des jours heureux. Golitsine ne faisait presque rien, ne lisait pas, n'écrivait pas, ne pensait même pas, buvait seulement la volupté pénétrante de l'été avancé de l'Ukraine. Il n'avait jamais visité ce pays; cependant, tout lui paraissait familier, comme s'il revenait, après avoir erré longtemps de par le monde, dans son pays natal, ou comme s'il continuait un songe d'enfance oublié.

— L'action va commencer. Nous avons pris la ferme décision de déclancher la révolution en 1826, — disait Bestoujev.

Mais Mouraviov dit une fois :

— L'inertie de tous nos autres membres, principalement de ceux du Nord, nous menace de graves dangers; par suite, je pourrai bien mettre à profit le premier rappel des armées pour commencer.

Du coup, Golitsine crut qu'il en serait ainsi. « Oui, c'est ici qu'on commencera », pensa-t-il, contrairement à ce qu'il

avait pensé à Pétersbourg. En effet, moins le silence est troublé, plus le nuage qui se montre apparaît menaçant.

Bestoujev le renseignait sur les Slaves.

— Vous souvenez-vous de ce qu'écrivait Radichtchev [1] : « Je jetai un regard autour de moi, et mon âme fut blessée des souffrances de l'humanité! » Eh bien, ce fut aussi leur point de départ. Les frères Borissov vivaient avec leur père dans une ferme et assistaient au martyre de ces pauvres gens que les seigneurs fustigeaient jusqu'au sang. Puis, au service militaire, c'était le spectacle de la bastonnade. Alors, témoins oculaires des supplices de ces malheureux, car ils savaient maintenant comment un soldat était battu à mort, ils firent le serment de mourir pour que cela disparaisse à jamais. Il faut considérer l'influence des lectures : *la Vie des hommes illustres* de Plutarque; les Grecs et les Romains leur avaient inculqué dès l'enfance, l'amour de la liberté et de la souveraineté populaire. Au corps des cadets, il leur vint l'idée de constituer une secte secrète, dont les membres devaient mener une vie calme et solitaire, s'adonner à l'étude de la nature et poursuivre le perfectionnement moral de chacun, tels les pythagoriciens de l'antiquité. Leur signe était des mains unies au-dessus d'un autel flambant portant cette inscription : *gloire, amour, amitié*, et ils nommèrent cette secte la Société de la Première Harmonie. Ils imaginèrent des hiéroglyphes, des rites, des services divins. Une fois, pendant les vacances d'été, ils organisèrent au village de Rechetilovka, dans le gouvernement de Poltava, une procession pythagoricienne en habits blancs, avec chant et musique pour célébrer le lever du soleil. Promus officiers, ils fondèrent à Odessa la loge maçonnique des Amis de la Nature, en la ralliant à leur premier but : suppression des préjugés dans la religion et établissement de la république de Platon. C'est de ces deux Sociétés que les Slaves tiennent leur origine.

— Quel est donc leur but? — demanda Golitsine.

— L'union de toutes les nationalités slaves en une république commune.

1. Philosophe russe du XVIIIe siècle, ayant vécu en France et subi l'influence des philosophes français, auteur de l'ouvrage fameux : *Voyage de Saint-Pétersbourg à Moscou.*

— Ils ne demandent que cela!

— Ne raillez pas, Golitsine. Si vous connaissiez ces gens! Ce sont des héros. De vrais Grecs, de vrais Romains! Il semble bien que nous avons trouvé en eux ce que Pestel cherchait, un bataillon d'hommes prêts à tout sacrifier pour le bien de la patrie...

Lorsque Golitsine apprit que ces pauvres lieutenants et enseignes de ligne avaient décidé de donner le dixième de leur solde pour le rachat des serfs et l'établissement des écoles villageoises, lorsqu'il sut que les Borissov eux-mêmes tiraient le diable par la queue, mais payaient à la caisse de la Société la cotisation fixée, il ne railla plus.

Il eut envie de causer avec Borissov; mais chaque fois qu'il l'accostait, l'autre souriait timidement, rougissait, répondait d'une façon inintelligible, avec son éternelle : « Dixième affaire, s'il vous plaît », et visiblement se sentait gêné de cette conversation; aussi Golitsine n'eut-il pas le courage de la poursuivre.

— Drôle d'homme! Est-ce qu'il est ainsi avec tout le monde? — demanda Golitsine à Bestoujev.

— Oui, il est si réservé qu'il est impossible d'en obtenir une réponse ferme. Quant à son frère, André Ivanovitch, il est pis. Serait-il sujet à la misanthropie? Le certain est qu'il demeure enfermé dans sa chambre et ne fréquente personne; il ne sort que pour aller aux champs cueillir des fleurs et attraper des papillons.

Après avoir remis les pourparlers avec la Société du Midi aux manœuvres d'automne, Gorbatchevsky se disposait à partir pour Novgrod-Volynsk, où campait la 8e brigade d'artillerie dans laquelle il servait avec Borissov. Celui-ci devait partir avec lui, mais il retardait toujours son départ. Bestoujev se doutait que les fonds lui manquaient pour le voyage.

Se trouvant un jour au carrefour de deux chemins, Golitsine aperçut un vieux joueur de guzla, aveugle. Il jouait et chantait les faits et gestes de Bogdane Khmelnitzki, la gloire de la Siétch [1] des Zaporogues, chantait l'ancienne liberté des

1. Endroit où se rassemblaient les Zaporogues, quand ils étaient libres. Khmelnitzki était leur grand hetman.

Cosaques. Golitsine n'entendait presque rien aux mots, mais le recueillement respectueux des auditeurs, tous simples Cosaques, hommes et femmes, la figure inspirée du vieillard, aux sourcils surplombant les orbites caves, sa voix frémissante et le doux murmure des cordes, ainsi que les sons lugubres et navrants du chant, impressionnaient bien plus que n'auraient pu le faire les paroles. « A cette heure, les herbes folles couvrent la Siétch et les steppes libres; Dieu les a maudites : la végétation se fane, les eaux rentrent dans le sol et l'ancienne liberté n'existe plus.

Ce qui avait été s'est dissipé,
On se saurait plus le rattraper!

... ainsi le chanteur termina sa complainte. Un des auditeurs laissa échapper un sanglot; un autre essuya ses larmes, de la manche de sa svitka [1]; un vieux Cosaque à moustaches blanches, s'appuyant des deux mains sur son bâton, pencha sa tête et poussa un gros soupir, comme s'il venait d'entendre la nouvelle de la mort d'un être chéri.

Mais voici que la voix du chanteur résonna solennelle :

Tomba la tête cosaque
Comme l'herbe de la steppe, courbée par le vent;
Mais la gloire ne mourra pas, ne tombera pas,
La chevalerie cosaque redira au monde les exploits.

Et le chant cessa brusquement. Golitsine avait compris les dernières paroles, et de nouveau quelque chose de suave, comme le songe d'un enfant, envahit son âme. L'antique liberté pour laquelle mouraient ces hommes simples, n'était-elle pas celle pour laquelle ils allaient mourir eux aussi, les conjurés?

Il s'approcha du chanteur et mit dans sa main, mélangées à des pièces de bronze, plusieurs pièces blanches. L'autre, les ayant reconnues en tâtonnant, se tourna vers lui :

— Seigneur, ma colombe, que le bon Dieu t'assiste comme tu viens de m'assister!

— Y a-t-il longtemps que tu es aveugle, mon bon vieux? — demanda Golitsine.

— Il y a bien longtemps, mon mignon. Je ne me souviens

1. Sorte de houppelande rustique que les paysans portent en Ukraine.

guère depuis combien d'années je chemine de par le monde du bon Dieu, et ne vois plus la lumière...

Et fixant tout droit le soleil de ses yeux aveuglés, il ajouta de cette même voix lugubre qu'il avait en chantant, — il semblait que ces paroles fussent la continuation du chant :

— Oh, lumière, ma lumière! Bien que je ne te voie plus, je ne voudrais pas mourir!...

— Eh bien, prince, que dites-vous de ça?

— C'est merveilleux! — s'écria Golitsine.

— Je croyais que cela ne serait pas de votre goût.

— Pourquoi donc?

— C'est qu'à Pétersbourg, je présume, vous avez entendu des opéras italiens à satiété; et nos chanteurs ne sauraient rivaliser avec, dixième affaire, s'il vous plaît...

— Quelle comparaison! Je ne changerais pas tous les opéras contre cela.

— Vraiment? Je regrette que vous n'ayez pas entendu notre Yavtoukh Schapovalenko; voilà un chanteur!... — commença Borissov, mais il s'arrêta, comme intimidé soudain; il se recroquevilla et murmura hâtivement :

— Mes compliments, prince. Nous n'allons pas du même côté...

Il tendit la main d'une façon bizarre, de travers, comme s'il espérait que l'autre ne la verrait ni ne la prendrait.

— Me permettrez-vous de vous accompagner, Pierre Ivanovitch?

— Ma foi, je n'en sais rien, dixième affaire, s'il vous plaît. Car je vais chez les Juifs. Ce n'est guère agréable chez eux, vous aurez la nausée.

— Vous êtes bizarre, Borissov! Suis-je donc une demoiselle?

— Non, ce n'est pas pour cela, dixième affaire, s'il vous plaît. — Borissov se sentit tout confus. — Eh bien, arrive que pourra, si cela vous plaît, allons-y.

Il demeura silencieux tout le long du chemin, comme s'il regrettait sa loquacité de tantôt. Mais Golitsine prit la décision de ne plus le lâcher. L'autre le mena dans une auberge juive.

Ainsi que dans toutes les localités de l'Ukraine, les Juifs

étaient disséminés par la petite ville, mais ils habitaient de préférence dans leur quartier particulier. Il y avait de vieilles baraques de bois, à peine replâtrées, à toitures pointues de tuiles. Les rues, étroites, étaient encore plus resserrées par les étalages des boutiques et les saillies des maisons sur des petits poteaux inclinés et pourris. Partout des guenilles pendant aux fenêtres, de petits juifs, mi-nus, grouillaient sur des amas d'ordures, pêle-mêle avec des chiens, au milieu de la saleté et la puanteur. Par la porte ouverte d'une maisonnette, on voyait un Juif pieux prier, couché à plat ventre sur le plancher et recouvert d'une sorte de large suaire blanc : c'était vendredi, veille du sabbat.

A un moment Borissov dit à Golitsine :

— Venez chez moi. Savez-vous, Golitsine, qu'il y a longtemps que je voulais causer avec vous? Mais j'avais toujours peur...

— Peur de quoi?

— Mon père dit : Ne mange pas des cerises avec les grands seigneurs, tu risquerais de te faire crever l'œil avec un noyau.

— C'est ce que vous avez pensé de moi?

— Allons, ne vous fâchez pas. A présent, je ne le pense plus.

— Et que pensez-vous?

— A présent, — fit Borissov en riant, — selon le mot de notre bon vieil éleveur d'abeilles : je vois que vous êtes un homme, et non pas ce qu'on appelle un seigneur.

— A la bonne heure!

— Vous n'êtes pas fâché?

— Mais du tout! Que vous êtes cocasse, tout de même!

Golitsine sentit que Borissov lui serrait doucement la main.

— A propos, Bestoujev vous a-t-il parlé des Slaves?

— Il m'en a parlé.

— Vous n'avez pas compris?

— Pas tout à fait.

— C'est simple, cependant.

— Le « simple » est parfois le plus difficile à comprendre.

— Précisément, — acquiesça Borissov : — le simple est le plus difficile à comprendre. Vous avez compris le vieil aveugle, vous nous comprendrez aussi.

Sa parole était maintenant concise et claire, comme dite

par un autre homme; son visage aussi était autre, comme nouveau...

« Quelle physionomie charmante! Comment ne l'avais-je point remarquée? » s'étonna Golitsine.

Borissov logeait à l'entrée de la ville, près de la barrière Bogouslavskaïa, dans une petite chaumière, composée de deux chambrettes presque sans mobilier. « Il tire le diable par la queue », se ressouvint Golitsine.

La chaumière n'avait pas de jardin; elle était située au milieu d'un terrain vague. Les jeunes gens escaladèrent la haie et passèrent dans le rucher du sacristain; sous l'ombrage épais des merisiers, ils s'assirent, en pleine herbe luxuriante, sur les ruches vides entassées. Derrière la haie, l'air tremblait et scintillait d'une lueur aveuglante, alors qu'ici, à l'ombre, la fraîcheur vous enveloppait; un mince filet d'eau murmurait en coulant le long d'une rigole mousseuse, et le doux bourdonnement des abeilles rappelait le son d'une cloche lointaine.

— Maintenant, dites, qu'est-ce que vous n'avez pas compris?

— Le but de votre société serait-il d'unir les nationalités slaves en une seule république? — demanda Golitsine.

— Oui, une alliance fédérative, à l'exemple de l'antique confédération grecque, mais bien plus parfaite.

— Quels sont vos moyens d'action?

— Les moyens? Mais les mêmes que ceux dont vous disposez, dixième affaire, s'il vous plaît... L'insurrection, le détrônement,... et le reste. Vous le savez bien...

Évidemment, il parlait des choses qui lui étaient étrangères, qu'il avait entendues et qui n'avaient nulle importance à ses yeux. Il se tut un moment, puis ajouta sur un autre ton, avec un sourire triste :

— Au début, nous n'avons guère pensé aux moyens. Nous avons rêvé de faire le coup d'État aussi aisément que les Parisiens changent de mode. Nous avions la foi, celle qui permet de dire à la montagne : « Déplace-toi », et de croire qu'elle se déplacera. C'est par la suite seulement que nous vîmes combien ardue était la tâche! Oui, il faudra abandonner bien des projets en cas d'accord avec ceux du Midi. Quel dommage! C'était bien beau!

Il lui passa un petit cahier mince, sous une couverture bleu foncé, semblable à ceux des écoliers; il l'avait tantôt pris dans sa chambre.

— Voici nos principes. Lisez vous-même. Peut-être comprendrez-vous mieux.

Golitsine lut.

Golitsine éprouvait une sensation bizarre : que des hommes tels que Borissov aillent de plein gré à la mort pour chaque mot, chaque lettre de ce pauvre petit cahier, il n'en doutait point; mais il comprenait aussi que cette république slave était une idée puérile comme la procession pythagoricienne du village de Rechetilovka.

Mais peut-être cela doit-il se passer ainsi? *Si vous ne changez ni ne devenez comme des enfants*, pensa-t-il comme il l'avait pensé à Pétersbourg, à la réunion chez Ryleïev [1].

Borissov se taisait, la tête baissée; il avait repris le cahier, déplissait soigneusement les coins recroquevillés des feuilles. Golitsine se taisait aussi, et ce silence devenait pénible.

— Voyons, Borissov, ceci n'est guère de la politique, — finit par dire Golitsine.

— Qu'est-ce donc? — demanda l'autre en le regardant, puis baissant les yeux.

— Peut-être une religion.

— Une religion sans Dieu?

— Vous ne croyez donc pas en Dieu?

— Non, je... ne sais,... je ne puis. Je l'ai déjà dit chez Mouraviov, vous vous en souvenez? Je suis comme les Juifs, je ne puis Le nommer. La parole fait tout s'évanouir. C'est comme à cette heure : je vous ai dit nos aspirations et tout s'est évanoui...

Son visage blêmit, ses lèvres se tordirent douloureusement, ses doigts qui déplissaient les coins des feuilles tremblèrent.

Devant cette détresse, Golitsine ressentit soudain une telle pitié, une telle douleur, qu'il lui sembla que tout avait réellement disparu.

— Non, rien n'est perdu, — dit-il d'abord, croyant vouloir tromper Borissov par compassion; mais, tel l'homme

1. Le poète Ryleïev, l'un des chefs du complot organisé à Saint-Pétersbourg.

qui se noie et qui, touchant le fond, sent qu'une force inconnue le soulève, il sentit aussitôt qu'il ne le plaignait ni ne le trompait. — Non, rien n'est perdu, — répéta-t-il; — tout y est.

— Qu'est-ce qui y est?

— L'essentiel, ce qui est dans votre serment : « Me consacrer jusqu'au dernier soupir à la cause de la liberté. » Et si vous ne pouvez pas *Le* nommer, parler de *Lui*, agissez; d'autres *Le* nommeront.

Borissov leva les yeux, le regarda, sourit de son sourire timide, mais ne dit rien. Golitsine se taisait aussi; il semblait subir la contagion de Borissov, pensant qu'il valait mieux ne pas parler; sinon « tout s'évanouira ».

Le calme de midi régnait; pas un souffle, pas un frôlement; et dans ce calme, le mystère, l'enveloppement de terreur, comme en pleine nuit noire.

Soudain, Golitsine eut l'impression que Quelqu'un était derrière lui, allait s'approcher, les appeler, dire Son nom à celui qui ne le savait pas. Un souffle d'effroi passa sur lui.

Il se leva, regarda derrière lui : il ne vit personne. Dans le fourré sombre du rucher luisait une ruche vide éclairée par les rayons du soleil, et le doux bourdonnement des abeilles rappelait le son d'une cloche lointaine.

Et il se souvint de la cloche lointaine résonnant dans la rue déserte de Pétersbourg, alors que Ryleïev disait :

— Il faut commencer quand même.

Il avait alors des doutes; à cette heure, il ne doutait plus qu'on allait commencer.

V

Le second bataillon du régiment d'infanterie de Tchernigov, commandé par Mouraviov, était considéré comme un bataillon modèle du 3e Corps. Le général Rott avait proposé Mouraviov à deux reprises pour le grade de colonel, mais le souverain avait ajourné la promotion, le nom de Mouraviov figurant sur la liste des conjurés.

« Je me suis dévoué aux soins de mon bataillon, j'ai vécu parmi les soldats comme avec mes enfants », racontait plus tard Mouraviov parlant de son séjour à Vassilkov. Les peines

corporelles : bâtons, verges, spitzruten, étaient abolies, sans que la discipline en fût troublée, et la peur des châtiments s'était muée en une affection mutuelle. « Le commandant est notre père : il nous éclaire », disaient les soldats.

Il y avait un grand nombre de Semionovtsi [1] dans le régiment de Tchernigov, des hommes cassés et exilés des régiments de la ligne, après l'émeute de 1810. Cette émeute, provoquée par les cruautés du commandant du régiment Metternich, avait été représentée par celui-ci comme une manifestation du complot universel des carbonari et le commencement de la révolution russe.

Le souverain ne pardonnait pas la rébellion des Sémionovstsi, ni qu'ils fussent les principaux participants au régicide du 11 mars. Pour la moindre peccadille, on infligeait des punitions aux officiers et aux soldats.

— Mieux vaudrait crever que de supporter une pareille existence, — disaient les soldats indignés. C'était sur eux surtout que se concentraient les espérances des conjurés.

Avant son affectation a un corps de la ligne, Mouraviov avait servi dans le régiment Semionovsky.

— Eh bien, mes gars, vous souvenez-vous de votre ancien régiment, vous souvenez-vous de moi? — demandait-il aux soldats.

— Certes, Votre Haute Noblesse, — répondaient ceux-ci, — nous sommes prêts à donner jusqu'à la dernière goutte de notre sang à vos côtés, nous sommes prêts à mourir pour Votre Haute Noblesse!

En les observant, Golitsine se laissait convaincre que l'insurrection était non seulement possible, mais qu'elle était imminente.

— Un exemple entre autres, — lui assurait Bestoujev, — du courage des Sémionovtsi : le troupier Apoïtchenko avait juré d'amener tout le régiment de Saratov, sans ses sous-officiers, et à la première revue, de tuer le tsar d'un coup de fusil. Les autres régiments étaient prêts à suivre l'exemple, et il suffirait d'une seule compagnie pour entraîner à l'action le régiment entier.

1. Les Sémionovtsi, soldats du régiment Sémionovsky, avaient été les favoris d'Alexandre Ier.

— Le soldat russe est un animal à qui est échu le plus malheureux des sorts, — expliquait-il encore à Golitsine. — Nous avons décidé non seulement de l'influencer pour l'exaspérer contre le service et contre ses chefs, mais encore, surtout, de lui faire comprendre la possibilité qu'il a de changer son sort.

Et il appuyait ses paroles d'un exemple. Lorsqu'il parlait aux soldats de la réduction du service de vingt-cinq à quinze ans, ou lorsqu'il leur disait que la punition à coups de bâton « est contraire à la nature humaine », ils le comprenaient parfaitement. Ils le comprenaient moins, bien qu'ils l'écoutassent attentivement, lorsqu'il commentait ainsi sa pensée :

— Tenez, mes braves, bientôt nous nous mettrons en marche sur Moscou, où va se rassembler toute l'armée, afin de demander au souverain un nouveau règlement et un allègement pour les troupes; car le service est à présent extrêmement pénible; on vous tyrannise, on vous assomme de coups de bâton, on vous fait suer dans les exercices, et toutes ces choses sont des inventions des autorités supérieures, parmi lesquelles figurent en majorité des Allemands. Mais bien peu de personnes d'importance s'occupent de vous; pas plus qu'elles ne se soucient des gens de la classe inférieure, bien peu songent à soulager votre sort. Il y a des hommes qui sont eux-mêmes prêts à donner leur vie pour s'affranchir, et plus encore pour vous affranchir de l'esclavage. Si le courage ne vous fait pas défaut, votre sort sera bientôt modifié. Vous ne devez pas vous décourager, vous devez tenir ferme et, s'il le faut, mourir pour vos droits.

Mais lorsqu'il leur assurait que « tout pouvoir ne vient pas de Dieu », ils ne comprenaient plus du tout.

— C'est cela même, Votre Noblesse, — acquiesçaient-ils contre toute attente. — Dieu est seul dans le ciel, le tsar est seul sur la terre. Contre le tsar et Dieu, on ne saurait se révolter.

Et dès lors, c'était en vain qu'il s'évertuait à se faire comprendre. Mais sitôt qu'il leur demandait :

— Irez-vous, mes gars, là où je voudrai vous mener?

— Nous irons où nous mènera le bon plaisir de Votre Noblesse! — répondaient-ils à l'unisson.

Ils croyaient que les commandants méditaient une campagne en dehors des frontières, en Autriche, notamment, pour

y rassembler tous les Sémionovtsi, pour demander au tsar de les gracier, ce que le tsar ne manquerait pas de faire, en les réintégrant dans la Garde.

Pour démontrer que la nature a fait tous les hommes égaux, Bestoujev prisait du tabac avec l'artilleur Zunine et embrassait à pleine bouche le sergent-major qui modestement essuyait d'abord ses lèvres du revers de sa manche, comme s'il donnait le baiser de Pâques [1].

Il apprit au troupier Tsyboulenko à lire et à écrire et dut se donner toutes les peines du monde avant que le soldat commençât à griffonner de ses doigts tordus, en grosses lettres torses : « *Brutus, Cassius, Mirabeau, Lafayette, Constitution.* »

Parfois, Golitsine assistait à ces leçons.

— Qu'est-ce que la liberté? — demandait Bestoujev.

— La liberté est le don de Dieu.

— Tous les hommes sont-ils libres?

— Parfaitement, Votre Noblesse.

— Non, un petit nombre d'hommes a asservi le plus grand nombre. Est-elle libre, la Russie?

— Non, Votre Noblesse.

— Pourquoi donc?

Tsyboulenko se taisait, devenait écarlate, suait à grosses gouttes, écarquillait les yeux.

— Imbécile! C'est un vrai nigaud, mon cher! — Bestoujev devenait furieux. — Que veux-tu que je fasse de toi?

— Pardonnez-moi, Votre Noblesse! — implorait Tsiboulenko, en prenant la position du garde à vous et en clignant des yeux comme s'il voulait dire : « Laisse-moi la vie sauve! »

— Eh bien, va-t'en. Je vois qu'il est impossible de tirer aujourd'hui quelque chose de toi. Reviens demain.

Et pour le réconforter, Bestoujev lui donnait dix copecks pour se payer un bain.

— Dis aussi aux autres gars qu'ils viennent me trouver s'ils ont besoin de quelque chose.

— Quelle comédie! — ricanait Gorbatchevsky. — Tenez, Bestoujev, un général de la garde, chaque fois qu'il s'approchait du régiment, avait l'habitude d'apostropher ainsi les

1. En Russie, il est d'usage de se donner le baiser le jour de Pâques en disant en guise de salut : « Le Christ est ressuscité. »

soldats : « Bonjour[1], les hommes ! » Vous faites la même chose. Seulement, les soldats ne comprendront pas votre « bonjour ».

— Si, ils comprendront, ils comprendront tout ! — Bestoujev ne perdait pas courage.

Gustave Ivanovitch Gebel[2] était Polonais d'origine et détestait les Russes, comme s'il se vengeait sur eux d'avoir lui-même trahi sa patrie.

Sur la place de Vassilkov, traversée par la route postale qui conduisait de Berditchev à Kiev, les seigneurs polonais de passage pouvaient voir leur compatriote frapper les soldats russes. Le commandant donnait la bastonnade en personne; les sous-officiers, les sergents-majors et les caporaux suivaient son exemple; ils se livraient à cette besogne avec un si grand zèle que les extrémités des bâtons s'effilochaient par l'usage.

Gebel se couchait par terre pour voir si les pointes des bottes étaient bien en place; il palpait les soldats au-dessous du nez pour se convaincre que, si elles n'était point naturelles, les moustaches étaient régulièrement dessinées au charbon; il sanglait les tailles avec des courroies, les comprimant à l'excès, et lorsque les hommes étaient pris de vertige, il les rouait de coups de bâton; il leur infligeait également la bastonnade quand ils « respiraient visiblement », ou quand ils toussaient. Il leur ordonnait de se cracher mutuellement au visage. Aux vieux vétérans dont les pieds avaient parcouru des dizaines de milliers de verstes et dont le corps était couvert de blessures, il apprenait à chanter avec les jeunes recrues :

Nous sommes de la patrie les défenseurs,
Mais notre dos est tout meurtri de coups.
Celui qui donne le plus de coups aux soldats,
Celui-là attrape le plus d'avancement.

VI

Son entrevue imminente avec le tsar préoccupait Golitsine. Ayant enfin obtenu le congé si longtemps attendu, il était, en quittant Pétersbourg, à peu près sûr que cette entrevue n'aurait pas lieu. Mais, dès qu'il fut arrivé à Kiev,

1. En français dans le texte.
2. Le commandant du régiment.

le général Witt, chef des colonies militaires du Midi, le fit appeler à son quartier du corps d'armée, sis à Elisabethgrad, et lui communiqua l'ordre du souverain de ne point s'absenter du gouvernement de Kiev, celui-ci pouvant à tout moment le faire convoquer. Selon toute apparence, ajouta Witt de sa part, cette entrevue sera fixée à l'automne, pendant le voyage de l'Empereur dans le Midi.

Si quelqu'un lui eût dit : « Cette entrevue est une occasion unique pour attenter à la vie du souverain », il n'eût su que répondre; une pareille chose était non seulement honteuse à dire, mais encore à penser; il sentait qu'il n'aurait pas le courage de toucher à l'Empereur; jamais il n'oublierait le regard qu'ils avaient échangé auprès du cercueil de Sophie; il se sentait gêné; il lui semblait que tout n'était pas définitivement décidé. Qu'allait-il advenir de tout ceci, au dernier moment? On ne le savait.

On reçut bientôt à Vassilkov la nouvelle de la délation de Scherwood et de la découverte du complot. Mouraviov et Bestoujev prièrent Golitsine d'aller à Toultchine, petite bourgade dans le gouvernement de Podolsk, où se trouvait le quartier général de la 2e armée, afin de prévenir du danger les deux directeurs du comité local : Youchnevsky et Pestel.

Golitsine partit pour Toultchine. Il n'y trouva que Youchnevsky, lequel, mis au courant des faits, dit :

— Ce sont les manigances du général Witt. Vous le connaissez?

— Je le connais.

— Eh bien?

— C'est une fine mouche.

— Précisément. Et nous sommes bons amis avec lui! Il a une envie furieuse de se fourrer dans la Société; pour témoigner sa sincérité, il nous a déjà nommé plusieurs espions, parmi lesquels le capitaine Maïboroda, du régiment que commande Pestel.

— Je vous prie instamment, Youchnevsky, de dire à Pestel de ne pas se lier avec Witt. Ce serait courir à notre perte!

— Mais je le lui ai répété maintes fois. Allez le voir vous-même, Golitsine, racontez-lui tout. Peut-être, réussirez-vous mieux à le convaincre.

Golitsine eut l'intention de se rendre aussitôt à Lintsy, où campait Pestel; mais Youchnevsky lui apprit que Pestel était parti pour Berditchev; il promit de lui écrire pour qu'il revînt plus tôt et pria Golitsine d'attendre à Toultchine.

Youchnevsky avait plu à Golitsine : son fin visage aux traits délicats exprimait un calme imperturbable, une constante douceur, une grande affabilité. Les camarades le surnommaient « le vertueux républicain ».

« On peut être sûr de lui », pensait Golitsine. Presque tous les autres membres de la Société lui paraissaient des enfants, Youchnevsky était un homme fait. Et jamais il n'avait senti leur cause aussi avancée.

Youchnevsky était aimé de tous. A trente ans, il occupait le poste d'intendant général des vivres de la 2e armée. Le chef d'état major Kisselev était son intime; le commandant en chef, comte Wittgenstein, le distinguait pour son intelligence des affaires et son intégrité. Cet officier avait devant lui un brillant avenir.

Golitsine descendit chez Youchnevsky. La maison était entourée d'un jardin; devant les fenêtres, des peupliers dressaient leurs rideaux verts; pendant les journées les plus torrides il faisait frais dans ce lieu confortable; on y respirait le repos, et il semblait que toute cette fraîcheur vînt de la maîtresse de maison, Marie Casimirovna, jeune femme fraîche comme le lis de la vallée.

Youchnevsky possédait tout ce qui fait le bonheur de l'homme : l'amour, l'amitié, le bien-être, les honneurs, et il abandonnait toutes ces belles choses de plein gré, allégrement.

Il aimait le violon, et il jouait volontiers de cet instrument. Un jour, en terminant un morceau, tandis que son visage reflétait encore l'émotion provoquée par la musique, il dit à Golitsine :

— Au fond, je ne suis pas mécontent de cette délation : il est impossible désormais de retarder notre action. Et, puisque la mort nous guette, il est préférable de mourir les armes à la main que de languir dans les fers.

— Mais croyez-vous au succès? — demanda Golitsine.

— Suivant la logique, le succès n'est pas possible, —

répliqua Youchnevsky. — Mais, dans la vie, tout ne se fait pas selon la logique. On dit qu'il n'y a point de miracles ici-bas. Et l'an 1812, n'en est-ce pas un? Ce ne fut point une guerre, ce fut un soulèvement de tout un peuple. Nous continuons ce qui a été commencé alors. Ce n'est pas nous qui avons commencé, ce n'est pas avec nous que cela finira.

VII

Excuse-moi, mon cher Youchnevsky, de ne t'avoir pas écrit de Berditchev. Tu sais que je suis paresseux pour écrire et j'attendais une occasion; les lettres expédiées par la poste courent le risque d'être interceptées. Dis à Golitsine que je serai bien aise de le voir, mais non pour parler affaire, sachant d'avance que les conversations demeurent sans résultat.

Tu me demandes ce que je fais; j'écris des rapports de service et m'occupe à régler le pas de mes soldats. Je suis abruti de solitude, car, hormis les hommes de front et les gratte-papiers, je ne connais ni personne ni rien. Je me suis arrangé un réduit d'où je ne sors presque jamais. Ma vie n'est guère plaisante, elle est péniblement vide. Et ma santé n'est guère bonne. Demande au docteur Wolff de m'envoyer de la quinine.

Merci à Bariatinsky de ses Heures perdues de Toultchine. *J'ai appris par cœur la dédicace :*

> *Sans doute il te souvient des tranquilles soirées*
> *Où, par l'épanchement, nos âmes resserrées*
> *Trouvaient dans l'amitié tant de charmes nouveaux* [1].

Et quant à mes « grandes idées », ce n'est qu'une flatterie d'amis. Les grandes idées engendrent aussi de grands actes. Et nos actes, où sont-ils?

Sois heureux, baise pour moi les mains de la charmante Marie Casimirovna, et n'oublie pas ton Pestel.

Lintsy, 5 *septembre* 1824.

P. S. *Réfléchis et demande-toi s'il est bien nécessaire que Golitsine vienne. Parler d'action sans agir, c'est battre l'eau dans un mortier. A toi de décider.*

1. Vers écrits en français par Bariatinsky, poète russe bien connu.

Les termes de cette lettre arrêtèrent d'abord Golitsine. Mais Youchnevsky insista, et Golitsine partit le jour même.

La bourgade de Lintsy, campement du régiment de Viatka, que commandait Pestel, se trouvait à une soixantaine de verstes de Toultchine, dans le district de Lipovetz, du département de Kiev, presque à la frontière du gouvernement de Podolsk. La grande route passait par la vallée du Boug, de Krapivna à Jornitchté, et de là, devenue un chemin vicinal, à travers une forêt épaisse de chênes et de sapins, qui s'étendait sur plusieurs dizaines de verstes, et abritait, tout récemment encore, des haïdamaks et des brigands. Cette forêt aboutissait à Lintsy, derrière lequel s'étendait la steppe aride, parsemée de sparte et de tumuli.

Au sud, la steppe, au nord, la forêt semblaient comme à dessein barrer tous les chemins de ce lieu, abandonné des hommes et de Dieu.

Une soirée automnale. Sans doute, un orage avait passé au loin, et il semblait que, du coup, l'été prît fin, l'air devînt frais, parût l'automne. Il ne pleuvait pas, mais un fort vent humide poussait dans le ciel des nuages sombres, rapides et si bas, que leurs flocons paraissaient accrochés aux cimes des arbres.

Le crépuscule tombait quand le postillon déposa Golitsine devant une vieille maison de briques, à un seul étage, le palais des princes Sangouchko, propriétaires de la bourgade. La maison était inhabitée : les fenêtres étaient condamnées, le pavé de la cour disparaissait sous les bardanes et les orties. Derrière la maison, on apercevait le jardin, avec de grands arbres. Leurs cimes bruissaient lugubrement, une bande noire de corbeaux flottait dans le ciel nuageux, avec un croassement sinistre. Pestel occupait une aile de la maison que lui avait cédée le gérant.

— Veuillez entrer, votre Sérénité, — fit Savenko, l'ordonnance de Pestel, Petit Russien à l'air déluré et bon enfant, venu à la rencontre de Golitsine, et il s'empressa d'annoncer son arrivée.

Une grande pièce sombre, à deux hautes croisées donnant sur le jardin, servait à Pestel de cabinet de travail. Tout un mur, de haut en bas, était couvert de rayons portant des

livres; un bureau encombré de papiers, une immense cheminée-foyer à auvent de briques, comme il s'en rencontre dans les vieilles maisons de seigneurs polonais. Du haut de leurs cadres noircis, les princes Sangouchko, grands-pères et aïeux, semblaient épier d'une mine sinistre tous les mouvements des visiteurs. Cela sentait les souris et l'humidité. Pendant les longues soirées automnales, quand le vent hurle dans la cheminée, que la pluie bat les vitres, que les vieux arbres du jardin gémissent, quelle angoisse doit vous étreindre ici, quelle solitude vous envelopper! « Ma vie n'est guère plaisante, elle est péniblement vide », pensa Golitsine en se rappelant les termes de la lettre de Pestel.

— Avez-vous bien voyagé, prince? Voulez-vous faire un peu de toilette? Voici votre chambre.

Le maître de céans conduisit son hôte dans une chambrette située derrière le cabinet et où lui-même couchait.

— Vous passez bien la nuit chez moi?

— Je ne sais, ma foi, Pavel Ivanovitch. Je suis pressé, je voudrais partir à la nuit.

— Voyons, voyons! Pour rien au monde je ne vous laisserai partir. Voulez-vous souper?

— Merci, je viens de souper à la dernière station.

— Alors, nous prendrons du thé. Le samovar, Savenko!

Il s'efforçait d'être aimable; mais Golitsine sentait qu'il arrivait à contre-temps.

Lorsqu'il rejoignit Pestel dans son cabinet, il faisait presque nuit. Le colonel, blotti dans un coin du canapé, était emmitouflé d'un vieux manteau, en guise de robe de chambre, avait les bras croisés, la tête penchée et les yeux fermés. « En effet, il ressemble à Napoléon, au Napoléon de Waterloo, comme dit Bestoujev », songea Golitsine. Mais la ressemblance n'était pas dans les traits, elle consistait plutôt dans cette lourdeur de pierre, cet assoupissement, cette immobilité du visage.

L'ordonnance apporta la lampe. Pestel jeta un regard sur Golitsine comme s'il venait de se réveiller. C'est alors, à la lumière, que Golitsine vit combien il était changé, amaigri, affaissé.

— Vous ne vous sentez pas bien, Pestel?

— Ma foi, j'ai tout le temps des frissons. C'est la fièvre, sans doute.

— Je vous apporte de la quinine. C'est le docteur Wolff qui vous l'envoie.

— Ah! merci! Donnez, je vais en prendre immédiatement.

Il versa de l'eau dans le verre, y jeta la poudre et, avant de boire, sourit d'un air d'enfant.

— Faut-il boire d'un coup?

— Naturellement.

Il but et fit une grimace.

— Quelle horreur! Et maintenant, passons, d'un coup aussi,. à l'autre horreur. Quelles nouvelles, prince?

Golitsine lui fit part de la délation de Scherwood, de la découverte probable du complot, dit les soupçons visant le capitaine Maïboroda et le général Witt.

Pestel l'écoutait en silence, le regardant d'un œil fixe, les traits toujours figés. Et il semblait à Golitsine, comme il avait semblé jadis à Ryléïev, que l'autre ne le voyait pas, qu'il regardait dans le vide.

— Allons, tout est dans l'ordre des choses, — fit Pestel, lorsque Golitsine eut fini. — Nous avons attendu longtemps, et voilà notre attente réalisée. Entrer dans une conjuration, et croire qu'il n'y aura pas de délateurs est un enfantillage. « Dans chaque complot, sur douze hommes, le douzième est un traître », me disait le vieux Palen, l'assassin de l'empereur Paul; et Palen est passé maître dans ces affaires.

— Que comptez-vous faire, Pavel Ivanovitch?

Pestel haussa les épaules.

— Que faire? Celui qui doit être pendu ne se noiera point. Me voilà depuis six mois m'attendant à tout instant à être arrêté; et je suis toujours là; j'en ai pris l'habitude. On s'habitue à tout. Et ne ressentez vous pas d'ennui, Golitsine?

— Ennui de quoi?

— Mais de la préoccupation de toutes ces choses : les délations, les arrestations, les espions, les « spigons », comme dit mon Savenko.

— Certes, mais comment faire? Toute notre œuvre en dépend.

— Vous croyez donc à notre œuvre?

— Que voulez-vous dire, Pestel?

— Rien, je plaisante, excusez-moi. Mais parlons sérieusement. Quant à Maïboroda, détrompez-vous, messieurs. Pensez-vous que je l'aurais admis dans notre Société, si je n'en étais pas sûr...

— Vous l'avez donc admis?

— A peu près.

— De grâce, Pavel Ivanovitch, soyez prudent!

— Ne vous tourmentez pas, je connais les hommes.

— Vous connaissez les hommes!... et vous ne voyez pas que celui-ci est un gredin fieffé!

— Si, je vois que c'est un gredin; mais peut-être les gredins nous sont-ils plus nécessaires que les honnêtes gens. Ce n'est qu'au jugement dernier que les brebis seront placées à droite et les boucs à gauche; dans cette vallée terrestre, les bons et les mauvais sont confondus dans un seul tas; comment distinguer? Le même homme, gredin dans telle circonstance, est loyal dans telle autre, ou inversement. Les gredins sont bons par cela même que l'on sait ce qu'ils peuvent donner et ce qu'on peut attendre d'eux; quant aux honnêtes gens, allez donc sonder leur conscience. « Quel honnête homme n'est pas digne d'une gifle? » a dit Shakespeare, je crois. Je suis un mauvais chrétien, mais je me rappelle qu'il y a plus de joie dans le ciel pour un seul pécheur qui se repent, que pour quatre-vingt-dix-neuf justes. Ainsi, voilà le général Witt, un pécheur aussi, et qui se repent aussi. Nous ne croyons pas à son repentir... Et si nous nous trompions pourtant? Quarante mille soldats de l'armée sous son commandement, cela compte...

— Que dites-vous là, Pavel Ivanovitch!

— Pourquoi? Ce n'est pas noble? Sans doute, nous ne pensons qu'à la noblesse du geste. Cette obsession du « noble » va nous perdre. La politique est une chose spéciale. En politique, le noble et le vil n'existent pas; il n'y a que ce qui est intelligent et ce qui est bête. Nous avons choisi ce qui est bête : faire la révolution en gants blancs. Il faut tuer, mais personne ne veut le faire de ses propres mains : les gants empêchent le geste, et chacun se dissimule derrière l'autre, et l'on attend. Et l'Empereur survivra à nous tous! C'est

ainsi, Golitsine, la parole et l'acte diffèrent, et il y a loin de la théorie à la pratique. Nous sommes braves, nous sommes prêts à sacrifier notre vie; oui, il est facile de sacrifier sa vie; le difficile est de sacrifier l'honneur, les scrupules de la conscience. Qui veut sauver son âme, la perdra, n'est-ce pas de nous que cela a été dit?

Il baissa les yeux, et quand il les releva, ils brillaient d'une lueur méchante.

— Vous cherchez toujours des traîtres; mais savez-vous qui est le principal traître? Je ne dors plus; je passe les nuits à méditer et voici à quoi j'ai abouti : il ne nous reste d'autre salut que de faire amende honorable au souverain; c'est un homme noble, ou presque noble; nous aussi, nous sommes *presque* nobles : pourquoi ne pas nous entendre, lui révéler tout et le convaincre que le meilleur moyen d'éviter la révolution, c'est de donner à la Russie ce que nous voulons. Je me rendrai à Pétersbourg et je rapporterai tout. Qu'en dites-vous, Golitsine? Serait-ce une infamie, hein?

— Ce ne serait pas une infamie, mais une folie, — répliqua Golitsine.

— Et vous n'avez jamais éprouvé le désir de cette folie? — demanda Pestel.

— Si, je l'ai éprouvé, mais c'est passé.

— Tout à fait?

— Tout à fait.

— C'est dommage. Et moi je croyais que nous la ferions ensemble. En bonne compagnie, la mort même est belle.

— Vous pensiez que je jugerais cela comme une infamie et que j'agirais de concert avec vous?

— Me voilà pris au piège. Je bats la campagne, je m'embrouille, — ricana Pestel, et il dévisagea son hôte avec défi.

— Mais alors, de quoi allez-vous *lui* parler? — reprit Pestel.

— A qui?

— Au souverain. Vous aurez pourtant une entrevue avec lui?

— Qui vous l'a dit?

— Les ouï-dire courent le monde. Et vous n'auriez pas voulu que je le sache?

« Me soupçonne-t-il? Veut-il me sonder? » pensa Golitsine indigné.

— Peut-être je deviens réellement fou, — continua Pestel, et son sourire se faisait de plus en plus sarcastique; — mais les fous ne manquent pas non plus de logique. Eh bien, selon ma logique de fou, il faut prendre l'un ou l'autre parti : supprimer la conjuration, ou supprimer le tsar. Vous ne voulez pas l'un, donc, vous voulez l'autre. Quant à l'autre, nous étions, ce me semble, d'accord, vous en souvient-il, chez Ryleïev?

— Je m'en souviens.

— Et à cette heure, l'êtes-vous?

Golitsine se taisait. Malgré son indignation, il sentait que Pestel était dans le vrai.

— Allons, Golitsine, votre entrevue avec le tsar, au moment où l'affaire est à peu près perdue, c'est net, n'est-ce pas? A moins que vous ne vouliez pas répondre?

— Je ne le veux pas. Cela regarde ma conscience, Pavel Ivanovitch. Permettez donc que j'en sois seul juge, — commença Golitsine en pâlissant, mais il n'acheva pas.

Pestel le dévorait des yeux en silence. « Quel est l'honnête homme qui ne soit pas digne d'une gifle? » se souvint Golitsine, et tout son sang afflua à son visage comme si on l'eût giflé. Pestel avait encore raison, et dans cette raison même gisait l'insoluble, l'obscure, la terrible chose que Golitsine s'efforçait d'écarter de sa pensée depuis des mois : « Tuer, il le faut; mais que ce ne soit pas moi, que ce soit un autre. »

Près du perron tinta la sonnette d'une troïka, Golitsine avait prévu qu'il ne coucherait pas chez Pestel et avait commandé à la station qu'on lui envoyât des chevaux.

— Les chevaux sont avancés, Sérénité, — annonça Savenko.

Golitsine se leva et parut embarrassé : il sentait que son départ ressemblait à une fuite.

— Au revoir, Pestel.

— Où allez-vous?

— Je pars.

Pestel se leva aussi.

— Je vous en prie, Golitsine, restez, — fit-il d'une voix soudain changée et avec un sourire d'une douceur étrange.

— Non, Pestel, notre conversation est inutile et pénible. Vous aviez raison, il n'aurait pas fallu que je vinsse.

— Je vous en prie, Golitsine, restez, — répéta Pestel du même ton, le même sourire étrange sur les lèvres. Golitsine regarda fixement ce sourire et soudain comprit : il y avait dans ce sourire quelque chose de si lamentable que toute sa colère s'évanouit.

— Si je vous ai blessé, pardonnez-moi, Golitsine; pour l'amour de Dieu, ne m'en tenez pas rigueur. Ne voyez-vous pas que dans l'état où je suis, on ne saurait me garder rancune?

Quelque chose trembla dans son visage immobile, comme un masque qui allait tomber.

— A tout péché miséricorde, — ajouta-t-il avec effort, et s'affalant sur le canapé, il se couvrit le visage des mains.

Golitsine resta un moment pensif, sortit dans l'antichambre, héla l'ordonnance et fit renvoyer les chevaux; il revint ensuite vers Pestel, s'assit à ses côtés et lui posa la main sur l'épaule.

— Je répondrai à votre question, Pavel Ivanovitch : je sais ce qu'il faut faire, mais je ne le puis, et que ce soit une infamie, je le sais aussi. Vous le voyez, ma position n'est guère meilleure que la vôtre...

Pestel le regarda, comme s'il venait d'apercevoir pour la première fois son visage.

— Je vous en prie, Pestel, — reprit Golitsine, — répondez, vous aussi, à ma question. Pourquoi m'avez-vous parlé tantôt de votre trahison? Vous saviez bien que je n'y croirais pas. Pourquoi avez-vous fait cela? Me soupçonniez-vous, ou mettiez-vous à l'épreuve mes sentiments?

— Non, Golitsine, ce n'est pas vous, c'est moi que je mettais à l'épreuve.

— Et alors?

— Vous avez raison : je ne l'aurais pas fait. Voulez-vous savoir comment je suis arrivé à cette situation?

— Pestel, vous me le direz un autre jour; cela vous serait pénible à cette heure.

— Croyez-vous que j'en aurai honte? Non, ce n'est rien. Après ce que vous savez sur ma personne, je n'ai plus à rougir de quoi que ce soit...

Il se tut un moment, se recueillit et commença :

— Vous vous souvenez des paroles de Hamlet : « La conscience nous fait tous poltrons. » J'ai reçu une épée d'or pour la bravoure, mais je suis poltron; non pas devant la mort, mais devant la pensée, poltron devant la pensée, poltron devant la conscience. Pour accomplir quelque chose, il ne faut pas trop réfléchir. « L'incarnat de la volonté pâlit quand nous nous mettons à réfléchir. » Cela aussi, Hamlet l'a dit; je me plonge précisément dans la lecture de *Hamlet*. Or, je ne puis ne pas réfléchir. J'aime la pensée sans profit, sans but, j'aime la pensée pour la pensée, la pensée pure. Je ne vis que dans la pensée, et je suis seul dans la vie. Je ne suis ni un scélérat, ni un héros, mais un homme ordinaire, un bon et honnête Allemand [1]. Mais j'aime lire les livres. Je lis, j'écris. J'ai écrit la *Vérité russe* douze ans durant, et j'aurais pu continuer à l'écrire pendant douze années encore [2]. Comme Archimède, je fais des calculs mathématiques dans une ville assiégée. Que tout périsse, pourvu que mes calculs soient exacts! Je dis sans penser : il faut tuer. Et il me semble ressentir qu'il en doit être ainsi; il me semble que je *le* hais; mais quand je pense : pour quelle raison haïr? pour quelle raison tuer? N'est-ce pas un homme ordinaire, pareil à nous tous? un homme comme tous les hommes? Alors je n'ai plus de haine, plus de volonté. Et il en est ainsi toujours de tous mes sentiments. Pas de sentiments chez moi, de la raison seulement. Le cerveau est plein, le cœur est comme une noix creuse!...

— Vous vous calomniez, Pestel, un grand sentiment vous anime.

— Lequel? L'amour de la patrie? Je croyais moi-même l'aimer. Mais non, je ne l'aime pas. Et puis, qu'est-ce que l'amour? Est-ce abandonner son moi, s'identifier avec un autre? Faire que moi ne soit plus moi? Est-ce un truc? Est-ce un miracle de la foi? La logique empêche de croire, empêche d'aimer, c'est deux fois deux font quatre; l'amour, c'est le miracle, c'est deux fois deux font cinq. L'Évangile

1. Pestel était d'origine germanique par son père, mais il naquit en Russie et fut entièrement russifié.

2. La *Vérité russe* servait de catéchisme aux membres de la Société Secrète.

dit : « Aimez, aimez. » Mais comment aimer quand il n'y a pas d'amour? C'est conseiller à l'homme qui se noie de se repêcher lui-même par les cheveux. Méchante plaisanterie! J'ai beau m'évertuer, je n'aime pas. Et plus je m'efforce d'aimer, moins j'aime. Voyons, Golitsine, que faire, en effet, quand il n'y a pas d'amour? Prier Dieu? Croyez-vous en Dieu?

— Je crois en Dieu.

— En quel Dieu? Qu'est-ce que Dieu? On dit : Dieu est Amour. Or, chez nous, à Lintsy, un porc mangea, l'autre jour, la tête d'une enfant de deux ans. La gosse est innocente de tout péché; et le cochon l'est de même; cependant, Dieu est Amour? Mon ami Bariatinsky est un piètre poète, mais il l'a bien dit, mieux que Voltaire :

> En voyant tant de mal courir le monde entier,
> Si Dieu même existait, il faudrait le nier [1].

Vous souvient-il, de ce que je vous disais à Pétersbourg? Ma raison m'affirme que Dieu existe, mais mon cœur le repousse. Il y a assez de malheur sans Dieu. J'ai vu à la bataille de Leipzig les souffrances d'agonie des blessés. Le souvenir de ces horreurs me donne encore, aujourd'hui, la chair de poule. Pourtant, chacun savait qu'un seul cheveu ne pouvait tomber de sa tête sans la volonté du Père céleste. Aussi, après la prise de Leipzig, ayant trouvé dans une pharmacie du poison, je l'achetai, et depuis, je ne m'en sépare plus.

Il ouvrit un tiroir de son bureau, en retira un petit flacon et le montra à Golitsine.

— Voilà la liberté, plus grande, sans doute, que toutes les Républiques, l'affranchissement de tout, et surtout, l'affranchissement de soi-même. Je disais tantôt : de deux choses l'une, supprimer le complot ou supprimer le tsar. Mais peut-être, y aurait-il une troisième solution : s'abolir soi-même. Cicéron croyait que le suicide témoignait d'une véritable grandeur d'âme. C'est dit également dans *Mérope* de Voltaire, vous souvient-il :

> Quand on a tout perdu, quand on n'a plus d'espoir,
> La vie est une honte et la mort un devoir.

1. Ces deux vers sont en français dans le texte.

Oui, mourir avec dignité est le dernier devoir... Croyez-vous de même, Golitsine, à l'immortalité de l'âme?

— Je crois de même à l'immortalité de l'âme.

— J'admets qu'on puisse y croire, mais la souhaiter, cela je ne le comprends guère. On se lasse tellement de la vie qu'il me semblerait que l'éternité ne soit pas assez pour se reposer. C'est comme le sommeil auquel on aspire lorsqu'on est cahoté dans un chariot de poste pendant une journée torride : coucher dans des draps frais, s'étendre, respirer à pleins poumons et s'endormir...

Il ferma les yeux, s'accouda au bureau, pencha la tête et la pressa de ses mains.

— Que voulais-je dire? Attendez, quelque chose de grave, et que cependant j'ai oublié; j'oublie tout. C'est ma fièvre, sans doute, qui embrouille mes pensées... Voici vingt ans que je garde le silence et je me mets soudain à parler. Je vous parle, Golitsine, parce que vous savez écouter. C'est difficile d'écouter, plus difficile que de parler, et vous savez écouter. Quand vous regardez ainsi, à travers vos lunettes, vous ressemblez à un docteur ou à un bon pasteur luthérien... Quoique je sois Allemand et luthérien, j'aime le culte orthodoxe, l'encens, les chants. Lorsque je me promène dans la laure de Kiev, j'envie toujours l'existence des moines. *O, beata solitudo, o, sola beatitudo!* Après la révolution, je me retirerai dans la laure et je me ferai ermite. Sérieusement, je finirai ainsi... Mais il ne s'agit pas de ça...

Il s'arrêta, frotta son front avec la main, fit une grimace désolée d'enfant, comme il avait fait tantôt, en avalant la quinine.

— Vous devriez vous coucher, Pestel, vous êtes malade, — dit Golitsine.

— Ce n'est rien, un peu de fièvre, Les pensées n'en sont que plus claires, bien qu'elles s'embrouillent. Voulez-vous du thé?.. Ah, m'y voilà enfin! Connaissez-vous le *Catéchisme* de Mouraviov?

— Oui.

— C'est bizarre. Mouraviov croit que nous allons contre le tsar avec le Christ, et le tsar pense qu'il lutte contre nous avec le Christ. Avec qui donc est le Christ? Ou bien n'est-il

avec personne? « Mon royaume n'est pas de ce monde. » Et alors que fait-on de la Cité de Dieu? Il y a là quelque chose qui cloche. Ne serait-il pas mieux de concevoir tout simplement les choses à ma façon : les popes sont des fonctionnaires, la politique est la Cité humaine, et tout est dit? Mouraviov voudrait propager, paraît-il, son *Catéchisme* dans le peuple; il se met toujours en peine du peuple, des humbles de ce monde. Or, le peuple n'y comprendra goutte. Au fait, qu'est-ce que le peuple? Je présume qu'il sera toujours ce que les individualités voudront qu'il soit. Vous me direz que c'est de la mauvaise démocratie? Peut-être, mais on ne doit pas en parler tout haut... A propos, Golitsine, pensez-vous que Mouraviov pourrait tuer?

— Je crois qu'il le pourrait.

— C'est surprenant! Il aime tous les hommes, il aime ses ennemis; il semble qu'il ne causerait aucun mal, même à un moucheron, et cependant il peut tuer! Il tuera en aimant. Napoléon disait : « Un homme comme moi ne fait nul cas de la vie de millions d'hommes. » Ceci est compréhensible et simple, trop simple, et presque stupide. On dit que je me pose en Napoléon. Mais je n'aurais pas osé dire cela, et si je l'avais dit, je ne m'en serais pas vanté. N'importe, c'est compréhensible. Mais tuer en aimant? Perdre son âme pour la sauver, est-ce ainsi?... Lisez-vous l'allemand?

— Oui, je lis l'allemand. Mais, Pestel, dans quel but?

— Si, si, écoutez.

Il ouvrit un grand livre étalé sur le bureau; c'était une vieille Bible de Luther à gros fermoirs de cuivre.

— Je ne fais que lire la Bible, maintenant; Shakespeare et la Bible. On prétend que quiconque lirait attentivement la Bible en deviendrait fou. C'est peut-être aussi la cause de mon égarement. Écoutez : « Pourras-tu pêcher le Léviathan avec un hameçon? Mettras-tu un jonc dans ses narines? ou perceras-tu ses mâchoires avec une épine? Il est couvert d'écailles magnifiques comme d'un bouclier; la force est dans son cou et la terreur marche devant lui. Il n'y a rien sur la terre qui lui puisse être comparé. Il est roi sur les plus fiers animaux [1]. » Le Léviathan était dans Napoléon lorsqu'il disait :

1. Job. — Bible.

« Je ne fais nul cas de la vie de millions d'hommes. » Et il était dans le porc qui mangea la tête de la gosse. Est-ce là le sommet des voies de Dieu? Il y a bien de quoi devenir fou! Le philosophe anglais Hobbes nommait son royaume « Léviathan », et saint Augustin avait baptisé le sien : « Cité de Dieu. » Mon maître, Monsieur von Seidel [1], croyait, lui, que Léviathan c'était la bête de l'Apocalypse. Comment savoir où est Dieu, où est la Bête? Tout est inextricablement emmêlé. Cela ne signifie t-il pas : tuer sous les auspices de Dieu, tuer en aimant, dites?...

— Non, Pestel. Pourquoi persiflez-vous? Au fond, pourquoi, pourquoi vous tourmentez-vous?

— Je ne persifle pas, Golitsine, je me tourmente seulement, ou quelqu'un me tourmente et me tue en m'aimant... Plutôt, quelque chose d'essentiel échappe à mon entendement. Mouraviov a dit un jour en parlant de moi : « Il y a de ces choses qui ne sauraient être comprises que par le cœur, et qui resteront toujours une énigme insoluble même à l'intelligence la plus sagace. » Je ne comprends rien par le cœur, je suis bête par le cœur. Et Mouraviov a un cœur intelligent. Je pourrais aimer Mouraviov... Dites-lui cela quand vous le verrez. Lui, ne m'aime pourtant pas?...

— Il ne vous aime pas, parce qu'il ne vous connaît pas.

— Et vous, me connaissez-vous?

— Je vous connais. Je vous connais maintenant.

Golitsine sourit, Pestel sourit aussi, et ce sourire transforma son visage qui devint soudain jeune, beau, comme si un masque figé venait, en tombant, de découvrir ses véritables traits vivants.

— Vous-même, vous ne vous connaissez pas, Pestel, — reprit Golitsine; — vous et Mouraviov vous êtes très différents l'un de l'autre, et cependant bien plus semblables que vous ne le croyez.

— Je pourrais donc tuer aussi en aimant?

— Non, vous ne le pourriez pas. Ce n'est pas un autre homme que vous pourriez tuer, c'est vous-même que vous tuez. Vous avez déjà presque perdu votre âme pour la sauver... Écoutez.

1. Von Seidel avait été le professeur de Pestel à Dresde; le maître, comme son élève, était luthérien et « grand mystique »

Golitsine prit la Bible, ouvrit l'Évangile de Jean et lut :

« Quand une femme accouche, elle a des douleurs, parce que son terme est venu, mais dès qu'elle est accouchée d'un enfant, elle ne se souvient plus de son travail, dans la joie qu'elle a de ce qu'un homme est né dans le monde. De même, vous êtes maintenant dans la tristesse. Mais votre cœur se réjouira... [1] »

Pestel se taisait et souriait, mais son visage était devenu si pâle que Golitsine craignait qu'il ne perdît connaissance.

— Allons, il est temps de dormir, Pavel Ivanovitch. Je pars demain à la première heure.

Golitsine appela l'ordonnance et commanda de tenir prêts les chevaux dès l'aube du jour.

— Où allez-vous? — demanda Pestel.

— Au camp Lestchine, près de Jitomir. Là se tient le rassemblement du Tribunal de Vassilkov et de la Société des Slaves unifiés.

— Pourquoi ce rassemblement?

— On va décider à quel moment commencer...

— Et vous croyez qu'ils vont commencer?

— Je le crois.

— Comme deux fois deux font cinq? — ricana Pestel.

— Je ne sais, — répliqua Golitsine; — vous dites vous-même qu'il ne faut pas trop réfléchir pour agir.

— Et s'ils commencent, voulez-vous que nous soyons de concert? — demanda Pestel.

— Je veux bien, — répondit Golitsine.

— Dites-leur alors de commencer et vous pouvez leur affirmer que nous ne nous ferons pas attendre. Puis, revenez chez moi après la réunion; je voudrais vous voir encore.

— Je tâcherai.

— Non, promettez-moi que vous viendrez.

— Bien, Pestel, je vous en donne ma parole.

— Eh bien, merci, merci de tout! Bonne nuit, Golitsine.

Le maître s'allongea sur le canapé du cabinet et céda son lit à son hôte. Golitsine eut beau démontrer que le repos était plus nécessaire à un malade, Pestel demeura intraitable.

Dans cette chambre à coucher pendait au mur l'épée d'or

1. Év. selon saint Jean, ch. XVI, 21-22.

que Pestel avait reçue pour sa bravoure à Borodino. Il s'y trouvait aussi un coffre forgé à grosse serrure. Golitsine se disait que ce coffre devait abriter la *Vérité russe.*

La chambre à coucher n'avait qu'une porte donnant sur le cabinet. A 5 heures du matin, l'ordonnance Savenko entra chez Golitsine les pieds nus, à pas de loup. Il le réveilla en le touchant légèrement à l'épaule, lui présenta un verre de thé et lui annonça dans un chuchotement que les chevaux étaient prêts; puis, pendant que Golitsine s'habillait, il lui communiqua que « Sa Noblesse, monsieur le lieutenant-colonel, avait ordonné qu'on le réveillât pour prendre congé du prince, mais que cet ordre était fâcheux, parce que voici la première nuit qu'il daignait dormir si bien ». Il communiqua aussi ses alarmes touchant les « spigons » et le capitaine Maïboroda. Évidemment, il aimait son maître et prenait grand soin de lui.

L'ordonnance sortit pour déposer la valise dans la calèche. Golitsine entra dans le cabinet, s'efforçant de marcher aussi doucement que Savenko. Pestel dormait sur le canapé. En passant près de lui, Golitsine s'arrêta, et le regarda. Dans la lueur terne du matin, son visage était blême comme celui d'un mort; les sourcils fins se fronçaient de temps en temps, comme si dans le sommeil même des pensées pleines d'angoisse s'obstinaient à le persécuter.

Golitsine se baissa et l'embrassa doucement au front. Les paupières du dormeur frémirent. Golitsine craignit qu'il ne se réveillât; mais il sourit seulement, sans ouvrir les yeux, et de nouveau, dans son sommeil, ce sourire éclaira son visage qui devint, comme la veille au soir, merveilleusement jeune et beau.

D. MEREJKOVSKY

(Traduction HALPÉRINE KAMINSKY.)

(*A suivre.*)

LA GRANDE PITIÉ DES ÉGLISES D'ANGLETERRE

« *La façade du Temple était recouverte du haut en bas d'inscriptions étranges, de lettres bleues et blanches qui sautaient aux yeux* : « *Pour faire votre salut, montez au premier et tournez à droite... Les Conversions les plus rapides de Londres, par les experts les mieux avertis!... Devenez Chrétien sans nuire à vos occupations actuelles!... Au programme ce soir, les Évêques les plus amusants, sans augmentation de prix!...* »

Quel est donc l'être impie qui ose ainsi accabler de ses sarcasmes blasphématoires la vieille et respectable Église d'Angleterre? serait-ce un étranger jaloux des glorieuses institutions britanniques?

— Nullement; c'est un Anglais de pure race, le grand écrivain H. G. Wells. Dans son roman *The Sleeper Awakes* (*le dormeur se réveille*), qui se passe en l'an 2120, il nous décrit l'Église anglicane parvenue au terme normal de son évolution. Les phrases précédentes ne sont que l'expression humoristique de ses convictions profondes.

Vingt ans se sont écoulés depuis la publication de ce roman. A-t-on pu relever dans le Royaume-Uni des symptômes de décadence religieuse qui confirmeraient la thèse de Wells? Il semble bien que oui.

L'Anglicanisme agonise. Tout récemment, il a cessé d'être la religion officielle du Pays de Galles. Dans l'Angleterre proprement dite, où pendant trois siècles il avait dominé, d'abord par la terreur, puis par la force de l'habitude, et résisté victorieusement aux attaques des sectes dissidentes,

il a fini par recevoir le coup mortel : aujourd'hui, à l'hostilité haineuse du bas peuple, gêné par la religion dans ses jouissances bestiales, s'est ajouté l'indifférentisme des classes moyennes.

La vieille Église nationale a perdu l'un après l'autre les privilèges qui étaient sa raison d'être. Elle s'étiole; pleine d'angoisse, elle se sent mourir. Elles ont dû, l'une après l'autre, fermer à jamais leurs portes, les grandes églises de la Cité de Londres, autrefois trop petites pour contenir la foule respectueuse qui venait y prier! Leurs épaisses murailles et leurs voûtes élevées ont perdu le souvenir de l'écho assourdi qui naissait sous les pas craintifs des fidèles! Elles ne sont plus habitées que par les morts qui s'y étaient fait construire un tombeau, dans l'espoir insensé de vivre toujours dans la mémoire des hommes. — Et voilà qu'on parle de tout détruire! Les vieilles églises occupent inutilement une place précieuse! Place au progrès! Bâtissons des entrepôts! Élevons des manufactures! Il y en a déjà sur les emplacements des anciens cimetières : les innombrables morts anonymes de la Peste de 1665, enfouis pêle-mêle dans les grandes fosses communes de Bunhill, sentent peser sur leurs vieux os d'immenses usines qui troublent leur repos. Les morts illustres enfouis sous les dalles des églises dormiront bientôt sous des banques ou sous des magasins!

Pour éviter la désertion totale de leur église, beaucoup de prêtres anglicans s'ingénient à rendre les offices aussi attrayants que possible. Ils attirent leurs paroissiens par d'alléchants programmes, qui comportent peu de « numéros » religieux. Et ainsi, la sinistre prophétie de Wells commence à se réaliser. L'Anglais va de moins en moins à l'église pour son édification personnelle. Il y va par snobisme ou pour se distraire.

Dans les grandes cathédrales historiques de Londres, il y a généralement aux services une foule énorme, non de fidèles, mais de spectateurs. Sur le parvis de Saint-Paul, le dimanche matin, les badauds consultent le programme musical de la journée : s'il est intéressant, ils entrent, s'installent confortablement, et écoutent d'un air béat. Mais la montée en chaire du prédicateur est le signal d'une fuite

éperdue : pris de panique, les assistants qui somnolaient, bercés par des flots d'harmonie, se lèvent précipitamment et se ruent vers la sortie; c'est un indescriptible brouhaha, qui dure parfois près de cinq minutes. En vain des écriteaux placés sur les murailles et des prospectus déposés sur chaque siège, prient les auditeurs de quitter la cathédrale pendant l'exécution des hymnes, et d'éviter par leurs allées et venues de troubler le silence des méditations, ou la gravité lente des sermons; le citoyen britannique en veut pour son argent; il a donné à la quête un penny pour s'amuser et il restera jusqu'à la fin de l'audition musicale!

A Westminster, la tenue est plus correcte, mais les fidèles aristocratiques semblent être venus pour étudier les toilettes féminines, ou simplement pour faire remarquer à leurs voisins qu'ils assistent, eux aussi, aux offices de l'antique abbaye. Beaucoup d'Américains dans l'assistance : leur grand plaisir est de remettre le plus ostensiblement possible un billet de banque dans la bourse élégante que leur présentent les quêteurs raides et compassés dans leur robe noire. Sur toutes les figures, la résignation, ou l'ennui. Ombres de Cromwell et de Milton, qu'en dites-vous?

Mais, dans les petites églises qui ne sont ni assez vieilles, ni assez belles pour attirer les touristes, et où, faute d'argent et de musiciens, le « Vicar » ne peut constituer d'orchestre, il faut trouver moyen de faire venir le peuple en lui promettant toujours des distractions nouvelles. Qu'on pousse légèrement à l'absurde la manie spectaculaire de certaines églises anglicanes, et on constatera l'exactitude du tableau tracé par Wells.

Dans le West-End londonien, la présence de nombreux théâtres et cinémas rend la concurrence impossible. Plusieurs prêtres anglicans ont alors transformé leur église en un centre de réunions agréables pour le public cultivé : on y donne des conférences très suivies sur des sujets littéraires ou artistiques. Beaucoup de gens, ayant pris l'habitude de venir à l'église pour entendre les conférenciers, en reprennent volontiers le chemin pour assister aux offices. — Mais, dans l'East-End, où vit un peuple primitif qui ne songe qu'aux plaisirs de la bête, il a fallu trouver autre chose. Le « Vicar » de North Camberwell, quartier sordide perdu dans les docks

et les usines à gaz qui s'étendent à l'infini le long de la Tamise, a su, pendant le dernier carême, réunir une nombreuse congrégation dans son église de Saint-Barthélemy. En guise de sermon, il montra à ses fidèles, sous forme de tableaux vivants, les différentes scènes de la Passion. La troupe d'acteurs était composée de paroissiens zélés, vêtus d'oripeaux confectionnés avec de vieux tapis et de vieilles nappes, pour représenter les habits orientaux. L'ingénieux pasteur vit le nombre de ses fidèles passer d'un seul coup de vingt à plus de quatre cents.

En province où les distractions sont moins nombreuses, la foule n'est pas si difficile à contenter. Pourtant, il faut donner de temps en temps des soirées de gala dans l'église pour ranimer la piété toujours défaillante de la communauté. Dans l'église paroissiale de Wooton, près d'Oxford, un mystère intitulé *le Miroir des Ames* a été représenté dernièrement avec succès. La scène était séparée de l'autel par un rideau sur lequel était peint le parvis d'une église; mais à l'apothéose, ce rideau fut levé, révélant, dans la pénombre mystique, l'autel couvert de lumières vacillantes. Ce sermon en action fit plus pour le maintien de l'anglicanisme dans la région que les visites pastorales des évêques les plus populaires.

On ne s'étonnera plus, après cela, d'apprendre que certains journalistes discutent sérieusement la question des vestiaires dans les églises. Si cette innovation pratique est adoptée, les gens distraits ne sauront plus s'ils entrent au théâtre ou dans la Maison de Dieu.

De pareilles représentations sont difficiles à organiser, mais elles sont déjà suffisamment fréquentes, pour que dans une grande ville on puisse toujours trouver une église où passer un dimanche fort peu religieux. Pour attirer les fidèles, les prêtres actifs doivent trouver chaque semaine quelque chose d'inédit ou de sensationnel. Autrefois l'annonce d'un évêque en costume d'apparat suffisait à faire recette. Actuellement il faut mieux. Un simple programme musical ne plairait pas si les artistes n'avaient rien qui les signalât particulièrement à l'attention des badauds! Mais si le « Vicar » peut annoncer qu'un « petit prodige » de moins de douze ans jouera du violon pendant les offices, ou que l'orgue sera

tenu par un enfant de dix ans, il y aura foule. Récemment la grande presse annonça que « Master K..., ex-second violon de l'orchestre de la Société dramatique de Covent Garden », se ferait entendre pendant le service du soir dans une église de la banlieue de Londres. Un public nombreux répondit à cet appel. Le *Vicar* se frottait les mains : hélas, il avait commis l'imprudence de placer le jeune musicien derrière les fidèles, de sorte que ceux-ci tournèrent le dos à l'autel pendant la plus grande partie de l'office! Ils étaient venus pour entendre le « petit prodige » dans son répertoire, et non le prêche du *Vicar*!

On voit en somme qu'il faut peu de chose en Angleterre pour attirer le public : toute nouveauté, si insignifiante soit-elle, suffit à faire salle comble. Si nous étions aussi irrévérencieux que Wells, nous suggérerions à plusieurs *Vicars* à la recherche d'idées originales, de faire quêter par des boxeurs ou des footballers en renom : plus ne serait besoin d'interpeller les passants pour les décider à entrer!

Pauvre Église anglicane! Elle doit non seulement lutter contre l'incrédulité de la masse, mais il lui faut encore se défendre contre les attaques des Dissidents! Ceux-ci lui reprochent de ne pas s'être modifiée depuis le XVIe siècle, alors que la principale caractéristique du protestantisme anglais est une évolution continuelle. Les Anglicans « modernistes » demandent eux aussi la revision des trente-neuf articles, qui sont les fondements de l'Église nationale : de nombreux candidats à la prêtrise refusent, par scrupule de conscience, d'accepter des dogmes si archaïques, et passent dans les Temples non-conformistes; or, il y a en ce moment quatre mille postes de « Curates » sans titulaires.

Les féministes, toutes-puissantes dans l'Angleterre contemporaine, veulent également modifier à leur convenance les formules désuètes du Livre de Prières, surtout celles du mariage : elles veulent bien laisser subsister la promesse du mari « de doter sa femme de tous ses biens terrestres », mais elles se refusent à prononcer la promesse de l'épouse « d'obéir à son mari ». Le rituel de l'Église épiscopale en Amérique a déjà été changé dans ce sens; il en sera sans doute de même en Grande-Bretagne.

Malgré tout, ces attaques contre les dogmes sont assez rares. Les Puritains des temps jadis avaient fait deux Révolutions, l'une sanglante, l'autre pacifique (1688), pour obtenir le droit d'adorer Dieu à leur manière; aujourd'hui les formes de la religion ne passionnent plus personne, sauf dans l'Ulster où ce ne sont que des prétextes à manifestations politiques. Les attaques contre le clergé anglican sont plus fréquentes. On reproche aux prêtres d'avoir tous les défauts des bureaucrates et des fonctionnaires, de vendre de la religion le plus cher possible, et de faire leur métier sans goût ni zèle. Souvent, ces attaques prennent une forme personnelle très déplaisante : elles sont particulièrement âpres dans les petites villes, car il s'y mêle des querelles de coteries. Il arrive parfois qu'un malheureux *Vicar* soit traqué, persécuté par ses fidèles, et même insulté en pleine église : à Blackpool, un prêtre anglican est interrompu au milieu de son sermon par un auditeur qui, au milieu des rires, lui demande « si ses relations avec sa femme sont harmonieuses ou non » (*sic*). Un *Vicar* combatif se voit reprocher de n'avoir pas l'esprit chrétien. Un *Vicar* doux et résigné se fait accuser de connivence avec les ennemis de la religion. Que faire?

Et encore s'il n'y avait que quelques paroissiens grossiers à combattre! — Mais, depuis que, par mesure d'économie, on a sécularisé les chœurs en faisant appel aux amateurs, les *Vicars* essayent de concilier dans l'élaboration de leurs programmes les goûts souvent contradictoires des exécutants bénévoles. Si l'on impose à ceux-ci un hymne qui choque leur sensibilité musicale, ils menacent de faire grève; ils passent quelquefois des menaces aux actes, comme ce fut le cas récemment dans une église de la banlieue de Londres; cela fit d'ailleurs une grosse réclame à l'église : c'était nouveau, original, et nombreux furent les badauds qui par curiosité assistèrent aux offices de l'église « où il y avait une grève ».

***

Les deux tendances opposées, qui depuis la fin du XVIIe siècle déchirent l'Église anglicane, hâtent maintenant sa décadence.

La Haute-Église se rapproche de plus en plus du catholicisme : elle en est déjà très proche, et certaines conversions retentissantes de hauts dignitaires anglicans sont significatives. A Pâques on voit serpenter dans les rues les plus affairées de Londres de longs cortèges qui, de loin, ressemblent beaucoup à des processions catholiques : ils sont organisés par la Haute-Église anglicane, qui, en se montrant très stricte sur les questions de dogme, et sur l'observance des devoirs religieux, est parvenue à grouper autour d'elle un petit nombre de sectateurs résolus. Ceux-ci sont instinctivement portés par leurs sympathies et leurs goûts vers l'Église romaine, mais une fausse honte, jointe à un patriotisme mal compris, et surtout à un sentiment aristocratique — car en Angleterre l'Église catholique est avant tout l'Église des petits et des pauvres — les retient dans le giron de la moins protestante des églises réformées. Si l'on pénètre dans une vieille cathédrale de la Haute-Église (par exemple la « cathédrale du Christ et de la Vierge » à Chester), on est frappé par le cérémonial tout catholique des offices, la splendeur de la décoration intérieure, la profusion des inscriptions latines et le recueillement de la foule. Sur la porte d'entrée, une affiche rappelle d'ailleurs à l'ordre les visiteurs bruyants : « Ami, qui es venu dans cette église, ne la quitte pas sans une prière. Quiconque entre dans une maison n'ignore pas celui qui y habite : ceci est la Maison de Dieu, et il est présent. »

C'est surtout dans la Haute-Église qu'a éclaté la grande crise de mysticisme, née de la guerre. Les manifestations de ce mysticisme, déconcertant chez un peuple aussi positif et terre à terre que le peuple anglo-saxon, deviennent de plus en plus fréquentes. Dans plusieurs cathédrales anglicanes, le visiteur tombe en arrêt devant une table qui porte une énorme mappemonde : un écriteau invite les croyants à prier pour les êtres chers qui vivent à l'étranger ou dans les colonies; pour que la prière soit exaucée, il faut toucher du doigt sur la carte du monde le pays où se trouve l'être aimé. — Dans la plus vieille église d'Ilford, des paroissiens croient voir des anges agenouillés de chaque côté de l'autel pendant la Communion du prêtre, et racontent leurs visions aux journalistes, à l'affût du sensationnel. A Aberdeen, un

dignitaire de l'Église épiscopale entreprend de guérir les malades par l'imposition des mains et une invocation à la Providence. Il obtient ainsi plusieurs guérisons immédiates qui soulèvent un extraordinaire enthousiasme.

Cependant, malgré les efforts des évêques et des gentilshommes de vieille souche, obstinément attachés aux anciens rites anglicans, conservés par la Haute-Église dans leur intégrité, beaucoup d'Anglais retournent au Catholicisme, qui seul apporte le repos à leur esprit avide de certitude. Les « Papistes » font d'ailleurs une propagande très adroite dans le Royaume-Uni; ils ont adopté les procédés de leurs adversaires, tenant ainsi compte de la mentalité spéciale du peuple anglo-saxon. Il n'est pas rare de voir à Hyde-Park, sous les auspices de la « Mission Catholique de Propagande en Plein Air », un Dominicain en robe discuter calmement avec les passants, tandis qu'un peu plus loin, des illuminés racontent au public leurs visions nocturnes, en soulignant les passages les plus incohérents de leur harangue par des contorsions d'épileptiques. Le long martyre des catholiques irlandais a également impressionné les esprits sincères, et déterminé de nombreuses conversions dans les âmes éprises d'idéal.

***

Tandis que la Haute-Église devient de jour en jour plus aristocratique et plus fermée, la Basse-Église se démocratise et s'ouvre toute grande vers l'avenir. Elle élargit libéralement les dogmes et les règles, et tend à englober toutes les sectes « chrétiennes » (dans le sens le plus large du mot). Elle encourage indistinctement la propagande religieuse, quelle qu'en soit l'origine. Elle favorise la distribution de tracts dans les rues et dans les gares : le voyageur étonné trouve souvent à sa place dans les compartiments de troisième classe un papier imprimé où, on lui rappelle charitablement que le train peut dérailler, et qu'il est à la fois prudent et avantageux de devenir immédiatement chrétien par la pensée, afin d'être prêt, s'il y a lieu, à comparaître devant le souverain Juge.

La Basse-Église prête aussi son concours aux œuvres sociales à caractère religieux : les Boy-Scouts qui recueillent et embrigadent les enfants des rues, les Church-Lads qui groupent les fils de la petite bourgeoisie, les Associations chrétiennes de Jeunes gens et de Jeunes filles (Y. M. C. A. et Y. W. C. A.), groupements internationaux riches et puissants qui forment dans toutes les villes des clubs merveilleusement organisés, — et enfin la fameuse Armée du Salut, la plus étrange manifestation de la mentalité à la fois belliqueuse et pacifiste des peuples anglo-saxons. C'est une armée, qui malgré son attirail guerrier ne veut tuer personne. Elle en veut surtout aux âmes et aux oreilles des gens, et seules les âmes endurcies et les oreilles très dures peuvent résister aux orchestres salutistes!

Les défilés de l'Armée du Salut ont un aspect fort peu rassurant. En tête vient le drapeau : il est de couleur bleu sombre, avec au centre une étoile rouge dans laquelle sont inscrits ces mots « Sang et Feu ». Puis viennent les musiciens, qui s'époumonnent dans d'énormes instruments de cuivre. Enfin arrive le gros de l'armée, composé généralement de « soldates » très maigres. Sur les flancs de la colonne, on vend un journal intitulé *le Cri de Guerre.* — Malheur à vous, si sur votre figure aucun trait ne décèle le chrétien convaincu! Une guerre sans merci est aussitôt déclarée au démon qui loge dans votre corps. Et s'il ne déguerpit pas au plus vite, alors, adieu le repos. *An Englishman's house is his castle,* dit un proverbe connu : mais aucune muraille n'est assez épaisse pour résister au zèle des nouveaux Croisés.

Toutefois, si l'on parvient à se débarrasser de la fâcheuse impression première que donnent ces procédés de cirque ambulant, on reste confondu d'admiration devant la grandeur de l'œuvre sociale accomplie. L'Armée du Salut remplit en Angleterre le rôle que remplissent dans le monde catholique les sœurs de charité et les missionnaires. Dans un pays où le gouvernement se désintéresse des œuvres d'assistance, les Salutistes ont dû fonder des asiles, des refuges, des hôpitaux, des cantines populaires, dont l'incontestable utilité se fait particulièrement sentir dans la crise actuelle.

Les prêtres de la Basse-Église coopèrent assez volontiers

avec les Salutistes. Plusieurs même se lancent intrépidement dans la lutte contre le vice. Le *Vicar* d'une église du West-End a tout dernièrement annoncé l'intention d'aller, à la tête de ses paroissiennes, troubler les orgies scandaleuses des « Clubs de Nuit » de Piccadilly, et il a aussi entrepris d'organiser dans le quartier une surveillance discrète pour dénoncer à la police les marchands de cocaïne. L'Armée du Salut ne ferait pas mieux.

Ainsi, de plus en plus, la Basse-Église se rapproche du peuple; elle cherche à le guider même dans ses amusements. Il y a quelques mois un *Vicar* de Norwich alla inaugurer un nouveau cinéma, et il engagea ses paroissiens à s'y rendre régulièrement, car le propriétaire l'avait assuré qu'il ne laisserait passer aucun film immoral. — Horreur! crièrent les dignitaires de la Haute-Église. Qu'est devenu l'isolement superbe de l'Église Établie, si longtemps maîtresse des destinées des citoyens britanniques! Se mêler aux viles réjouissances de la populace! Fi donc!

En effet, si l'on se place au point de vue de l'anglicanisme pur, il est certain que l'attitude trop largement tolérante de la Basse-Église profite aux sectes Non-Conformistes! Les fidèles dont l'esprit simple et logique est choqué par le mélange d'une doctrine réformée et d'un cérémonial catholique, passent au protestantisme dissident le plus rigide, le méthodisme. Mais le puritanisme étroit ne suffit plus à de nombreux exaltés; ils deviennent des adeptes de la « Science chrétienne » (*Christian Science*). Plusieurs sectes poussent à l'extrême les théories de la soumission complète aux événements qu'ils croient d'origine divine. Ainsi les membres de la secte qui s'intitule « le peuple particulier » (*Peculiar People*) refusent de faire venir le médecin quand ils sont malades : s'ils souffrent, c'est que Dieu l'a voulu; si le médecin atténue leurs souffrances, il va contre les desseins de Dieu; par conséquent, c'est un suppôt du démon, qu'un vrai chrétien doit éviter à tout prix. Dernièrement, les évêques de la secte ont canonisé un de leurs fidèles, mort à Brentwood (Essex) après six semaines de cruelles souffrances, pendant lesquelles il avait gardé assez de lucidité pour interdire à ses proches de solliciter l'intervention du docteur et pour

repousser de ses lèvres les potions calmantes qu'on voulait lui faire boire. Le « Coroner », magistrat chargé de mener une rapide enquête sur les circonstances de tous les décès, est très embarrassé par de pareils cas. Il ne sait jamais s'il doit rendre le verdict : « Mort pour cause naturelle », ou « Mort causée par insanité temporaire ».

Enfin, il n'est pas jusqu'aux Israélites qui n'aient profité de la débâcle anglicane : beaucoup, dont les pères s'étaient convertis par prudence à la religion officielle, reviennent maintenant aux vieilles croyances ancestrales. La « Mission chrétienne aux Hébreux », qui prêche l'apparition prochaine d'un nouveau Messie, a fait de nombreux adeptes ces dernières années. Les Israélites anglais vivent du reste à l'écart dans les ghettos des grandes villes. Ils se mêlent peu au reste de la population. On les laisse vivre en paix; l'antisémitisme est inconnu en Angleterre, bien que certaines annonces de journaux, où les propriétaires d'appartements à louer déclarent qu'ils ne veulent « ni animaux, ni enfants, ni Juifs », laissent à penser que certains « True-born Englishmen » ne se consolent pas de voir croître et prospérer à leurs côtés une race plus active et plus intellectuelle que la leur.

***

Ce qui différenciera surtout, aux yeux des historiens de l'avenir, l'Angleterre d'après-guerre de l'Angleterre Victorienne, c'est la rapide décadence du christianisme dans les milieux intellectuels et parmi les ouvriers. En quittant sans espoir de retour l'Église Établie, nombreux sont ceux qui repoussent définitivement toute religion dont la Bible est le fondement. Mais l'âme anglo-saxonne est ainsi faite qu'elle ne peut pas rester longtemps incrédule ou sceptique : elle sent vite le besoin de se raccrocher à une croyance quelconque. Le libre penseur anglais n'est pas un agnostique : c'est un homme qui s'est créé sa propre religion.

Les femmes deviennent des adeptes de la Théosophie, dont les doctrines pseudo-scientifiques satisfont leur goût instinctif du mystérieux et du surnaturel. Les hommes deviennent des fanatiques de l'athéisme. Certaines munici-

palités révolutionnaires, comme celle de Stratford, dans la banlieue de Londres, patronnent des conférences contre le christianisme. Les mânes des grands hommes de l'époque Victorienne doivent en frémir d'horreur! Il y a vingt ans, aucun Anglais « respectable » n'aurait osé avouer son hostilité à la religion révélée : s'il l'avait fait, tout le monde se serait écarté avec horreur de ce monstre affreux.

Dans les villes importantes, se sont élevés, ces dernières années, des « Temples de l'Humanité », que fréquentent les admirateurs de la pensée d'Auguste Comte. Les membres enthousiastes de la « Ligue pour la Société des Nations » les fréquentent volontiers, et un brillant avenir est dès maintenant assuré à ces temples laïques.

Toutefois, ces religions philosophiques ont encore peu de fidèles. Elles sont trop abstraites pour les cerveaux britanniques. Or, depuis deux siècles, la politique est devenue la préoccupation dominante des esprits moyens; elle s'est petit à petit glissée dans la religion, a tenté avec persévérance de s'y substituer; et la voici arrivée à son apogée; déjà, elle a pu chasser Dieu de plusieurs temples. L'Église de la Fraternité, à Hackney, offre à ses habitués, en guise de service religieux, des conférences travaillistes. A une époque, M. Lloyd George dut recommander à tous les ministres du culte de ne pas attiser les passions politiques et d'éviter de mentionner dans leurs sermons les questions brûlantes. Le dimanche suivant, à Liverpool, ville ultra-conservatrice, deux pasteurs, en manière de défi, prêchèrent sur le martyre de l'Irlande : l'un était le ministre d'une église unitarienne, c'est-à-dire appartenant à la plus avancée des sectes protestantes, selon laquelle, Dieu étant un pur esprit, Jésus-Christ n'est qu'un « homme divin ». L'autre était le ministre d'une chapelle indépendante : anarchiste convaincu, cet étrange pasteur instituait des débats, qui se terminaient invariablement par le vote unanime d'une adresse de blâme au gouvernement. Les prières à l'« Esprit divin », improvisées, selon la coutume, les yeux fermés, tendaient de même à attirer des malédictions terribles sur la tête des ministres conservavateurs. Cette chapelle extraordinaire était surveillée par la police, ce dont le pasteur se faisait gloire.

Mais c'est au parti communiste qu'il était réservé de constituer une religion politique cohérente, bien organisée, et susceptible de retenir ses fidèles depuis leur petite enfance jusqu'à leur mort. Le parti communiste est essentiellement révolutionnaire. Ses dirigeants se sont souvenus que seules les révolutions religieuses peuvent réussir en Angleterre; aussi ne prêchent-ils pas la révolte, mais la croisade, contre les riches et les puissants.

Contre les Écoles du Dimanche, anglicanes ou dissidentes, que fréquentent les enfants de la haute classe, les Révolutionnaires ont dressé les Écoles du Dimanche des « enfants rebelles ». Celles-ci sont d'ailleurs mal conçues : le « service » comporte, en guise de sermon, un cours très savant, fait par un homme qui ne manque pas de bonne volonté, mais se soucie fort peu de se mettre à la portée de son auditoire enfantin. Ce « professeur-pasteur » est d'habitude un petit homme d'aspect doux et bénin, tout à fait inoffensif en actions, mais véritable ogre en paroles : derrière ses grosses lunettes de myope brille parfois une flamme ardente de fanatisme satisfait, lorsqu'un de ses petits élèves est arrivé à réciter sans faute le catéchisme du prolétaire, et à prononcer d'une seule haleine des phrases de ce genre : « Dixième commandement : Tu te rappelleras que la structure économique de la Société détermine la superstructure légale et politique, et le mode de vie social, moral, religieux et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur vie : au contraire, c'est la vie sociale qui détermine leur conscience. ». Puis, après la récitation du catéchisme, viennent les cantiques, fort semblables aux cantiques religieux ordinaires, sauf que le mot « Dieu » est remplacé par « Prolétariat » et le mot « Satan » par « Capitalisme »; les prêtres révolutionnaires ont toutefois eu le loisir d'inventer de nouveaux hymnes qui se chantent tous sur des airs liturgiques lents et graves. Qui aurait prévu, il y a quelque vingt ans, que des centaines d'enfants anglais entonneraient avec conviction le saint jour du sabbat une strophe comme celle-ci : « Nous les enfants rebelles, nous chantons : — Périssent les cours et les rois, — Nous avons un monde à sauver et à gagner. — Dans la Révolution. » Lors-

qu'il y a quinze ans Baden-Powell créa l'organisation impérialiste et religieuse des boy-scouts, il ne se doutait certes pas que son programme serait repris et déformé par des associations socialistes internationalistes. Il y a maintenant des « éclaireurs rouges » dans les grandes villes industrielles d'Angleterre et d'Écosse; ils font eux aussi du « scoutisme », mais leur code moral et leur credo ressemblent fort peu à ceux qu'imagina Baden-Powell. Ils commencent ainsi : « 1° Pourquoi un boy socialiste ne peut-il pas être boy-scout? — Parce qu'un boy-scout doit saluer l'Union Jack (drapeau-impérial). 2° Pourquoi ne doit-il pas saluer l'Union Jack? — Parce que l'Union Jack est le symbole de l'oppression dans le monde entier. »

Lorsqu'on pense aux milliers de petits « prolétaires » élevés dans de pareils principes, on s'aperçoit qu'il y a quelque chose de changé en Angleterre! Dieu, le Roi, l'Empire... ne seront-ce pas dans plusieurs générations des mots vides de sens? Et que deviendront les vieilles institutions britanniques, si un jour proche voit monter au pouvoir des hommes, qui, dans leur enfance, étaient capables de répondre sérieusement à ceux qui les interrogeaient sur leur religion : « Il est inutile que je fasse mes prières maintenant, puisque Dieu, cet affreux réactionnaire, vient d'être tué par Lénine. »

***

La vieille Angleterre puritaine, telle qu'on se la représente en France, est donc en train de disparaître rapidement. La décadence de l'Église Établie et la création des religions philosophiques et politiques ont provoqué la mort de l'esprit religieux en général. Malgré les renforts que leur apportent les transfuges de l'Anglicanisme, Catholiques et Méthodistes sont loin d'être assez nombreux pour réussir à modifier l'empreinte — aujourd'hui presque effacée — que deux siècles de puritanisme avaient laissée sur la mentalité anglo-saxonne.

La Grande-Bretagne, que ses habitants, à la fin du siècle dernier, appelaient modestement le « Pays de Dieu », est-elle en passe de devenir le « Pays de Satan »? Déjà rares sont les coutumes de la glorieuse époque des Têtes-Rondes, qui ont

pu subsister dans un siècle d'incrédulité et d'égoïsme. Dans certains bars de Bloomsbury, quartier populaire de Londres, les murs sont encore parés de vieux écriteaux jaunis sur lesquels on arrive péniblement à déchiffrer ces mots : « Les clients sont respectueusement priés de s'abstenir de tout juron ou langage obscène. » Un pareil écriteau est presque une curiosité historique, le dernier vestige d'un âge d'or lointain. Aujourd'hui les habitués des bars, adossés au comptoir, en face de la vertueuse inscription, jurent, boivent et crachent à intervalles réguliers; — ils ponctuent de blasphèmes enroués les histoires ignobles que racontent des femmes à moitié ivres, dont le visage flétri semble écrasé, amoindri, sous de larges casquettes plates à visière brisée. — De même, les sermons en plein air existent bien toujours à Hyde Park, mais il se glisse de plus en plus, parmi les orateurs religieux, des pitres qui désirent uniquement se faire remarquer, et parviennent, en débitant des plaisanteries et des monologues comiques, à enlever à leurs voisins leur cercle d'auditeurs.

Très caractéristique aussi de la mort de l'esprit puritain en Angleterre, est la lente disparition de l'observance du Sabbat. Il est passé, le temps où toute la journée du dimanche le *Pater familias* lisait à ses enfants des chapitres de la Bible, où l'on ne sortait de chez soi que pour se rendre à l'office divin, et où la pieuse reine Marie songeait à interdire la circulation des voitures dans les rues, afin que nul bruit ne vînt troubler la ville assoupie dans la méditation. — Hélas! le Sabbat a beaucoup changé de caractère! Ce n'est plus le jour du Seigneur, mais le jour du repos hebdomadaire. Sans doute, les rues ne sont encore animées qu'à certaines heures : mais ce ne sont pas les heures des offices, ce sont celles de l'ouverture des bars. Sans doute, les familles bourgeoises restent encore enfermées chez elles : mais ce n'est pas pour entendre lire la Bible, c'est pour jouer aux cartes, ou pour se délecter à loisir dans les histoires scandaleuse des journaux du dimanche, en vidant des bouteilles de whisky ou de porto. Les bruits de dispute et les éclats de rire qui fusent derrière les stores baissés et font écho dans les rues silencieuses, ne laissent aucun doute à cet égard.

Par tradition ou par routine, la province, toujours retardataire, a gardé quelques vieilles coutumes dominicales. Dans des villes conservatrices, comme Liverpool, on empêche encore les enfants de jouer le dimanche, et il n'est pas rare de voir un gigantesque et majestueux policeman emportant, avec d'infinies précautions, un misérable ballon de football confisqué à de pauvres gamins qui s'amusaient dans un terrain vague, pendant qu'à distance respectueuse, hurlant de rage ou de désespoir, suivent les minuscules propriétaires de l'instrument du crime. Il n'est pas rare non plus, dans les quartiers ouvriers, de voir une vieille dame, brandissant d'une main une énorme Bible noire, et de l'autre une ombrelle décolorée, poursuivre avec des croassements menaçants une bande de fillettes, qui fuient, affolées, emportant pêle-mêle dans leurs bras des poupées informes et des petits frères qui braillent tant qu'ils peuvent à la vue de l'Ange exterminateur qui les pourchasse au nom du Tout-Puissant. Enfin, avec un zèle méritoire dont il leur sera certainement tenu compte en haut lieu, de bonnes âmes épouvantées à l'idée que des enfants de quatre ans pourraient compromettre leur salut éternel en jouant à la balle le dimanche dans les jardins publics, installent au milieu des allées des harmoniums et des bancs, et, pendant toute l'après-midi, chantent des hymnes, ou psalmodient des prières, obligeant avec douceur, mais ténacité, les enfants venus seuls au parc pour s'amuser, à prendre place sur les bancs et à écouter sagement des choses qu'ils ne comprennent pas.

Mais à Londres, cette moderne Babylone, le saint jour du sabbat devient de plus en plus un jour comme les autres. On donne des concerts, et les cinémas sont ouverts toute la soirée. Que ceci ait lieu dans la banlieue sordide qu'habitent les Yahoos, ces animaux humains indignes du nom glorieux de citoyens britanniques, passe encore! Mais voici que la haute société se met à fréquenter chaque dimanche les cinémas aristocratiques de Mayfair dans le West-End! « Malheur, malheur à Babylone! »

L'âme anglaise n'est plus vraiment religieuse! Dans les basses classes, la peur de Satan n'existe plus, et les passions les plus bestiales se déchaînent. L'ivrognerie sévit partout :

passants, ne vous apitoyez pas, s'il vous arrive un soir d'assister, comme nous, à la scène suivante : une femme échevelée, l'air hagard, sort en hâte d'un taudis obscur, et se précipite vers son mari qui se dirige en chancelant vers la porte du bar : elle le rejoint et d'une voix rauque entame avec lui une discussion violente. Ne croyez pas qu'elle reproche à son homme de dépenser en alcool l'argent nécessaire au ménage, tandis que les petits meurent de faim! Vous les verrez bientôt entrer au bar ensemble, en s'appuyant l'un sur l'autre pour conserver leur équilibre. La femelle réclamait simplement au mâle sa part de whisky et de gin.

Quant aux classes instruites, elles discutent avec calme et sang-froid les théories néo-malthusiennes; les ouvrages de la doctoresse Marie Stopes sur la grave question du « Contrôle des naissances » ont eu plusieurs centaines de milliers de lecteurs. Ces doctrines pseudo-scientifiques favorisent le goût très britannique du confort égoïste, et ceci explique leur diffusion rapide; elles sont répandues par des fanatiques; prêtres et surtout prêtresses de cette nouvelle religion croient de bonne foi remplir une mission quasi divine en se livrant à une propagande intense qui prend parfois le caractère d'un véritable apostolat!

Lecteur, promenez-vous dans la Cité de Londres un dimanche matin, à l'heure où les cloches des églises sonnent en vain pour inviter à l'office des fidèles qui ne viendront jamais plus. Les carillons tourbillonnent, se mêlent et se démêlent dans un vertige de gammes harmonieuses. Une anxiété infinie se propage avec lenteur sur les rides espacées de l'air. Puis les cascades de sons s'égrènent et s'affaiblissent; un gémissement lointain meurt à l'horizon pâle. La vieille âme puritaine a pleuré son morne abandon, et, pleine de désespoir, s'est exhalée dans le dernier soupir musical qu'emporte le vent.

PAUL DOTTIN

AU THÉATRE

M. Jean Sarment est un très jeune auteur — a-t-il vingt-cinq ans? — qui s'est fait rapidement connaître par trois pièces ingénieuses et séduisantes, *la Couronne de carton*, *le Pêcheur d'ombres*, *le Mariage d'Hamlet*, où l'on sentait diverses influences, notamment celles de Shakespeare, de Musset et de Jules Laforgue. Les deux premières sont excellentes, la troisième ne vaut rien, je le dis tout net, encore que Laforgue fût évidemment très bien doué et qu'il y ait de fort jolies choses non seulement dans ses poésies, mais dans son volume de prose, les *Moralités légendaires*. Il est mort à vingt-six ans, avant d'avoir pu donner sa mesure et mûrir son talent. Il n'a pas laissé une œuvre achevée, mais des indications, des intentions, ou des trouvailles éparses et indécises. Ce poète lunaire et un peu larvaire serait un modèle détestable. D'abord il était lui-même imprégné de littérature, et je ne le lui reproche pas : je félicite même M. Jean Sarment de s'avouer homme de lettres au sens complet du terme, de ne pas renier les maîtres de son esprit et de ne point appartenir à l'école qui prétend tout inventer, tout créer de toutes pièces, en faisant table rase du passé. Mais il y a en tout une mesure à garder, et en s'inspirant d'un auteur déjà livresque, on risque de perdre décidément le sens du réel. D'autant plus que cette littérature dont Laforgue se nourrissait n'était déjà pas la plus saine, mais celle d'une époque qui se proclamait elle-même décadente. Enfin ce Laforgue charmant à beaucoup d'égards avait le malheur de n'être pas très intelligent. Je sais que, d'après la mode actuelle, on lui en ferait volontiers un mérite,

et que l'intelligence est aujourd'hui une faculté décriée, qu'on juge bonne tout au plus pour les arpenteurs et les chefs d'administration. Cependant je ne pardonnerai jamais à Laforgue d'en avoir été dépourvu au point de prendre Hamlet pour un grotesque et j'ai vu avec peine M. Jean Sarment adopter au moins en partie cette interprétation dans la pièce où il a élu comme héros le noble prince de Danemark.

Celle-ci a été représentée à l'Odéon : les deux précédentes avaient paru à l'Œuvre, et c'était bien naturel, M. Lugné-Poé étant l'un des rares directeurs qui accueillent les œuvres originales, hardies et signées de noms encore obscurs. Mais s'il n'y a pas d'inconvénient à débuter dans les cénacles ou les théâtres d'avant-garde, il faut savoir s'affranchir des artifices qu'on y cultive en vase clos et s'élever à une manière plus large, à une vérité plus humaine. D'autre part, il se trouve que M. Jean Sarment est aussi comédien et qu'il a créé les principaux rôles de ses premières pièces. On prétend même qu'il aurait souhaité d'en faire autant dans celle qu'il vient de donner à la Comédie-Française, et qu'un fonctionnaire des Beaux-Arts lui aurait dit : « Vous n'y pensez pas! jamais pareille chose ne s'est vue dans la maison de Molière! » Excellente galéjade, évidemment fabriquée par quelque fumiste! Mais malgré l'exemple de Molière, lequel ne serait probant que pour ses égaux, les pièces d'acteur sont généralement assez conventionnelles, et, certes, bourrées d'effets sûrs, mais qui doivent tout à l'expérience de la scène et rien à celle de la vie. On ne confondra pas M. Jean Sarment avec les comédiens qui fabriquent des mélos ou des vaudevilles, pas plus qu'avec les simples imitateurs ou les éternels esthètes. Toutefois, ces traits de la brillante carrière du jeune écrivain — auxquels on peut ajouter un succès très légitime, mais un peu grossi par les spécialistes de l'enthousiasme et les découvreurs de génies — expliquent jusqu'à un certain point que dans son nouvel ouvrage, *Je suis trop grand pour moi*, il ait un peu gâté de très beaux dons par une conception factice et une composition flottante, où manquent également la logique constructive et l'observation directe. Que M. Jean Sarment reste un lettré et un homme de théâtre, mais qu'il se méfie un peu des poètes amorphes, et qu'il ne craigne pas

de reprendre contact avec la terre, comme Antée! A ces conditions, il ira loin.

Il est toujours difficile de savoir comment l'idée d'une pièce est venue à l'auteur, même s'il nous fait ses confidences, parce qu'à le supposer pleinement sincère, il peut encore ne pas bien s'en rendre compte. Je dirai donc, suivant une formule de la science positive, que tout se passe comme si la nouvelle pièce de M. Jean Sarment était bâtie sur une idée philosophique conçue *a priori*, et comme s'il avait ensuite cherché quels personnages et quels événements la mettraient mieux en lumière. Il n'est pas défendu de procéder ainsi, mais c'est dangereux, surtout si l'on a des prédispositions à gauchir dans les déductions et à méconnaître la réalité. La comédie de M. Jean Sarment contient des épisodes agréables, mais elle n'est ni rationnelle, ni vivante.

Le premier acte, unanimement proclamé délicieux, reste purement épisodique, puisqu'il n'expose ni l'idée, ni l'action. On n'y voit même pas tous les personnages essentiels. Dans le jardin d'une auberge, au bord de la Loire, voici un bonhomme trapu et barbu, une espèce de bohème, ancien pion, qui répond au nom trop bien trouvé de Virgile Égrillard; puis une bande de fêtards et de filles, composant la suite du jeune comte Tiburce de Frileuse de Mortecroix, lequel revient au château de ses pères, comme Perdican, après une longue absence. Virgile Egrillard, qui a l'humeur indépendante, une forte carrure et un gros bâton, se querellait avec la bande, où l'on se moquait de lui, lorsque Tiburce le reconnaît pour son ancien répétiteur et rétablit la paix. Une conversation de ces deux hommes nous apprend que le jeune comte, l'homme le plus riche du monde (je croyais que c'était Ford ou Rockfeller) n'aime pas sa maîtresse Moute, une ancienne chanteuse de music-hall, et rêve d'un autre amour, tandis que le vieux pion, qui croit en Dieu, se propose de réformer non pas la société, mais l'homme, et en quelque sorte de fonder une religion nouvelle. Le gentilhomme nous semble assez raisonnable et le pion complètement fou. Mais que va-t-il sortir de là?

Au second acte, l'exposition continue, sans nous éclairer davantage sur les desseins de l'auteur. Nous faisons con-

naissance avec le père de Tiburce, le vieux duc de Mortecroix, qui a un bel habit de chasse et s'occupe depuis son veuvage, c'est-à-dire depuis dix-sept-ans, de rédiger ses mémoires dans la solitude. Nous sommes surpris que Tiburce ait installé sa séquelle de parasites tarés dans le château, et davantage encore qu'il présente à une Moute, à une Léa Bourrasque, cette jeune fille d'excellente naissance, Hélène de Légé, une voisine de campagne, qui fait visiblement impression sur lui. Entre temps, il a pincé un des boscards, Lorédan, qui embrassait Moute, il est vrai, malgré elle, et qui, ayant été son amant, voudrait bien le redevenir. Tiburce a déclaré que cela n'avait aucune importance. Soit! Mais pourquoi s'entoure-t-il de gens pareils?

L'action se noue enfin au troisième acte, du moins en ce qui concerne Tiburce. Moute lui fait une scène de jalousie, en l'accusant de vouloir séduire Hélène de Légé, et en lui annonçant, d'ailleurs, que ce sera facile. Cette Moute a des vues bizarres sur les jeunes filles du monde, qui, même sans vertu, et ne serait-ce que par intérêt, préfèrent le mariage, surtout avec un homme si riche et destiné à être duc. Tiburce envoie promener sa Moute, à qui il fait remarquer ironiquement qu'elle n'a même pas été capable de tuer Lorédan pour lui prouver son amour, à lui, Tiburce, qu'elle prétend adorer. Il ajoute, avec une aureté inutile, qu'il est las de toute cette boue, et qu'il aspire à puiser un verre d'eau propre dans un frais ruisseau. On le comprend, mais il lui aurait suffi de lâcher Moute poliment, sans l'agonir de sottises. La pauvre fille ne l'a pas roulé et ne s'est jamais fait passer pour une ingénue.

Arrive Hélène, à qui il a donné rendez-vous dans ce pavillon, au fond du parc, comme dans un roman d'Octave Feuillet. Nous croyons d'abord à une scène renouvelée d'*Il ne faut jurer de rien*. C'est bien cela, mais c'est le contraire. L'innocence évidente de Cécile désarmait le sceptique Valentin et le faisait tomber à ses genoux. Celle d'Hélène, non moins incontestable, irrite Tiburce, parce qu'elle s'accompagne de quelque banal prosaïsme. La ravissante Hélène serait sûrement une honnête femme, mais peut-être un peu pot-au-feu. Tiburce, prêt à l'aimer et à l'épouser il y a un quart d'heure, recule avec horreur devant cette perspective bourgeoise

qui enchantait les jeunes premiers de Scribe. C'est parfaitement son droit, mais comme il n'a pas encore fait d'offres réelles, ni prononcé de paroles qui l'engagent, rien ne lui est plus aisé, puisqu'il renonce à cette union, que d'arrêter là ce commencement de flirt et de battre honorablement en retraite. Point du tout! Après avoir été grossier avec Moute il devient odieux avec Hélène qui n'a pas le moindre tort envers lui. D'abord le tuteur de la jeune fille, que cette entrevue inquiétait, étant survenu dans le pavillon, Tiburce le fait jeter dehors par deux laquais : singulière façon d'agir entre gentilshommes. Puis, de nouveau seul avec cette Hélène, dont la vocation de femme de foyer lui déplaît, il essaye de la violer! C'est plus romanesque sans doute, mais assez mal vu, et le public a failli se révolter. Qu'est-ce que c'est que ce Tiburce? Qu'est-ce qu'il veut? A quels sentiments obéit-il? Pourquoi cette muflerie? Nous n'y comprenons rien. De là notre résistance. Car on peut bien mettre au théâtre les pires malfaiteurs, mais il faut les expliquer.

C'est seulement au quatrième acte que se dévoile l'idée de la pièce. Nous retrouvons à l'auberge les trois hommes, le vieux duc, le jeune comte, et le pion entre deux âges. De leurs discours il ressort que ce sont trois représentants du même conflit entre l'idéal et le réel, trois habitants

D'un monde où l'action n'est pas la sœur du rêve.

Le duc s'était réfugié dans ses souvenirs, dans la contemplation d'un heureux passé. Il retrouve dans ses papiers une lettre qu'il n'avait pas encore ouverte et qui lui révèle que la duchesse, qu'il pleurait, n'était pas une épouse fidèle. Il se console avec une autre manie. Au lieu d'écrire ses mémoires, il établira sur ses terres un régime féodal et patriarcal : déjà il fait chanter des cantiques aux petits paysans avec l'aide de son vénérable chapelain. Tiburce avait pour idéal l'amour pur. Après l'échec de sa tentative avec Hélène, il retourne à ce qu'il appelait la boue, c'est-à-dire à Moute, qui l'aime réellement qui l'a démontré en tirant un coup de revolver sur Lorédan (sans le tuer) et en essayant de se suicider, mais dont l'impureté n'est pas niable. Virgile Egrillard, au lieu de prêcher un nouvel évangile, s'acoquine conforta-

blement avec l'accorte aubergiste Virginie, qui lui assure gratis bon souper, bon gîte et le reste. Aussi discourtois que son ancien élève, comme il a des regrets et des dégoûts de lui-même, il récite à cette brave femme la ballade de la grosse Margot. Heureusement que Virginie n'a pas lu Villon, et ne comprend pas à qui il la compare, ni à quoi son auberge. Et il conclut par cette apostrophe à l'Éternel, qui n'a pas daigné lui répondre : « Ah! comme tu détournes de moi ta sainte face, créateur, comme tu tiens à maintenir entre nous les distances!... Je suis trop petit pour toi... et je suis encore trop grand pour moi. » Lamartine avait dit :

> Borné dans sa nature, infini, dans ses vœux,
> L'homme est un dieu tombé qui se souvient des cieux.

Ou si vous préférez, ces trois personnages de M. Jean Sarment sont atteints de bovarysme. M. Jules de Gaultier professe que ce peut être un levain d'activité et de progrès. Le pessimisme de M. Jean Sarment a fait de ses trois héros des ratés supérieurs. Mais il faudrait que leur supériorité apparût clairement et que l'imperfection du monde ou des autres êtres nous semblât responsable de leurs déconvenues. Or le duc, vague fossile et parfait maniaque, s'est enterré vif avant la révélation tardive de son infortune conjugale, accident assez fréquent, mais sur lequel on ne peut édifier une philosophie, et qui d'ailleurs a plutôt l'air de réconcilier le bonhomme avec la vie ordinaire. Son cas nous intéresse peu. Celui de Tiburce est pour nous le comble de l'absurdité. Il se décourage après une seule épreuve, parce que la première vraie jeune fille qu'il rencontre, d'ailleurs vertueuse, manque un peu de poésie! Eh! si celle-là ne le satisfait pas, il y en a d'autres. Hélène ne vit pas d'une vie assez puissante, assez typique et représentative, pour nous faire croire que n'importe quelle jeune fille infligerait fatalement à Tiburce les mêmes désillusions et que c'est la jeune fille en soi qui, par définition, ne peut réaliser son rêve. Quant à Virgile Égrillard, ce qu'il aura de mieux à faire sera d'épouser Virginie et d'entrer au conseil municipal du village. Ce n'est pas un mauvais homme, mais ses projets de régénération religieuse étaient ridicules. Bref, aucun des trois idéalistes de M. Jean Sarment n'est qualifié,

comme Hamlet ou Alceste, pour juger le monde de haut, et si c'est de leur propre nature contradictoire qu'ils se plaignent, ils n'ont qu'à s'amender en suivant la raison. En somme, ce sont pour nous des personnages comiques, dévoyés par leurs propres erreurs de jugement plutôt que par un invincible destin, et nous gardons la fâcheuse impression de n'être pas d'accord avec l'auteur, qui a l'air de les prendre au sérieux. Il n'y a aucun enchaînement nécessaire ni entre les divers incidents du scénario, ni entre ce scénario et les conclusions philosophiques. Tout marche au hasard. Ce n'est qu'une série de contingences, qui n'émeuvent pas plus qu'elles ne convainquent, et nos sympathies iraient plutôt aux victimes de Tiburce, ainsi qu'à la verdissante Virginie qui risque d'être celle de Virgile Égrillard, si sa tarentule messianique ne se calme pas définitivement. L'œuvre est boiteuse. Il y a pourtant de jolis coins et des marques de talent, qui confirment notre confiance en l'avenir de M. Jean Sarment.

On raconte qu'il avait pensé pour Virgile Égrillard au grand tragédien Paul Mounet, encore vivant lorsque la pièce fut reçue. Heureusement, Virgile a été créé par un comique, M. Léon Bernard, qui est admirable. Madame Dussane est bien amusante dans la bonne aubergiste, qu'elle joua avec un naturel parfait. Ce sont les deux meilleurs rôles. Madame Huguette Duffos prête sa grâce exquise à l'ingénue Hélène, et mademoiselle Bovy sa fine intelligence à la pauvre Moute.

L'Atelier, de M. Charles Dullin, installé au théâtre Montmartre, a donné une des meilleures pièces de la saison : *Voulez-vous jouer avec moâ?* de M. Marcel Achard. On peut encore la voir ; on peut aussi la lire : elle vient de paraître en librairie, aux éditions de la *Nouvelle revue française*. Le décor représente la piste d'un cirque, avec un M. Loyal d'autant plus imperturbable qu'il est en carton. Les personnages sont des clowns, deux professionnels, et un amateur, entraîné là par une passion pour l'écuyère Isabelle, que les deux autres aiment aussi. Les scènes de clowneries et de pitreries sont impayables. L'auteur, M. Marcel Achard, joue lui-même un de ces rôles avec une verve et une fantaisie étourdissantes, dignes d'un véritable Fratellini ou du regretté Footit. Mais cette farce pittoresque ne va pas sans un arrière-fond d'amertume, à cause

du traitement qu'Isabelle inflige à ses trois amoureux, et cette ironie atteint par endroits à une sorte de poésie qui rappelle Henri Heine. Il y a du symbole là-dedans, eût dit Sarcey, et l'amour est bien capable de nous transformer en de pauvres clowns encaissant des nasardes ou des coups de pied pour le bon plaisir d'une décevante idole. Cet ouvrage si divertissant et si attachant promet à M. Marcel Achard une longue suite de succès.

Ce même Atelier, qui s'efforce de se former un répertoire, a représenté une autre pièce fort curieuse, le *Veau gras*, de M. Bernard Zimmer. C'est une comédie rosse, un peu à l'ancienne façon du Théâtre libre, mais plus fantasque et moins littéralement réaliste. On y voit une famille de petits bourgeois de province s'indigner d'abord de l'inconduite d'un fils cru prodigue, puis le choyer, le porter aux nues et l'exploiter lorsqu'on découvre qu'il est le greluchon d'une vieille duchesse toquée et archimillionnaire. C'est d'un comique violent, mais qui porte. M. Bernard Zimmer a le don.

A l'Odéon, nous avons eu l'*Homme qui n'est plus de ce monde*, une œuvre très noble et très émouvante de M. Lucien Besnard, qui, sans que l'auteur ait pu y viser, a l'air d'une réponse au *Tombeau sous l'arc de triomphe*, de M. Paul Raynal. Le héros de M. Lucien Besnard est un héros complet. Grièvement blessé à la guerre, il en revient affaibli et diminué. Mais au lieu de se venger en salissant ses proches et l'univers entier, il conserve dans la paix le même esprit de sacrifice. Lorsqu'il s'aperçoit que sa jeune femme, d'ailleurs irréprochable, ressent inconsciemment un autre amour, il s'efface avec une abnégation sublime et assure le bonheur de sa bien-aimée pour le lendemain de sa propre mort, qu'il sait prochaine. Bien qu'elle ne soit écrite qu'en prose, la pièce de M. Lucien Besnard, vraiment française, fait songer à Corneille.

PAUL SOUDAY

LE MIRACLE SCIENTIFIQUE

Le mot *miracle*[1] coupe l'humanité en deux parts, celle qui l'admet et celle qui le nie; comme il arrive fréquemment dans les discussions de cet ordre, le fossé s'est creusé entre ces deux convictions et semble infranchissable. Je voudrais, en toute bonne foi, essayer de montrer comment le point de vue de la science s'est modifié, depuis quelques années, dans un sens qui diminue l'antagonisme des deux thèses en présence. Il n'y a pas très longtemps, les lois naturelles, établies par l'observation et l'expérience, nous apparaissaient avec un caractère de nécessité qui ne souffrait aucune dérogation; il paraissait inadmissible à tous ceux qui avaient reçu la formation scientifique, que leur effet pût être suspendu pour une raison quelconque. Mais la science d'aujourd'hui, en creusant plus avant dans l'étude de la nature, s'est élevée à une conception différente : la plupart des lois de la science expérimentale lui apparaissent comme des « vérités statistiques » et non plus comme des « vérités nécessaires ». Dire qu'il naît chaque année autant de femmes que d'hommes, c'est énoncer une loi, un fait d'observation constamment vérifié lorsqu'on considère un temps notable et un pays très peuplé; mais ce fait ne résulte que de la compensation de phénomènes élémentaires, dont chacun dépend de causes nombreuses

1. Je prends le mot dans son acception la plus courante, celle que lui donne Littré, lorsqu'il définit le miracle comme « un acte contraire aux lois ordinaires de la nature »; il ajoute, il est vrai, et cette condition reste en dehors du sujet de cet article, que cet acte est produit par une puissance surnaturelle.

et inconnues, que nous désignons sous le nom de hasard; il n'y a pas d'impossibilité naturelle, au moins à notre connaissance, à ce que toutes ces causes convergent une fois pour déterminer une prédominance notable, voire même exclusive, de l'un des sexes. Un tel phénomène, s'il venait à se produire dans un grand pays comme la France, nous apparaîtrait cependant comme un miracle, c'est-à-dire comme une dérogation à une loi naturelle bien établie; pourtant, loin d'être une absurdité scientifique, il serait dans l'ordre naturel et on peut dire, en forçant un peu l'expression, que le miracle serait qu'il n'y eût point de miracle.

Tel est le point de vue que, sans aucune arrière-pensée doctrinale, je me permets d'exposer au lecteur; chacun en tirera les conséquences qu'il estimera convenables, et il est probable que ces conclusions varieront de l'un à l'autre, au gré du tempérament ou de l'éducation; car notre esprit, comme le reste, obéit aux lois des grands nombres, et il serait miraculeux que nous eussions tous la même opinion.

***

L'idée que la matière est discontinue et formée de particules « discrètes » animées de mouvements très rapides, ne fut d'abord qu'une hypothèse séduisante où s'exerçait l'ingéniosité des philosophes et des mathématiciens. Elle s'est élevée aujourd'hui au rang de vérité expérimentale incontestée, par l'observation attentive du *mouvement brownien*, dont j'ai entretenu jadis les lecteurs de cette Revue, par les synthèses moléculaires de M. Perrin, enfin par l'étude des phénomènes radioactifs; ce n'est plus par des raisonnements compliqués, c'est par l'observation directe qu'on connaît aujourd'hui les atomes, et la belle exposition qui vient de célébrer le cinquantenaire de la Société française de Physique, a montré au public la machine à compter les atomes d'hélium, où chaque atome qui traverse une étroite ouverture produit un déséquilibre électrique qui se traduit par un « top » téléphonique. C'est avec une précision voisine du cinq centième qu'on sait peser les atomes, et l'exactitude n'est guère moindre dans la mesure de leurs dimensions et de leur vitesse moyenne;

l'analyse de leurs mouvements, d'où résultent les phénomènes physiques et chimiques, se poursuit avec un succès qui autorise tous les espoirs. Rappelons, sur un exemple aussi simple que possible, les principales données de l'Atomistique; elles nous permettront d'apprécier le degré de certitude des lois naturelles.

Prenons donc un millimètre cube d'azote, ou d'air atmosphérique, dont l'azote est le constituant essentiel; ce volume, gros comme une tête d'épingle, contient, aux conditions normales de température et de pression, 29 quatrillions de molécules séparées : c'est plus qu'on ne pourrait compter de grains de sable dans un cube de 200 mètres de côté; pourtant, ces particules d'azote sont loin de se toucher, puisque la distance qui les sépare est six cents fois plus grande que leur diamètre, et ce résultat donne une idée de leur extraordinaire petitesse. Mais ces données ne représentent que des valeurs moyennes, en raison de l'agitation incessante qui anime les molécules; le nombre de celles qui occupent notre millimètre cube n'est constant, comme la population d'une ville, que par la compensation approchée des entrées et des sorties; de même, leur vitesse moyenne est de 454 mètres par seconde, mais les grains de matière sont bien loin de faire pareil chemin en ligne droite, car chacun d'eux, 120 000 fois par seconde, est choqué par un autre grain ou par la paroi, et renvoyé dans une direction nouvelle; par suite de toutes ces collisions, la vitesse réelle des molécules change aussi fréquemment que la direction de leur mouvement; ainsi, les valeurs moyennes que je viens d'indiquer sont seulement les plus fréquentes, ou les plus probables, mais les valeurs réelles se dispersent autour d'elles, comme le point de chute des projectiles autour du but, suivant une loi très générale établie jadis par Gauss. Cette « loi des écarts » mériterait d'être exposée au lecteur; si la langue mathématique est la seule qui se prête à son expression, on peut cependant, par des exemples, en indiquer les conclusions générales. Prenons toujours celui des naissances, le plus simple qu'on puisse choisir. Sur 800 000 naissances annuelles (j'arrondis les chiffres), on compte en moyenne 400 000 garçons et 400 000 filles; mais si on examine les statistiques, elles don-

neront presque aussi souvent 399 000 ou 401 000 naissances de garçons, un peu moins souvent 398 000 et 402 000, et, bien plus rarement, 390 000 et 410 000; les nombres réels se groupent symétriquement autour de la valeur moyenne, qui est la plus probable, et plus grand est l'écart avec cette valeur moyenne, plus rarement il se manifeste. Voulez-vous considérer, par exemple, le cas extrême, celui où il ne naîtraît que des garçons pendant une année : dans un village de 100 habitants, comptant 2 naissances par an, ce phénomène ne serait pas bien rare puisqu'il se produirait, en moyenne, tous les quatre ans; il n'arriverait qu'une fois tous les mille ans dans une bourgade de 500 âmes, une fois chaque million d'années dans un bourg de 1 000 habitants et cette loi de progression si rapide montre que si jamais une telle distribution exclusive des naissances se produisait dans une ville comme Paris, on pourrait bien crier au miracle; or, que sont les nombres que j'ai pris pour exemple, à côté des quatrillions et des quintillions de molécules qui grouillent dans le moindre espace accessible à nos sens? C'est pour cela que les lois de la nature, qui sont pratiquement applicables à d'innombrables molécules, ne souffrent jamais de dérogation; mais cela ne veut pas dire qu'une telle dérogation soit absolument impossible.

Considérons, en exemple, un petit carré de papier, d'un millimètre de côté, qui tombe à plat dans l'air tranquille, et donnons-lui comme poids un dixième de milligramme. Sa chute verticale s'accomplit, non seulement par l'action de ce poids, mais encore sous la poussée des atomes gazeux qui viennent le choquer en tous sens; normalement, chaque face devrait recevoir par seconde 2 quintillions de chocs par seconde, dont les actions inverses s'équilibrent; en réalité, puisque cette lamelle de papier tombe, sa face inférieure rencontre plus de molécules que sa face supérieure et avec une vitesse plus grande, et c'est pour cela que la chute dans l'air est plus lente que dans le vide. Elle a lieu cependant et nous la constatons chaque fois que nous faisons l'expérience; mais supposez qu'il se produise, une seconde par hasard, 20 trillions de chocs en plus sur la face inférieure, cet excès d'impulsions suffira à annuler le poids du papier, et nous

verrons, cette seconde-là, notre parcelle de matière suspendue dans l'espace; mais ce phénomène de lévitation ne doit se produire qu'une fois, en moyenne, tous les 30 000 ans; que serait-ce, si on voulait observer le même effet avec une lame de plomb? Et que faut-il penser de ceux qui espèrent voir un piano se soulever et se tenir immobile dans l'espace?

Cette analyse nous prouve deux choses : la première est que, vu l'énormité des nombres mis en jeu par la théorie cinétique de la matière, les exceptions aux lois naturelles perdent tout intérêt pratique; ces lois gardent donc toute leur valeur, et nous pouvons, avec une entière sécurité, nous appuyer sur elles. Mais il nous apparaît aussi qu'une dérogation momentanée à ces lois n'est pas absolument impossible, et ne saurait être niée *a priori* au nom de la science. Cette attitude d'esprit, qui ne change rien aux réalités pratiques, nous apparaîtra encore dans les pages qui vont suivre.

***

S'il est une vérité reconnue par la science, c'est l'impossibilité du mouvement perpétuel ou, pour parler plus exactement, du travail gratuit; il n'existe pas, et il ne peut pas exister de système mécanique qui produise plus de travail qu'il n'en consomme; l'Académie des sciences a renoncé à examiner les communications relatives au mouvement perpétuel, et on peut croire que cette détermination n'a pas été prise à la légère. Mais cette conclusion, vraie pour les machines que nous savons réaliser et pour les travaux accessibles à nos mesures, ne s'imposerait pas à des êtres infiniment petits dont les dimensions seraient comparables à celles des atomes; s'il existe des bactéries intelligentes, il est probable que la croyance à l'impossibilité du mouvement perpétuel n'est pas, pour elles, un dogme scientifique. L'esprit profond et clairvoyant de Maxwell a mis cette conclusion en évidence, et l'a exposée sous la forme humoristique qui plaît au génie anglo-saxon.

Supposez, nous dit-il, que deux récipients remplis d'air, ou de tout autre gaz, soient réunis par une très étroite ouverture, qui peut être ouverte ou fermée à volonté par le jeu

d'une trappe. Tant que cette trappe est ouverte, les molécules gazeuses circulent d'un récipient dans l'autre, suivant les lois du hasard, c'est-à-dire qu'il en passe, en moyenne, le même nombre dans les deux sens; ainsi, la pression gazeuse, qui est proportionnelle au nombre des molécules, se maintient fixe et égale dans les deux récipients. Mais imaginez qu'un être très subtil, le « démon de Maxwell », manœuvre habilement la trappe, l'ouvrant et la fermant à point nommé, de façon à arrêter les molécules qui vont dans un sens et à laisser passer celles qui cheminent en sens inverse; peu à peu, l'un des récipients se remplira de gaz, tandis que l'autre se videra. Il se créera ainsi sans dépense de travail (car l'ouverture et la fermeture d'une trappe n'exigent aucune dépense d'énergie) une différence de pression qu'on pourra utiliser, dans un cylindre muni d'un piston, pour engendrer un travail mécanique utilisable et parfaitement gratuit.

Certes, on a beau jeu à dire que le démon de Maxwell, comme jadis la jument de Roland, a toutes les qualités, sauf l'existence; il ne reste pas moins que l'impossibilité d'intégrer les mouvements atomiques pour en tirer une énergie utilisable, est d'ordre pratique; elle ne se présente pas à notre esprit comme une vérité fondamentale et essentielle, et il n'est pas fou d'imaginer que l'humanité trouvera un moyen d'utiliser ces énergies atomiques.

Je remarque ici qu'un raisonnement analogue à celui de Maxwell peut être reproduit à propos des électrons négatifs qui divaguent en tous sens, à la manière des molécules gazeuses, dans les corps conducteurs de l'électricité : deux barres de cuivre en contact sont au même état de tension électrique, ou de potentiel, parce que ces électrons errants prennent un état d'équilibre statistique qui résulte de la compensation de tous leurs mouvements incoordonnés. Mais il n'est pas dit qu'un certain jour, le jeu de ces combinaisons ne produira pas un déséquilibre électrique entre les deux barres par accumulation d'électrons sur l'une d'elles; et si ce miracle scientifique tardait à se produire spontanément, on pourrait imaginer une soupape à électrons ou une trappe manœuvrée par un démon, cousin du précédent, qui fissent passer dans un sens unique les atomes d'électricité négative,

grâce à quoi un courant électrique permanent et gratuit pourrait être réalisé. Ainsi, les lois de l'équilibre électrique, examinées à la lumière des théories modernes, ont perdu leur caractère obligatoire, et une dérogation à ces lois ne constituerait pas un scandale scientifique.

***

Les conséquences de cette conception nouvelle se font encore sentir dans d'autres directions. En 1824, Sadi Carnot, fils du grand conventionnel, hasarda, avec une intuition géniale, un principe qui, consacré par un siècle de progrès, est devenu une des pierres d'assises de la science. D'après le principe de Carnot, toute machine susceptible de transformer de la chaleur en travail doit fonctionner entre une source chaude et une source froide, c'est-à-dire qu'une différence de température est aussi indispensable aux machines thermiques qu'une différence de niveau aux machines hydrauliques. A coup sûr, aucune preuve directe ne peut être donnée à l'appui de cette affirmation, car le propre d'un principe est justement d'être indémontrable, c'est-à-dire de ne pouvoir être déduit d'une vérité plus compréhensive. Celui de Carnot a satisfait, jusqu'ici, à toutes les exigences de la science expérimentale, ce qui n'empêcha pas Maxwell et Gibbs de contester qu'il s'appliquât au monde infinitésimal des atomes. Pour justifier cette restriction par un exemple topique, versons au fond d'une éprouvette une solution concentrée de sulfate de cuivre, dont tout le monde connaît la belle coloration bleue, puis achevons délicatement de remplir l'éprouvette avec de l'eau pure, en évitant le mélange des liquides superposés; l'expérience est faite dans un local maintenu à l'abri des moindres variations de température, comme sont, par exemple, les caves profondes de l'Observatoire de Paris. Au bout d'un an, examinons à nouveau notre éprouvette : nous constatons que le sulfate de cuivre n'est pas resté à la partie inférieure, mais qu'il s'est répandu dans toute la hauteur de la colonne liquide; c'est le phénomène bien connu de la diffusion. Quelque explication qu'on en donne, un fait est certain, c'est que le sulfate de cuivre a

été soulevé, c'est-à-dire qu'un travail mécanique a été accompli, et cela sans qu'aucune différence de température puisse être mise en évidence.

Voilà donc le principe de Carnot en échec. Est-ce à dire qu'il faille le mettre au rancart, comme une de ces vérités provisoires que l'expérience a dépassées? Les physiciens ne vont pas jusque-là; ils se contentent de le ramener au rang de vérité statistique, applicable aux machines thermiques qui sont à l'échelle humaine, et inapplicable à la mécanique des molécules. Lorsqu'on regarde, en esprit, l'Univers au degré de grossissement où ses particules ultimes prennent une vie individuelle, on s'aperçoit que la notion de température n'est, elle aussi, qu'une indication moyenne et que l'égalité parfaite ou la constance des températures ne sont jamais réalisées. En milieu gazeux, par exemple, la température est en rapport avec la vitesse de translation des molécules et croît avec elle suivant une loi simple et bien connue; pour l'azote pris tout à l'heure en exemple, la vitesse est de 454 mètres à zéro degré, mais à 100 degrés, elle s'élève à 531 mètres par seconde. La variation se produit dans le même sens, mais suivant une loi plus compliquée, pour les liquides et les solides. Mais nous avons vu que chaque molécule a sa vitesse propre, qui change des milliers de fois par seconde au hasard des collisions; la vitesse moyenne n'a pas plus de réalité que n'en ont l'âge moyen, ou la taille moyenne des habitants d'un pays. Il faut donc nous faire à cette idée qu'au sein d'une masse solide ou liquide, aussi bien que gazeuse, il n'existe pas de température rigoureusement définie, mais qu'il se crée, de place en place et d'instant en instant, des différences de température qui dépendent des variations de la vitesse moléculaire. Lorsque, dans l'expérience précitée, une molécule de sulfate de cuivre s'élève par diffusion, sa vitesse diminue comme celle d'une pierre qu'on lance en sens inverse de la pesanteur; par suite, sa température s'abaisse et on peut dire que le travail accompli par son ascension résulte de la différence locale et passagère des températures.

Cette question a d'ailleurs été soumise au calcul par Einstein, qui estime les variations possibles de température à

un millième de degré environ, et à un millionième de millimètre cube, les volumes dans lesquels elles pourraient être observées si nous disposions d'instruments de mesure assez délicats. Mais il y a des gens qui préfèrent une bonne observation aux plus savants calculs, et ceux-là ont plaisir à reconnaître l'effet de ces variations de température dans le phénomène des *fluctuations*, observé par Smoluchovski : on sait qu'il existe, pour chaque liquide, une température « critique », ou de « vaporisation totale », qui est celle où le liquide et sa vapeur ont la même densité; ainsi, de l'acide carbonique liquéfié se transforme intégralement en vapeur lorsqu'on élève sa température au-dessus de 31 degrés; au voisinage de cette limite, le liquide et le gaz qui en procède diffèrent si peu l'un de l'autre, qu'il suffit de la moindre variation de température pour produire la liquéfaction ou la vaporisation. Les modifications accidentelles dues à l'agitation moléculaire suffisent à produire ces changements d'état au sein de la masse fluide; il en résulte un défaut d'homogénéité qui se révèle à nos yeux par un aspect laiteux et une *opalescence* caractéristique : c'est ainsi qu'un phénomène visible à l'œil nu suffit à manifester le trouble intime qui résulte de l'agitation moléculaire.

Ainsi, en même temps qu'un des principes directeurs de la science descend au rang de vérité statistique et contingente, la température nous apparaît comme un état moyen qui n'exclut pas, et même qui exige des variations locales et temporaires; mais ces accidents seront d'autant moins probables qu'on s'écartera davantage de la valeur moyenne. Il n'est donc pas impossible, logiquement parlant, qu'un point d'un corps froid s'élève spontanément jusqu'à l'incandescence ou qu'inversement un corps chaud puisse être manié sans brûlure; mais lorsqu'on cherche à évaluer numériquement la probabilité de ces miracles scientifiques, on tombe sur des ordres de petitesse qui confondent l'imagination et qui doivent décourager ceux qui souhaiteraient être témoins de tels phénomènes; ils ont des millions de fois plus de chances de séparer des poudres de diverses couleurs en agitant la fiole qui les renferme, ou de voir, dans une bouteille d'encre, toutes les molécules colorantes se séparer de leur dissolvant.

***

Cet examen de quelques lois physiques, auquel on pourrait ajouter tous les phénomènes radioactifs, nous ramène au point de vue de la philosophie grecque, qui faisait gouverner le Monde par le hasard. On peut se demander si cette conclusion d'une science particulière est valable en dehors de cette science. On ne peut pourtant pas raisonner comme si la physique et ses lois restaient cantonnées entre les murs d'un laboratoire; elles régissent tout le monde matériel, et même le monde vivant. Nous sommes faits avec les mêmes atomes que l'air qui nous entoure et que les pierres du chemin, et les mêmes conflits moléculaires se produisent à l'intérieur de tous les êtres, vivants ou inanimés. Ces conflits sont soumis aux lois des grands nombres, de telle sorte que les états et les formes qui apparaissent le plus fréquemment sont aussi ceux qui correspondent à la plus grande probabilité; l'expérience prouve qu'ils ne sont pas définis rigoureusement, et qu'il se produit des fluctuations, c'est-à-dire des variations de faible amplitude autour d'un type ou d'un état moyen. C'est ainsi que les individus s'écartent plus ou moins du type normal qui définit l'espèce, et que la loi mathématique de Gauss relie ceux de ces écarts qui sont mesurables aussi exactement que ceux qui se produisent dans une masse gazeuse en équilibre; dans ce cas aussi, des formes anormales peuvent apparaître de loin en loin, qui sont les monstruosités. Dans cette conception moderne, les monstres ne sont pas des exceptions qui viennent contredire une loi générale, ils sont des formes nécessaires, car il est inévitable qu'il y ait, par exemple, des nains et des géants, mais leur apparition est d'autant plus rare que leur taille s'écarte davantage de la moyenne de l'espèce, qui correspond à la plus forte probabilité.

Ainsi, l'Univers entier, vivant et inerte, nous paraît être construit sur le même type que la physique a pu analyser, et obéir aux mêmes lois profondes. N'est-ce pas, d'ailleurs, dans les phénomènes biologiques et sociologiques que les lois statistiques ont été découvertes, bien avant qu'on n'en

eût fait l'application au monde des atomes? Tous ces phénomènes comportent des exceptions, d'autant plus rares que le phénomène envisagé s'écarte davantage de sa forme normale. Ces exceptions nous paraissent à la ois fatales et imprévisibles; mais si nous ne savons pas les prévoir, c'est parce que l'infirmité de notre raison et la médiocrité de notre science nous empêchent de débrouiller l'écheveau des causes agissantes; nous ressemblons à ces sauvages qui considèrent comme miraculeux le pouvoir de l'homme blanc capable de prévoir une éclipse; et il n'est pas impossible d'imaginer que des êtres mieux doués que nous, ou munis de lumières qui nous manquent, soient en état d'annoncer ces phénomènes exceptionnels.

Je m'en voudrais d'insister plus longuement sur ces suppositions, qui vont bien au delà de la science positive. Il me semble cependant qu'on peut conclure de ce qui précède, que les négations tranchantes d'un certa n dogmatisme scientifique ne sont plus de mise dans l'état actuel de nos connaissances. Les lois naturelles ne forment plus de barrières infranchissables; elles admettent, et même appellent l'exception; elles ont supprimé de leur vocabulaire le mot « impossible », pour y substituer celui d' « improbable ». D'ailleurs, la science ne se préoccupe pas de savoir quel parti on pourra tirer de ce changement; de même qu'elle reste indifférente entre le bien et le mal, elle n'intervient ni dans les querelles d'écoles, ni dans les conflits de conscience. Elle cherche uniquement, en tâtonnant, la part de vérité accessible à nos sens et à notre raison, qui n'est peut-être qu'une partie de la Vérité.

L. HOULLEVIGUE

CRISE DU FRANC

ET

DETTES FLOTTANTES

La fièvre des changes est tombée. La livre sterling, après avoir été payée jusqu'à 123 francs, le 8 mars, s'échange aux environs de 74; le dollar, qui avait approché de 29 francs, est revenu aux environs de 17[1]. Une chute parallèle s'est produite sur les autres devises appréciées. La perte du franc, par rapport aux parités d'avant guerre — c'est-à-dire par rapport à l'or, les principaux changes étant, à cette époque, maintenus dans les limites des gold-points, — a été ramenée de 82 à 70 p. 100. C'est un joli résultat.

C'est un joli résultat, d'abord du point de vue de l'amélioration relative de notre monnaie. La valeur de celle-ci est encore très loin du niveau où l'on pouvait espérer que l'auraient relevé les efforts de restauration économique et financière de ces dernières années. Mais on sait quelles défiances internationales se sont jetées à la traverse de notre redressement monétaire et ont empêché les sacrifices, que nous nous imposions dans ce but, de produire tout leur effet.

Cette constatation, toutefois, ne doit pas nous décourager. Si au lieu de regarder, devant nous, la pente qui reste encore à gravir, nous tournons nos regards en arrière, si nous sondons la profondeur des abîmes où nous avons failli nous laisser précipiter, nous devons nous sentir réconfortés par le mer-

1. Ce sont là les cours du 7 avril.

veilleux rétablissement réalisé en l'espace de quelques semaines.

Notre devise se retrouve aujourd'hui à peu près au même point qu'au début de l'automne. Nous revoyons les cours de fin septembre-commencement octobre, au moment où l'Allemagne déclarait renoncer à la résistance passive dans les territoires occupés et où la spéculation internationale paraissait se porter à la hausse sur le franc. En moins de trois semaines, nous avons rattrapé le terrain perdu dans les cinq mois précédents. Nous avons résorbé la dépression provoquée, en novembre, par les déclarations de M. Baldwin qui firent redouter, un moment, la rupture de l'Entente franco-anglaise; la dépression produite en décembre par l'exploitation spéculative de nos difficultés de fin d'année; en janvier et février, par l'attaque de grand style des baissiers, attaque dont les cours rappelés plus haut indiquent la brutalité.

Ce brusque redressement a une portée matérielle d'autant plus satisfaisante que les prix intérieurs ont été arrêtés dans leur ascension avant que leur progression devînt vraiment menaçante pour la paix publique. Beaucoup reste à faire de ce côté et l'on peut souhaiter que l'ajustement s'opère peu à peu autour d'un niveau général moins élevé que le niveau actuel; mais c'est bien quelque chose que d'avoir empêché le mal de s'aggraver.

La portée psychologique de ce résultat est infiniment plus grande. La formidable pression exercée sur le franc visait plus loin que sa dépréciation intrinsèque, plus loin que l'anéantissement graduel de son pouvoir d'achat sur le marché intérieur et sur le marché international; *c'est, en réalité, le moral de la France qu'on voulait atteindre,* afin d'avoir raison plus facilement de ses résistances dans les discussions diplomatiques qui vont bientôt s'ouvrir. Eh bien! cette tentative a échoué. Le Pays s'est ressaisi avant qu'il fût trop tard. Une contre-attaque rapidement organisée et vigoureusement conduite, a brisé, en quelques jours, l'élan de la spéculation baissière sur le franc; elle l'a déroutée, forçant les vendeurs à découvert à se liquider après avoir essuyé de lourdes pertes.

Tout le monde a suivi les péripéties de cette grande bataille. Décidée le 9 mars, dans un conseil tenu à l'Élysée et dont les

journaux ont publié un bref compte rendu, elle fut engagée presque aussitôt. Dès le 11 mars, un tir de barrage énergique coupait net tous ses effets à la manœuvre des assaillants. Le 13, nous passions à l'offensive, non seulement à Paris, mais, simultanément, sur les principales places de change. Le découvert était débordé. Dans l'impossibilité de se procurer, même en les empruntant très cher, les francs vendus et dont la livraison était exigée, il a dû se racheter précipitamment et ses rachats ont accéléré la reprise. En huit jours, la livre sterling était ramenée au-dessous de 84 francs, le dollar à 19 fr. 50, soit un recul de près de 40 francs sur la livre, par rapport à sa parité du 8 mars, et d'une dizaine de francs sur le dollar. L'objectif poursuivi était atteint. Le franc se retrouvait au niveau antérieur à la grande dépression spéculative amorcée en décembre, aggravée dans de folles proportions en janvier et février. Le calme était rétabli dans les esprits; la panique était conjurée.

Depuis, notre devise s'est encore améliorée. Mais cette amélioration s'est produite sans que le Syndicat de Défense organisé sous les auspices de la Banque de France, après la réunion du 9 mars, ait eu à intervenir. Son action s'est bornée à accompagner le recul des changes étrangers, à le modérer même à certains moments, afin d'éviter des troubles financiers et économiques qu'aurait provoqués un réajustement trop précipité.

Ce faisant, d'ailleurs, le Syndicat reconstituait ses approvisionnements, compensait les crédits laissés à sa disposition et se remettait en mesure de contrarier toute récidive de la spéculation à la baisse du franc.

Sage précaution, dictée à la fois par la prudence et par les nécessités d'une situation générale qui est loin d'être éclaircie.

Ne nous y trompons pas : la partie n'est pas définitivement gagnée. La trêve actuelle n'est pas la paix; elle n'est qu'un répit arraché à l'ennemi, à la faveur des excès spéculatifs qui avaient affaibli ses positions et les rendaient très vulnérables. Qu'on ne croie pas qu'il ait renoncé à ses projets. Il les reprendra à la première occasion, au premier incident et il nous faudra sans doute briser bien des velléités de revanche avant qu'il soit découragé. Disons-nous bien que nous n'avons

eu si facilement raison de lui que parce qu'il avait manqué de mesure dans l'exploitation de ses premiers succès. Profitons de la leçon et ne commettons pas la même faute.

Certes, la tentation est grande de pousser toujours plus loin. Les conseils ne manquent pas; les bonnes raisons non plus. Mais ceux qui ont la responsabilité de la manœuvre sont obligés de tenir compte des réactions de tous ordres que provoquent leurs interventions. Ils ont mené ce premier assaut avec des troupes mercenaires, engagées pour un temps et pour une besogne déterminée. Cette besogne est faite. Il appartient maintenant aux troupes régulières, — en l'espèce, à la production et au commerce, — de fortifier les positions reconquises et d'accomplir de nouveaux progrès.

La situation est claire, le terrain déblayé. Industriels et commerçants peuvent reprendre leurs opérations dans une atmosphère de sécurité relative. C'est à eux de sauvegarder au mieux leurs intérêts dans le cadre de la liberté rétablie et par le jeu régulier de l'offre et de la demande. On s'exposerait à de cruelles déceptions en mettant trop d'espoirs, pour l'avenir, dans des interventions du genre de celle qui vient d'être faite et qui a ramené le franc à sa valeur présente. D'autres seront peut-être nécessaires. Toutefois, il ne faut pas s'en exagérer l'efficacité. Celle-ci, au surplus, ne pourrait que s'affaiblir par un exercice permanent.

Dans certains milieux, où l'on semble avoir déjà quelque peu oublié le cauchemar d'hier, on s'imagine volontiers que toutes les erreurs et toutes les défaillances peuvent être rachetées par des habiletés techniques. Dangereuse illusion! L'artificiel n'est jamais bien solide. Les améliorations que nous venons d'obtenir n'auront d'effet durable qu'appuyées par une consolidation de notre condition économique et financière. C'est pourquoi, il fallait se garder tout d'abord de dépasser la limite au delà de laquelle économie et finances auraient risqué de graves perturbations.

Maintenant que la fièvre est tombée, que nous avons plus de liberté d'esprit et, aussi, plus de liberté d'action, il importe que l'on s'attaque résolument aux causes véritables du mal. Nous devons définir et appliquer sans retard le traitement général qui corrigera, — en attendant de le faire disparaître —

cet état de réceptivité morbide qu'ont exploité les spéculateurs à la baisse sur le franc.

Dans un précédent article [1], nous avons dégagé les éléments générateurs de nos difficultés présentes : ce sont nos dettes flottantes intérieure et extérieure.

La diminution du pouvoir d'achat de notre monnaie sur le marché international, par comparaison aux monnaies étrangères et, sur le marché intérieur, par rapport aux marchandises ou aux services, a son origine dans les mouvements de ces dettes flottantes. C'est dans la dette flottante extérieure, représentée par plusieurs milliards d'avoirs en francs aux mains des étrangers, que se nourrit la crise du change; c'est dans la dette flottante intérieure, représentée par des dizaines de milliards de valeurs à court terme du Trésor et par les avances de la Banque de France à l'État que se nourrit la crise des prix. Ces deux crises — la preuve vient d'en être faite une fois de plus — sont solidaires; elles s'influencent mutuellement : tantôt c'est la crise du change qui entraîne la crise des prix; tantôt c'est la crise des prix qui entraîne celle du change, la priorité revenant à l'une ou à l'autre, selon les causes qui déterminent la dépréciation de la monnaie.

Avec les époques, ces causes varient, moins peut-être de nature que d'importance relative. Au lendemain de la guerre, alors qu'il nous fallait acheter, coûte que coûte, à l'étranger, de quoi approvisionner nos usines et mettre en marche la réparation des régions libérées, c'est le déficit de nos balances commerciales qui était le facteur dominant. En 1919, l'excédent de nos importations sur nos exportations fut d'environ 24 milliards; en 1920, de 23 milliards. La proportion énorme dans laquelle il nous a fallu recourir au crédit en vendant des francs, a pesé lourdement sur notre change.

A côté, presque sur le même plan, est intervenu un autre facteur de dépréciation, dont la pression fut plus directe : c'est l'augmentation des billets de banque en circulation. Cette augmentation est venue d'abord de l'accroissement rapide des avances de la Banque à l'État. Le maximum des prélèvements autorisés au profit du Trésor a été porté

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er mars 1924 : *La Crise du franc.*

de 21 à 24 milliards, par une convention du 13 février 1919 et à 27 milliards, par une convention du 24 avril suivant, à peine deux mois après. Les émissions de billets ont passé de 28 700 millions, au début de décembre 1918, à 37 660 millions au début de 1920 et à 39 600 millions dans les premiers jours de novembre; soit près de 11 *milliards* pour cette période, dont 9 *milliards* pour 1919 seulement.

En fait, l'augmentation réelle des pouvoirs d'achat a été très supérieure à ces chiffres. Pendant la guerre, une thésaurisation intense avait absorbé un montant considérable de billets. Le pouvoir d'achat que représentaient ces billets n'étant pas exercé, n'avait pu peser sur les prix de façon continue. — C'est d'ailleurs ce qui explique que la hausse n'ait pas été plus forte malgré le volume des émissions de papier-monnaie. — Après l'armistice, et plus particulièrement dans le second semestre de 1919 et le premier semestre de 1920, la plus grosse partie de ces billets a été remise en circulation. De très importantes mutations de propriétés ont eu lieu. C'est le moment où les paysans ont libéré leurs hypothèques, où les fermiers et métayers ont acquis un grand nombre de domaines, dont ils étaient déjà les exploitants. Tout le monde a pu constater cette évolution et ses graves conséquences monétaires : *en l'espace de quelques mois, plusieurs milliards d'instruments de paiement furent rendus à la circulation.* On sait à quels niveaux ce reflux a porté les prix.

Quel fut le chiffre de ces restitutions? Il est assez difficile de l'évaluer. On peut cependant s'en faire une idée d'après les impôts perçus à l'occasion de transferts d'immeubles, de terres et de droits immobiliers.

Dans les dernières années, qui ont précédé la guerre, ces impôts correspondaient à un mouvement en capital d'à peu près 2 milliards et demi. Pour le second semestre de 1919, ce mouvement correspond à 4 milliards et demi, en chiffres ronds, et pour le premier semestre de 1920, à près de 7 milliards; soit, pour cette période de douze mois, un mouvement en capital de 11 *milliards*. On retombe à 7 milliards et demi en 1921.

Nous n'avons pas l'intention d'insister sur ce passé. Nous ne l'avons rappelé que pour noter les différences avec la

situation actuelle. Ces différences sont essentielles. Dans l'aggravation d'aujourd'hui, ces deux éléments : balance commerciale; multiplication des instruments monétaires en circulation n'ont eu qu'une influence tout à fait secondaire.

La *balance commerciale* s'est très notablement améliorée. Son déficit va sans cesse diminuant depuis 1920. Pour 1923, il est sensiblement inférieur au déficit des années d'avant-guerre, si l'on tient compte de la dépréciation du franc. D'après les statistiques de la Direction Générale des Douanes, — statistiques sur lesquelles nous faisons plus loin certaines réserves — l'excédent de nos dettes commerciales serait d'un peu plus de 2 milliards, si l'on considère la totalité des entrées et des sorties enregistrées par l'Administration; un peu plus de 3 milliards, si l'on ne considère que le commerce avec l'étranger.

Ces résultats sont corrigés, à notre avantage, par le solde largement créditeur de la *balance invisible*, c'est-à-dire les consommations sur place faites par les nombreux étrangers qui visitent notre pays, les entrées et les sorties qui échappent à l'enregistrement par les agents de la Douane, etc., etc. Compte tenu de ces éléments, il n'est pas douteux que les créances et les dettes de *nature commerciale* ont retrouvé leur équilibre; il est même probable que nous avons des excédents. — Qu'on note bien que nous parlons, ici, *balance commerciale* et non *balance générale* de nos engagements et de nos droits.

Quant à la circulation monétaire, elle est très loin de s'être accrue dans les proportions anormales observées en 1919.

En 1923, le maximum de la circulation n'a pas atteint 38 milliards (37 939 millions le 6 décembre). Dans les deux dernières années, les émissions de billets ont évolué entre 37 et 38 milliards, alors qu'au début de novembre 1920, elles s'étaient élevées à 39 646 millions. Les avances de la Banque à l'État n'ont pas, non plus, augmenté. Non seulement, elles n'ont pas augmenté, mais des remboursements s'élevant, au total, à 3 800 millions, ont permis de ramener le maximum des prélèvements autorisés de 27 milliards à 23 200 millions, à partir de 1er janvier 1924.

Si l'on observe les mutations à titre onéreux de terres, immeubles et droits immobiliers, on retrouve un mouvement

en capital d'environ 10 milliards, en 1923, contre 7 milliards et demi en 1921 et un peu plus de 8 milliards en 1922. Il est possible que, de ce côté, se manifeste un reflux de la thésaurisation; mais ce reflux est très certainement moindre, toutes proportions gardées, que celui de 1919 et de 1920.

Les économies restent de moins en moins sous la forme de billets de banque. Les populations rurales ont maintenant l'habitude de les investir en bons à court terme du Trésor, de sorte que leur dégagement, en vue d'achats de terres ou autres dépenses, n'a pas un effet monétaire aussi accusé. Cet effet monétaire ne se produirait que si le Trésor était obligé de recourir aux avances de la Banque pour effectuer les remboursements de bons qui lui sont réclamés, ce qui n'a été le cas, jusqu'ici, que pour une faible partie, à en juger par les mouvements de la dette de l'État envers l'Institut d'émission.

Tenant compte de ce que le bassin de la Sarre ayant été mis au régime du franc, un contingent supplémentaire de billets est nécessaire pour cette région; tenant compte, également, des exportations de monnaie française dans les territoires occupés de la Rhénanie et de la Ruhr, — exportations que l'on a trop facilitées et même encouragées à certains moments — on ne peut prétendre qu'il y ait eu multiplication des instruments monétaires, dans des proportions susceptibles d'exercer sur le franc une action matérielle de dépréciation analogue à celle que nous avons pu constater en 1919.

A quoi donc était due la dépréciation qui s'est produite au cours des derniers mois? Nous l'avons dit : au resserrement de la Trésorerie. Les engagements très lourds du Trésor, les charges nouvelles qu'on menaçait d'ajouter à son passif, ont fait craindre un nouveau recours aux émissions anormales de billets pour ajuster ressources et dépenses. C'est cette crainte qui a effrayé les porteurs de francs au dehors et au dedans. La spéculation, qui n'attendait qu'une occasion pour attaquer notre devise, a exploité ces inquiétudes. Il lui a suffi de déclencher un mouvement de baisse sur notre change, pour que se développassent, aussitôt, les réactions que nous avons exposées.

Quels remèdes appliquer à cette situation?

D'abord, fixer les francs dans les mains de ceux qui les détiennent, étrangers ou nationaux; dissiper les craintes qu'ils ont pu concevoir au sujet d'un retour possible aux mauvaises pratiques monétaires; donner toute notre attention au problème de la Trésorerie, afin de faire disparaître jusqu'à l'impression qu'on pourrait être amené à recourir aux émissions anormales de billets.

Cette première étape : *la restauration de la confiance*, nous la parcourons en ce moment. On peut bien le dire : depuis un mois, nous assistons à un véritable renversement en notre faveur de la balance du crédit. Les mesures financières finalement adoptée par les Chambres, ont produit sur l'étranger une excellente impression. Nos efforts pour obtenir, au prix de gros sacrifices, l'équilibre de notre budget, non plus à l'aide d'emprunts, mais par des ressources normales d'impôts et une compression plus énergique des dépenses, ont montré une résolution dont on commençait à ne plus nous croire capables.

A l'intérieur, on observe un changement du même ordre. Depuis que l'épargne sait les ressources et les dépenses du Trésor mieux ajustées, qu'elle le sent, par suite, moins exposé aux accidents qui l'avaient fait s'écarter quelque peu de ses guichets dans ces derniers mois, elle vient plus volontiers à son aide. Ajoutons que les interventions, dont il est parlé plus haut, en brisant les manœuvres dirigées contre notre crédit, ont grandement contribué à ce rétablissement de la sécurité et de la confiance.

Mais ceci est l'œuvre d'hier. Il faut maintenant songer à l'œuvre de demain. Fixer le flottant étranger dans les mains de ses détenteurs actuels ou, ce qui revient au même au point de vue des résultats, le rendre inoffensif dans ses déplacements, ne saurait suffire. Nous devons nous préoccuper d'organiser sa réduction progressive. De même, il importe d'envisager, le plus rapidement possible, la réduction du flottant intérieur qui, à bien des égards, est tout aussi dangereux, en raison de son exagération et de la nature instable des éléments qui le constituent.

Consolidation de la Dette flottante, organisation d'un système économique mieux approprié à l'accroissement indis-

pensable de nos débouchés, tels sont les deux principaux chapitres de cette politique d'avenir.

La réduction du flottant intérieur est relativement aisée, car elle met surtout en jeu des volontés nationales. Sans doute, les emprunts de consolidation, grâce auxquels pourra être résorbée une fraction plus ou moins importante de ce flottant, sont subordonnés à certaines conditions préalables, à une préparation des esprits et du marché financier.

La consolidation est une fleur qui doit être cueillie à son heure; trop tôt, elle ne donnerait pas tout son parfum; trop tard, elle serait étiolée et risquerait de décevoir. Mais nous sommes quelque peu les maîtres de son éclosion et de son développement, puisque, encore une fois, il s'agit d'une préparation et d'un aménagement intérieurs. On a laissé passer bien des occasions favorables. On s'est endormi sur l'illusion que l'approvisionnement de la Trésorerie était réglé par une sorte d'automatisme, contre lequel ou en faveur duquel on ne pouvait rien. Cette politique de paresse a eu ses doctrinaires et ses conseillers. Elle nous a valu une rude leçon. Espérons que celle-ci sera comprise et qu'à l'avenir, on s'efforcera de tirer parti des événements en vue d'une politique définie, au lieu de laisser les événements dominer cette politique. Le nouveau ministre des Finances y paraît résolu : C'est bien.

Le problème de la liquidation du flottant étranger est tout différent. Cette liquidation suppose des excédents de créances extérieures que nous pourrons appliquer à la compensation des déficits de nos balances d'après guerre.

Une part importante de ces déficits a déjà été plus ou moins consolidée. Les avoirs en francs, constitués en 1919 et 1920, en contre-partie des crédits de change mis à notre disposition par la spéculation étrangère à la hausse sur le franc, ont été investis, pour partie, en achats d'immeubles, de biens fonciers, de valeurs mobilières. Notre dette-capital s'est muée ainsi en une dette-revenu par la volonté des prêteurs; de ce fait, la menace qui pèse sur notre change est évidemment moindre et moins directe. Tant que dureront ces investissements, on n'aura à s'occuper que du transfert des revenus.

Mais pour le solde, pour la portion qui n'a pas reçu un

emploi consolidé, et qui est toujours sous la forme d'avoirs en banque, exigibles à vue ou à court préavis, nous restons exposés aux troubles qu'entraînent ses déplacements. Ces troubles — nous l'avons expliqué longuement dans notre précédent article, — viennent de ce que ces avoirs ne trouvent que difficilement leur contre-partie en devises étrangères, lorsque les détenteurs réclament le rapatriement.

Chaque fois que la conversion en est demandée au marché des changes, il doit recourir au crédit pour les compenser. Nous remplaçons donc simplement une dette par une autre dette. Il n'y aurait vraiment diminution de passif que si nous étions en mesure d'appliquer des créances réelles à la liquidation de l'arriéré. Jusqu'ici, il ne semble pas que nous ayons eu cette possibilité. C'est du moins notre opinion et l'impression qui se dégage des évaluations que nous avons faites des divers éléments de notre balance générale pour 1923, la plus favorable depuis l'armistice.

Il est vrai qu'on a discuté nos évaluations. Certains ont trouvé nos conclusions pessimistes; d'autres ont relevé, dans nos calculs, des omissions qui seraient de nature à en modifier quelque peu les résultats [1]. Nous faisons d'autant moins de difficulté pour accepter ces rectifications que nous n'avons pas prétendu — nous l'avons dit de façon assez nette pour que nul ne puisse s'y méprendre — dresser un *tableau complet* de nos créances et de nos engagements extérieurs. Nous avons voulu simplement mettre en garde contre certaines exagérations qui n'étaient pas sans danger au moment où on cherchait les moyens d'enrayer la crise du franc.

Les omissions que nous avons pu faire dans l'évaluation de nos actifs n'ont d'ailleurs pas l'importance qu'on a bien voulu leur attribuer. Au surplus, et en y regardant de plus près, on trouverait peut-être qu'elles sont largement compensées par celles qu'on aurait pu relever dans les éléments de notre passif.

On nous a reproché de n'avoir pas tenu compte des frêts et assurances payés à des Compagnies françaises, tant à

1. *Erratum.* — Une erreur d'impression nous a fait dire que les remises des étrangers travaillant en France pouvaient être évaluées à UN milliard (p. 207. *Revue de Paris* du 1er mars). C'est UN DEMI-*milliard* qu'il faut lire.

l'importation qu'à l'exportation. *Le Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations économiques* (n° du 1er mars) estime ce supplément d'actif à 2 milliards. Notre omission est certaine, mais l'évaluation du *Bulletin quotidien* nous paraît très exagérée.

D'après les renseignements que publie la *Direction générale des Douanes*, le tonnage enregistré à l'entrée et à la sortie de nos ports en 1923, a été, en chiffres ronds, de 72 400 000 tonneaux. Dans ce total, le pavillon français représente à peine 20 millions de tonneaux. Encore, convient-il de faire une discrimination entre les transports en provenance ou à destination de l'étranger et ceux en provenance ou à destination des colonies. Ces derniers représentent plus de 8 millions de tonneaux. Il reste par conséquent, à peine 12 millions de tonneaux pour la navigation avec l'étranger, la seule qui puisse entreren ligne de compte pour l'établissement de la balance de nos créances et de nos dettes extérieures. Il suffit de rapprocher ce chiffre de 12 millions de tonneaux du taux moyen des affrètements et des assurances en 1923 pour s'apercevoir qu'une évaluation de *deux milliards* est au moins quatre ou cinq fois trop forte.

Nous n'avons pas tenu compte, non plus, des livraisons effectuées par l'Allemagne au titre des réparations et qu'il aurait fallu déduire du montant de nos dettes commerciales envers l'étranger. L'Allemagne, en effet, est simplement créditée en compte et nous n'avons effectué aucun achat de change pour payer l'équivalent des 500 millions de francs de marchandises diverses qu'elle nous a livrées en 1923.

Si nous avons négligé cet élément, c'est qu'il a été plus que compensé par nos dépenses et achats dans les territoires occupés de la Rhénanie et de la Ruhr. On sait que ces dépenses et achats ont donné lieu à des exportations de francs, que l'on a imprudemment encouragées. Nous éprouvons, aujourd'hui, les inconvénients de cette accumulation de nos billets de banque en des mains qui n'ont pas précisément la volonté de les utiliser dans l'intérêt français. Ce sont les premières troupes dont s'est servie la spéculation.

En ce qui concerne les ressources apportées par les touristes ou les étrangers, certains les évaluent à un chiffre très supé-

rieur au nôtre. Nous les avions estimées à 3 milliards environ, *compte tenu des compensations à opérer du fait des dépenses que font, à l'étranger, les Français qui y voyagent ou y séjournent.* A la Chambre, M. Bokanowsky a indiqué un chiffre voisin de 9 à 10 milliards [1].

« Avant la guerre, a-t-il déclaré, on évaluait l'exportation sur place à 2 ou 3 milliards. Aujourd'hui, elle atteint bien un chiffre triple ou quadruple, à raison des dévalorisations de toutes sortes, étant donnés les gains réalisés par les étrangers et la facilité avec laquelle ils viennent chez nous satisfaire leurs goûts de luxe et acheter des objets de luxe. » 2 ou 3 milliards avant la guerre; trois ou quatre fois plus maintenant, cela ferait donc bien un chiffre de 9 à 10 milliards. L'évaluation la plus forte donnée jusque-là n'avait pas dépassé 6 milliards.

Sur la base d'*une dépense quotidienne de* 300 *francs* pour un séjour moyen de trente à quarante jours, chaque visiteur représenterait de 9 à 12 000 francs. Si l'on rapproche cette dépense moyenne de l'estimation à 10 milliards du total des ressources apportées par les étrangers, on arrive à un chiffre de visiteurs d'environ un million. Or, les renseignements fournis par les agences et les groupements d'hôteliers, donnent à peine 3 à 400 000 avec un séjour moyen sensiblement moindre et une dépense journalière moindre également.

Quant au commerce de nos colonies avec l'étranger, dont on nous a également reproché de n'avoir pas tenu compte, il est en déficit et non, comme on l'a prétendu, en excédent. Les statistiques pour 1923 ne sont pas encore centralisées; celles de 1922 font ressortir un déficit, dans l'ensemble, d'environ un demi-milliard. Peut-être, nos contradicteurs ont-ils oublié d'incorporer dans leurs calculs le déficit commercial de la Syrie, dont le système monétaire est accroché au nôtre, et qui bénéficie de ressources en francs assez importantes, du fait de nos dépenses d'occupation.

La seule objection qui porte réellement est celle qui vise l'évaluation de notre commerce extérieur par l'administration des Douanes. Il semble bien qu'à l'importation, la Douane comprenne certains éléments qui majorent arbi-

1. Deuxième séance du 22 février 1924.

trairement le montant de notre dette envers l'étranger. Par contre, à l'exportation, ses estimations sont vraisemblablement inférieures à la réalité — nous avions d'ailleurs fait une réserve générale à cet égard. — Tenant compte de ce qui est ajouté indûment à l'entrée et de la sous-évaluation des sorties, on doit pouvoir conclure que nos créances et nos dettes commerciales s'équilibrent, ce qui est déjà un beau résultat, si l'on songe à l'effort immense qu'il a fallu faire pour en arriver là après les énormes déficits de 1919 et de 1920.

Mais à quoi bon poursuivre cette controverse? Aussi bien, le but que nous nous étions proposé est-il atteint, puisque, d'une manière générale, on en vient peu à peu à envisager la situation de façon plus objective.

Si l'on avait cherché plus tôt à se rendre compte des réalités, si l'on avait dégagé avec plus d'impartialité financière et politique, les véritables causes de la crise que nous subissons, non pas les causes immédiates et apparentes, mais les causes lointaines et profondes, celles qui sont à l'origine de nos difficultés présentes, on aurait hésité devant certaines mesures qui risquent d'aggraver le mal au lieu de le guérir. Il est probable, par contre, qu'on se fût davantage préoccupé de rendre à la Trésorerie l'élasticité indispensable.

Nous ne sommes pas et nous n'avons jamais été pessimiste. Nous savons trop de quoi ce Pays est capable lorsqu'on ne contrarie pas ses efforts et son initiative. Il a donné assez de preuves de son inébranlable volonté de relèvement pour qu'on lui fasse confiance et qu'on ne le juge pas inapte à entendre certaines vérités. Si nous avons essayé loyalement de projeter quelque lumière sur notre balance extérieure, c'était d'abord pour éviter qu'on ne s'engageât sur des données fausses et qu'on fît peser indûment sur l'industrie, le commerce et l'épargne la responsabilité de la situation. C'était aussi pour qu'on se rendît compte de la nécessité de mettre de l'ordre dans une politique économique et une politique douanière dont l'incohérence est un très gros obstacle à notre redressement.

Le moins qu'on puisse dire de notre régime douanier, c'est que les nombreux changements qu'on lui a fait subir au cours de la guerre et depuis en ont fait un véritable monstre. Il est

grand temps qu'on se préoccupe de le refondre et d'en coordonner les diverses parties.

Nous pensons, quant à nous, qu'on serait bien inspiré si l'on procédait à cette refonte dans un esprit plus libéral que celui qui a présidé aux modifications auxquelles nous venons de faire allusion. C'est folie que de prétendre augmenter nos débouchés extérieurs, en laissant nos propres frontières cadenassées. Or, cet accroissement de nos débouchés extérieurs sera bientôt une nécessité vitale, non pas seulement dans l'intérêt de notre change, mais aussi pour écouler une production qui ne tardera plus longtemps à être surabondante. Jusqu'ici, cette production a trouvé un exutoire facile dans les régions dévastées. Mais les réparations touchent à leur terme; l'exutoire va se fermer et il va se fermer au moment même où la grande masse des industries reconstituées et accrues depuis l'armistice, va entrer dans la période de plein rendement.

Qu'on y réfléchisse. Ne nous laissons pas surprendre, une fois de plus, par les événements. Montrons-nous prévoyants si nous voulons modérer et peut-être éviter les douleurs d'une nouvelle crise. Allons résolument à une politique de traités de commerce qui nous permette l'organisation sérieuse et durable d'importants débouchés.

JULES DECAMPS

LE NOUVEAU MINISTÈRE DE M. POINCARÉ

M. Poincaré a formé le 28 mars un nouveau ministère qui s'est présenté dans les premiers jours d'avril devant les Chambres et qui a obtenu tout de suite une forte majorité. Au moment où nous achevions notre dernière chronique, nous apprenions la soudaine ouverture d'une crise ministérielle et nous écrivions que cette crise, qui ne se prolongerait pas, ne modifierait pas l'état général des affaires intérieures. M. Poincaré, dès que son nouveau ministère a été constitué, a déclaré en effet qu'il n'avait accepté le pouvoir que pour achever son œuvre et que sa politique continuait.

La crise ministérielle qui a éclaté soudain le 26 mars est une des plus curieuses de l'histoire parlementaire. Le Cabinet venait de faire voter à la Chambre et au Sénat les projets financiers relatifs aux économies et aux impôts nouveaux; il venait d'obtenir en outre une victoire éclatante en conduisant avec succès la défense du franc et en faisant passer la livre des hauteurs de 120 francs aux environs de 75 francs. A un observateur non prévenu, il semblait donc plus solide que jamais, et destiné à rester en fonction jusqu'à ce que les élections du 11 mai fussent faites. Cependant une bataille parlementaire, quand elle est vive, ne va pas sans affaiblir le gouvernement et sans mettre en valeur certains de ceux qui l'ont combattu. M. Poincaré en discutant les projets financiers avait eu contre lui l'opposition accoutumée de la gauche dont il avait triomphé. Mais pour d'autres raisons il avait vu refuser leur vote ou s'abstenir un certain nombre de person-

nages parlementaires importants, d'anciens présidents du Conseil, d'ancien ministres, des hommes ayant joué un rôle au Parlement ou hors du Parlement : il avait eu la majorité, mais il n'avait pas persuadé tout le monde. Il en était résulté quelque flottement. A la séance du mercredi matin 26 mars, il se trouva mis en minorité sur la question des pensions. Le vote était inattendu : il n'était pas imprévisible.

Quelques heures à peine après le vote, M. le Président de la République a offert à M. Poincaré les moyens de se représenter devant les Chambres. Le scrutin avait produit un véritable effet de surprise. Bien des députés qui venaient de renverser le ministère avouaient n'avoir pas eu l'intention des choses qu'ils avaient faites; et ils assuraient au président du Conseil qu'ils ne prétendaient nullement atteindre sa politique générale. D'autre part, les séances du matin n'étant pas très fréquentées, il y avait beaucoup de députés qui n'avaient pas voté eux-mêmes. Enfin la majorité contre le gouvernement n'était que de sept voix, et les rectifications de vote faisaient bientôt apparaître que le cabinet avait encore en réalité, dans la Chambre, une majorité restreinte mais certaine. Dans ces conditions M. le Président de la République était fondé à croire que si M. Poincaré se représentait devant le Parlement avec son ministère tout entier, le vote de l'après-midi réparerait le vote du matin. Il offrait d'ailleurs d'expliquer par un message aux Chambres l'initiative qu'il prenait et en vérité c'eût été là une occasion heureuse et légitime de remettre en vigueur ce droit de message que la Constitution accorde au chef de l'État et que la coutume lui concède si rarement. M. Poincaré a refusé la proposition qui lui était faite. Il est, comme on sait, un observateur rigoureux des règles parlementaires. Il a considéré qu'un vote émis était un vote acquis, que le ministère était renversé, et qu'il devait donner sa démission et celle de tous ses collaborateurs.

M. Millerand a immédiatement chargé M. Poincaré de constituer le nouveau ministère, et M. Poincaré a accepté; il ne pouvait pas moralement refuser. On peut croire qu'en des circonstances différentes et s'il avait été libre, M. Poincaré aurait cédé volontiers la place à un autre. Quand un chef de

gouvernement a suffi pendant deux ans à une tâche écrasante, il a droit à un peu de détente, et il a la tentation légitime de laisser à un personnel politique nouveau la charge du pouvoir. Mais en vérité M. Poincaré n'avait pas le choix : il a engagé une politique, et il doit la mener à bien. A la veille des élections, à la veille des négociations interalliées, personne n'aurait compris sa retraite. C'est ce que M. Millerand a fait valoir; c'est ce que les manifestations immédiates du Parlement, les grandes associations, les journaux, lui ont rappelé. M. Poincaré d'ailleurs n'avait pas besoin d'être renseigné sur ses devoirs; il les connaissait mieux que personne; et il n'a pas hésité à reformer un nouveau cabinet.

Toute la question était de savoir quel cabinet il ferait. M. Poincaré a conçu une opération politique de grande envergure que le public et le Parlement même ont accueillie d'abord avec un peu d'étonnement et qu'ils n'ont pas tout de suite comprise. En théorie, M. Poincaré pouvait garder la plupart des ministres de son cabinet; en pratique, il n'a pas cru pouvoir le faire. Au bout de deux ans, un ministère qui a combattu et qui a traversé des circonstances difficiles a fatalement perdu quelque chose de sa force; il a besoin d'être un peu renouvelé, surtout quand il vient d'être mis en minorité. Et dès lors se posait à M. Poincaré un problème embarrassant : comment choisir entre ses collaborateurs? comment garder les uns et sacrifier les autres? L'amitié, la reconnaissance, le souvenir des jours vécus en commun et des labeurs accomplis rendent bien pénible une pareille discrimination. M. Poincaré ne pouvant conserver tous ses ministres a préféré se séparer de tous à la fois, exception faite de M. Maginot et de M. Le Trocquer, particulièrement mêlés aux affaires de la Ruhr. Ce n'est pas sans regret que le président du Conseil a dû se résoudre à une opération de cette nature. Parmi ceux qui l'entouraient, il y avait des amis anciens, il y avait M. Colrat, M. Bérard, et M. Reibel qui avaient été dans leur jeunesse ses secrétaires au Palais, il y avait M. Sarraut, M. Strauss et M. Laffont qui pour lui rester fidèles avaient encouru, sans grand émoi il est vrai, mais avec une honnêteté courageuse les foudres du parti radical-socialiste; il y avait M. de Lasteyrie, qui avait eu à prendre avec lui de graves responsabilités : tous avaient

été ses collaborateurs dévoués. Mais la politique est moins affaire de sentiment que de décision. M. Poincaré songeait aux nécessités du lendemain et à ce qu'on attendait de lui. L'avenir immédiat, c'étaient les élections, et c'étaient les négociations interalliées. Puisque, selon une formule expressive, il renonçait à un faisceau de fidélités, il a voulu un faisceau de compétences : il a formé un ministère fort, représentatif de l'union nationale, pour présider à la fois à la consultation générale du pays et aux négociations diplomatiques.

Il suffit de rappeler la composition du nouveau ministère pour discerner à quelles intentions M. Poincaré a obéi. Aux finances il a rappelé M. François Marsal, qui est considéré au Parlement comme une des forces en réserve pour le service du pays, qui a été ministre du Cabinet Millerand, a été associé aux conversations internationales et a obtenu un de ses plus grands succès au Sénat en parlant de la Conférence de Spa. Il a fait entrer dans le Cabinet, en le plaçant au Commerce, M. Loucheur qui a été ministre pendant et après la guerre, qui connaît l'histoire du traité et de son application, qui a pris part à de nombreuses conférences entre alliés, et qui, sous le ministère Poincaré même, a eu en Angleterre des entretiens qu'il a racontés récemment aux lecteurs de cette Revue. Il a donné enfin le portefeuille de l'Instruction publique à M. Henry de Jouvenel, un des plus jeunes sénateurs, qui a fait une brillante carrière dans le journalisme et qu'il a nommé lui-même délégué de la France à la Société des Nations. Si l'on considère les affaires intérieures, M. Poincaré n'a pas été moins clair. Au ministère de l'Intérieur, particulièrement important à la veille des élections, il a appelé M. de Selves, qui est un des doyens du parti républicain et qui a jadis, en 1912, quelque peu contribué à la chute de M. Caillaux : c'est certainement le ministre de l'Intérieur le plus modéré qu'il y ait eu depuis vingt-cinq ans place Beauvau. Enfin, en demandant la collaboration de M. Louis Marin, député de l'Est, et du Colonel Fabry, député de Paris, ce n'est pas seulement un grand défenseur des économies qu'il a mis à la tête des Régions libérées, ni un vaillant officier, devenu écrivain, qu'il a mis à la tête des Colonies, c'est aussi deux hommes également attachés aux questions de sécurité, avertis des

nécessités militaires, et attentifs aux grands intérêts de la Défense nationale. Enfin M. Lefebvre de Prey, qui est un des membres les plus modérés du groupe de l'Entente et qui a déjà fait partie du cabinet Briand, est devenu garde des sceaux, et vice-président du Conseil; M. Bokanowski, rapporteur des projets financiers, est devenu ministre de la Marine; M. Daniel Vincent, radical-national, est devenu ministre du Travail et a donné sa démission du parti radical-socialiste.

Lors des interpellations rituelles qu'a dû subir le nouveau ministère dès sa formation, on a reproché à M. Poincaré d'avoir choisi comme ministres des hommes qu'il avait parfois contre lui et on lui a même demandé s'il n'avait pas changé de politique. C'est une question qu'on peut toujours poser à un homme d'État au cours de sa carrière, mais le moins qu'on puisse dire de M. Poincaré, c'est que le goût du changement n'est vraiment pas le trait dominant de son caractère. Le président du Conseil n'a pas eu de peine à s'expliquer, en tirant ses raisons du vote même qui l'avait renversé. Il a ajouté fort spirituellement que si un ministère devait être composé d'hommes ayant toujours voté de même, il y aurait peu de chances de jamais composer un Cabinet. Notre sentimentalité, notre amour de la logique, notre goût de la clarté, ont des besoins souvent respectables et légitimes : mais le gouvernement a parfois les siens, qui sont un peu différents. La politique a ses nuances et ses secrets; elle a même, selon le mot de Saint-Simon, ses souterrains. Il peut advenir que des hommes ayant différé d'opinion sur des questions spéciales soient d'accord sur les grandes lignes de la politique. Il peut advenir que des parlementaires ayant voté les uns contre les autres, dans quelques scrutins, appartiennent en fait au même grand parti et soient attachés aux mêmes idées de gouvernement. M. Poincaré était si sûr d'être resté à la tête du nouveau gouvernement le même ministre qu'il était à la tête du précédent Cabinet, qu'il a jugé inutile de refaire tout son programme : il s'est contenté de rappeler brièvement ce qu'il avait dit précédemment de l'ordre, de la paix religieuse, et de la majorité, et il a pu déclarer sans être contredit que sa politique continuait.

Le nouveau ministère Poincaré semble, du point de vue des

affaires intérieures, représentatif de la majorité que le Président du Conseil souhaite, et de celle qui en vérité existe. De M. Daniel Vincent, à M. Lefebvre du Prey, de M. de Jouvenel à M. Marin, de M. Loucheur à M. François Marsal, il comprend toutes les nuances de l'union républicaine nationale. Il y a là des radicaux de gouvernement, des membres du centre, des modérés qui touchent au centre droit. N'est-ce pas une union analogue à celle qui se formait en 1919, lorsque M. Millerand lui donnait un programme dans le discours de Ba-ta-clan, et un modèle dans la liste qu'il constituait à Paris avec Maurice Barrès et M. Puech? Toute l'histoire de la législature a montré qu'en dehors de l'extrême droite et de l'extrême gauche, en dehors des socialistes et des radicaux alliés des socialistes, il y avait à la Chambre une vaste majorité de centre qui a soutenu tous les ministères depuis 1920. Toute l'histoire de ces quatre années a montré qu'il y avait au Sénat, cependant bien plus radical que la Chambre, une majorité d'union qui a soutenu les mêmes ministères et la même politique. M. de Selves, qui connaît à la fois l'administration et les traditions du gouvernement, saura donner avec adresse et avec fermeté au ministère de l'Intérieur les directions, qui ont paru souvent lui manquer, et qui ont besoin d'être claires à la veille des élections.

Mais le ministère nouvellement constitué a aussi son intérêt si on le considère du point de vue des affaires extérieures. Ce n'est pas sans intention que M. Poincaré a fait appel à M. Loucheur, à M. François-Marsal, à M. de Jouvenel. Il a tenu à montrer qu'il rassemblait autour de lui quelques-uns des hommes qui ont l'expérience des conversations internationales et qui ont la réputation d'avoir foi dans les négociations. On reproche parfois au président du Conseil d'avoir l'esprit trop net et trop juridique pour avoir le goût des conversations, on juge que la science des textes et du droit ne le prédispose pas à ces causeries d'un dessein moins précis, d'où sortent souvent les arrangements diplomatiques et les combinaisons; on ajoute même que de hautes et légitimes préoccupations nationales lui voilent les préoccupations européennes. Quand rien, dans ces remarques, ne serait mérité, il est adroit d'en tenir compte. M. Poincaré s'est entouré des ministres qui pas-

sent pour les plus souples, les plus ingénieux, les plus féconds en ressources. Personne en Europe ne pourra mettre en doute l'esprit conciliant de M. Poincaré et de ses collaborateurs. Comme il règne toujours à l'étranger l'illusion qu'on obtiendrait d'un autre gouvernement ce qu'on n'obtiendrait pas de M. Poincaré, il est bon qu'on sache partout, à la vieille des négociations, que le nouveau ministère représente l'ensemble des volontés de la majorité de la nation, et que ce qu'il refusera, aucun gouvernement ne l'accorderait. Dans l'état actuel du monde, tout problème a son aspect international et son aspect national : le nouveau ministère a l'esprit aussi ouvert que possible aux considérations européennes, et il a la volonté inflexible de ne rien céder de ce qui est juste et de ce qui est nécessaire à notre pays.

***

Les négociations seront d'autant plus importantes et d'autant plus difficiles que l'Allemagne est en révolte ouverte contre le traité de paix, contre les réparations, contre le Comité des Experts. L'approche des élections pour le Reichstag, qui doivent avoir lieu le 4 mai, semble exaspérer le nationalisme germanique. Depuis quelques semaines, les manifestations se multiplient. C'est l'acquittement de Ludendorff à Munich et les ovations dont il est l'objet; c'est la réponse absolument insuffisante de l'Allemagne au sujet du contrôle des armements; c'est l'affirmation répétée et contraire au traité que l'Allemagne n'est pas responsable de la guerre; c'est la campagne contre le Comité des Experts; c'est le discours de M. Jarres, ministre de l'Intérieur; c'est le discours de M. Stresemann, ministre des Affaires étrangères. Tous ces faits conduisent à la même conclusion : l'Allemagne n'a pas changé; et après la résistance passive dans la Ruhr, elle paraît se préparer audacieusement à un autre genre de résistance.

Le discours prononcé par M. Stresemann au Congrès du parti populaire de Hambourg est un symptôme d'autant plus grave qu'il n'est pas isolé. M. Stresemann a fait à diverses reprises des déclarations de même nature. On essaie, évidemment, dans certains milieux républicains allemands, de sauver

la face en déclarant une fois de plus que M. Stresemann a été obligé, par des considérations électorales et étant donné le schisme provoqué par les éléments réactionnaires du parti, de faire des concessions oratoires à l'opinion de droite. Nous ne saurions tenir compte de ces nuances et de ces subtilités, et nous ne pouvons nous empêcher de constater que la politique extérieure du Reich, en ce moment, paraît singulièrement conforme aux idées exprimées par M. Stresemann, en tant que chef du parti populaire ou en tant que ministre. « Nous n'avons, a dit M. Stresemann, rien de commun avec un pacifisme qui tirerait gloire d'une semblable faiblesse. Nous sommes au contraire profondément honteux que le désarmement nous ait été imposé. Le combat de la Ruhr n'a pas été une faute. Il a montré au monde que le peuple allemand sait combattre et souffrir pour son pays. Je me refuse à prononcer la condamnation des hommes qui sont allés au delà de la résistance passive. Nous honorons les victimes de ce combat et nous lutterons pour la libération de tous les prisonniers, de même que nous luttons pour la possession du territoire qui nous appartient d'après le Traité de Versailles lui-même. Je ne crois pas que la France, à qui la guerre et l'après-guerre ont causé des blessures qui saignent encore, se considère comme le vainqueur heureux de la lutte dans la Ruhr. » Voilà qui est net et qui rappelle le ton des harangues de guerre du chancelier Cuno. Quant aux réparations, M. Stresemann n'est pas moins précis; il pose ses conditions et parle des comités d'experts avec une sorte de supériorité méprisante et ironique. « On peut, a-t-il dit, se demander si ces comités dont les intentions honorables et l'objectivité ne font pas de doute, à mon avis, se sont bien fait une idée exacte de la capacité de prestations de l'Allemagne. Le gouvernement allemand garde toute sa liberté en ce qui concerne les décisions des experts. Il fera tout son possible pour arriver à une entente dans la mesure où le peuple allemand pourra supporter les prestations résultant de cette entente. » M. Stresemann conclut que le Reich est disposé « à assumer toutes les charges supportables pour libérer l'Allemagne ». C'est peu, et c'est vague. On connaît ce genre d'engagements, et la clause de la « limite du possible » qui les accompagne.

Dans le discours à la fois très mesuré et très ferme qu'il a prononcé à la Chambre, M. Poincaré a indiqué avec précision la position de la France. Nous acceptons, avant même de les connaître, que les conclusions des experts soient le point de départ des conversations. Nous avons occupé la Ruhr pour avoir un moyen de coercition envers le Reich et surtout envers les industriels. Nous avons été trop souvent trompés pour renoncer à la contrainte, et, d'ailleurs, nous avons spécifié dans le protocole de Bruxelles que nous ne nous retirerions qu'au fur et à mesure des paiements. Même si on nous demandait d'envelopper nos gages dans des gages plus étendus, nous n'aurions aucune raison de nous retirer avant le paiement définitif. En effet, il y a deux choses très différentes : la présence des troupes et le maintien de possibilités de contrainte. Si nous nous heurtons à une manifestation de mauvaise volonté, tous les créanciers de l'Allemagne n'auraient-ils pas intérêt à ce que nous resserrions la pression? Nous conservons donc nos moyens de pression et nous n'échangerons nos procédés que contre des procédés meilleurs. Nous ne pouvons consentir à aucune diminution de nos droits, mais il s'agira d'en hâter et d'en faciliter le règlement; pour cela, nous sommes tout prêts à rechercher une entente avec nos Alliés, et, le moment venu, nous nous considérerions comme comptables vis-à-vis d'eux de leur part de recettes nettes provenant de l'exploitation de la Ruhr. Si les experts proposent aux gouvernements alliés d'autres gages s'étendant à la totalité du territoire allemand, nous examinerons ces propositions, sous la condition formelle de rester sur place, dans la Ruhr, pour assurer nos échéances jusqu'au paiement total. Telle est la manière dont le ministère Poincaré considère le problème et toute la Chambre a approuvé : les nations jugeront après cela où est la bonne foi et où est la bonne volonté.

ANDRÉ CHAUMEIX

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, 85 bis, *Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

TABLE DU DEUXIÈME VOLUME

Mars-Avril

LIVRAISON DU 1er MARS 1924

		Pages.
F. FRANÇOIS-MARSAL	Finances et Politique	5
VICOMTE CECIL	Le Désarmement et la Société des Nations	14
ELISSA RHAÏS	La Fille du Douar. — II	28
COMTE DE FELS	Réponse à M. Painlevé	54
BERNARD SHAW	César et Cléopâtre. — III	62
PIERRE DE RÉGNIER	Erreurs de Jeunesse	102
LIEUTENANT X	Avec les Sénégalais par delà l'Euphrate. — I	108
V. BLASCO IBAÑEZ	Mare Nostrum (*Dernière partie*)	131
BACHELIN ET DUMESNIL	Le Cosmopolitisme dans la « Comédie humaine » (*fin*)	179
JULES DECAMPS	Questions économiques : La Crise du franc	202
PAUL SOUDAY	Les Lettres : Au Théâtre	223
ANDRÉ CHAUMEIX	La Politique : Le Comité des Experts	236

LIVRAISON DU 15 MARS 1924

ALBERT THOMAS	Justice sociale et Paix universelle	241
COMTESSE DE NOAILLES	Poèmes. — I	262
PAUL APPEL	Les Bienfaiteurs de l'Université de Paris	272
PHILIPPE BARRÈS	La Guerre à vingt ans. — I	288
ARTHUR-LÉVY	Davout, maréchal de l'Empire. — I	309
ELISSA RHAÏS	La Fille du Douar (*fin*)	333
ÉMILE MAGNE	Quelques Pénitents mondains de Port-Royal de Paris	381
LIEUTENANT X	Avec les Sénégalais par delà l'Euphrate (*fin*)	403
ALBERT FLAMENT	La Quinzaine : Tableaux de Paris	439
HENRY BIDOU	Les Lettres : Parmi les Livres	451
P.-GÉRARD WEST	Questions économiques : Le Marché monétaire	460
ANDRÉ CHAUMEIX	La Politique : Les Conversations franco-britanniques	471

LIVRAISON DU 1er AVRIL 1924

		Pages.
D. MEREJKOVSKY	La Fin d'Alexandre Ier. — I	481
Cesse DE NOAILLES	Poèmes. — II	518
A. R. ZIMMERMAN	Le relèvement de l'Autriche	527
ANDRÉ MAUROIS	Lord Byron et le démon de la tendresse	545
PHILIPPE BARRÈS	La Guerre à vingt ans. — II	565
EMMANUEL CHAUMIÉ	Le plan de l'Allemagne contre l'Industrie française	598
ARTHUR-LÉVY	Davout, maréchal de l'Empire (*fin*)	619
CHARLES DIGOY	L'incendie de Smyrne	645
HENRY BIDOU	Les Lettres : Parmi les Livres	668
COLONEL ROMAIN	Questions militaires : Le Problème de l'armement	677
BENOIST D'AZY	Questions maritimes : La formule de Washington	692
ALBERT FLAMENT	La Quinzaine : Tableaux de Paris	700
ANDRÉ CHAUMEIX	La Politique : Affaires intérieures et Élections	712

LIVRAISON DU 15 AVRIL 1924

Cte DE SAINTE-AULAIRE	Un Épisode sous la Terreur	721
ABEL BONNARD	Le Bonheur de peindre. — I	762
Cesse DE NOAILLES	Poèmes	783
JACQUES PIOU	La Commission du Budget pendant la guerre	791
PHILIPPE BARRÈS	La Guerre à vingt ans. — III	818
YVES DE LA BRIÈRE	L'idéal chrétien et la Cité contemporaine	846
D. MEREJKOVSKY	La Fin d'Alexandre Ier. — II	861
PAUL DOTTIN	La grande pitié des Églises d'Angleterre	899
PAUL SOUDAY	La Vie littéraire : Au Théâtre	916
LOUIS HOULLEVIGUE	La Vie scientifique : Le Miracle dans la science	924
JULES DECAMPS	Questions économiques : La Crise du franc	935
ANDRÉ CHAUMEIX	La Politique : Le nouveau Ministère de M. Poincaré	950

BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER
EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR
11, rue de Grenelle, PARIS

VIENT DE PARAITRE :

CHARLES DORNIER
LES DEMI-MARIÉES
ROMAN
Un volume de la *Bibliothèque-Charpentier*. — PRIX . . . . . 6 fr. 75

ANDRÉ IBELS
LA PAGE BLANCHE
ROMAN ANTÉNUPTIAL
Un volume de la *Bibliothèque-Charpentier*. — PRIX . . . . . 6 fr. 75

ADRIEN LE CORBEAU
L'HEURE FINALE
ROMAN
Un volume de la *Bibliothèque-Charpentier*. — PRIX . . . . . 6 fr. 75

MAX DE MARANDE
MORGUY LA SORCIÈRE
ROMAN BASQUE
Un volume de la *Bibliothèque-Charpentier*. — PRIX . . . . . 6 fr. 75

R. DE MONTMORILLON
LE VOILE TOMBE
ROMAN
Un volume de la *Bibliothèque-Charpentier*. — PRIX . . . . . 6 fr. 75

ÉMILE SOLARI
LA COMPAGNE
ROMAN
Un volume de la *Bibliothèque-Charpentier*. — PRIX . . . . . 6 fr. 75

EN VENTE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES
Envoi franco de port et d'emballage
contre 7 fr. 50 en mandat ou timbres

R. C. Seine. 242.553

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Les annonces sont reçues chez MM. PERDRIX et BURIN
14, rue Cadet, Paris.
Téléphone : Central 72-71.

Vente au Palais, le 8 mai 1924, 2 h. : IMMEUBLE
AVENUE DES TERNES, 12 et RUE PONCELET, 1
(angle) Revenus environ : 22.700 francs. M. à p. : 150.000 francs. S'adresser DUPLAN, avoué, 34, rue Pasquier ; Guillaume, adm., 38, rue des Ecoles.

VENTE au PALAIS, à PARIS, le 3 mai 1924, à 2 h.
BELLE PROPRIÉTÉ D'AGRÉMENT
dénommée " LES ESSARTS "
SAINT-BRIAC, près DINARD (I.-et-V.)
Vue splendide. Contenance 1 hect. 50 a. environ.
LIBRE DE LOCATION. Mise à prix : 500.000 francs.
S'adresser à Me MUSNIER et Tual, avoués à Paris et Kastler, notaire à Paris.

L'ARGUS de la PRESSE
"VOIT TOUT"
Fondé en 1879
LES PLUS ANCIENS BUREAUX D'ARTICLES DE JOURNAUX
37, Rue Bergère, PARIS (IXe)
Lit et dépouille par jour
20.000 *Journaux ou Revues du Monde entier*
Collectionne : LES ARCHIVES DE LA PRESSE
Edite : **L'Argus de l'Officiel**
contenant tous les votes des Hommes politiques
L'Argus recherche articles et tous documents passés, présents, futurs

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

88, rue Saint-Lazare — PARIS (9e)
Reg. du Com. de la Seine n° 79.649

SERVICES AUTOMOBILES P.-L.-M. DE LA CÔTE DES MAURES ET DE L'ESTÉREL

Pour mettre les stations de la Côte des Maures et de l'Estérel en liaison plus étroite avec ses principaux trains, la Compagnie P.-L.-M. rappelle qu'au départ des gares de Toulon et de Saint-Raphaël les services automobiles quotidiens désignés ci-après fonctionneront jusqu'au 15 mai 1924 pour le transport des voyageurs et des bagages :

Toulon — Ollioules — Sanary — Bandol — Les Lecques.

Toulon — Hyères — Bormes — Le Lavandou — Cavalière — La Croix-de-Cavalaire.

Saint-Raphaël — Sainte-Maxime — La Foux — La Croix-de-Cavalaire, avec correspondance à La Foux et pour Saint-Tropez.

Saint-Raphaël — Boulouris — Agay.

Pour la délivrance des billets et l'enregistrement des bagages, MM. les voyageurs sont priés de s'adresser aux Bureaux de renseignements des gares P.L.M. de Toulon et de Saint-Raphaël et au Bureau du Syndicat d'initiative (Grand Casino) à Hyères.

CHEMINS DE FER DE L'EST

Transport des Voyageurs et de leurs bagages de la gare de Paris-Est à domicile et vice-versa.

La Compagnie des Chemins de fer de l'Est croit devoir rappeler au public qu'un service de coupés et de limousines automobiles fonctionne de la gare de Paris-Est à domicile et vice-versa.

Les tarifs, qui ont été mis en vigueur le 1er janvier 1923, n'ont subi **aucun relèvement**.

Prise en charge jusqu'à 1.000 mètres, pour 2 voyageurs, avec franchise de 60 kg. de bagages { Omnibus . . 5 fr. 50 / Coupés . . . 4 fr. 50 }

par 100 mètres en plus 0 fr. 30.

Supplément { par voyageur en plus de deux . . . . 1 franc / par colis en plus de la franchise . . 1 franc }

Montée et descente de bagages à domicile : 0 fr. 60 par colis et par étage.

Les voyageurs peuvent, dans toutes les gares du réseau, faire demander par télégramme qu'un coupé ou un omnibus automobile de la Compagnie leur soit réservé à leur arrivée à Paris.

La dépêche est passée gratuitement par les agents des gares de départ ou d'arrêt.

Les demandes reçoivent satisfaction dans l'ordre de leur réception et dans la limite des disponibilités.

Le Mardi
25 Mars 1924
LE
GRAND PRIX
BALZAC
a été décerné à

ANDRÉ THÉRIVE

LE PLUS GRAND PÉCHÉ

PIERRE DOMINIQUE

NOTRE-DAME DE LA SAGESSE

Viennent de paraître . . . . . chaque volume **7 fr. 50**

PAUL RÉGNIER

LA VIVANTE PAIX

(à paraître le 20 Avril)

BERNARD GRASSET, ÉDITEUR

UNE ANNÉE D'ÉDITION

1923-1924

« C'EST AU FRUIT QU'ON JUGE L'ARBRE »

PARIS
BERNARD GRASSET, Éditeur
61, rue des Saints-Pères

BERNARD GRASSET

CLAUDE ANET

Ariane, jeune fille russe. *Un vol. in-16* (rappel) 7.5
L'amour en Russie. *Un vol. in-16* . . . . . 5.
Feuilles persanes. *Un vol. in-16* 7.5

ÉMILE BAUMANN

Job le prédestiné. *Un vol. in-16* . . . . . 7.
(GRAND PRIX BALZAC - 1922)
L'Anneau d'or des grands mystiques. *Un vol. in-16* 7.5

ALPHONSE DE CHATEAUBRIANT

La Brière. *Un vol. in-16* 7.5
(GRAND PRIX DU ROMAN DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE - 1923)
Monsieur des Lourdines. *Un vol. in-16* (rappel). 6.7
(PRIX GONCOURT - 1910)

ÉDOUARD ESTAUNIÉ *(de l'Académie Française)*

L'Infirme aux mains de lumière. *Un vol. in-16* 6.7

JEAN GIRAUDOUX

Siegfried et le Limousin. *Un vol. in-16* 6.7
(GRAND PRIX BALZAC - 1922)

COMTE DE GOBINEAU

Trois ans en Asie. *Deux vol. in-17* 13.50
La Fleur d'or. *Un vol. in-16* . . . . . 5.

DITEUR, A PARIS

DANIEL HALÉVY

Vauban. *Un vol. in-16* 7.50

LOUIS HÉMON

Colin-Maillard. *Un vol. in-16* 7.50
La belle que voilà. *Un vol. in-16* 6.50
Maria Chapdelaine. *Un vol. in-16* (rappel) 6.50

GEORGES IMANN

Le fils Chèbre. *Un vol. in-16* 6.75
Les Nocturnes. *Un vol. in-16* (rappel) 6.75

FRANÇOIS MAURIAC

Genitrix. *Un vol. in-16* 6.50
Le Fleuve de feu. *Un vol. in-16* 6.75
Le Baiser au lépreux. *Un vol. in-16* (rappel) . . . . . 5. »

ANDRÉ MAUROIS

Ariel, ou la Vie de Shelley. *Un vol. in-16* 7.50
Les Silences du Colonel Bramble. *Un vol. in-16* (rappel) . . 6.75
Les Discours du Docteur O'Grady *Un vol. in-16* (rappel). 6.75

HENRY DE MONTHERLANT

Le Songe. *Un vol. in-16* 7.50
Le Paradis à l'ombre des épées. *Un vol. in-16* 6.75

PAUL MORAND

Lewis et Irène. *Un vol. in-16* 6.75

JEAN DE PIERREFEU

Plutarque a menti. *Un vol. in-16* 7.50

RAYMOND RADIGUET

Le diable au corps. *Un vol. in-16* 6.50

ALBERT THIBAUDET

Paul Valéry. *Un vol. in-16* . . . . . *épuisé*

Les Princes lorrains. *Un vol. in-16* 7.50

ROBERT DE TRAZ

Dépaysements. *Un vol. in-16* . . . . . *épuisé*

Ma Vie

Récit d'une paysanne russe attribuée à

LÉON TOLSTOI

Traduction et note par CH. SALOMON. *Un vol. in-16* 6.50

Bois de E. Carlègle pour *COLIN-MAILLARD*

ÉDITIONS BOSSARD
43, RUE MADAME - PARIS (VIe)
TÉLÉPHONE : Fleurus 04-48
R.C. Seine 110.089

A. ALBERT PETIT

LA FRANCE DE LA GUERRE

Ouvrage en 3 volumes
Couronné par l'Académie des Sciences Morales et Politiques
(Prix AUDIFFRED)

Les problèmes de la politique intérieure ont passé au second plan pendant la guerre et dans les temps qui l'ont suivie. Mais, de jour en jour, ils reprennent leur place dans les préoccupations du pays, *surtout à la veille des élections*. Nos difficultés économiques, financières et sociales ne datent pas d'hier. Elles remontent à la période de la guerre, et c'est pourquoi l'histoire intérieure de la France pendant cette période redevient d'une pressante *actualité*.

Elle a été trop peu étudiée.

On la trouve vivante et pourtant réfléchie dans les trois volumes d'impressions formulées au jour le jour et complétées par un exposé d'ensemble que M. Albert-Petit a consacrés à la France de la guerre et qui ont été couronnés par l'Académie des Sciences Morales et Politiques.

Cinq ans ont bientôt passé depuis la signature de la paix de Versailles où s'arrête cet indispensable et brillant ouvrage. Ce recul ne lui a rien ôté de son actualité. Il a montré, tout au contraire, le bien fondé des jugements et des prévisions qui l'ont fait remarquer à son apparition.

Son utilité pratique est aujourd'hui plus réelle que jamais.

Et sa place nécessaire est dans toutes les Bibliothèques de France.

Tome I. (Août 1914, Mars 1916). 488 pages grand in-8°. Prix.. **12** fr.
Tome II. (Mars 1916, Sept. 1917). 512 pages grand in-8°. Prix. **12** fr.
Tome III. (Sept. 1917, Juillet 1919). 610 pages grand in-8°. Prix. **15** fr.
Au total : 3 volumes, grand in-8°, 1 610 pages, munis d'une table analytique et d'un index très utile de tous les noms cités. Prix.. **39** fr.

LIBRAIRIE PLON

PAUL BOURGET
de l'Académie française

CŒUR PENSIF NE SAIT OU IL VA

ROMAN en un volume in-16 . . . . . 7 fr.

HENRY BORDEAUX
de l'Académie française

SAINT FRANÇOIS DE SALES ET NOTRE CŒUR DE CHAIR

Un volume in-16 avec un portrait hors texte . . . . . 7 fr.

ERNEST PÉROCHON

LES GARDIENNES

ROMAN en un volume in-16. 7

SERGE DE CHESSIN

LES ÉPAVES BLANCHES

Roman de l'Émigration Russe

Un volume in-16 . . . . . 7 fr.

LONGWORTH-CHAMBRUN

LE ROMAN D'UN HOMME D'AFFAIRES

ROMAN en un volume in-16 7

PRINCESSE PAULINE DE METTERNICH

SOUVENIRS D'ENFANCE ET DE JEUNESSE

(Geschchenes, Gesehenes, Erlebtes). (1845-1863)

Traduit de l'Allemand par Mme H. PERNOT. — Préface de MARCEL DUNAN

JEAN CARRÈRE

LE PAPE

Rome éternelle, Pierre et César, Canossa, Dante, Charles-Quint Napoléon, La Question Romaine

Un volume in-16 . . . . . 7 fr. 50

HUBERT BOURGIN

LE PARTI CONTRE LA PATRIE

Mémoires pour servir à l'histoire d'une sécession politique (1914-1917)

Un volume in-16 . . . . . 8 fr.

PLON-NOURRIT & Cie, Imprimeurs-Éditeurs
PARIS, 8, rue Garancière
R. du C. Paris 75.638

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber, Paris (IXe)
R.C. Seine 98.810.

A propos du jubilé d'ANATOLE FRANCE

ŒUVRES de ANATOLE FRANCE

de l'Académie française

FORMAT IN-18

'Anneau d'Améthyste
althasar
rainquebille, Putois, Riquet
es Contes de Jacques Tournebroche
e Crime de Sylvestre Bonnard
'Étui de Nacre
es Dieux ont soif
es Désirs de Jean Servien
e Génie latin
istoire comique
'Ile des Pingouins
e Jardin d'Épicure
ocaste et le Chat maigre
e Livre de mon Ami
e Lys rouge
Le Mannequin d'osier
Monsieur Bergeret à Paris
Les Opinions de M. Jérôme Coignard
L'Orme du Mail
Pages choisies
Le Petit Pierre
Pierre Nozière
Le Puits de Sainte-Claire
La Révolte des Anges
La Rôtisserie de la reine Pédauque
Les Sept femmes de la Barbe-Bleue
Sur la pierre blanche
Thaïs
La Vie en fleur
La Vie littéraire *(4 volumes)*

FORMAT IN-8°

Vie de Jeanne d'Arc *(2 volumes)*

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber, Paris (IXe)

R. C. Seine 98.814

RENÉ BAZIN

de l'Académie française

LE CONTE DU TRIOLET

Un volume in-18. — Prix . . . . . 6 fr.

Il a été tiré 40 exemplaires sur papier de Hollande, numérotés. — Prix : 40 francs

La première édition, *édition originale*, tirée à 500 exemplaires sur papier Outhenin-Chalandre a été mise en vente au prix de 10 francs *(Épuisée)*.

A PROPOS DU CENTENAIRE DE LA MORT DE LORD BYRON

LETTRES DE LORD BYRON

Traduites par Jean DELACHAUME — Préface de Georges CLÉMENCEAU

Un volume in-8°. — Prix . . . . . 9 fr.

DERNIÈRES ANNÉES DE LORD BYRON

Les Rives du Lac de Genève — L'Italie — La Grèce

par l'auteur de "ROBERT EMMET"

Un volume in-18. — Prix . . . . . 4 fr.

389-24. Imp. L. Pochy et Fils, 52, rue du Chateau, Paris — Registre du Commerce : Seine 19.528

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Nous avons eu l'occasion, à propos de la réédition de *la Princesse Hélène de Ligne* de **Lucien** ay, de résumer les aventures de la jeune Hélène Massalska — nièce de l'évêque de Wilna — qui se ia en 1779 avec Charles de Ligne, le fils du fameux prince de Ligne, l'ami de Marie-Thérèse et Catherine II. Treize ans plus tard Hélène qui n'avait jamais éprouvé pour son mari que des sen- ts fort réservés demandait le divorce afin de pouvoir épouser le comte Vincent Potocki pour el elle avait conçu une véritable passion. Les Ligne refusèrent, mais le prince Charles fut tué à la x-aux-Bois et trois mois après (1793) Hélène devenait la **Comtesse Hélène Potocka**. C'est isément là le titre du second volume que Lucien Pérey a consacré à Hélène Massalska, volume uis longtemps épuisé et dont une réédition vient de paraître. Hélène à qui tous les bonheurs sem- ent réservés devait connaître une longue suite d'infortunes. Dès les premier jours, son mariage fail- tre cassé, la comtesse Anna, précédente femme du Comte, l'attaquant pour une raison assez trou- nte : à savoir que son mariage à elle n'avait pas été annulé. Après bien des difficultés la question put endant être réglée et la comtesse Anna se détermina au divorce. Ces négociations s'étaient déroulées milieu de circonstances tragiques. On était à la veille du partage de la Pologne. Un grand mouve- nt national venait de se dessiner; au cours d'une insurrection à Varsovie la populace conduisit au t l'oncle d'Hélène, le prince évêque de Wilna, accusé de s'être vendu à la Russie. Inutile assas- t : les troupes de Kosciusko furent défaites et la Prusse, la Russie et l'Autriche se partagèrent les es de la Pologne. Les terres d'Hélène et de son mari se trouvèrent réparties dans trois pays, ce qui simplifia point leurs affaires. Mais ce qui les compliqua bien davantage encore ce fut que Cathe- II séquestra leurs biens de Lithuanie. Pour rentrer en leur possession le Comte partit pour Saint- ersbourg, d'où il adressa à sa femme restée en Pologne de nombreuses lettres, grâce auxquelles s pénétrons dans l'intimité de la Grande Catherine et de son favori de l'heure Platon Zouboff. alement le Comte obtint, en partie, gain de cause et Hélène connut trois années de bonheur. heur sans lendemain : coup sur coup en 1798 les deux fils qu'Hélène avait eus du comte Potocki ururent. Les années qui suivirent ne furent point faites pour apaiser sa douleur. Après un nouveau our à Saint-Pétersbourg les Potocki s'étaient installés à Brody, ville polonaise, qui leur appar- ait entièrement, lorsque divers incidents firent craindre à Hélène que les sentiments de son mari à égard n'eussent fâcheusement évolué; le hasard enfin se chargea de préciser ses inquiétudes : surprit le comte en conversation galante avec une demoiselle de compagnie. Outrée, elle décida rompre et quitta sans tarder le château conjugal. Réfugiée à Léopol, elle rencontra le prince de me, son ex-beau-père; tous griefs oubliés Hélène et le vieux prince tombèrent dans les bras l'un de tre. Hélène fut heureuse de s'entendre conseiller de retourner auprès du Comte. Au fond elle rettait déjà la rupture. Elle regagna donc Brody où eut lieu une belle scène de réconciliation. urtant l'alerte avait été chaude et Hélène, un instant détachée de son mari, s'était avisée soudain l'existence de Sidonie, la fille qu'elle avait eue de Charles de Ligne, enfant que les Ligne avaient vée. Cette découverte l'avait amenée à regretter d'avoir fait donation de toute sa fortune à son ri. Comment restituer à la petite Sidonie les biens qui eussent dû lui revenir? Hélène eut alors une e géniale : elle décida de faire épouser Sidonie par François Potocki, le fils que le comte Vincent it eue de la comtesse Anna. Les obstacles — côté Ligne et côté Potocki — étaient nombreux. pour- t Hélène en vint à bout et l'union tant souhaitée fut réalisée. En 1806, Hélène s'installa à Paris l'année suivante, le jeune ménage vint la rejoindre. La vie d'Hélène à Paris fut en somme ureuse et brillante, sa fille était suffisamment tendre, ses ex-amies de l'Abbaye-aux-Bois, retrouvées choyaient, seule Vincent la tourmentait; jusqu'à son dernier jour Hélène ressentit pour son mari amour véhément qui n'alla point sans une vive jalousie. Ce bref résumé des aventures d'Hélène ssalska ne nous permet point de faire connaître la nature délicate et sensible à l'excès que ses tres et les discrets commentaires de Lucien Pérey nous révèlent. Hélène fut une femme d'une elligence et d'un goût supérieur, qui, ainsi qu'en témoignent ses carnets, consacra la majeure rtie de son temps à l'étude, à la musique, au dessin... Autour d'elle les décors se sont beaucoup nouvelés : ce seul volume nous mène en Pologne, à la Cour de Russie, à Vienne, à Paris. Revivent ns ces pages Catherine II, le prince de Ligne, Louis XVIII, d'autres encore. Mais ces grandes ures de l'histoire ne détournent jamais tout à fait notre attention de l'héroïne de cet étrange man vécu. Après sa mort comme de son vivant, le charme d'Hélène exerce son action, toutes les dulgences lui sont acquises et à ses fautes mêmes nous trouvons une certaine grâce.

Le **Paradis à l'ombre des épées** de M. **Henry de Montherlant** est un recueil de réflexions de nouvelles écrites à la gloire du sport, ainsi qu'en témoigne dès l'abord cette mention posée au- ssus du titre « Premières Olympiques ». M. de Montherlant a véritablement l'âme d'un guerrier. La erre est pour lui « un fauve merveilleux » et il est tout marqué encore de sa « chaude étreinte », l'heure où la plupart de ses compagnons d'armes, d'humeur moins héroïque, quand le temps des mbats n'est plus, ont la faiblesse de caresser des rêves pacifiques. Le sport, par bonheur, représente core une lutte, à laquelle on peut s'adonner faute de mieux, et c'est lui que M. de Montherlant lèbre aujourd'hui en une langue âpre et forte aux belles résonances métalliques. Dans cette passion ur les exercices physiques il y a quelque chose de l'attachement mystique du bon soldat pour son apeau. Quand M. de Montherlant dépeint une partie de foot-ball, il est à la fois lyrique et recueilli. effort musculaire lui inspire une sorte de sentiment religieux. La lecteur a le droit là-dessus de se ncer dans le schisme ou la protestation, mais il ne peut qu'admirer la vérité avec laquelle l'auteur n *Songe* décrit les sensations physiques que notre corps connaît à la faveur d'un exercice elconque (en l'espèce la course à pied) depuis le sentiment heureux d'équilibre et de plénitude que ous inspire notre force toute prête à s'employer jusqu'aux nuances les plus subtiles de la fatigue. r ce sujet M. de Montherlant a écrit des pages d'une magnifique ampleur. Le curieux est que, à rce d'appliquer une attention lucide et aiguë à la physiologie sportive, M. de Montherlant en arrive imaginer, par fantaisie, l'âme du corps, hypothèse qu'il étaie d'arguments spécieux. Nous voici en eine sophistique décadente et nous pouvons craindre que le guerrier ne s'effémine. Il n'en sera rien : ppel des armes se fait vite entendre et nous regagnons la Laconie. Sous les enseignes (vexilla) . de Montherlant doit être bien plutôt un chef qu'un exécutant. Il procède, dans ses discours, par firmations catégoriques. « Deux philosophies se disputent le monde... ». Plusieurs critiques ont levé ce qu'il y avait d'arbitraire dans ce développement où M. de Montherlant groupe en deux mps tous les mouvements intellectuels de l'humanité, le côté Tibre où sont réunies les idées qu'il pprouve, le côté Oronte où sont entassées celles qu'il n'aime point. On n'a pas le sentiment que -dessus la discussion soit possible. Textes révélés. Règlements militaires. Nous sommes à l'ombre es épées c'est une situation qui a quelques avantages et beaucoup d'inconvénients.

MARCEL THIÉBAUT

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE	80 »	41 »	21.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES	86 »	44 »	23 »
ÉTRANGER	98 »	50 »	26 »

LA LIVRAISON — 240 pages — **4** fr. **50**

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés*

Première Table Décennale (1894-1903). *Prix* . . . . . 2 fr. 50
Deuxième Table Décennale (1904-1913). *Prix* . . . . . 3 fr. 50

P. BRODARD, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.